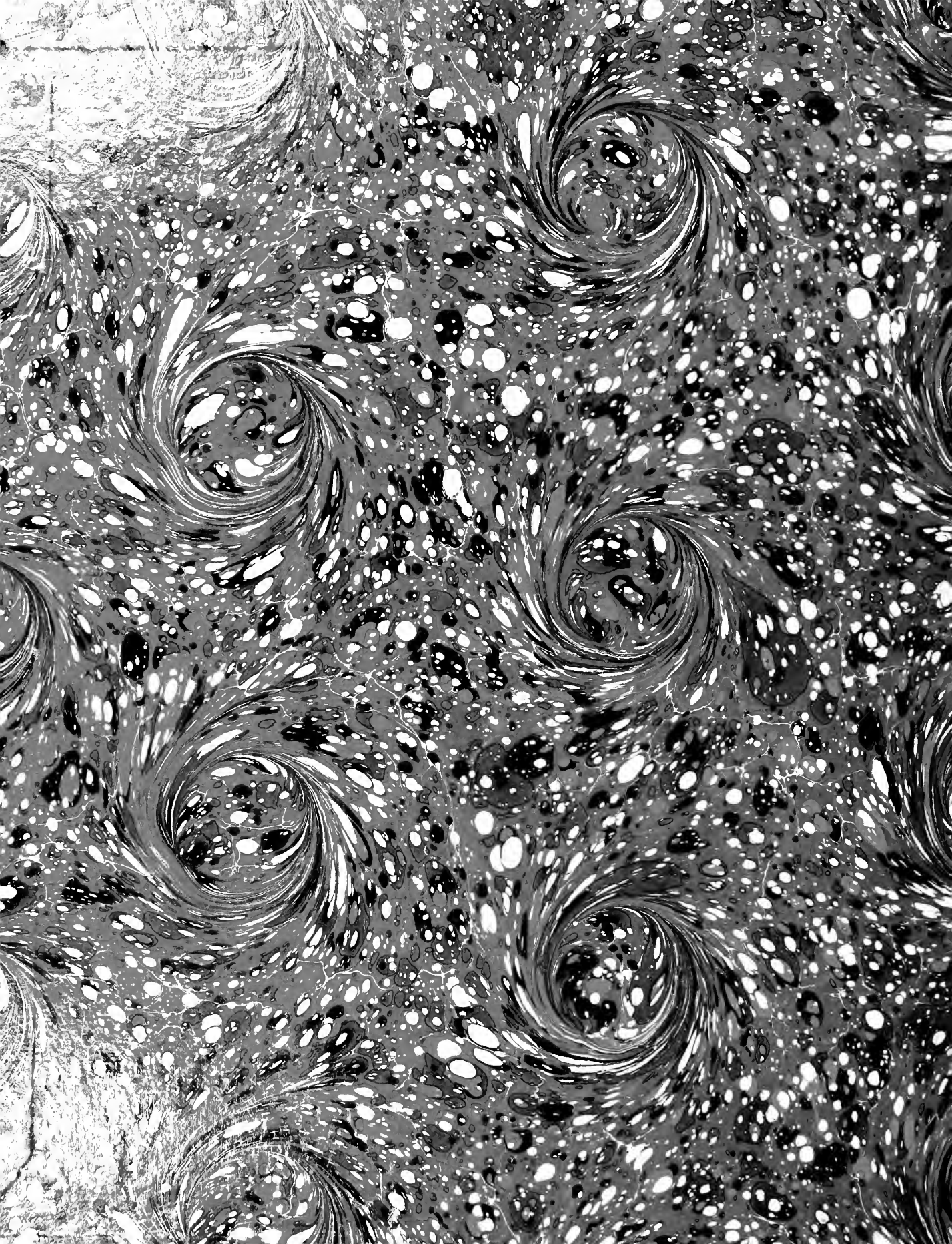
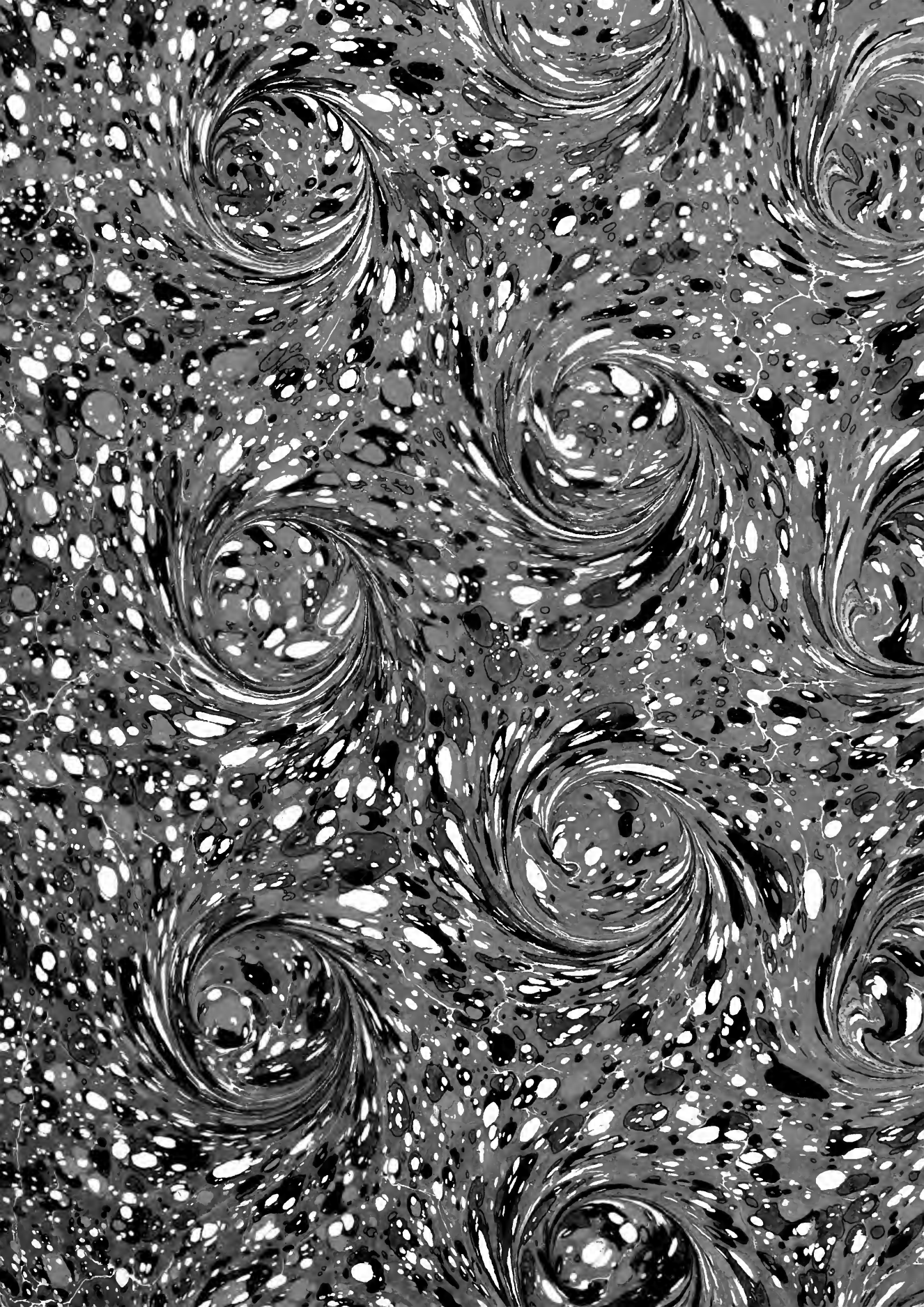




3 1761 07445278 0







La réimpression de ces Procès-Verbaux a été exécutée par les soins du Comité du Centenaire de la Ville de ROMANS, institué, en 1887, par M. GIGNIER, Maire.

Cet ouvrage a été tiré à 500 exemplaires :

300 sur papier Hollande, numérotés de 1 à 300.

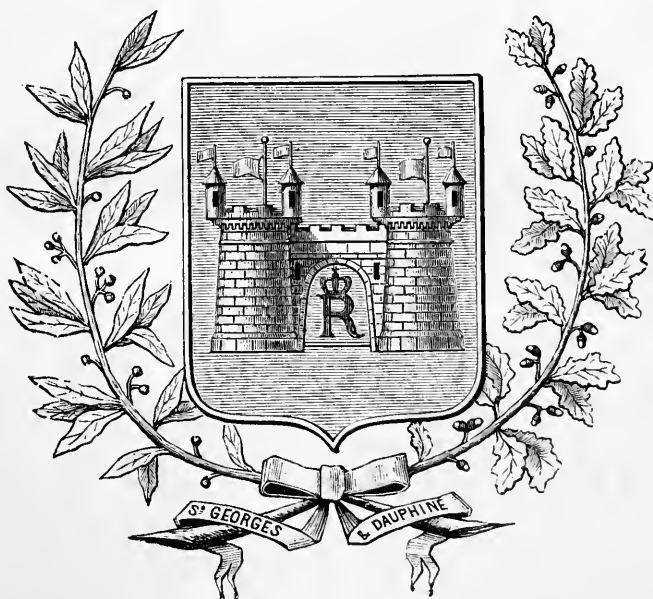
200 sur papier vélin, numérotés de 301 à 500.

N° 395

PROCÈS-VERBAUX
DES
ASSEMBLÉES GÉNÉRALES
DES
et TROIS-ORDRES
ET DES
ÉTATS PROVINCIAUX
DU DAUPHINÉ

Tenus à Romans en 1788
Réimprimés à l'occasion du
CENTENAIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

AVEC UNE
INTRODUCTION par ANDRÉ LEBON



LYON
MOUGIN-RUSAND, IMPRIMEUR
Rue Stella, 3.

M. DCCC. LXXXVIII



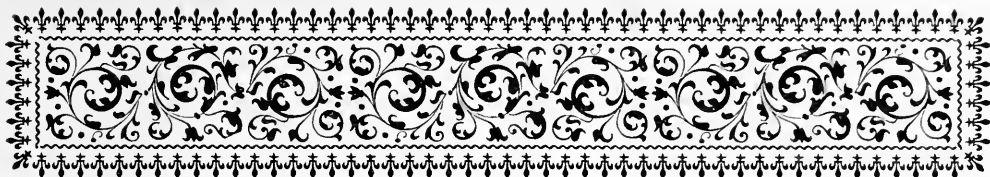
1142140

JN

2473

D3A42

1888



INTRODUCTION

. Terre, terre chérie,
Que la liberté sainte appelle la Patrie !
Père du grand Sénat, ô Sénat de *Romans*,
Qui de la liberté jeta les fondements !
Romans, berceau des lois, vous *Grenoble* et *Valence*,
Vienne ; toutes enfin, monts sacrés d'où la France
Vit naître le soleil avec la liberté !
Un jour le voyageur par le Rhône emporté,
Arrétant l'aviron dans la main de son guide,
En silence et debout sur sa barque rapide,
Fixant vers l'Orient un œil religieux,
Contempera longtemps ces sommets glorieux !
Car son vieux père ému, de transports magnanimes,
Lui dira : Vois mon fils, vois, ces augustes cimes !

André CHÉNIER.

Au bord du Rhône, le 7 juillet 1790.

LE Dauphiné, bien que l'un des derniers venus dans la Patrie française, a toujours été parmi les plus fidèles à défendre l'indépendance nationale, parmi les plus ardents à saluer les idées nouvelles et à s'en faire le champion ; son nom apparaît glorieux aux jours les plus sombres de notre histoire comme à l'aurore de nos plus magnifiques élans : au *xv^e* siècle, ses soldats combattent au premier rang des rares partisans groupés autour de *Charles VII*, et, à l'appel de *Jeanne d'Arc*, la bonne *Lorraine*, chassent l'Anglais de France ; au *xvi^e*, il donne à la France *Bayard*, le chevalier sans peur et sans reproche, puis il embrasse la Réforme et lutte vaillamment, pendant de longues années, pour la liberté de conscience ; au *xviii^e*, à la veille

de la crise qui a fait la France moderne, il trace, d'une main ferme et hardie, le programme qui sera celui de l'Assemblée constituante, il proclame avant tout autre la souveraineté nationale, l'unité de la Patrie et l'égalité démocratique. Il prêtait son nom à nos anciens Rois jusqu'à leur avènement au trône; il a été le berceau de la Révolution. Une expression populaire résume son histoire : les Provençaux appellent encore les Dauphinois « Franciaux », pour indiquer qu'ils forment vers le Midi l'avant-garde de la vraie France.

Les événements qui se sont produits en Dauphiné en 1787 et en 1788 ont été l'objet de savantes recherches et de nombreuses publications; il ne saurait être question d'en refaire ici le récit détaillé; il suffira de quelques rapides indications pour rappeler dans quelles circonstances se tinrent à Romans, en 1788, les deux Assemblées des trois Ordres et la célèbre réunion des États provinciaux dont on va lire les procès-verbaux, et pour aider à déterminer le caractère des délibérations qui y eurent lieu, l'importance capitale des principes qui y furent posés.

I

LE 19 novembre 1787, Louis XVI tenait un lit de justice au Parlement de Paris pour l'enregistrement de divers édits ; plusieurs magistrats le supplièrent de convoquer au plus tôt les États Généraux ; le roi chargea son garde des Sceaux, Lamoignon, de rappeler aux Membres de la Cour les principes politiques sur lesquels était fondée l'organisation de l'ancien régime. Lamoignon, prenant la parole, s'exprima ainsi :

« Ces principes universellement admis par la nation, attestent qu'au roi seul appartient la puissance souveraine dans son royaume ; qu'il n'est comptable qu'à Dieu seul de l'exercice du pouvoir suprême, que le lien qui unit le roi et la nation est indissoluble par sa nature ; que des intérêts et des devoirs réciproques entre le roi et ses sujets ne font qu'assurer la perpétuité de cette union ; que la Nation a intérêt que les droits de son chef ne souffrent aucune altération ; que le roi est chef souverain de la nation, et ne fait qu'un avec elle ; enfin, que le pouvoir législatif réside dans la personne du souverain, sans dépendance et sans partage. Il résulte de ces anciennes maximes nationales, attestées à chaque page de notre histoire, qu'au roi seul appartient le droit de convoquer les États Généraux ; que lui seul doit juger si cette convocation est utile ou nécessaire ; qu'il n'a besoin d'aucun pouvoir extraordinaire pour l'administration de son royaume ; qu'un roi de France ne pourrait trouver, dans les représentants des trois Ordres de l'État, qu'un Conseil plus étendu, composé de membres choisis d'une famille dont il est le chef, et qu'il serait toujours l'arbitre suprême de leurs représentations ou de leurs doléances. »

Telle était, formulée par le chef de l'Administration judiciaire du royaume, quelques mois seulement avant la réunion de l'Assemblée nationale, ce que d'aucuns ont appelé la Constitution de l'ancienne monarchie; ces maximes n'avaient d'une Constitution que le nom, qui leur en fut donné après coup; elles en étaient, au vrai, le contre-pied, puisqu'elles n'impliquaient point l'ombre même d'une limitation à l'autorité royale : elles consacraient le pouvoir absolu avec un cynisme d'autant plus révoltant que déjà les esprits étaient mûrs pour un autre système de gouvernement; au besoin intense, quoique encore mal défini, d'ordre et de lumières dans la gestion des affaires publiques, de garanties pour la liberté individuelle, aux aspirations unanimes et bientôt formidables en faveur de l'égalité civile, au lent soulèvement de l'opinion qui n'allait point tarder à gronder comme le tonnerre, à frapper comme la foudre, la royauté répondait : « Notre bon vouloir seul peut vous accorder quelque satisfaction; nous vous appellerons, s'il nous plaît, à nous dire vos doléances; et, s'il nous plaît encore, nous leur ferons accueil. »

Cependant, au moment même où Louis XVI et ses Ministres jetaient ce défi au pays, lorsqu'ils semblaient par leur arrogance vouloir fermer les voies à toute entente, ils s'occupaient à tempérer dans la pratique la rigueur de leurs déclarations et à modifier les rouages de l'organisme politique. Incapables de s'élever jusqu'à l'intelligence des besoins du pays, impuissants à l'audace et à la générosité qui leur eussent rendu sa confiance, ils se décidaient à céder, mais à moitié seulement et en marquant leur mauvaise humeur, au risque même de déprécier leurs concessions.

Depuis 1614 la France n'avait point eu d'États Généraux; le pouvoir central régnait en maître incontesté, sans avoir jamais eu l'occasion d'entendre les vœux de la nation de la bouche de ses représentants; depuis la même époque les États provinciaux, qui, à défaut d'États Généraux, auraient pu contenir et modérer l'action du pouvoir, avaient cessé d'être convoqués. Parmi les provinces ainsi privées de leurs organes réguliers était le Dauphiné, auquel le traité de cession à la couronne, en 1349, avait promis le maintien de ses privilèges; mais un conflit s'était élevé, au commencement du XVII^e siècle sur la répartition de la taille; ce conflit, terminé par un Arrêt du Conseil de 1628, avait fourni le prétexte désiré : les États dauphinois ne furent plus réunis. Or, en 1787, on avait parlé déjà de donner au Dauphiné, ainsi

qu'à quelques autres provinces, des Assemblées locales ; de plus, dans ce même lit de justice du 19 novembre, on avait annoncé une prochaine convocation des États-Généraux du royaume.

Il y avait longtemps déjà qu'il était question de créer des Assemblées provinciales : Necker y avait songé dès 1779, mais les compétitions qui surgirent aussitôt entre les Ordres, notamment en Dauphiné, et plus encore son manque de décision, l'empêchèrent de donner suite à son projet. Il fallut attendre huit ans avant que l'idée fût reprise. Enfin, après deux essais partiels dans la Haute-Guyenne et dans le Berri et à la suite de la première Assemblée des Notables du royaume, qui eut lieu à Versailles au début de 1787, Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, devenu chef du Conseil royal des finances, résolut d'étendre la réforme à toutes les provinces.


Un Édit dans ce sens fut rendu par le roi et enregistré le 22 juin au Parlement de Paris. Malgré ses imperfections et ses insuffisances, il réalisait une sensible amélioration pour ceux des pays de la monarchie qui n'avaient jamais eu de représentation locale, pour les pays d'élections. Pour ceux au contraire qui avaient eu autrefois des États et qui en sollicitaient en vain le rétablissement, c'était, en apparence au moins, une sorte de déchéance : au lieu d'une Assemblée dont les membres étaient librement élus par chacun des trois Ordres du Clergé, de la Noblesse et du Tiers État, il leur fallait en accepter une dont la moitié des membres étaient nommés par le roi et élisaient eux-mêmes la seconde moitié. Aussi, tandis que l'Édit était accueilli avec reconnaissance dans les pays d'élections, les pays d'États, la Franche-Comté, la Guyenne, le Dauphiné réclamèrent vivement contre ses dispositions.

Cependant, à y regarder de plus près, les pays d'États eux-mêmes y trouvaient un bénéfice. Et d'abord on leur accordait un commencement d'organisation, un embryon de représentation qui, si incomplets fussent-ils, valaient toujours mieux que le néant. Puis, en créant le gouvernement provincial, le Gouvernement avait posé deux règles qui constituaient un important précédent : il avait décidé, au regard de ces Assemblées, le « doublement du Tiers » et le « vote par tête » : le Tiers État aurait autant de représentants que les deux autres Ordres réunis, et les délibérations

seraient prises, non plus à la majorité des Ordres (ce qui permettait aux deux Ordres privilégiés de faire échec au tiers), mais à la majorité des votants, quel que fût leur rang social. Le Parlement de Grenoble enregistra donc l'Édit pour ce qui concernait le Dauphiné; il le fit, il est vrai, en réservant les privilèges de la province; il stipula que les réglemens électoraux à intervenir devraient lui être soumis, que l'Assemblée ne pourrait consentir d'imposition nouvelle et que les États provinciaux seraient convoqués à bref délai. L'événement justifia ses défiances.

L'Assemblée se réunit le 1^{er} octobre; le premier soin de son Président, Lefranc de Pompignan, archevêque de Vienne, fut, en ouvrant les travaux, de critiquer le mode de nomination des membres et d'indiquer ses préférences pour l'élection. Les Séances furent presque aussitôt suspendues qu'inaugurées; aucun des points réservés par le Parlement de Grenoble n'ayant été concédé, celui-ci fit interdiction à l'Assemblée de continuer à siéger; elle se sépara à la fin de l'année sans avoir statué sur aucune des affaires dont elle avait été saisie.

II

 N'était retombé dans la situation antérieure à 1787; le Dauphiné n'avait point reconquis ses États et n'avait plus d'Assemblée provinciale. Ailleurs, la guerre était engagée entre le roi et les Parlements; celui de Bordeaux avait été exilé à Libourne pour son opposition à l'Édit de juin; plusieurs membres de celui de Paris avaient été arrêtés pour avoir protesté contre le lit de justice du 19 novembre. Les magistrats de Grenoble décidèrent de protester à leur tour contre les mesures qui frappaient leurs confrères; ils le firent en termes solennels : « Vous ne commandez pas, Sire, à des esclaves; vous commandez à une nation libre; Votre Majesté lui doit la liberté des lois. »

Ce n'était point seulement, chez les personnages composant ces hautes Cours judiciaires, abnégation patriotique et dévouement à la légalité; bien que privilégiés eux-mêmes, ils aimaient à se poser en défenseurs des droits du peuple; à ce titre, ils réclamaient les États provinciaux et s'opposaient à de nouveaux impôts; ils présentaient que l'on en viendrait, tôt ou tard, à convoquer les États Généraux; ils espéraient que leur noble attitude leur vaudrait une influence prépondérante sur les Députés du Tiers, comme en 1614. Mais, quoi qu'il en fût de leurs mobiles intimes, il y avait en 1788 une véritable insurrection des Parlements contre l'autorité royale; le roi résolut de les briser.

De là, les Édits du 8 mai 1788 : la compétence civile et criminelle des Tribunaux de bailliage était notablement accrue au détriment de celles des Parlements; un grand nombre d'offices de magistrats étaient supprimés à Paris. Enfin, et c'était là le plus

sensible, le droit de chaque Parlement d'enregistrer les actes du roi avant qu'ils ne fussent applicables dans les pays de sa juridiction et de les soumettre à un examen spécial au point de vue des droits et coutumes du ressort, ce droit était révoqué : il n'y aurait plus désormais pour toute la France qu'un seul enregistrement; cet enregistrement, on le confiait à une Cour plénière où entreraient des Conseillers du Parlement de Paris et des fonctionnaires de l'ordre administratif sans aucun représentant du Tiers État. Réformes avantageuses, sans contredit, à l'unité nationale, et dont certaines furent acclamées quelques années plus tard, mais qui, à cette heure, avaient pour unique résultat de détruire les seuls centres de résistance légale que connût la France.

Ces Édits heurtaient les magistrats dans leurs intérêts; ils soulevèrent l'indignation du public qui se crut pour jamais privé de tout soutien. Partout il fallut des lits de justice pour en imposer l'enregistrement aux Cours que l'on voulait décapiter; presque partout, en Bretagne, en Franche-Comté, etc., il y eut des mouvements populaires. A Grenoble, où des lettres de cachet avaient été décernées contre des magistrats, ce fut la Journée des Tuiles (7 juin); le commandant de la province, le duc de Clermont-Tonnerre, fait prisonnier, dut rapporter les ordres d'exil. Ce n'était point une simple émeute, mais bien le début d'une révolution : le génie viril que le Dauphiné tient du voisinage de la montagne, l'esprit d'indépendance et d'initiative que ses anciennes franchises et son humeur batailleuse avaient donné à la population étaient une garantie que la Journée des Tuiles aurait un lendemain.

Le 14, en effet, le Conseil général de la ville de Grenoble, avec l'adjonction de plusieurs notables des trois Ordres, supplia le roi d'abroger les Édits du 8 mai :

« L'Assemblée, considérant que les maux qui affligent le Royaume et la Province en particulier ont pour cause la promulgation illégale et effrayante des nouveaux édits et ordonnances transcrits à main armée sur les registres de divers Parlements, que ces nouvelles loix tendent visiblement à la subversion de l'État et Constitution monarchique;

« Que la Nation française non plus qu'aucune de ses provinces ne peuvent être

privées de son droit actuel et toujours subsistant de représentation immédiate auprès du Souverain et bien moins celle du Dauphiné qui a, en sa faveur, les loix et les concordats les plus positifs;

« Que porter atteinte à ces loix, c'est ébranler les fondements de l'état social qui repose tout entier sur la foi des contrats et la religion des serments;

« Que l'impôt ne peut être légalement établi que par le consentement des peuples réunis en Assemblée nationale par représentants librement élus, seul moyen d'exprimer leurs vœux et leurs doléances, et de subvenir aux besoins de l'État par les voies les moins onéreuses;

« Que les nouveaux Tribunaux, substitués aux Parlements du Royaume dans le moment même où ils réclamoient l'Assemblée générale de la nation, n'ont été et ne peuvent être envisagés que comme les instruments du despotisme pour multiplier arbitrairement les impôts et étouffer toute espèce de représentation;...

« Que l'exil du Parlement a achevé de jeter la consternation et la terreur;...

« Qu'il est urgent de pourvoir à cet état critique;

« Que pendant l'interruption des États et la dispersion des Cours souveraines, cet office ne peut être rempli que par les citoyens réunis dans une Municipalité,

« A arrêté et délibéré unanimement de supplier Sa Majesté de vouloir bien retirer les nouveaux édits,


« Rendre à la province ses magistrats et les réintégrer dans la plénitude de leurs fonctions, permettre la convocation des États particuliers de la Province en y appelant les membres du Tiers-État en nombre égal à celui des membres du Clergé et de la Noblesse réunis et par voie d'élection libre;

« Convoquer les États Généraux du royaume à l'effet de remédier aux maux de la nation ;

« Adhérant aux motifs et principes des arrêts du Parlement des 9 et 20 mai dernier, au vœu universel, l'Assemblée tient pour traîtres à la Patrie et infâmes ceux qui pourroient prendre place dans les nouveaux Tribunaux et y concourir de ministère par leur postulation ou autrement... »

Et, dans sa lettre au roi, le Conseil de ville disait : « Les privilèges que nous serions prêts à sacrifier pour le bien de la Nation dans une Assemblée générale, ne nous seront point enlevés sans notre consentement. Nos têtes sont à vous, Sire, mais nos lois nous sont plus chères que nos têtes. »

III

 ES consuls de Grenoble envoyèrent copie de la délibération du 14 juin aux villes et bourgs du Dauphiné, en les invitant à nommer des députés en vue de « délibérer ultérieurement sur les droits et intérêts de la province ». Les Notables de Romans se réunirent le 16 pour examiner la proposition; après un éloquent discours du Maire, Dédelay d'Agier, ils décidèrent unanimement d'y adhérer et désignèrent un membre du Clergé, un de la Noblesse et deux du Tiers État pour les représenter à la réunion provoquée par la ville de Grenoble. Par tout le pays ce fut le même enthousiasme (1). En vain le duc de Clermont-Tonnerre qui, Dauphinois lui-même, mettait une mauvaise grâce caractérisée à exécuter les ordres de son Souverain et avait fréquemment, lui aussi, réclamé la réunion des États, fit-il interdiction à la Municipalité de Grenoble de s'assembler; en vain le Maire de Romans fut-il arrêté pendant la nuit du 10 au 11 juillet et incarcéré en Languedoc : l'opinion s'était prononcée avec une telle vigueur que force fut au Gouvernement de céder. La réunion, que l'on avait d'abord projeté d'interdire, fut tolérée, à condition qu'elle ne se ferait pas à Grenoble même; elle se tint au château de Vizille le 21 juillet, et cela sous la protection des troupes du roi.

Il y avait à Vizille 50 membres du Clergé, 165 de la Noblesse; 79 villes

(1) Quelques villes seules, que les édits désignaient comme sièges de grand bailliage, furent rebelles au mouvement; tandis que la noblesse de ces villes s'y associait, le tiers se tint à l'écart.

ou bourgs du Dauphiné étaient directement représentés par près de 400 députés; 60 nobles et 25 bourgs avaient envoyé leur adhésion.

L'Assemblée siégea pendant dix-neuf heures sous la présidence du comte de Morges, avec Mounier pour secrétaire. Tous les vœux, toutes les protestations de la province y furent réunis dans une série de résolutions solennelles rédigées à l'avance par Mounier, que l'on vota à l'unanimité (1), presque sans débat, et que l'on commenta dans une lettre au roi. Après quoi, l'on s'ajourna au 1^{er} septembre.

Les Français, disaient ces résolutions, ne peuvent être imposés sans leur consentement; les États de la province, avant d'être rétablis, doivent être modifiés dans leur organisation, mais les trois Ordres seuls ont qualité pour indiquer les modifications désirables, « puisqu'on ne saurait innover sans leur consentement dans leur ancienne Constitution »; aucune nouvelle taxe ne sera accordée au roi sans que les États Généraux en aient délibéré; pour les prochains États dauphinois, le Tiers sera « doublé ». Les trois Ordres ne sépareront jamais leur cause de celle des autres provinces, et en soutenant leurs droits particuliers, ils n'abandonneront pas ceux de la nation.

Dans la lettre au roi, qui était une ardente philippique contre les actes arbitraires commis durant les derniers mois, se lisaient ces éloquents et sévères paroles : « Quelle que soit la constitution d'un État,... la loi doit être l'expression de la volonté générale. Pour être convaincu de la nécessité d'obéir, il faut avoir senti l'utilité du précepte; s'il est détesté par le peuple, il n'est plus une loi, il ne saurait lier valablement, il enchaîne tout au plus par la force, dont l'empire n'est jamais ni légitime ni durable... Sire, les limites qui séparent la monarchie du despotisme sont malheureusement faciles à franchir. Le despotisme s'établit quand le Monarque emploie, pour faire exécuter ses volontés particulières, les forces publiques dont il n'a reçu le dépôt que pour faire observer les lois. »

(1) Un seul des vœux adoptés divisa l'assemblée : celui qui disait qu'au sein des États provinciaux reconstitués, toutes les places devraient être données à l'élection, alors que jusque-là, la présidence appartenait à un membre des ordres privilégiés désigné par le roi; 59 voix se prononcèrent pour l'ajournement de cette question.


Cette imposante et unanime manifestation de l'une des plus fidèles provinces du royaume produisit par toute la France une profonde sensation; le procès-verbal de la réunion de Vizille, aussitôt imprimé et répandu à profusion, devint le mot d'ordre du pays entier. Le Gouvernement en fut atterré. Une chose surtout lui parut redoutable : l'absolue communauté de vues et d'actions qui s'était révélée entre les trois Ordres, fait si nouveau et si significatif, qu'au moment de lever la Séance du 21 juillet, un membre du Tiers crut devoir en complimenter les privilégiés; à quoi le comte de Morges répondit « qu'ils seraient toujours prêts à s'unir avec le Tiers pour s'occuper du salut de la Patrie ». Le Dauphiné avait parlé trop haut et trop bien, il avait trop hardiment affirmé qu'il ne paierait point d'impôts s'il n'obtenait raison, pour qu'on ne l'entendit point. Le Gouvernement songea bien un instant à faire arrêter le comte de Morges et Mounier; mais Loménie de Brienne recula devant les conséquences probables et l'inutilité d'un tel coup de force, et se résigna à convoquer, pour le 30 août, une « Assemblée officieuse chargée de délibérer un plan d'États provinciaux. »

En cédant aux instances de la population dauphinoise, le Gouvernement du roi avait tenu à régler lui-même les conditions dans lesquelles se ferait cette Assemblée préparatoire. Sa prétention, parfaitement légitime, apparut alors, dans l'état de surexcitation et de suspicion où l'on se trouvait, comme un acte d'usurpation. L'Édit du 2 août, qui statuait sur la matière, et qui ne fut que légèrement modifié par celui du 16, donnait cependant satisfaction aux vœux principaux émis à Vizille : il accordait, au Tiers État le doublement, et, ce qui en était la conséquence logique, le vote par tête. En dehors des dix-sept archevêques et évêques, que l'Édit admettait comme membres de droit, les députés du Clergé devaient être élus par les diverses corporations ecclésiastiques de la province; ceux de la Noblesse, par tous les gentilshommes payant l'impôt foncier ou personnel; ceux du Tiers, par des délégués élus eux-mêmes par tous les habitants non nobles ni clercs, propriétaires et payant l'impôt; de plus, le Tiers votant par arrondissement d'élection, il fallait, pour être éligible dans cet Ordre, payer l'impôt réel ou personnel dans l'arrondissement. Bien que la plupart de ces règles dussent être adoptées, en définitive, par les Assemblées de Romans, venant du roi, elles constituaient aux yeux des Dauphinois un empiètement sur leurs préroga-

tives : ils entendaient faire eux-mêmes leur Constitution; la liberté perdait son prix à leurs yeux lorsqu'elle était due à une concession gracieuse du Souverain; ils ne l'admettaient que fondée sur leur droit.

On commença par protester, on se préparait même à en venir aux mains, lorsque la chute de Brienne et l'avènement de Necker à la direction générale des finances produisirent une détente. Le Gouvernement renonça à son projet d'Assemblée préparatoire, ratifia la convocation faite à Vizille, mais, pour ménager ses propres susceptibilités, il y apporta deux modifications : il se réserva de désigner lui-même le Président de l'Assemblée et résolut de réunir les États provinciaux non point à Grenoble ou à Vizille, dont le nom seul évoquait désormais des souvenirs révolutionnaires, mais à Romans, où ils avaient fréquemment siégé avant 1628. Satisfaction de pure forme, aussi mesquine qu'éphémère : Romans allait, à son tour, s'illustrer dans les annales de la Révolution.

IV

A première Assemblée des trois Ordres du Dauphiné (1) siégea à Romans du 10 au 28 septembre 1788, dans l'église des Cordeliers, dont l'emplacement est aujourd'hui occupé par les beaux ombrages de l'Hôtel de Ville. Elle comptait 593 membres : 48 du Clergé, 190 de la Noblesse, 355 du Tiers (2), qui procédaient, non de l'élection régulière, puisqu'il n'y avait pas encore de loi, mais d'une désignation officieuse, comme à Vizille. Pour rester fidèle aux principes de représentation sur lesquels on s'était mis d'accord à Vizille, l'Assemblée décida de rétablir la proportion voulue entre les trois Ordres, en accordant 95 votes au Clergé et en réduisant ceux du Tiers à 285 ; cela donnait au Tiers l'égalité contre les deux premiers Ordres réunis. Puis, par une acclamation unanime, sur la proposition de la Noblesse, on renouvela l'arrangement de 1554, qui, abolissant les corvées, y avait substitué des taxes pesant également sur toutes les classes.

L'admirable union dont la population de Dauphiné avait fait preuve dans la période de résistance au pouvoir et dans l'assaut qu'elle avait donné pour reconquérir

(1) La seconde, qui se tint du 2 au 8 novembre, eut pour mission de délibérer sur les modifications apportées par le Gouvernement du roi au projet de Constitution locale adopté par la première ; la troisième, qui s'ouvrit le 1^{er} décembre, fut seule, à proprement parler, session d'États provinciaux, la Constitution étant, dans l'intervalle, devenue définitive.

(2) Le Tiers État de Valence n'était point représenté.

ses libertés, ne se démentait donc point, lorsque, pour la première fois depuis un siècle et demi, ses députés tenaient des assises régulières. Son passé même lui facilitait la tâche de préparer l'avenir : la vieille noblesse avait perdu un grand nombre de ses chefs dans les guerres extérieures ou religieuses; beaucoup de petits nobles pauvres étaient descendus au rang des laboureurs, tandis que des bourgeois industriels s'étaient élevés aux premières places; tous avaient la fière et vaillante allure que donnent l'air libre de la montagne et le contact de la frontière; l'égalité était presque accomplie parmi eux avant que d'être proclamée.

L'Assemblée se mit aussitôt à l'œuvre pour arrêter son projet de Constitution provinciale. A partir de ce moment se forme et se dessine peu à peu le courant qui amènera bientôt les États à poser les principes de la Constitution du royaume tout entier. Ce qui, à Grenoble, à Vizille même, n'était qu'aspirations confuses, idées générales dictées principalement par le besoin de couvrir et de justifier un mouvement de caractère essentiellement local dans ses origines, voire réactionnaire dans ses tendances, puisqu'il s'agissait surtout de revenir aux privilèges provinciaux du passé, tout cela maintenant se précise, se condense, s'affirme; du programme politique qui va être formulé à l'usage du Dauphiné sortira sans le moindre effort celui qui convient à la France et que l'Assemblée constituante adoptera : égale accession de tous aux fonctions publiques; vote de l'impôt et des lois par les représentants de la Nation, dont les décisions obligent l'ensemble du pays; subordination du pouvoir à la volonté populaire.

Revenir à l'ancienne forme des États du Dauphiné, il ne pouvait en être question; nul n'y avait songé en ces derniers temps, ni le Parlement, malgré l'intérêt qu'il eût pu y trouver, ni le Gouvernement lui-même, dont l'édit du 2 août avait manifesté les intentions. Sous ce régime, les villes principales étaient représentées par leurs consuls, les communautés villageoises de la province réunies n'avaient qu'un seul et unique mandataire; les prélats occupaient presque tous les sièges réservés au Clergé; les possesseurs de fiefs monopolisaient tous ceux de la noblesse. C'était précisément l'opposé des revendications présentes du Dauphiné; on en fit table rase.

L'Assemblée de Romans décide que les États auront 144 membres : 24 du Clergé, 48 de la Noblesse et 72 du Tiers, et que tous recevront une indemnité pendant la

durée des sessions. Plus de membres de droit ; vingt-cinq ans d'âge pour l'électorat ou l'éligibilité : telles sont les règles générales. Les 24 sièges du Clergé sont répartis entre l'épiscopat, les commandeurs de Malte, les églises, cathédrales ou collégiales, les bénéficiers, communautés, curés, chaque catégorie choisissant séparément ses députés. Pour les deux autres Ordres, les sièges sont distribués entre les arrondissements d'élection ; dans la noblesse, il faut être propriétaire pour être électeur, avoir cent ans de noblesse, et payer 50 livres d'imposition foncière pour être éligible ; mêmes conditions pécuniaires dans le Tiers État, où le vote se fera à deux degrés. Mandat de quatre ans avec renouvellement par moitié tous les deux ans ; non-rééligibilité des membres sortants ; sessions annuelles ; commission intermédiaire permanente et élue, fonctionnant dans l'intervalle des sessions, poursuivant l'exécution des décisions des États, y suppléant en cas d'urgence : voilà pour l'organisation des États.

Quant à leurs attributions, les principales seront la répartition des taxes, les travaux publics, les dépenses diverses de la province, la surveillance de l'administration des établissements publics, villes et communautés, le vote des emprunts et impôts nécessaires à la province, sous réserve de l'approbation royale. Les États pourront faire au roi toutes représentations ; ils éliront les députés du Dauphiné aux États Généraux, mais, pour la circonstance, il leur sera adjoint un nombre de députés égal à celui qu'ils comprennent d'habitude et élus dans la même forme. La Constitution est couronnée par la proclamation de ce double principe qu'elle ne pourra être modifiée que par une Assemblée composée comme l'Assemblée actuelle et que les lois d'emprunts et d'impôts nationaux ne seront applicables en Dauphiné qu'après avoir été consenties par les États Généraux du royaume. Puis, pour marquer qu'en s'opposant à la nomination du Président des États par le roi, les trois Ordres n'ont pas entendu soulever une question de personne, mais seulement affirmer leurs franchises, on choisit pour présider la prochaine session celui-là même qui vient de diriger les débats, l'archevêque de Vienne.

A peine connue dans ses détails, la nouvelle Constitution du Dauphiné souleva quelques objections ; on lui reprocha d'exclure de l'éligibilité les anoblis de fraîche date, les fermiers et les fonctionnaires du fisc, d'interdire au Tiers de prendre ses députés dans les rangs de la Noblesse ou du Clergé, et, par-dessus tout, de confier

l'élection des députés de la province aux États Généraux, à un collège unique où, les trois Ordres se trouvant confondus, le Tiers État influerait presque souverainement sur la désignation des représentants spéciaux des Ordres privilégiés. Le roi ne s'arrêta pas à ces critiques, fondées pour la plupart sur des intérêts personnels sacrifiés ou des ambitions déçues. Un Arrêt du Conseil, du 22 octobre, ratifia la Constitution dauphinoise en n'y introduisant que de légers amendements : il ne reconnaissait de droit de contrôle aux États que sur les seuls travaux accomplis aux frais de la province ; il limitait leur surveillance financière sur les communautés ; il leur refusait la communication des lois générales du royaume avant leur enregistrement ; il n'admettait qu'à titre transitoire, jusqu'à promulgation d'une loi commune à toute la France, le système d'élection des députés aux États Généraux.

Mais, si modestes que fussent ces restrictions, c'était infiniment trop au gré des Dauphinois. Leurs vieux instincts s'étaient réveillés ; l'esprit républicain qui couvait dans quelques-unes des hautes vallées commençait à gagner la plaine. Prêts à faire des concessions pour le bien général de la nation, ils voulaient être maîtres souverains chez eux, lorsqu'ils n'avaient affaire qu'au roi. La seconde Assemblée de Romans, en novembre, prétexta que l'arrêt du 22 n'avait pas été enregistré, pour dire qu'il n'était pas exécutoire ; elle maintint intégralement son projet primitif, sauf quelques changements de rédaction. Le temps des résistances aveugles étant heureusement loin, le Dauphiné obtint sans peine que l'on passât condamnation sur les derniers dissentiments qui subsistaient entre lui et la couronne. La Constitution provinciale fut appliquée telle qu'il l'avait votée.


La session des États dauphinois restaurés et régulièrement élus s'ouvrit enfin à Romans le 1^{er} décembre ; une minorité bruyante, d'un tiers environ, formée de tous les mécontents, tenta à diverses reprises, mais en vain, d'entraver leurs délibérations. Après avoir, en réponse à une dépêche de Necker, adressé à ce Ministre un mémoire en date du 9, où ils exposaient les règles qui devaient, suivant eux, régir la prochaine convocation des États Généraux (1), ils expédièrent quelques affaires locales et firent

(1) L'arrêt du Conseil du 27 décembre, qui statua sur la matière, s'inspira presque en tous points de ce mémoire et du système que le Dauphiné venait de se donner pour l'élection de ses États particuliers.

notamment un remarquable règlement pour les travaux publics, sur un intéressant rapport que leur avait fait l'intendant de la province, Caze de la Bove. Mais les États de Romans n'avaient point seulement à s'occuper des intérêts du Dauphiné; ils devaient préparer pour leur part la réunion des États Généraux, élire leurs députés et leur donner des instructions. C'est à cette œuvre qu'ils consacrèrent principalement leur session; c'est là qu'il les faut suivre désormais.

Il fut plus large, cependant, pour les conditions à exiger des électeurs du premier degré et ne leur demanda que d'être inscrits au rôle des impositions.

V

 N sait, et il serait inutile de rappeler, les causes politiques et financières qui déterminèrent la royauté à convoquer les États Généraux : les déficits des budgets, les réclamations réitérées des Parlements, le vœu unanime du pays de voir le roi s'entourer des représentants de la nation et n'établir d'impôts nouveaux qu'avec leur consentement, vœu qui est notamment formulé à chaque instant par les diverses Assemblées locales du Dauphiné : par la ville de Grenoble, le 14 juin 1788; par l'Assemblée de Vizille, le 21 juillet; par les trois Ordres réunis à Romans, dans leur lettre au roi, du 13 septembre, etc. Ce n'est cependant que le 8 août qu'un Arrêt du Conseil convoqua les États Généraux pour le 1^{er} mai 1789. Cette date fut plus tard avancée, puis reculée; question de détail; la nation tenait ses États, et, en attendant, l'exécution des Édits du 8 mai était suspendue.

Mais sous quelle forme les États seraient-ils réunis? Comment leurs Membres seraient-ils élus? L'Arrêt du 8 août demeurerait muet à cet égard. Les Parlements auraient voulu que l'on suivît les règles de 1614, qui leur assuraient, ou à peu près, la plupart des sièges attribués au tiers État. Les écouterait-on? Ou inaugurerait-on un nouveau mode d'élection et de délibération? La question était grave; elle agita le pays pendant un an; sur ce point s'engagea, en 1789, la lutte qui devait amener les États Généraux à se transformer en Assemblée constituante.

En 1614, le Clergé avait eu 140 députés, la Noblesse 152, le Tiers État 181, ces derniers, presque tous officiers de justice ou de finances; chacun des trois Ordres avait délibéré séparément, et, comme chacun avait ses intérêts et ses privilèges

distincts, l'accord ne put jamais se faire entre eux; le pouvoir royal n'eut qu'à manœuvrer habilement entre des revendications le plus souvent contradictoires, à opposer les unes aux autres, pour frapper les États d'impuissance et repousser également les doléances contraires portées au pied du trône. Ce n'était point là, comme dans les Constitutions qui organisent deux Chambres, le même peuple représenté dans deux Assemblées qui se contrôlent et se tempèrent mutuellement; c'étaient trois peuples, trois Frances en conflit nécessaire, en hostilité déclarée. Comment espérer que le Clergé, la Noblesse ou les fonctionnaires représentant le Tiers État, étant chacun maître absolu de ses votes, renoncassent à leurs privilèges, financiers ou autres, au bénéfice de la communauté? La nature humaine n'est point coutumière d'un tel désintéressement. Aussi, lorsqu'on parla de tenir des États Généraux en 1789, tous ceux qui prétendaient détruire les privilèges, tous ceux qui aspiraient à voir l'impôt frapper également les citoyens, clercs ou laïques, nobles ou roturiers, tous ceux qui voulaient que la réunion des États ne fût point une comédie et qu'il en sortît une sérieuse rénovation sociale, tous ceux-là demandèrent avec instances le doublement du Tiers et le vote par tête.

L'idée n'était point absolument neuve; les anciens États du Languedoc avaient toujours pratiqué ce système; il avait été appliqué en 1787 aux Assemblées provinciales. Mais le Tiers État y attachait un prix immense; lorsqu'en 1787, on parlait de restaurer les États du Dauphiné, les Notables de Romans avaient, le 23 juillet, adhéré au projet « néanmoins sous les modifications nécessaires concernant le nombre des votants, leurs préséances, l'égalité des suffrages... sans lesquelles modifications les gens du Tiers État n'oseraient espérer le bien général et surtout celui de leur Ordre »; de même à Grenoble, le 14 juin 1788. Ce sentiment était si général, si impérieux, que le Tiers État du Dauphiné avait d'abord hésité, craignant d'être dupe, à suivre le Parlement et les privilégiés dans leur lutte contre les Édits du 8 mai; c'est seulement sur la promesse que le doublement lui serait concédé, qu'il consentit à agir; la promesse, on l'a vu, avait été tenue. Tandis qu'en Bretagne ou en Béarn les privilégiés seuls livraient bataille pour la conservation de leurs privilèges, en Dauphiné l'on avait ainsi réalisé l'union des classes et jeté les bases d'une révolution démocratique.

Grand était l'embarras du roi, placé entre les Parlements et la tradition d'une part, et le vœu manifeste du pays; il sentait que cette réforme qu'il avait accordée au Dauphiné entraînerait, une fois appliquée aux États Généraux, une véritable révolution. Cédant aux conseils de Necker, il pensa sortir de peine en s'en référant à une seconde Assemblée de Notables qu'il réunit le 5 octobre à Versailles. Les Notables étaient des privilégiés; ils repoussèrent toute modification à l'ancien ordre de choses. Necker voyait cependant que l'on ne pouvait s'en tenir décemment aux usages du passé; mais, homme de demi-mesure, il proposa une solution qui n'en était pas une : un Arrêt du Conseil du 27 décembre, après avoir décidé que les Membres des États Généraux seraient élus au prorata de la population et du chiffre des contributions de chaque bailliage, accorda le doublement du Tiers sans rien dire du vote par tête. Qu'était-ce pourtant que le premier sans le second? Un acte d'hypocrisie gouvernementale, une satisfaction platonique; peu importait le nombre des députés du Tiers, si ces députés devaient siéger en Chambre séparée et n'étaient pas mis à même de profiter de leur force numérique pour vaincre dans un vote commun les coalitions des deux autres Ordres. En continuant à se montrer hésitante et timorée, la royauté s'affaiblissait et se discréditait.

De là, la lettre des États de Romans au roi, le 8 novembre; de là aussi les termes catégoriques des pouvoirs qu'ils donnèrent, le 31 décembre, à leurs députés aux États Généraux, leur défendant « de délibérer séparément ». Le premier de ces documents est antérieur à l'Arrêt du Conseil; le second fut rédigé par Mounier avant que cet arrêt fût connu à Romans; l'eût-on connu, avec son insuffisance, que les termes des pouvoirs n'eussent sans doute pas été changés : sans le vote par tête, les États Généraux pouvaient avorter piteusement; il fallait violer le consentement du roi.

On pourrait être tenté de voir dans les pouvoirs des députés du Dauphiné une sorte de mandat impératif comme on l'entend de nos jours; les pouvoirs du 31 décembre sont au contraire un acheminement à la suppression de tout mandat de ce genre, à la liberté absolue des élus du peuple. L'usage était, en effet, jusqu'en 1789 — et cet usage fut appliqué dans presque toutes les provinces pour l'élection de l'Assemblée constituante — que chaque collège électoral rédigeât un cahier de doléances; les députés étaient chargés d'en soutenir les conclusions sans jamais s'en

départir ; et, une fois les États réunis, en prenant dans tous les cahiers des bailliages les points qui leur étaient communs, chaque Ordre rédigeait son cahier général qu'il remettait au roi. C'était là, à proprement parler, le mandat impératif.

Mounier, qui fut le principal inspirateur de la Révolution en Dauphiné, était hostile à cette procédure ; il y voyait avec raison un amoindrissement du rôle assigné aux députés, une gêne considérable pour la liberté de délibération et d'action des États Généraux. Il détermina les États du Dauphiné à ne point faire de cahiers et à les remplacer par des pouvoirs ; dans ces pouvoirs, on mit une condition essentielle, mais une seule, à l'exercice du mandat conféré aux députés de la province : celle de ne délibérer que sous les formes à défaut desquelles on ne pouvait espérer de résultats sérieux. Après quoi viennent de simples indications : une Constitution pour la France ; des Assemblées nationales législatives fréquentes et périodiques ; le vote de l'impôt pour un temps limité, de manière à rendre obligatoire, à des délais rapprochés, la réunion des États ; des sécurités pour la liberté individuelle ; la liberté de l'industrie et du commerce ; et plus tard, dans une addition du 9 janvier, le respect des propriétés avec le principe d'une juste indemnité si l'on en change le régime, ce qui implique que la suppression des droits féodaux ou de la qualité nobiliaire attachée à certaines terres devra s'opérer par la seule voie du rachat. Mais tout cela « en s'en rapportant à ce que les députés estimeront en leur âme et conscience pouvoir contribuer au bonheur de la Patrie. »

Le bonheur de la Patrie ! Cette pensée constante a dominé l'histoire entière de la Révolution en Dauphiné, et c'est peut-être par là, plus encore que par la netteté et l'énergie de ses aspirations que la province s'est illustrée. Ailleurs, la résistance aux Édits royaux a été plus locale ; on a réclamé, sans doute, la convocation des États Généraux, mais pour restaurer autant que possible les anciens privilèges provinciaux. Dans le Dauphiné, bien qu'il compte parmi les pays qui peuvent, au nom de l'histoire, se réclamer de leurs privilèges, rien de semblable. « La Patrie d'un Français doit être dans toute la France », a écrit Barnave, dans une brochure qui parut le 7 juin 1788, et cette parole trouve aussitôt son application. La ville de Grenoble, dans sa lettre au roi, dit que la province est prête à sacrifier ses privilèges au bien de la nation ; le 24 octobre, Mounier, secrétaire des États, convie

les États du Béarn au même renoncement; l'Assemblée de Romans obéit sans restriction à cette inspiration, elle « confond les intérêts du Dauphiné avec ceux du reste du royaume » en vue de la félicité commune, et c'est seulement pour « le cas où des obstacles imprévus ne permettraient pas aux États Généraux de prendre les résolutions salutaires qu'elle a le droit d'en espérer », qu'elle réserve les droits de la province. Même sentiment aussi chez les syndics de Grenoble, qui, sollicités par plusieurs corporations de négociants d'organiser au sein des États Généraux une représentation spéciale du commerce, répondent noblement : « Puisque les États Généraux doivent délibérer sur les intérêts de la France entière, il ne faut pas que leurs membres se considèrent comme laboureurs, marchands, militaires, jurisconsultes, mais uniquement comme citoyens. » Les États de Romans furent guidés par des motifs identiques, lorsque, dans leur séance du 12 janvier 1789, ils repoussèrent la prétention des Universités à avoir des députés distincts. De local et de particulariste qu'il était au début, le mouvement est donc devenu national; l'intérêt particulier s'efface devant le bien commun.

Les États de Romans n'avaient plus qu'à élire leurs députés. C'était bien tôt pour le faire, les convocations n'ayant pas encore été lancées par le roi, le nombre même des sièges attribués à chaque province n'étant point fixé. Cependant, on procéda au scrutin avec l'accord des représentants du roi, pour éviter d'avoir à réunir à nouveau les États dans un trop bref délai. Le mode d'élection auquel on eut recours était sans précédent et prêtait peut-être à certaines critiques. Jusque-là, dans les pays d'élection, les députés étaient élus directement par les sections de vote; dans les pays d'États, ils l'étaient par les États eux-mêmes, sans adjonction aucune. L'Assemblée de Romans inaugura un autre système : elle s'adjoignit, conformément à la récente Constitution provinciale, un nombre d'électeurs égal à celui de ses membres, élus comme elle l'avait été elle-même; puis, faisant une première application des principes qu'elle avait proclamés, elle vota en un seul collège et désigna 4 membres du Clergé, 8 de la Noblesse et 12 du Tiers État. En tête de la députation du Dauphiné aux États Généraux figuraient Mounier, Barnave, Béranger, l'archevêque Lefranc de Pompignan, le comte de Morges, le marquis de Blacons et le comte d'Agoult; le maire de Romans, Dedelay d'Agier, fut élu suppléant.

VI

LES États Généraux furent ouverts solennellement à Versailles le 5 mai 1789 : dès lors, on peut suivre jour par jour, durant les premiers mois de la Révolution, l'exécution des vœux des États de Romans; la monarchie, aux prises avec l'Assemblée nationale, donne le même spectacle de tergiversation, d'inintelligence et de sénile entêtement que l'on a vu en Dauphiné; à Versailles comme à Romans, elle fait tout pour hâter sa ruine.

C'est d'abord la Séance d'inauguration. L'usage était que les députés du Tiers se tinssent tête nue lorsque le roi et les membres des deux autres Ordres se couvriraient, et que leur orateur ne s'adressât au roi qu'à genoux. Les Dauphinois ont interdit à leurs députés « de consentir aux distinctions humiliantes qui avilirent les communes dans les derniers États Généraux. » Plutôt que de laisser les députés se couvrir, le roi préfère ne pas remettre sa coiffure, et, pour n'avoir pas à dispenser l'orateur du Tiers État d'haranguer le roi à genoux, on décide qu'il ne parlera point.

Le 6 mai, le Tiers, à qui un local distinct a été assigné pour tenir ses Séances, résout d'attendre les deux autres Ordres, afin de procéder en commun à la vérification des pouvoirs des députés. Le 7, il invite formellement le Clergé et la Noblesse, sur la proposition de Mounier et de Malouet, à se réunir à lui. Des négociations s'engagent, que la royauté cherche à entraver et qui prennent plus d'un mois. Le 10 juin, le Tiers s'impatiente; il adresse aux Ordres privilégiés une dernière sommation; le 16, il se proclame Assemblée nationale et déclare que l'impôt, jusqu'ici illégal, sera perçu « provisoirement jusqu'au jour de la séparation de la présente Assemblée. »

Le 19, le Clergé se détermine à la majorité des voix à se joindre au Tiers; parmi les premiers prêtres qui se présentent à l'entrée de la salle où siègent les députés de la nation, est l'archevêque de Vienne, Lefranc de Pompignan; quelques nobles les imitent, au milieu desquels le marquis de Blacons et le comte d'Agoult; partout, ce sont les Dauphinois qui donnent l'exemple.

Le roi veut empêcher la réunion des Ordres; le 20 juin, on ferme la salle réservée au Tiers, sous couleur d'y faire les préparatifs d'une Séance royale; les députés se rendent au Jeu de Paume, leur président Bailly guidant leurs pas. Là, sur l'initiative de Mounier, qui reproduit presque textuellement les pouvoirs qu'il tient des États de Romans, ils déclarent que là où ils sont, là est l'Assemblée nationale; que rien ne peut les empêcher de continuer leurs délibérations, et ils jurent, à l'unanimité moins une voix, de ne point se séparer avant l'achèvement et l'affermissement de la Constitution.

A cette date, la Révolution est faite; la souveraineté nationale, proclamée tout d'abord par les Dauphinois en 1788 lorsqu'ils se sont donné à eux-mêmes une Constitution sans s'attarder à l'opposition du pouvoir royal, la souveraineté nationale s'affirme maintenant en face de la royauté au profit de la France entière; la Constitution française sera démocratique, car le Clergé et la Noblesse sont domptés; les nouvelles lois seront égalitaires, car les privilégiés sont désormais à la discrétion du Tiers. Le reste viendra à son heure par voie de déduction naturelle : fréquence et périodicité des Assemblées, vote de l'impôt, liberté du commerce, etc. Le 20 juin implique toutes ces réformes. D'autres journées révolutionnaires, le 14 juillet, le 4 août, ont laissé un souvenir plus émouvant et, pour ainsi dire, plus tangible. Aucune ne vaut par sa grandeur et sa pureté le serment du Jeu de Paume.

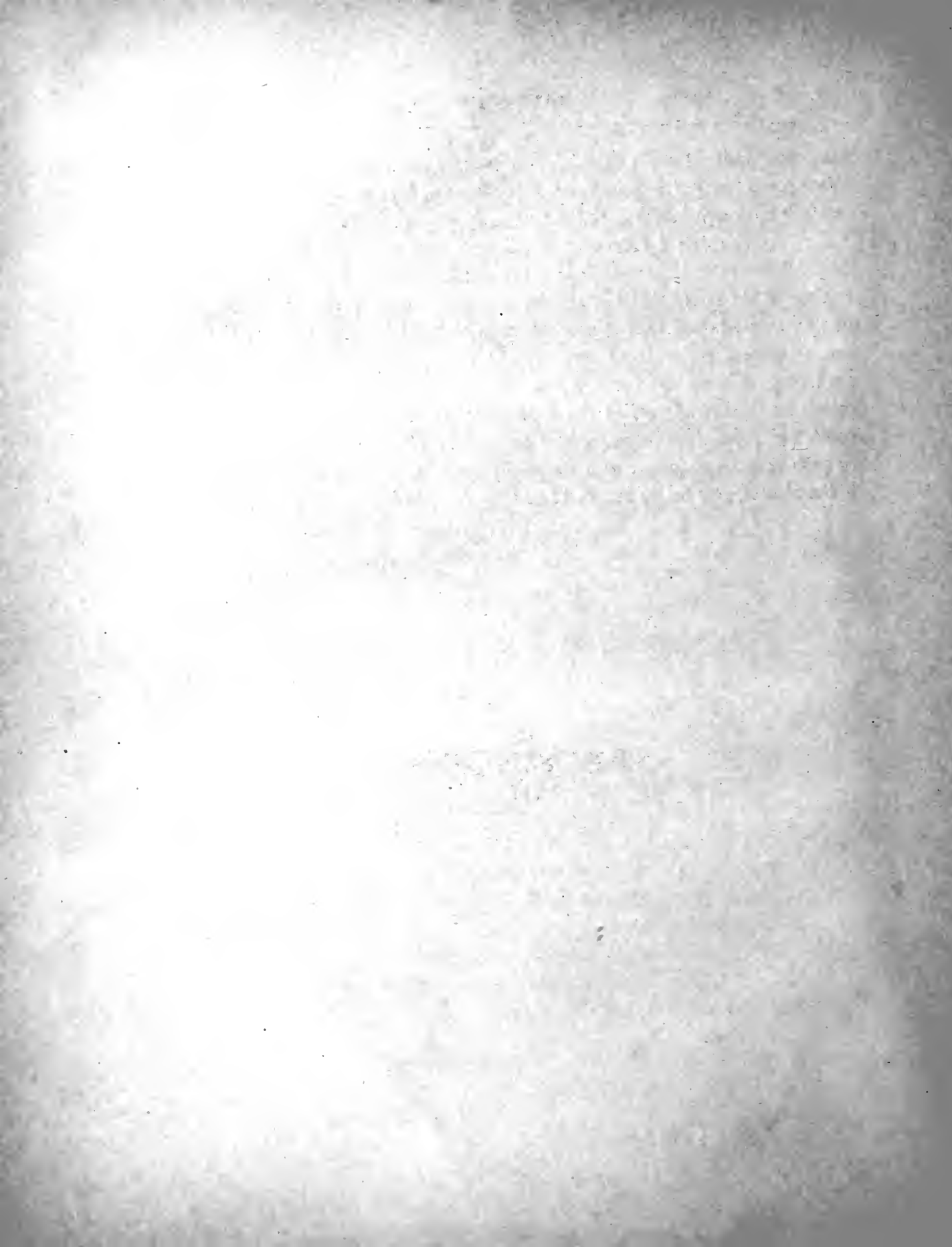
Mais, hélas! des ombres allaient bientôt obscurcir le magnifique tableau que présentait la France en ce jour où le droit, trop longtemps méconnu, servi par des cœurs vaillants et généreux, avait obtenu raison des intrigues de la Cour et de l'égoïsme des privilégiés. Peu après la clôture des Séances des États de Romans, des germes de division s'étaient manifestés en Dauphiné. Dans cette province où, depuis deux ans, les trois Ordres agissaient de concert, il s'était rencontré quelques nobles et quelques prêtres, ulcérés de n'avoir point été choisis comme députés aux États Géné-

raux, pour réclamer contre l'élection, sous prétexte que le mode de scrutin employé n'était pas, à leur guise, suffisamment « populaire » ; la protestation fut jugée vaine, mais elle avait suffi à semer la défiance parmi les alliés de la veille.

Il en fut de même à l'Assemblée constituante : les résistances inconsidérées du début laissèrent une blessure au fond des cœurs ; les efforts, maladroits ou cruels, de la Cour et des privilégiés pour ressaisir une partie de ce qu'ils avaient perdu et tromper les aspirations nationales, avivèrent la plaie. La Révolution, que la France, dans un sublime enthousiasme, avait d'abord rêvée pacifique et magnanime, eut à son tour ses tristesses, ses horreurs et ses déceptions. Les réformes qu'elle eût voulu obtenir sans trouble, la nation dut les arracher de force. La lutte engendra des haines qui, aujourd'hui encore, ne sont pas apaisées. Quelles espérances entraînant ou quels désastres nationaux nous rendront jamais l'union et la vitalité qu'avaient le Dauphiné et, avec lui, la France à l'approche de 1789 ?

ANDRÉ LEBON.







PROCÈS-VERBAL
DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DES
TROIS-ORDRES
DE LA
PROVINCE DE DAUPHINÉ

Tenue en la Ville de Romans, par permission du Roy.



DU Mercredi, dix Septembre mil sept cent quatre-vingt-huit, dans l'Église des Révérends Peres Cordeliers, à dix heures du matin.

Les Trois-Ordres se sont rendus en la ville de Romans le cinq Septembre, étant formés par les personnes dont les noms sont ci-après, sans observation de rang ni de préférence dans chaque Ordre, soit entre les personnes, soit entre les différentes Villes, Bourgs & Communautés.

CLERGÉ

MONSEIGNEUR l'Archevêque de Vienne, Président.

Monseigneur l'Evêque de Grenoble.

MM. L'Abbé de la Salcette, Procureur-fondé de M. l'Archevêque d'Embrun.

L'Abbé Lagier-de-Vaugelas, Procureur-fondé de M. l'Evêque de Die.

L'Abbé du Puy-des-Saudrais, Procureur-fondé de M. l'Evêque de Gap.

L'Abbé Afforti, Procureur-fondé de M. l'Evêque de Saint-Paul-Trois-Châteaux.

L'Abbé de Chantemerle, Procureur-fondé du Chapitre de Valence, le Siège vacant.

Commandeurs de Malthe.

MM. Le Bailli de Laubepin.	MM. Le Commandeur de Rofans.
Le Commandeur de Menon.	Le Commandeur de Rigaud.

Députés des Eglises Cathédrales.

MM. L'Abbé de St. Albin.	Chanoine de l'Eglise de Vienne.
L'Abbé Bernard.	— —
De Creffy.	Chanoine de l'Eglise d'Embrun.
De Sieyes.	— —
Barthelemy.	Chanoine de l'Eglise de Grenoble.
Anglès.	— —
L'Abbé de St. Pierre.	Chanoine de l'Eglise de Valence.
De Lalombardiere.	— —

MM. Agnès.	Chanoine de l'Eglise de Die.
Lagier-de-Vaugelas.	— —
De St. Genis.	Chanoine de l'Eglise de Gap.
De Cazeneuve.	— —
De Seillans.	Chanoines de l'Eglise de Saint-Paul- Trois-Châteaux.
Girard	

Députés des Eglises Collégiales.

MM. De Rachais.	Doyen des Comtes du Chapitre de St. Pierre & St. Chef.
De Laporte.	Chanoine & Comte du Chapitre de St. Pierre & St. Chef.
Brochier.	Chanoine de St. André-de-Grenoble.
De Légalières.	— —
Bouvier Desmarets. . . .	Chanoine de St. Barnard-de-Romans.
Suel.	— —
Borel.	Chanoine de l'Eglise de Crest.
Marcellin.	— —
De Courgeux.	Chanoine de l'Eglise de Montelimar.
De Veyrenc.	— —

Députés des Diocèses.

MM. Perronet.	Du Diocèse de Vienne.
Reymond.	— —
Rouy.	Du Diocèse d'Embrun.
Roux.	— —
Chabert.	Du Diocèse de Grenoble.
Hélie.	— —
Liorat.	Du Diocèse de Valence.
Sylve.	— —

MM. David-Serene.	<i>Du Diocèse de Die.</i>
Brun.	— —
Escallier.	<i>Du Diocèse de Gap.</i>
Abonnel.	— —
Solier.	<i>Du Diocèse de Saint-Paul-Trois-Châteaux.</i>

N O B L E S S E

Élection de Grenoble.

MM. Le Comte de Morges.	MM. Ofarrell.
Le Chevalier du Bouchage.	De la Valette.
Le Marquis de Baronat.	De Riviere.
Le Comte de Bailly.	Bourne.
Le Vicomte de Bardonenche.	Sibeud de St. Ferriol.
Le Chevalier de Belle.	De Rostaing.
De Barbier.	De Bonniot.
Le Chevalier du Peloux.	Des Herbeys.
Prunelle de Liere.	Le Chevalier de Bonniot.
De Menon de Champfaur.	Le Comte d'Arces.
De la Valonne,	Le Marquis d'Arces.
Garnier de Pelissiere.	Le Marquis de Pina de St.
Du Villard.	Didier.
De Chuzin.	De Lambert, fils.
De Girin.	De Moulezin.
Le Marquis de Langon.	De Charency.
De Portes d'Amblerieu.	De St. Ours.
Le Baron de Ponat.	De Galbert.
Le Chevalier de Largentiere.	Bosonier de Vomane.
Le Baron de Vanterol.	De Vaujany.

MM. De Voiffanc.
De Chalvet.
Le Vicomte de Chabons.
Dupuy-de-Bordes.
Ravier d'Herbelon.
De Bouffier de Cezarges.
Le Chevalier de Pina.
Le Chevalier de Salvaing.

MM. Le Chevalier de Porte.
De Savoye, *Lieutenant-Général*
de Police de la Ville de
Grenoble.
Le Chevalier de Bruno.
De Baratier.
De Longpra de Fiquet.

Élection de Vienne.

MM. Le Comte de Beçtos.
Jean de Richaud, pere.
Jean de Richaud, fils.
Louis de Richaud.
Louis de Bouillanne.
Joseph de Bouillanne.
Le Comte de Chabons.
Serro du Serf de Croze, *cadet.*
Moreau de Bonrepos.
De Chivallet de Chamond.
Albanel de Ceffieux.
De Mèpieu.
Etienne de Richaud.
André de Richaud.
Le Comte de Chaponay.
Planelli, Marquis de Maubec.
Le Comte de Vallier.
Le Marquis de Corbeau.
De Veffillieu.
De Perret.
Le Chevalier de Moydieu.

MM. Le Chevalier Alphonse de
Dolomieu.
De Neyrieu de Domarin.
Le Chevalier de Rachais.
De Moidieres.
Le Vicomte de Leyffin.
Le Marquis de Loras.
Le Comte de Loras.
De Saint-Clair.
De Saint-Germain.
De Poisieux.
De Jonage.
Le Comte de Vallin.
Le Marquis de Boissac.
Le Comte de Monts.
Le Vicomte de Vaulx.
Le Comte de Melat.
Le Comte de Revol.
De Dijon.
Du Vivier-Solignac.

Élection de Romans.

MM. De Chaptal de Grand-Maison.	MM. Du Perron.
De Chaptal du Seillac.	Le Marquis de Saint-Vallier.
Grand.	Le Marquis de Pifançon.
Grand de Château-Neuf.	Le Chevalier de Pifançon.
Luzy de Pelissac.	Du Gardier de Robert.
Chaptal de la Mure.	De la Porte.
De Rivole.	Le Baron de Gillier.
De Canel.	Le Marquis de la Roque.
Dijon de Cumane.	Le Marquis de Beaufemblant.
Le Marquis de Chastellard.	De Montchoreil.
Le Chevalier de Pluvinel.	Du Vivier de Lentiol.
Le Vicomte de Chabrieres.	De Delley d'Agier.
De Sibeud.	De Barletier.
Le Vicomte de Tournon.	Le Lolle.
Le Chevalier de Murinais.	De Glaffon.

Élection de Valence.

MM. Le Chevalier de Vaugrand.	MM. Le Chevalier de la Roliere.
De Joffelin.	De Ravel.
Desjaques.	Le Marquis de Veynes.
D'Eurre.	Le Marquis de la Roliere.
Du Bessé.	Le Marquis de Vesc de
De Barjac de Randon.	Beconne.
Le Comte d'Urre.	Le Chevalier de Rostaing-
De Gallier.	Chamferrier
De Tardivon.	Le Marquis de la Roquette.
Cartier de la Sabliere.	De Marquet.

MM. Le Chevalier de Mont-Rond.	MM. Blanc de Saint-Laurent.
Le Chevalier de Mery.	De Sucy.
Le Comte du Pont.	Le Baron de Coston.
Du Colombier.	De Barjac.
De Saint-Laurent.	De Mazade.

Election de Gap.

MM. De Ventavon.	MM. Taxis du Poët.
Jullien de Queyrel.	Le Marquis de Moléon.
De Pons.	Le Comte de Revigliasc de
Le Marquis de la Vilette.	Veynes.

Election de Montelimar.

MM. Le Marquis du Pilhon	MM. Le Comte de Suze.
Jean de Richaud. } <i>de Quint.</i>	De Lacoste de Maucune.
Gabriel de Richaud. }	Le Comte de Marfanne, fils.
Jean Pierre de Richaud des	Le Marquis de Blacons, pere.
Bornes.	Le Marquis de Blacons, fils.
Le Baron de Planchette de	Du Palais.
Piégon.	De Charens.
Dupuy de la Marne.	De Petity de Saint-Vincent.
Rigaud de Lille.	Louis de Gilbert de Genfac.
Le Marquis Dupuy-Montbrun.	Le Marquis de Léautaud de
Le Comte d'Allard.	Montauban.
De Calamand.	Le Marquis de Plan de Sieyes.
De Rouviere	Le Marquis de Clerc de la
Le Chevalier de la Condamine.	Deveze.
Le Marquis Duclaux-Befignan.	De Mornas.

MM. Le Baron de Mont-Rond.	MM. Amédée de Gillier.
Le Marquis d'Athenolt.	De Chastellier.
Le Chevalier de la Deveze- Beaufort.	Le Chevalier de la Deveze.
	Des Aymar.

Noms des Gentilshommes qui, étant survenus depuis l'ouverture de l'Assemblée, ont voté pour les Absents, & de ceux qui ont donné pouvoir, par lettres ou par procurations, d'adhérer à ce qui sera décidé par l'Assemblée.

Election de Grenoble.

MM. Le Chevalier de Murat.	MM. Le Comte de Morard.
Le Marquis de Marcieu.	Le Savoye, aîné.
Le Comte des Adrets.	De Pellafol, pere.
Le Comte de Bardonenche.	De Pellafol, fils.
Le Comte de Brizon.	Vial d'Alais.
Le Comte d'Herculais.	Le Chevalier de Sayve.
Jean-Baptiste de Bergerand.	De Lamotte.
Le Chevalier de Morges.	De Bruno de Saint-Sevenon.
Du Vernei de Saint-Marcel.	Perrot-du-Thaud.

Election de Vienne.

MM. Le Marquis de Buffevent.	MM. De Combles.
Le Baron de Vernas.	Joseph de Richaud.
Le Comte de Revol, pere.	Le Chevalier de Larnage.
Le Comte de Revol, fils.	Le Marquis de Leyffin.

MM. Le Marquis de Serezin.
 Le Chevalier de Boczozel-
 Montgontier.
 De Vavre de Bonce.
 De Meffrey de Cezarges.
 Le Comte de Levis.
 De Michallon.
 Prunelle.
 D'Evrard de Courtenay.
 Le Comte de Mercy.
 De Bovet.

MM. Dangelin.
 Clapperon-de-Millieu.
 De Pufignan.
 Dalmas de Reottier
 De Fleury.
 De Tournon de Bonnevallet.
 De Gumin de Chatellard.
 Serro du Serf de Croze, aîné.
 Rigaud de Terre-Basle.
 Le Chevalier de Moro.

Election de Romans.

MM. Le Chevalier Alexandre de
 Pifançon.
 Sigaud de Baronat.
 Le Chevalier de Reynaud.

MM. Le Marquis de Vachon.
 Le Marquis de Murinais.
 Le Comte de Murat-Murinais.
 De Saulcy.

Election de Valence.

MM. De Rofiere, fils.
 De Ravel.
 Magnan.

MM. Jacques de Bouillanne.
 Louis de Bouillanne.

Election de Gap.

MM. De Saulcy.
 Jean-Antoine de Queyrel.
 André de Queyrel.
 Joseph de Queyrel.

MM. Jacques de Queyrel.
 De Moydan.
 Le Comte de Ruffo.
 De Vitalis.

Election de Montelimar.

- | | |
|---|--|
| <p>MM. Le Marquis de Jovzac.
 Le Marquis de Saint-Ferreol.
 Le Marquis de Lagarde.
 Le Marquis de Moreton-
 Chabrillan.
 Le Marquis de Lattier.
 De Gontin.
 Jean-Claude de Richaud.
 Jean-Pierre de Richaud.
 Jean-Elie & Jean-Louis de
 Richaud, <i>Freres</i>.
 Jean-David de Richaud.
 Jean-Claude & Jean-Antoine
 Richaud, <i>Freres</i>.
 Jean-Moyse de Richaud.
 Gabriel de Richaud.
 De Rochegude.
 De Chastelet.
 De Perrier.
 Jean & Jean-Pierre de Ri-
 chaud, <i>Freres</i>.
 Jean-Pierre & Antoine de
 Ribaud, <i>Freres</i>.
 David-Jean de Bouillanne.
 Jean-Matthieu & Pierre de
 Richaud, <i>Freres</i>.
 Pierre de Richaud.</p> | <p>MM. Gaspard, Jean & Matthieu de
 Bouillanne, <i>Freres</i>.
 Jacques de Bouillanne.
 Moyse & Claude de Bouillanne,
 <i>Freres</i>.
 Jean-Pierre de Bouillanne.
 Pierre, Jean-David, Jean-
 Matthieu, Jean-Pierre & Jean
 de Richaud, <i>Freres</i>.
 Bernard de Volvent.
 De Blégier, Marquis de Tau-
 lignan.
 Jacques-Melchior Ladret de la
 Condamine.
 Des Isnard de Langlerie.
 De la Fayolle.
 De Ventailac.
 De la Tourne.
 De Berbegier de Lalbarde.
 Charles de Bouillanne.
 Louis de Bouillanne de Saint-
 Martin.
 De Bouillanne de la Coste.
 De Ferre de la Calmette.
 Oddoz de Bonniot de Saint-
 Jullien.
 Le Baron de Sainte-Croix.</p> |
|---|--|

MM. Le Chevalier de Bonne de Lefdiguieres. Le Marquis de Besignan, <i>pere.</i>	MM. Le Marquis du Poët. De Cabaffolle. Le Marquis de Sade.
---	--

T I E R S - E T A T

Election de Grenoble.

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

Ville de Grenoble.	MM. Piat-Defvial, <i>Avocat</i> , Barthel- lemy, <i>Avocat</i> , Bertrand, <i>Avocat</i> , Gagnon, <i>Médecin</i> , Allemand-Dulauron, <i>Proc.</i> <i>du Roi au Siege de Police</i> , Bottut, <i>Synd. du Commerce</i> , Pascal, <i>Négociant</i> , Robert, <i>Procureur</i> , Rubichon, <i>Négo-</i> <i>ciant</i> , Mounier, <i>Juge Royal de</i> <i>Grenoble.</i>
St. Ferjus.	Bernard, <i>Lieutenant en la Judic.</i> <i>épisc. de Grenoble.</i>
St. Martin le Vinoux.	Eynard, <i>Avocat.</i>
Courenc, Bouqueron, Mas du Molard	Romain-Mallein, <i>Avocat.</i>
<i>Mandement de Montbonnod :</i>	
Montbonnod, Saint-Mury, Meylan, Biviers, Saint-Ismier, Clêmes, Saint-Nazaire, Bernin, Saint-Mar- tin de Miséré	Réal, <i>Avocat</i> , Bigillion, <i>Châtelain</i>

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Crolles.
Lumbin.
St. Hilaire & St. Pancrace. . . .
La Terrasse.

Le Touvet.

Mandement de la Buißiere :

La Buißiere, Barraux, Sainte Marie
d'Aloi, Sainte Marie du Mont,
St. Vincent de Mercuse, La Fla-
chere & Montalieu, Saint Marcel,
Belle-Chambre.

Belle-Combe, Chapareillan . . .
Le Sapey.
St. Pierre-de-Chartreuse, Entremont,
Chartrouffe.
La Rochere.
Entre-deux Guier-le-bas.
Saint Christophe.

Miribel.

Saint Laurent-du-Pont.

Mandement d'Avalon & Bayard :

Avalon, Le Motaret, Villard-Benoît,
Saint Maximin, Grignon. . . .

Noms des Députés.

MM. Berthieu, *Bourgeois.*
Grand-Dufay, *Bourgeois.*
Guerre, *Avocat.*
Pifon du Galland, *filz, Juge*
épiscopal de la ville de Grenoble.
Chabert, *filz, Avocat.*

Amar de Chatelard, *Bourgeois,*
Bernard, *Bourgeois,* & Cha-
bert, *Notaire.*

Bravet, *Notaire.*
Bernard, *Châtelain.*

Bigillion, *Avocat.*

Farconet, *Avocat.*

Grabit, *Bourgeois.*

Farconet, *Avocat,* Millioz,
Bourgeois.

Farconet, *Avocat,* Vachon,
Notaire.

Farconet, *Avocat,* Margot,
Notaire.

Paturel, *Secrétaire-Greffier d'A-*
valon, Paganon, *Feudisle.*

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

Allevard, Saint Pierre d'Allevard. . .	MM. Guerre, <i>Avocat</i> , Dufresne, <i>Notaire</i> , Doyat de Layat, <i>Bourgeois</i> .
La Batie d'Arvillard, Pinfot. . . .	Guerre, <i>Avocat</i> , Dufresne, <i>Notaire</i> .
Le Cheylas, Morestel	Pin, <i>Notaire</i> .
Goncelin	Sabatier, <i>Notaire</i> .
Tencin.	Jullien, <i>Notaire</i> .
Lapierre.	Bon, <i>Procureur</i> .
Le Champ.	Laforte-Jourdan, <i>Bourgeois</i> .
Froges.	Mécou, <i>Notaire</i> .
Theys.	Dorgeval, <i>Lient. de Chât.</i> Brette, <i>Notaire</i> .
Hurtieres	Brette, <i>Notaire</i> .
Les Adrets.	Blanchet, <i>Bourgeois</i> .
Laval.	Mathieu-Descombes, <i>Avocat</i> .
Saint Agnès	Helie, <i>Notaire</i> .
Villard-Bonnod, Lancey, La Combe de Lancey, St. Muris Monteymond	Jail, <i>Avocat</i> .
Le Verfoud.	Bruno Micoud, <i>Bourgeois</i> .
Uriage, Revel.	Arvet, <i>Avocat</i> .
Domene.	Perronard, <i>Notaire</i> .
Giere	Veffillier, <i>Bourgeois</i> .
St. Martin d'Here, Poizat	Teisseire, <i>Négociant</i> .
Eybens.	Muraillat, Ravanat.
Herbeys.	Arthaud, <i>Châtelain</i> .
Breſſon.	Ducros, <i>Avocat</i> .
Jarrie-le-Haut, Jarrie-le-Bas, Echi- rolles, Champagnier.	Renauldon, <i>Avocat</i> .

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

Brié, Les Angonnes. MM. Bouvier, *Bourgeois*.

Vaulnaveys-le-Haut, Vaulnaveys-le-

Bas

Jat, *Notaire*.

Vizille, Champ

Boulon, *Avocat*.

Lafrey, St. Jean-de-Vaux, Notre-

Dame-de-Vaux, La Motte St.

Martin

Dumolard, *Notaire*.

Marcieu, Savel.

Arnaud, *Bourgeois*.

Mandement de Rattier :

Nantes, Sievoz, Oris, La Valdens,

La Valette.

Defmoulins, *Fils*.

Mandement de la Mure :

Ville de la Mure.

Aman, *Avocat*, Guillot, *Notaire*.

St. Theoffrey, St. Honoré, Pierre

Chatel, Soufville, Surville, Pru-

nieres, Ponfonas, Mayres, Cognet,

Cholonge, Villard St. Pancraffe,

St. Arey.

Aribert-Desjardins, *Bourgeois*.

Mandement de Valbonnais :

Valbonnais, Le Perier, Entraigues,

Chantelouve, Valjoffrey. . . .

Bernard, *Avocat*, Blanc, *Notaire*
au Perier.

Mandement d'Oyfans :

Le Bourg-d'Oyfans, La Grave,

Villard d'Arenes, Le Mont-de-

Lans, Clavans, Mifoën, Venosc,

Saint Christophe, Les Gauchoirs,

Villard-Aymond, Villard-Reculas,

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

Huez, La-Garde, Oz, Ornon, Allemond	MM. Bettou, Notaire, Robert, Bour- geois.
Chichiliane & Saint-Barthelemi . .	Poncet, Fils.
St. Laurent-en-Beaumont. . . .	Vivian.
Poligny.	Legentil, Avocat.
Bourg de Corps.	Imbert-des-Granges, Avocat.
Beaufain.	Laugier, Médecin.
Aspres-lès-Corps.	Imbert-des-Granges, Avocat, Mounier, Juge-Royal de la Ville de Grenoble.
Les Côtes de Corps, Saint Jacques en Valgodemard.	Imbert-des-Granges, Avocat.
Saint Bonnet, La Motte.	Meyer, Bailli du Champfaur.
Cordeac, Morges, Sainte Catherine.	Dos, Châtelain.
Ambel.	Pal, Avocat, Laugier, Médecin.
Aubeffagne.	Pal, Avocat.
Clémence d'Ambel, Guillaume-Pe- roufe, Villard-la-Loubiere, Saint- Maurice en Valgodemard . . .	Mounier, Juge-Royal de Grenob. Imbert-des-Granges, Avocat, Barnave, fils, Avocat.
Moneftier d'Ambel, Pellafol . . .	Achard de Germane, Avocat.
La Morte.	Ruelle, Fils.
Bourg de Mens.	Segond, Echevin.
Cornillon en Trieves.	Delachaux, Châtelain.
Saint Jean-d'Hérans.	Jouguet, Avocat.
Clelles.	Blanc, Notaire à Grenoble.
Saint Euseby, Treminy.	Mounier, Juge-Royal de Grenoble.

Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.

Noms des Députés.

Mandement de Saint-Firmin :

Saint Firmin, Villard-Saint-Firmin,
La Brouë, Reculas, Lespreaux,
Lespargellet.
Moneftier-de-Clermont, St. Michel-
Lespources, St. Martin-de-Clelles,
Touranne

Roiffard.
Saint Guillaume, Saint Andeol. .
Sinard.

Lenchatre.
La Clufe, Paquier
Gresse
Treffort.
Chabottes.
Vif.
Varces

Saint-Baudille & Pipet, Le Percy,
Claix, Allieres, Riffet, Fontanieu.
Seyffins, Seyffinet, Roux de Comiers,
Montrigaud, Parifet, Saint Nizier.
Fontaine
Lans, Villard-de-Lans, Meaudres,
Autrans.

Saffenage, Engins, Noyarey.. . .
La Buiffe.

MM. Mounier, *Juge-Royal de Grenoble.*

Allemand, *Notaire*, Fauche-
rand, *Notaire.*

Faucherand, *Notaire.*

Faucherand, *Bourgeois.*

Allemand, *Notaire*, Fauche-
rand, *Bourgeois.*

Aymard, *Châtelain.*

Santon, *Notaire.*

Martin, *Consul.*

Gacher, *Consul.*

Brochier.

Dejean, *Bourgeois.*

Joly, *Substitut.*

Royer, *ainé, Avocat.*

Faure, *Avocat*, Jouguet, *Avocat.*

Escoffier, *Procureur.*

Jullien, *Notaire au Villard*,
Blanc, *Notaire à Meaudres.*

Dumas, *Avocat.*

Berland, *Consul.*

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

Bourg de Voiron.	MM. Allard - du - Plantier, <i>Avocat</i> ,
	Tivollier, <i>Négociant en gros</i> .
Voreppe, Pommiers.	Coindre la Tivolliere, <i>Bourg</i> ,
	Charvet, <i>Ainé, Bourgeois</i> .
Cornillon près Fontanil, Saint Vin- cent-du-Plâtre.	Chanet, <i>filz, Avocat</i> .
Quaix.	Guiller, <i>Procureur</i> .
Provesieux	Bertier, <i>Châtelain</i> .
Sarcenas.	Brun, <i>filz, Bourgeois</i> .

*Noms des Communautés dont les Députés ne se sont pas
rendus à l'Assemblée, & de celles qui ont déclaré adhérer
aux Délibérations qui y seront prises.*

La Bâtie-Meylan.
Murianette.
Venon.
Beffe, Auris, Livet, *en Oysans*.
Saint Maurice, Lallé & Avert.
Chichilianne en Trieves.
Notre-Dame de Comiers.
Saint Georges-de-Comiers.
Saint Pierre-de-Comiers.
Avignonet.

Saint Egreve.
Saint Jean-le-Vieux.
Monteynard.
Veurey.
Notre-Dame de Mezage.
Saint Pierre-de-Mezage.
Prébois.
Le Monestier-du-Percy.
Montorcier-de-Chaliol.
La Farre.

Election de Vienne.

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

Ville de Vienne, Revantin, Vaux-
Gris, Coste-d'Arcy, Moydieu, Beau-
voir-de-Marc, Villeneuve-de-Marc,
Saint George-d'Esperanche, Sep-
teme, Diemoz, Seyfuel, Ternay,
Serpaize, Ilins.

MM. Peyrard, *Échevin de Vienne*,
Chabroud, *filz, Avocat*, Al-
meras-de-la-Tour, *Avocat*,
Revollat, *Médecin*.

Saint Simphorien d'Ozon, Marennes,
Chaponay, Chandieu, Touffieu,
Feyzin, Venissieu, Villeurbanne,
Bron, Azieu & Genas.

Comberouffe, *Avocat*, Guy,
Avocat, Armanet, *Notaire*,
Fleury, *Bourgeois à Feyzin*,
Cuty, *Marchand*.

Ville de Crémieu.
Falavier, Saint Priest, Myons, Saint
Laurent-de-Mure, Frontonas,
Chonas, Communay, Vernioz, Si-
mandre.

Alricy, *Avocat*.

Danthon, *Avocat*, Jocteur-
Montrosier, *Avocat*, Labbe,
filz, Avocat, Pagnoud, *Mar-
chand à Saint-Priest*, Vivier,
Marchand à Roche.

Chavanoz, Anthon, Villette, Mons,
& Anieres, Jonage, Pufignan, Ja-

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

neriat & Malatrait, Charvieu, Col-
lombier, Tignieux, Chamagnieux,
Moyrieu, Veyffillieu, Panoffas,
Moras de Veyffillieu.

MM. Beaudrand, *Avocat*, Sornin,
Bourgeois, Ponfard, *Notaire*
aux Constantin, Douare,
Bourgeois, à Veyffillieu, Per-
rin, *Notaire*, à Bellacueil.

Mandement de Quirieu :

Quirieu, Bouvesse, Courtenay, Am-
blagnieu, Saint Baudille, Charette,
Meypieu, Arandon, Creys, Ver-
fieu.

Nugue, *Procureur*, Bouvier,
Bourgeois à Bouvesse.

Bourg de Morestel.

Grandval, *Consul*.

Brangues, Bouchage, Vezeronce .

Michoud, *Secrétaire Greffier*.

Les Avenieres.

Trollier *Avocat & Châtelain-
Royal du Pont de Beauvoisin*,
Chevalier de Maison Blan-
Blanche, Juge des Avenieres.

La Bâtie-Montgascon.

Bouvier, *Bourgeois à Renaudel*.

La Tour-du-Pin, Saint Jean-de-Sou-
din, Cessieu, Roche, Toirin, La
Chapelle-de-la-Tour, Saint Clair-
de-la-Tour, Montcara de-la-Tour,
Saint Didier-de-la-Tour, Sainte
Blandine, Dolomieu, Tuelin, Vaf-
felin, Vignieu, Arcisse & Cruffi-
lieu, Saint Chef, Laval, Verfin,

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

Chamon, Trieux, Montcara, Salagnon	MM. Labbe, père, Avocat, Durand, Procureur, Grumel, Notaire, à St. Chef, Perroncel, Bourgeois à Vignieu, Lhoste, Bourgeois à La Tour-du-Pin.
Aoste, Leyffin & Chimilin.	Roche, Négociant.
Romagnieu.	Drevon, Notaire, Chevallier, Négociant.
Ville du Pont-Beauvoisin.	Berlioz, aîné, Négociant, Permezel, Notaire.
Saint Jean-d'Avelane.	Favot, Notaire.
Forestiers-du-Pont	Drevon, Notaire.
Vaulferre.	Broffat, Châtelain.
Preyffins.	Roche, Avocat.

Mandement de St. Geoire :

Bourg de Saint Geoire, Maffieu, Saint Sixte, Merlas, La Chapelle, Saint Beuil, La Ramelliere, Velanne, La Sauge.

Pascal-la-Rochette, Avocat.

Comté de Clermont :

Chirenc, Clermont, Maffieu, Billieu, Charavines, Aprieu, Burcin, Oyeu. Chabons, Pupetiere. Bizonnes, Saint Didier de Bizonnes, Flachères, Belmont, Mont-Revel, Doiffin, Virieu, Blandin, Chelieu,

Hilaire, Avocat.

Guigues, Procureur.

*Noms des Villes, Bourgs, Pároisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

Paniffage, Chaffignieu, Vallancogne, Saint Honoré & Tépín, Paladru, Montferrat, Les Abrets, Fiti lieu, Saint André-la-Palud, La Bâtie-Divifin, Saint Didier-de-Champagne.

MM. Vallet, ancien Procureur du Roi au bailliage de Graisivaudan, Comte, Bourgeois à Paladru, Treilliard, Négociant à Aprieu, Apprin, Négociant à Virieu, Martin, Bourgeois, à Pressins.

Bourg de la Coste Saint André. . .
Gillonay.

Chenavaz, Notaire.
Perreton, fils, Avocat, Dupuy, Fils, Bourgeois.

Saint Hilaire de la Coste, Ornacieux, Balbin & Sardieu, Comelle, Nantouin, La Frette, Champier, Longechanal, Le Mottier Boczozel, Eydoche, Faramans, Semons, Pomiers, Boffieu, Revel.

Pascal, Médecin à la Côte-Saint-André, Lefebvre, Bourgeois à Revel, Roux-la-Colombière, Bourgeois à Lemp, Salomon, Bourgeois à Boffieu, Magnin, Notaire à Champier.

Lemps, Colombe, Bevenais. . .
Ville de Bourgoin, Ruys, Montceaux, Saint Alban & Vaux, L'Île

Sappey, Notaire & Châtelain.

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

d'Abeau, Saint Savin & Demp-
tezieu, Maubec, Nivolas, Serezin,
Moras & Vaux, Les Eparres, Mey-
rieu, Châteauvilain Buffières, Su-
cieu, Saint Victor, Torchefelon
Biol, Eclofe, Chatonay, Saint
Jean-de-Bournay, Faverges. . .

Auberive, Saint Clair-près-Condrieu,
La Chapelle-près-Rouffillion, Pi-
net, Millieu, Montleans, Moiffieu
& Paët, Ville-fous-Anjou, Pous-
sieu, Affieu & Surieu, Bozancieu,
Montfeveroux.

Noms des Députés.

MM. DeRoziere-de-Champagnieux,
Avocat, Picot-la-Beume,
Avocat, Couturier, *Notaire*,
aux Eparres, Vernet, *Bour-*
geois, à Faverge, Tranchant,
fils, *Négociant à Bourgoin*.

Thevenin, *Procureur*, Servant,
Notaire à Montfeveroux, Rey-
mond, *Négociant à Vienne*,
Giroud, *Notaire à Poussieu*,
Jaquier, *Not.*, à Affieu.

Communautés adhérentes.

Hieres.
Chatelan.
Optevoz.
Annoisin.
Serrieres.

Chozeaux.
Saint Hilaire-de-Brens.
Meyzieu & Chassieu.
Deffines & Charpieu.

Élection de Romans.

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

Ville de Romans.	MM. Mortillet, 1 ^{er} Échevin, De Lacour d'Ambezieu, <i>Avocat</i> , Legentil, <i>Avocat</i> , Dochier, <i> fils, Avocat</i> .
Bourg du Péage de Pizançon.	Lacour, <i>Notaire</i> .
Chatillon & St. Jean.	Mortillet, <i>Avocat</i> .
Peyrins.	Julliet, <i>Notaire</i> .
Beaumont-Monteux.	Giraud, <i>Avocat</i> .
St. Paul-lès-Romans.	Enfantin, <i>Avocat</i> .
Pizançon & Delphinaux, St. Lattier, Triols, Montmiral, Montagne, St. Antoine, Crepol, Onay, Saint Bonnet, St. Christophe du Bois, Montrigaud, St. Veran.	De Lacour d'Ambezieu, <i>Avocat</i> , Dochier, <i> fils, Avocat</i> , Lacour, <i>Notaire</i> , Geniffieu, <i>Négociant</i> , Mortillet, <i>Bourgeois</i> , De Valois, <i>Bourgeois</i> , Gontier, <i>Bourgeois</i> .
Chatte.	Julin, <i> fils, Bourgeois</i> .
Villard-Chevrières, Blanieu, Bessin, St. Appolinard.	De Boissieu, <i>Avocat</i> .
Dionay.	Nievolet, <i>Lieutenant de Châtel</i> .
St. Sauveur, Murinais.	Payn du Perron, <i>Avocat</i> .
Ville de St. Marcellin.	Guillermet, <i>Avocat</i> .
Bourg de Roybon.	Nievelet, <i>Notaire</i> .
Chaffelai.	Gigard, <i>Châtelain</i> .

*ms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

Bourg de Vinay, Bourg de l'Albenc. MM. Champel, *Avocat*.

Mandement de Montferrier :

Gras, Chanteffe, Chapuifiere, La Roche.

Champel, *Avocat*.

Polienas.

Triolle, *Bourgeois*.

Bourg de Tulins.

Charpenez, *Notaire*.

Vourey.

Broffat, *Notaire*.

Bourg de Moyrans.

Magnin-Defayes, *Échevin*.

Bourg de Rives.

Martel, *Notaire*, Salomon, aîné,
Négociant.

Izeaux, Saint Paul-lès-Izeaux. . . .

Repiton-Prêneuf, *Avocat*.

Reaumont, Beaucoiffant, La Fortereffe, Brion, Breffieu, Vatillieu, Viriville, Thodore, Penol, Marcolin, Lans de l'Etang, Montrigaud.

Imbert, *Notaire*, Mognat, *Bourgeois*, Vachon, *Notaire*, Jacolin, de Réaumont, Salomon, aîné, *Négociant*, Blanchet, *Négociant*, Juvenet, *Notaire*.

Silans

Vinoys, *Bourgeois*.

Saint Etienne-Saint-Geoirs. . . .

Cochet, *Châtelain*.

Lentiol.

Gril, *Bourgeois*.

Bourg de Beaurepaire.

Doriol.

Bourg de Moras.

Quincieux.

Serre, Auberive, Montchenu, Baternay, Mantaille, Jarcieu, Anjou, Rouffillon, Sablon, Montbreton, Champagne, Albon.

Ribaud-Gaubernard, *Avocat*,

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

	MM. Reynaud-Florentin, <i>Notaire</i> , Fontaine, <i>Gradué</i> , Peroufe- de-Montclos, Boiffonnet, <i>Bourgeois</i> .
Bourg de Saint Vallier, Serve. . . .	Gagnere, <i>Médecin</i> .
Laveron.	Bonnet, <i>Notaire</i> .
Bourg de Saint Donat.	Colonge, <i>Bourgeois</i> .
Arthemonay, Reculais.	Legentil, <i>Avocat</i> , François, <i>Avocat</i> .
Saint Martin d'Août, Châteauneuf- de-Galaure, Fay, Beaufemblant, Bren, Clavezon, Saint Uze-Bertus, Chaunes, Le Mollard, Mureil, Vals, Ponfard, Margès.	Monet, <i>Avocat</i> , Fleury fils, <i>Avocat</i> , Reymond, fils, <i>Avocat</i> , Genin, <i>Médecin</i> , Co- longe, <i>Bourgeois</i> .

*Noms des Communautés dont les Députés ne se sont pas
rendus à l'Assemblée, & de celles qui ont déclaré adhérer aux
Délibérations qui y seront prises.*

Montfalcon, Crispalot, Varacieu.

Election de Valence.

Saint Quentin, Montaud, Larivière, Saint Gervais & Rovon.	Achard, <i>Avocat</i> .
Cognin.	Rubichon, <i>Bourgeois</i> .
Beauvoir.	Vignon, <i>Châtelain</i> .

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

Royannez :

Rancurel, Presles, Saint Roman. . .	MM. Vignon, <i>Procureur</i> .
Saint André.	Robert, <i>Procureur</i> , Bletton, <i>Notaire</i> .
Auberives.	Bletton, <i>Notaire</i> .
Bourg du Pont-en-Royans.	Vignon, <i>Procureur</i> , Tezier, <i>Licentié-ès-droits</i> .
Choranche, Chatelus, Echevis, Ste. Hulalie & St. Hilaire	Tezier, <i>licentié-ès-droits</i> .
Saint Laurent, Laval-Saint-Memoire.	Barthellemy, <i>Avocat</i> .
Bourg de St. Jean-en-Royans, Saint Thomas, Bouvantes.	Ezingear, <i>Notaire</i> .
La Mote-Fanjas.	Cara-du-Bechat, <i>Bourgeois</i> .
Saint Nazaire.	Cara-de-Maffottier, <i>Châtelain</i> , Maffot, <i>Négociant</i> , Terrot, <i>Bourgeois</i> .

Royannez :

Saint Just-de-Claix, Rochechinard.	Maffot, <i>Négociant</i> , Terrot, <i>Bourgeois</i> .
Eyme.	Simond, <i>Notaire</i> , Enfantin, <i>Bourgeois</i> .
Hofung.	Bournat, <i>Procureur</i> , Carrichon, <i>Bourgeois</i> .
Jaillans, Meymans, Beauregard. . .	Royet.
Oriol, Saint Martin-le-Colonel. . .	Bon, <i>Procureur</i> .
La Saone, Izeron, Clerieu, Château- Neuf-d'Ifere, Chanos & Curfon, Mercurol, Veauune, Crofes, Lar-	

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

nage, Jeiffans, Chantemerle, Chavane, Marfas, La Motte-de-Galaure.	MM. Jubié, <i>Négociant à la Saone,</i> Jourdan, <i>Licentié-ès-droits,</i> Servan, <i>Bourgeois à Mercurol,</i> La Roche, <i>Notaire à la Motte-Galaure,</i> Feugier, <i>Notaire à la Roche-de-Glun.</i>
Ville de Tain.	De Gros, <i>Juge de Tain,</i> Bret, <i>Notaire-Royal.</i>
La Roche-de-Glun.	Beranger, <i>Juge,</i> Feugier, <i>Notaire & Secrétaire-Greffier.</i>
Le Bourg-lès-Valence.	Dupont, <i>Négociant.</i>
Bourg de Loriol.	Gagnat de la Couronne, <i>Avocat,</i> Blancard, <i>Avocat.</i>
Charpey.	Badoux, <i>Avocat,</i> Bochard, <i>Procureur à Romans.</i>
Alixan.	Revol, <i>Avocat.</i>
Ville de Valence, Montelier, Fiançayes, Marches, Saint Maman, Rochefort & Sanfon, Le Chafal, Barbieri, Ville de Chabeuil, Montegier, Beaumont, La Vache, Montvendre, Barcelonne. . .	Bayle, <i>Avocat,</i> Beranger, <i>Avocat,</i> Bouvier, <i>Notaire à Valence,</i> Urtin, <i>Notaire, premier Consul de Chabeuil,</i> Bellier, <i>Consul de Charpey.</i>

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

Ambonil.	MM. Bancel, Bourgeois.
Bourg d'Etoile.	Melleret.
Montoisson.	Didier, Avocat, Pey, Notaire & Châtelain.
Château-Double & Peyrus, La Beaume-Cornillanne, Ourche, La Rochette, Urre, Upie, Montmey- ran, Livron, Clioufclat, Mir- mande.	Roux, Avocat, Lambert, Avo- cat, Durozet, Notaire à Montmeyran, Dupré, Notaire à Livron, Bellier, Négociant à Peyrus.
Vaunaveys.	Didier, Avocat.
Alex.	Ollivier, fils, Avocat, Thomé, licentié-ès-droits.
Aubonne.	

Élection de Gap.

Bailliage de Gap :

Ville de Gap, Rambaud, Jarjayes, La
Bâtie-Vieille, La Bâtie-Neuve, Ro-
mette, Chaudun, Saint Etienne-
en-Devolui, Saint Didier-en-
Devolui, La Cluze-en-Devolui,
Rabau, La Roche-des-Arnaud,
Mont-Mort, Manteyer, Saint

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

André-la-Freyffinoufe, Pelleau- tier, Neffes.	MM. Marchon, <i>Maire de Gap, La Bastie, fils, Avocat du Roi au Bailliage, Moynier-du- Bourg, Procureur.</i>
Bourg de Tallard, La Saulce. . .	Jacquemet, <i>fils, Avocat.</i>
Ventavon.	Brun, <i>Avocat.</i>
Château-Vieux-sur-Tallard, Le Tret, Sigoyer, Fouilloufe, Lardier & Valençat, Moneftier - Allemont, Upaix, Le Poet, Monteglin, Arze- lier, Saleon, La Bâtie-Mont-Sa- leon, Eyguyans, St. Genis & No- tre Dame, Chabestan ou Laric, Le Saix, Agnelles, St. Jullien en Beauchêne, St. André en Beau- chêne, Ribiers.	Faure-Lacombe, <i>premier Éche- vin de Tallard, Morgand, Notaire à Saint André en Beauchêne, Amat, fils, Notaire à Ribiers.</i>
Barret-le-Haut, Barret-le-Bas. . .	Viguier, <i>Procureur au Parle- ment.</i>
Antonaves, Pomet, Château-Neuf- de-Chabres	Abel, <i>Bourgeois.</i>
Laragne.	Faure-la-Combe, <i>Échevin de Tallard.</i>
Lazer.	Ducros, <i>Avocat.</i>
Bourg de Veynes, Aspremont. . .	Pascal, <i>fils, Avocat.</i>

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

Montbrun, Hommes de Gabriel
Reymond, La Beaume-des-Ar-
naud, Argenfon & la Parerie, La
Pierre, Hommes de la Roche-
Mont-Clus, Le Barfac, Mont-
Rond, Saint Cyrice, Très-Cléoux,
Montjay, Chanouffe, Sorbieres,
Montmorin, Bruis, Val-Sainte-
Marie, Ribeyret, Saint-André-en-
Rozans, Mozages & Benivent. .

MM. Gontard, *Notaire à Serres,*
Faure, *Notaire à Orpierre,*
Chauvet, fils, *Bourgeois à*
Montjay.

Bourg de Serres, Savournon, Mont-
Clus, Sigotier, La Grand. . .
Aspres
Moydans.

Achard de Germane, *Avocat.*
Barillon, *Bourgeois.*
De Bertrand-de-Montfort, *Vi-*
bailli du Buis. Vachier.
Gabriel, *Bourgeois.*

Saleyrons, Saint Pierre-Avèz . . .
Bourg d'Orpierre, Etoile, Ville-Bois,
Sainte Colombe.
Eourres.

Faure, *Notaire à Orpierre.*
Viguiet, *Procureur au Parle-*
ment, Gabriel, *Bourgeois.*

Bailliage d'Embrun.

Ville d'Embrun, Saint André-lès-
Embrun, Saint-Sauveur-lès-Em-
brun, La Roche-fur-Embrun, Puy-
Saint-Euseby, Guillestre, Ville de

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé les Députés.*

Noms des Députés.

Mont-Dauphin & Eyglie, Château-Roux, Saint Clément, Saint Crépin, Rifoul, Vars, Seillac, Reottier, Chancela, Freiffinieres, Largentiere.

MM. Ardouin, *Avocat*, Blanc, *Avocat*, Roffignol, *Notaire et Châtelain de la Roche-sur-Embrun*, Bonardel, *Notaire à Mont-Dauphin*.

Crévoux, Les Orres, Baratier, Les Crottes, Savines, Saint Apollinaire, Prunieres, Bourg de Chorges, Mont-Gardin, Espinasie, Theus, Avançon, Saint Etienne-d'Avançon, Rouffet, Breziers, Valferre, Rochebrune, Réalon, Puyfanieres, Le Saulce.

Colomb, *Avocat*, Souchon, *Notaire à Chorges*.

Remolon.

Colomb, *Avocat*.

Bailliage de Briançon.

Ville de Briançon.

Chancel, *Consul*.

Ecarton de Briançon :

Vallouize, Moneftier-de-Briançon, La Salle, Saint Chaffrey, Villard-Saint-Pancrace, St. Martin-de-Queyrieres, Mont-Genèvre, Neu-

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

vache, Servieres, Puy-St.-André,
Puy-Saint-Pierre.

MM. Grand-de-Champrouet, *Asses-
seur au Bailliage de Briançon*,
Faure, *Avocat & Notaire à*
Briançon, Martinon, *Notaire*
au Monestier-de-Briançon,
Guille, *Notaire à Saint Mar-*
tin-de-Queyrières.

Ecarton de la vallée de Queyras :

Arvieu, Molines, Château-Ville-
Vielle, Abriès, Aiguilles, Saint
Jeran, Ristolas.

Fantin, *Avocat à Arvieu*, Ber-
thelot, *fils, Bourgeois à Abriès.*

*Noms des Communautés dont les Députés ne se sont pas
rendus à l'Assemblée, & de celles qui ont déclaré adhérer aux
Délibérations qui y seront prises.*

Le Noyer.
Château-Neuf-d'Oze.
Saint Auban-d'Oze.
Châtillon-le-Défert.

Furmeyer.
Peyre.
Saint Pierre.

Election de Montelimar.

Sénéchaussée de Montelimar.

Ville de Montelimar. MM. Cheynet, *ancien Avocat du Roi*,
Maire de la ville de Monteli-

*Noms des Villes, Bourgs, Pároisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

	<i>mar Serret, Procureur du Roi en la Sénéchaussée, Freycinet, Négociant.</i>
Ancone.	MM. Eybert, <i>Consul.</i>
Les Tourrettes, Lachamp.	Pain, <i>Conseiller en l'Élection de Montelimar.</i>
Savasse, Lataupie, Bonlieu.	De Bertrand-de-Montfort, <i>Vi- bailli du Buis.</i>
Pont de Baret, Felines, Souspierre. Château-Neuf-de-Mazenc, Charrols, Manas, Puy-Saint-Martin.	Chaniac, <i>Avocat.</i>
Poët-Laval.	Chaniac, <i> fils, Avocat.</i>
Bourg de Dieu-le-Fit.	Vernet, <i> fils, Consul.</i>
Sauzet, Saint Marcel-lès-Sauzet, Condillac, Marfane, Cléon-d'An- drans, Eyzahuc, Montjoux, Vesc, Odeffred, Aleyrac, Rochefort, Portes, Puygiron, Latouche, La Bâtie-Rolland, Espeluche, Mont- boucher.	Morin, <i>Négociant en gros.</i>
	Pellapra, Pain, <i>Conseillers à l'Élection de Montelimar, Freycinet, Négociant à Mon- telimar, Mirabel, Gradué, Marcellin, Laboureur à la Tonche, Bauzon, Consul de Château-Neuf-de-Mazenc, Bernard, Consul de Mont- Boucher.</i>

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

Château-Neuf-du-Rhône, Rac, Don-
zere, Ville de Pierrelatte, Rouffas,
Granges-Gontardes, La Garde-
Adhémar, Vallaurie, Chamaret-
le-Maigre, Taulignan, Alençon,
Blacons, Buiffe, La Roche-Saint-
Secret.

MM. Flotte, Chirurgien à Taulignan,
Meynot, Négociant à Don-
zere, Bignan-de-Coyrol, Né-
gociant à Suze-la-Rouffe, Va-
ronnier, Bourgeois, à Pierre-
latte, Delaye, Négociant à la
Garde-Adhémar, Barthel-
lemy de St. Martin, Châte-
lain de Chamaret-le-Maigre.
Bignan de Coyrol, Négociant.

Suze-la-Rouffe.

*Bailliage de Saint-Paul-Trois-Châ-
teaux.*

Ville de Saint-Paul-Trois-Châteaux,
Saint Restituy, Beaume-de-Tran-
fit.

Thune, Procureur Fiscal de
Saint-Paul-Trois-Châteaux.

Bailliage du Buis.

La Ville du Buis, La Roche, Mon-
taulieu & Rocheblave, La Bâtie-

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

Coste-Chaude, Rochebrune, Câteau-Neuf-de-Bordette, La Rochette sur Saint Auban, Montbrun, Reillanete, Propiac, La Penne, Montauban, L'Epine, Redortier, Pleyssan, Laborel, Izon & Chabreil-lès-Izon, Rouffieu, Chauvac, Vers, Saint Sauveur.

MM. De Bertrand, *Comte de Montfort, dans les Etats du Saint Siège, Lieutenant-Général au bailliage du Buis, Député des Jurisdictions de son Siege, Vachier, Avocat.*

Ville de Nyons.

De Bertrand-de-Montfort, Romieu-Defforgues, Goubert, *Échevin.*

Venterol & Novezan, Clansayes, Vinfobres, Teyssieres, Condorcet, Aubres, Saint Maurice, Molans, Saint-Marcellin-lès-Vaifon, Pierre-Longue, Saint Auban, Rions, La Fare, Olan, Vercoiran, Arpavon, Mevouillon, Sainte Euphemie, Bésignan, Poët-Empercipe, Mont-Réal, Curnier.

Consolin-de-Bacular, *Licentié ès-droits, Goubert, Échevin de Nyons, Givaudan, Bourgeois à Sabune, Vian, Notaire à Sainte-Euphemie.*

Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.

Noms des Députés.

Sénéchaussée de Crest & de Diois.

Ville de Crest, Roche-sur-Grane,
Piégros, Cobone, Divajeu, Lam-
bres, Chomeane, Mornans & Barri,
Bourdeaux, Bezaudun, Crypies,
Lestonils
Grane.
Autichamp.
Saou, Francillon, Célas.
Soyans, Auriple, Châtel-Arnaud,
Saint-Morand, Saint-Sauveur. .
Saillans.
Saint-Benoît-de-Rimon, La Chau-
diere, Espenel
Veronne.

Barri & Verchini.
Montclar.

MM. Richard, *Avocat, Maire de Crest.*
Brochier, *Notaire.*
Chaniac, *filz, Avocat.*
Gauteron, *Marchand.*

Didier, *Avocat.*
Barnave, *filz, Avocat, Barnave.*

Reynier, *Négociant à Espenel.*
Roman-de-Fonroza, *Avocat à*
Die, Barnave, de Saillans.
Barnave, *filz, Avocat.*
Richard, *Maire de Crest, Didier,*
Avocat.

Le Vercors.

La Chapelle.
Saint-Martin, Saint-Jullien, Saint-
Agnan.
Vaffieu.

Blanc, *Marchand.*

Argoud, *Échevin de Die.*
De Lamorte, *Maire de Die, Ar-*
goud, Échevin à Die, Lagier-
de-la-Condamine, Avocat.

Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.

Noms des Députés.

Le Pouet, Romeyer, Barnave, Vol-
vent.

MM. De Lamorte, *Maire de Die.*

La Ville de Die, Chamaloc, Montlaur,
Genfac, Montmort.

De Lamorte, *Maire de Die*, La-
gier-de-la-Condamine, *Avocat à Die.*

Aix, Molieres.

Lagier-de-la-Condamine, *Avocat à Die.*

Laval-d'Aix.

Garin, *Consul.*

Châtillon-lès-Die, Glandage, Bon-
neval.

Blanc-Grandcombe, *Notaire, à Châtillon.*

Menglon.

Reynaud-de-la-Gardette, *de l'Académie de Valence.*

Boulc, Creyers, Miscon.

Pascal, *Notaire à Luc.*

Pradelles, Brette, Petit-Paris, Gui-
fans, Bouvieres, Penes-sur-Bar-
nave.

Nier, *Greffier.*

St. Nazaire-le-Défert.

Achard-de-Germane, *Avocat.*

Luc.

Ferroud, *Maitre particulier des eaux & Forêts, à Die.*

Lefches.

Joubert, *Consul.*

Trefchenu.

Chancel, *Consul.*

Lus-la-Croix-Haute.

Laval, *Bourgeois.*

La Motte-Chalançon, Réottier, Cha-
lençon, Establet.

Magnan, *Avocat & Notaire, à la Motte-Chalançon.*

*Noms des Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés
qui ont nommé des Députés.*

Noms des Députés.

Gigors, Beaufort, Plan-de-Baix,
Saint-Ferréol, Pontaix, Barfac,
Saint-Andéol-en-Quint, Saint-
Jullien-en-Quint, Egluy & le Col-
de-Veran, Ansage, Omblefe, Le
Peschier, Arnayon, Poyols, Beau-
rieres, Saint-Cassien, La Bâtie-Cra-
mezin, Saint-Dizier, Bellegarde,
Charens, Valdrome, Les Prés, La
Bâtie-des-Fonds, Ville-Perdrix,
Chaudebonne, Joncheres, Four-
cinet.

MM. Richard, *Maire de Crest*, Reboul-
la-Julliere, *Avocat à Crest*,
Reynaud-de-la-Gardette, *de*
l'Académie de Valence, Gran-
gier, *Notaire à Sainte-Croix*,
Pourtier, *Bourgeois à Beau-*
fort, Tortel, *Procureur du*
Roi, à la Maîtrise de Die, Che-
vandier, *Négociant à Die*.

• *Noms des Communautés dont les Députés ne se sont pas
rendus à l'Assemblée, & de celles qui ont déclaré adhérer
aux Délibérations qui y seront prises.*

Aubenas.
Marignac.
Mirabel, en Diois.
Suze, en Diois.

Aouste.
Aucelon.
Ourcinas.

Sainte-Croix.
Mirabel, aux Ba-
ronnies.

Montferrand.
Sahune.
Tulletes.
Roche-gude.

LES TROIS-ORDRES ont tenu, chacun séparément, des assemblées, particulières, les cinq, six, sept, huit & neuf de ce mois, pour reconnoître ceux qui ont le droit d'être admis à l'Assemblée générale, & vérifier les pouvoirs, des Députés.

Messieurs de la Noblesse, afin que les autres Ordres puissent se proportionner à leur nombre, ont irrévocablement fixé celui des votants, pour cette Assemblée, aux personnes de leur Ordre qui se sont trouvées à Romans le cinq, & qui étoient au nombre de cent quatre-vingt-dix, & arrêté que Messieurs du Clergé ne formant que le nombre quarante-huit, on comptera le suffrage de chacun d'eux pour deux voix, jusqu'au nombre de quatre-vingt-quinze voix.

Ces arrangements approuvés par Messieurs du Clergé, & communiqués au Tiers-Etat, ont été également approuvés par cet Ordre, & les Représentants des Communes, afin de se réduire à l'égalité de suffrages avec les deux autres Ordres, ont délibéré de fixer à deux cents quatre-vingt-cinq le nombre de ceux qui pourront voter dans les séances générales ou particulières, & de faire cette réduction de manière que le district de chaque élection soit à-peu-près également représenté : & comme le défaut de temps n'a point permis de se livrer aux calculs qu'auroient pu exiger les intérêts respectifs de chaque élection, il a été convenu que pour l'Assemblée actuelle seulement, sans tirer à conséquence pour l'avenir, & sans préjudice de la véritable représentation qui pourroit appartenir aux différentes élections, les députés du district de l'élection de Grenoble nommeroient entr'eux soixante-quatre personnes; ceux de l'élection de Romans, quarante-quatre; ceux de l'élection de Valence, trente; ceux de l'élection de Montelimar, trente-sept; ceux de l'élection de Vienne, n'étant qu'au nombre de soixante-sept, il a été résolu que devant avoir soixante-treize voix, d'après la proportion ci-dessus, ils nommeroient six personnes, à

chacunes desquelles, ils donneroient deux voix ; que ceux de l'élection de Gap, n'étant qu'au nombre de trente-un, en nommeroient six qui auroient également double voix.

Les diverses Elections se font divisées pour procéder à la nomination de ceux qui doivent opiner dans le Tiers-Etat. Les Représentants des Communautés qui composent l'Election de Grenoble, ont nommé MM. *Piat-Desvial, Barthelémy-Dorbane, Dumas, Eynard, Bertrand, Bernard, Farconet, Meyer, Pison-du-Galand, Allemand-Dulauron, Renauldon, Romain-Mallein, Royer, aîné, Réal, Pal, Imbert-Desgranges, Jail, Guerre, Chabert, fils, Bigillion, Bernard, de Valbonnois, Boulon, Arvet, Aman, Gagnon, Laugier, Robert, Pascal, Rubichon, Botut, Bon, Bouvier, Chanel, fils ; Dejean, Teisseire, Guillot, Helie, Chabert, Dufresne, Jullien, du Villard de Lans ; Jat, Jullien, de Tencin ; Allard-Duplantier, Amard-de-Chastelard ; Allemand-des-Chemins ; Faucherand, Notaire ; Blanc, Grand-du-Fay, Mécon, Santon, Dos, d'Orgeval, Bigillon-de-la-Bâtie, Coindre de la Tivolière, Brette, Jouguet, Desjardins, Desmoulins, Dumolard, Margot, Faure, Sabatier, Vivian & Mounier.*

Les Représentants des Communautés qui composent l'Election de Vienne, ont nommé ceux qui, parmi eux, doivent avoir deux voix.

MM. *Hilaire, Chabroud, fils ; de Rosière-de-Champagnieu, Fleury, Bourgeois de Feyzin ; Revolat, Médecin ; Michoud, Bourgeois.*

Ceux de l'élection de Romans ont nommé MM. *de Lacour-d'Ambesieux, Brossat, de Moyrans ; Mortillet, de Romans ; Quincioux, Dochier, Champel, Reynaud, Florantin, Doriol, Colonge, Lacour, Notaire ; Genissieux, Nivolet, Mogniat, Enfantin, Bonnet, Vachon, Julliet, Gril, Gontier, Legentil, Fleury, François, Genin, Giraud, Fontaine, Mortillet, de Saint-Jean ; Perouse, Repiton-Préneuf, Reymond, Cochet, Riband-Gaubernard, Pain du Perron, Boissonnet, Julin, Jacolin, Gagnière, Monet, Guillermet, Juvenet, Triolle, Salomon, Charpeney, Imbert & Boissieu.*

Ceux de l'élection de Valence, MM. *Ezingcard, Vignon, Rubichon, Cara de Massotier, Didier, Melleret, Revol, Servan, Bochart, Bournat, Achard, Degros, Bret, Urtin, Blancard, Bellier, Bleton, Berenger, Bouvier, Bayle, Teisier, Terrot, Massot, Bellier, de Peyrus; Duroset, Dupont, Jubié, Lambert, Roux & Pey.*

Ceux de l'élection de Gap ont déclaré donner deux voix à MM. *Marchon, Colomb, Achard de Germane, Champrouet, Ardoin & Blanc.*

Ceux de l'élection de Montelimar ont nommé MM. *de Bertrand de Montfort, Cheynet, Freycinet, Chaniac, pere; Lamorte, Romieu, Vachier, Confolin-de-Baculard, Barnave, Notaire; Blanc, Grand, Combe, Bignan, Chevandier, Lagier de la Condamine, Pais, Grangier, Varronier, Meynot, Morin, Lajuliere, Barnave, fils; Roman-de-Fonrosa, Argoud, Ferroul, Magnan, Thune, Richard, Serret, Mirabel, Reynaud-la-Gardette, Marcellin, Brochier, Chaniac, fils; Pourtier, Givaudan, Laval, Pascal & Delaye.*

Dans chaque assemblée d'élection il a été dressé des procès-verbaux des nominations ci-dessus, pour être remis entre les mains du secretaire, ainsi que les pouvoirs des Députés.

LE neuf, MM. les Commissaires du Roi ayant été prévenus que tout étoit disposé pour tenir la premiere séance de l'Assemblée générale, l'ont indiquée pour le lendemain, à dix heures du matin; & en conséquence, AUJOURD'HUI, DIX SEPTEMBRE, à dix heures & demie du matin, la Noblesse & le Tiers-Etat étant réunis dans l'Eglise des Cordeliers, où ne s'étoit encore rendu qu'un petit nombre de Messieurs du Clergé, il a été représenté que MM. les commissaires du Roi ont fait notifier aux différents Ordres, que l'intention de SA MAJESTÉ est que M. l'archevêque de Vienne préside cette assemblée, sauf aux Trois-Ordres à faire les protestations qu'ils jugeroient convenables. La matiere mise en délibération, il a été résolu de reconnoître la Présidence de M. l'Archevêque de Vienne, pour

cette Assemblée seulement, & sous des protestations dont le projet a été lu & unanimement adopté.

Ensuite MM. le Commandeur de Rofan, le Comte de Marfane, le Vicomte de Leyffin, Barthellemy-d'Orbane, Chabroud & Blancard, ont été chargés de se rendre chez M. l'Archevêque de Vienne, pour lui faire part de la résolution qui vient d'être prise.

M. l'Archevêque de Vienne étant entré avec M. l'Evêque de Grenoble, & accompagné par la plus grande partie de Messieurs de l'Ordre du Clergé, qui ne s'étoient pas encore rendus; M. le Comte de Morges, Président de l'Ordre de la Noblesse, en s'adressant à M. l'Archevêque de Vienne, a dit à haute voix :

« MONSEIGNEUR, l'Assemblée me charge expressément de vous dire que
» si elle s'est abstenue de délibérer sur l'élection de la personne qui devoit
» la présider, & vous reconnoît pour Président, c'est pour donner à Sa
» Majesté des marques de son respect pour ses intentions; que c'est pour
» cette Assemblée seulement, & sans préjudice à tous les droits & intérêts
» de la Province, & au vœu déjà manifesté des différents Ordres, concer-
» nant l'élection libre de toutes les personnes & de toutes les places;
» laquelle protestation fera inférée dans le Procès-Verbal de cette Assem-
» blée. »

M. l'Archevêque de Vienne a répondu : *J'adhère à cette Protestation & j'y joins la mienne.*

M. l'Archevêque s'est placé au fond de la Nef, près du Sanctuaire, ayant à sa droite le Clergé, à sa gauche la Noblesse, & le Tiers-État des deux côtés, & en face joignant immédiatement les deux premiers Ordres, le tout sans observation de rang, d'âge & de préférence dans chaque Ordre; M. l'Evêque de Grenoble & M. le Comte de Morges ont siégé chacun à la tête de leur Ordre. Le Tiers-Etat n'a point élu de Président.

Ensuite M. le Président a dit, qu'il paroïssoit convenable d'avertir MM. les Commissaires du Roi, que l'Assemblée étoit formée. M. Mounier, Secrétaire, a été député pour se rendre à cet effet chez MM. les Commissaires du Roi. M. Mounier, étant revenu, & M. le Duc de CLERMONT-TONNERRE ayant fait prévenir l'Assemblée, par le Capitaine de ses Gardes, que MM. les Commissaires du Roi étoient à l'entrée de l'Eglise, l'Assemblée a député M. l'Evêque de Grenoble & MM. l'Abbé de la Salcette, le Chevalier de Murinais, le Marquis de Loras, le Comte de Marfane, le Vicomte de Leysfin, de Bertrand-de-Montfort, Barthellemy-d'Orbane, Chabroud, Dambefieu, Marchon & Blancard, qui ont reçu, trois pas au delà de la porte de l'Eglise, M. DE CLERMONT-TONNERRE, Duc & Pair de France, Chevalier des ordres du Roi, Lieutenant Général de ses Armées & de la Province de Dauphiné, y commandant; M. le Comte de Narbonne-Fritzlard, Grand-Croix de l'Ordre de Saint Louis & Commandeur de l'Ordre Saint Lazare; M. Cafe, Baron de la Bove, intendant de la Province.

MM. les Commissaires du Roi sont entrés, accompagnés de MM. les Députés; l'Assemblée s'est levée pour les recevoir, & MM. les Commissaires du Roi l'ont saluée.

MM. les Commissaires du Roi ayant pris leurs places dans l'Assemblée, M. LE DUC DE CLERMONT-TONNERRE a remis au Secrétaire, qui s'est avancé pour la recevoir, la lettre clause de Sa Majesté, aux Trois-Ordres de la Province, & le Secrétaire a fait lecture de cette lettre, dont la teneur suit :

De par le Roi Dauphin.

TRÈS CHERS ET BIEN AMÉS, nous avons chargé notre cousin LE DUC DE TONNERRE, le sieur Comte de Narbonne & le sieur Cafe de la Bove, » d'assister, en qualité de nos Commissaires, à l'Assemblée que nous avons » convoquée à Romans & que vous composez; ils vous feront, ainsi que

» nous le leur avons ordonné, connoître nos intentions, & vous devez
» avoir, en ce qu'ils vous diront de notre part, la même confiance que
» vous auriez en notre personne. Convaincus de votre zele pour le bien
» public & pour notre service, nous sommes d'autant plus persuadés que
» vous vous conformerez ponctuellement à nos ordres, qu'ils ont unique-
» ment pour but l'avantage de notre province de Dauphiné; & la présente
» n'étant pour autre fin, nous ne vous la ferons ni plus longue ni plus
» expresse. DONNÉ à Versailles, le dix août mil sept cent quatre-vingt-huit.
» *Signé*, LOUIS. DE LOMENIE, Comte DE BRIENNE. »

Ladite lettre a été laissée sur le bureau.

MM. les Commissaires du Roi étant assis & couverts; & les Membres de l'Assemblée étant également assis & couverts, M. le DUC DE CLERMONT-TONNERRE a dit :

MESSIEURS,

« Le Roi ayant suffisamment fait connoître ses intentions modifiées,
» suivant les circonstances & le vœu des Trois-Ordres, S. M. veut bien
» encore vous donner une nouvelle preuve de sa bonté paternelle, en
» rétablissant, sous une forme plus avantageuse, vos Etats provinciaux qui
» étoient suspendus.

» Vous allez, Messieurs, vous occuper d'un travail d'autant plus intéres-
» fant, qu'il doit opérer le bonheur particulier des peuples de cette Pro-
» vince & celui de leurs descendants.

» VOTRE zele ne laissera sûrement rien à desirer à cet égard.

» J'OSE me flatter, Messieurs, que le mien vous est assez connu pour
» n'avoir aucun doute que je ne coopere en tout ce qui pourra dépendre
» de moi, pour donner à la Province de nouvelles preuves de mon atta-
» chement. »

ENSUITE M. Café, Baron de la Bove, a dit :

MESSIEURS,

« LE Roi, uniquement occupé du bonheur de ses peuples, n'attend que
» de connoître le vœu de la Nation, pour lui assurer à jamais une admi-
» nistration qui concilie ses vrais intérêts avec l'honneur du nom François
» & l'amour qu'elle porte à son Souverain.

« Si la connoissance des besoins de l'Etat a été le principe des événe-
» ments qui, dans quelques Provinces, ont pu causer quelques alarmes,
» les lumières qui ont été répandues depuis long-temps pour éclairer les
» peuples, les élans de patriotisme qui en ont été les effets, la publicité de
» la situation des finances, les améliorations projetées, les retranchements
» effectués, enfin la justice & la bonté paternelle de Sa Majesté,
» que faut-il de plus pour inspirer la confiance & rassurer toutes les classes
» des Citoyens ? Un Ministre désigné par l'opinion publique, le guide le
» plus sûr pour éclairer les Rois, est rappelé aujourd'hui à la tête des
» finances. La Nation va être rassemblée autour du Trône, sous les yeux
» d'un Monarque qui ne cherche que la vérité. Au moment de cette époque,
» peut-être la plus touchante de nos annales, pour le Prince & pour ses
» sujets, le moindre soupçon feroit un crime; la reconnaissance seule &
» l'enthousiasme pour le Souverain, sont les seuls sentiments qui doivent
» se manifester & s'éterniser dans tous les cœurs.

« SA Majesté a toujours annoncé qu'Elle conserveroit les privilèges de
» ses Provinces; Elle vous donne aujourd'hui un témoignage bien authen-
» tique de la fidélité de ses engagements; on peut même dire qu'Elle y
» ajoute une recherche qui doit vous prouver à quel point Elle veut être
» assurée des moyens les plus efficaces de faire votre bonheur

» DANS la crainte que vos formes anciennes ne puissent exciter de nouvelles réclamations, Elle vous rassemble pour vous consulter, & vous
» mettre à portée de lui faire connoître celles que vous croirez les meilleures
» pour procurer au Dauphiné une constitution sage, en pesant, dans une
» juste balance, les intérêts des différents Ordres, & ceux de tous les
» Cantons de cette Province.

» HEUREUX, Messieurs, si, après avoir cherché constamment à y faire
» tout le bien qui pouvoit dépendre de moi, éclairé aujourd'hui de vos
» lumières & de vos exemples, je peux encore me flatter d'y contribuer. »

M. l'Archevêque, président, a répondu au nom de celle-ci, et a dit :

« MONSIEUR, c'est avec la joie la plus vive que nous recevons de votre
» bouche la nouvelle assurance des bontés paternelles du Roi envers le
» Dauphiné; quel sera le véritable & l'heureux fruit de notre reconnaissance?
» Quelle preuve en devons-nous à Sa Majesté? Un ouvrage entrepris
» avec ardeur, suivi avec application, terminé avec une sage célérité, salutaire à cette Province, digne des Trois-Ordres qui sont ici rassemblés.
» Vous allez être témoin, Monsieur, de leurs efforts & de leurs travaux;
» dans le compte que vous en rendrez, vous n'aurez que des éloges à
» donner aux Membres de l'Assemblée, & qu'une douce satisfaction à
» répandre dans le cœur de notre Souverain. MM. les Commissaires du
» Roi trouveront en nous un zèle actif, & unanime. Nous espérons d'eux
» de puissantes ressources pour seconder le patriotisme & pour contribuer
» au bien public. »

MM. les Commissaires du Roi se sont levés, ont salué & se sont mis en marche, pendant laquelle les Membres de l'Assemblée étoient debout & découverts, & les mêmes Députés les ont accompagné jusqu'à l'endroit où ils les avoient reçu.

MM. les Commissaires du Roi retirés, & les Députés étant rentrés & ayant repris leurs places, M. l'Evêque de Grenoble s'adressant à M. l'Archevêque de Vienne, a dit :

MONSEIGNEUR,

« Les sentiments que vous avez témoigné & garanti à la tête de cette
» Assemblée, en présence de MM. les Commissaires du Roi, justifient
» pleinement les motifs d'égard & de confiance qui ont porté les Trois-
» Ordres à maintenir en votre faveur le choix indiqué par le gouverne-
» ment; j'y adhère avec satisfaction, & ferai toujours empressé d'offrir à
» votre expérience, vos lumières & vos vertus, l'hommage qui leur est dû. »

Ensuite M. l'Evêque de Grenoble s'adressant à l'Assemblée, a dit :

« Mais, Messieurs, forcé, par un devoir rigoureux, de prévoir tout ce qui
» pourroit porter atteinte aux droits que j'ai à défendre, j'oserai, Messieurs,
» vous prier de vouloir bien me permettre de protester ici & devant vous,
» contre tout ce qui pourroit être induit de ma présence, dans cette Assem-
» blée, à laquelle le desir de partager vos travaux pour le bien public, m'a
» fait une loi d'accourir; j'oserai encore demander qu'il en soit fait mention
» dans vos registres; je suis prêt, Messieurs, au moment qu'il vous plaira
» de m'indiquer, & avec confiance dans vos lumières & votre équité, à
» mettre sous vos yeux les motifs & les titres qui autorisent le siege que
» j'ai l'honneur d'occuper, à réclamer son ancien droit de présider les
» Trois-Ordres dans les Etats du Dauphiné. »

M. l'Evêque de Grenoble continuant d'adresser la parole à l'Assemblée, a représenté l'état actuel de la Province, & a proposé de charger une Commission d'adresser une lettre au Roi, qui exprimeroit la reconnaissance des Trois-Ordres, les assurances de leur zèle pour seconder ses vues bienfaisantes, & réclamerait le prompt retour de la Justice.

Les Députés de la Cathédrale de Grenoble ont déclaré adhérer aux protestations de M. l'Evêque de la même Ville.

M. Planelli, Marquis de Maubec, a dit :

MESSIEURS,

« EN annonçant, comme vous l'avez fait, que le vœu général de la
» Province étoit que dans les nouveaux Etats toutes les places fussent
» électives, & en ne faisant aucune exception, qu'il me soit permis de
» vous représenter que ce feroit porter atteinte, de la manière la plus
» décisive, aux droits & aux privilèges des premiers Barons, dont les
» prérogatives sont établies sur les titres mêmes que vous réclamez.

» CE n'est pas, Messieurs, que je ne fusse personnellement empressé de
» faire dès-à-jourdhui le sacrifice d'un privilège qui, en m'assurant, à la
» vérité, de droit, une place distinguée dans vos Etats, me flatteroit infini-
» ment moins que si vos suffrages daignoient m'y appeler; mais je dois
» éviter de me compromettre principalement vis-à-vis des autres premiers
» Barons, qui sont absents, & qui se proposent sans doute de vous faire
» connoître leurs réclamations, tant pour la Séance distinguée dont ils
» ont toujours joui dans vos anciens Etats, que pour les autres préroga-
» tives attachées à leurs Baronnie. Comme je craindrois de ne pas
» défendre suffisamment des intérêts dont ils ne m'ont pas chargé, je
» n'entrerais dans aucun détail à cet égard; je me bornerai donc, Messieurs,
» à vous représenter que le vœu général de la Province étant de recouvrer
» ses anciens privilèges, il ne doit pas, ce me semble, vous paroître juste
» de détruire entièrement des droits établis sur des titres anciens; qu'en
» rétablissant vos Etats sous une forme plus avantageuse, vous pourriez
» peut-être conserver aux premières Baronnie quelques distinctions qui
» ne feroient aucun tort à la liberté des élections; que ce feroit porter

» préjudice & atteinte à leur propriété, que d'anéantir les prérogatives qui
» y sont attachées, & que c'est un avantage dont vous pouvez dans la suite
» jouir vous-mêmes, que de conserver à quelques terres de la Province des
» distinctions particulières.

» Au surplus, je ne présume pas, Messieurs, que dans aucun cas votre
» intention soit jamais de priver les premiers Barons du droit de commi-
» timus au Parlement, dont ils jouissent de tout temps, & qui tient absolu-
» ment à leur propriété.

» MAIS quels que soient les sacrifices que vous exigiez de moi, ils ne
» me coûteront rien lorsqu'ils me feront dictés par le vœu général, &
» qu'ils tendront réellement au bien public.

» CEPENDANT, Messieurs, j'espère qu'eu égard aux motifs que j'ai eu
» l'honneur de vous exposer, vous ne désapprouverez pas qu'en adhérant
» d'avance à vos prochaines résolutions, ce soit sous la réserve, & sans
» préjudice des droits, privilèges & prérogatives qui étoient attachés à ma
» Baronnie dans le temps des anciens Etats de la Province, & que ma
» protestation, à cet égard, soit inscrite sur vos registres. »

L'ASSEMBLÉE a arrêté que les protestations de M. l'Evêque de Grenoble
& de M. le Marquis de Maubec, feroient laissées sur le bureau, pour y être
ensuite délibéré, & que les discours qui ont été prononcés dans la présente
séance par MM. les Commissaires du roi & M. le Président, feroient confi-
gnés dans le procès-verbal.

M. le Président a renvoyé la séance suivante à cinq heures de relevée de
ce jour.

L'ASSEMBLÉE s'étant formée de nouveau, à l'heure ci-dessus, M. le Président a observé qu'il falloit nommer un Secrétaire; & M. Mounier a été nommé & confirmé par acclamations.

APRÈS quoi M. le Président a dit qu'il falloit lire de nouveau la Lettre écrite par Sa Majesté aux Trois-Ordres, pour délibérer sur son enregistrement.

LA lettre ayant été relue par le Secrétaire, il a été unanimement délibéré qu'elle feroit enregistrée.

M. le Président ayant proposé de nommer des commissaires, tant pour assister à la rédaction du procès-verbal, que pour préparer les divers objets des Délibérations & en rendre compte à l'Assemblée, la proposition faite par M. le Président, ayant été adoptée, il a été arrêté qu'à l'issue de cette Séance les Ordres se sépareroient : le Clergé, pour nommer six Commissaires; la Noblesse, pour en nommer douze, deux dans chaque élection, & le Tiers-Etat dix-huit; c'est-à-dire, trois dans chaque Election, & que ces trente-six Commissaires auroient le pouvoir de former différents Bureaux afin de diviser entr'eux les objets dont ils doivent s'occuper.

M. le Président a indiqué la Séance suivante à demain, à neuf heures du matin, & il a signé.

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du Jeudi, onze Septembre, mil sept cent quatre-vingt-huit, à neuf heures du matin.

L'ASSEMBLÉE ayant pris séance, elle a témoigné à Monsieur l'Evêque de Grenoble le desir d'inscrire dans le procès-verbal le discours qu'il a prononcé; il a répondu que ce vœu, honorable pour lui, étoit une loi; qu'il espéroit pouvoir y satisfaire, quoiqu'il n'eut rien d'écrit le jour qu'il avoit eu l'honneur de parler à l'Assemblée.

M. le Président a dit qu'il feroit convenable de nommer l'Imprimeur de l'Assemblée; & le Sieur Cuchet a été nommé par acclamations.

ENSUITE, M. le Président a dit que des Curés des différents Diocèses de la Province se trouvant actuellement à Romans, desireroient qu'il fût permis à deux d'entr'eux de se présenter à cette Assemblée, & qu'on voulût bien les entendre.

L'ASSEMBLÉE ayant donné son consentement, M. Lemaître, Curé de la paroisse de Saint Laurent de la Ville de Grenoble, & M. Fugier, Curé de Chirens, sont entrés, & M. Lemaître a dit qu'ils étoient chargés, par un grand nombre de leurs Confreres, de présenter à l'Assemblée un Mémoire contenant des protestations; il en a été fait lecture à haute voix. M. le Président a invité MM. Lemaître & Fugier à laisser leur Mémoire sur le bureau, pour y être délibéré, & ils se sont retirés; le Mémoire étoit de la teneur suivante :

« Messieurs les Curés soussignés, se trouvant actuellement à Romans,
» supplient l'Assemblée de considérer qu'en confiant leur Election aux
» bureaux Diocésains, on les a privé du droit d'élire librement leurs
» Représentants, droit dont ils doivent jouir comme tous les autres

» Citoyens; qu'ainsi ils sont fondés, tant en leur nom, qu'en celui d'un
 » grand nombre d'autres Curés, dont ils ont les pouvoirs par écrit, à
 » protester contre la nomination qui a été faite par les Bureaux Diocésains,
 » & contre toute induction qu'on voudroit en tirer à leur préjudice, espé-
 » rant de Messeigneurs & Messieurs du Clergé & des autres Ordres, qu'ils
 » voudront bien arrêter que, dans toutes les Assemblées des Trois-Ordres
 » ou Etats de la Province, les Curés ne pourront être représentés que par
 » leurs Députés librement élus sous les yeux de leurs Supérieurs; & les
 » soussignés supplient encore l'Assemblée d'agréer les témoignages de leur
 » reconnaissance, & de déclarer que les Présentes seront inférées dans le
 » Procès-Verbal. FAIT à Romans, le 10 septembre 1788. Signés, Doyat,
 » Curé de Saint Martin-de-Misère; Goubet, Curé de la Mure; Joffrand, Curé
 » de Valbonnois; Robert, Curé de Crolles; Cousin, Curé de Notre-Dame-de-
 » Vaulx; Boisserand, Curé de Saint Aupre; Senaud, Curé de Savel; Roche,
 » Curé de Saint Martin-de-Cornillon; Granier, Prieur-Curé de Pariset;
 » Lemaître, Curé de Saint Laurent-de-Grenoble; Bourgeat, Curé de Villard-
 » Aimon, en Oisans; Perronnet, Curé de Gier; Terry, Curé de la Batie,
 » diocèse de Belley; Brocheri, Curé de Saint Clair, diocèse de Vienne;
 » Darmard, Curé de Montmiral, diocèse de Vienne; Fuzier, Curé de
 » Chirens; Biguet, Curé de Peyrins; de Crolard, Curé de Mours, diocèse
 » de Vienne; Charbonnel, Prieur-Curé d'Autichamp, diocèse de Valence;
 » Clairfond, Curé de Chabrillan, diocèse de Valence; Roux, Prieur & Curé
 » de la Chapelle-en-Vercors; Aurousse, Curé de Die & Archiprêtre; Bellier
 » du Charmeil, Curé de Saint Ulalie, diocèse de Die; Bellier, Curé de
 » Laval-Saint-Mémoire, même diocèse; Allegre, Prieur-Curé d'Omblese,
 » diocèse de Die; Vernet, Curé de Dieulefit; Chabrot, Prieur-Curé de
 » Bezaudun; Crouzon, Curé de Château-Neuf-de-Mazenc, diocèse de Die;
 » Meyssin, Curé de Moretel en Dauphiné, diocèse de Lyon; Tournu, Curé
 » de Saint Geoire-en-Valdeyne, diocèse de Vienne; Perrier, Curé de
 » Moras, même diocèse. »

LA matiere mise en délibération, MM. du Clergé ont déclaré qu'ils avoient eux-mêmes, de leur propre mouvement, délibéré d'une maniere conforme aux desirs de MM. les Curés, & il a été unanimement arrêté par les Trois-Ordres, qu'à l'avenir on ne pourroit admettre dans les Etats ou Assemblées des Trois-Ordres, comme Représentants de MM. les Curés, que les Députés qu'ils auroient librement élus sous les yeux de leurs Supérieurs.

IL a ensuite été fait lecture de la liste des trente-six Commissaires nommés hier dans les différents Ordres, après la Séance générale.

MM. l'Evêque de Grenoble, l'Abbé de la Salcette, l'Abbé de Vaugelas, le Commandeur de Rosan, le Doyen de l'Eglise de Vienne; Sollier, député de l'Eglise de Saint-Paul-Trois-Châteaux; le Marquis de Baronnat, le Marquis de Langon, le Chevalier du Bouchage, de Saint-Germain, le Chevalier de Murinais, le Marquis de Beaußemblant, de Tardivon, de Barratier, le Marquis de Blacons, fils; le Comte de Marsane, le Marquis de la Villette, le Marquis de Pina de Saint-Didier, Barthellemey-d'Orbane, Piat-Desvial, Pison-Dugaland, Chabroud, de Rosiere de Champagnieu, Hilaire, de Lacour-d'Ambèsieux, Champel, Guillermet, Blancard, Béranger, Didier, Bertrand de Montfort, Lagier-de-Lacondamine, Barnave, fils; de la Batie, Brun & Achard de Germane.

M. Chabroud a dit que la Communauté de la Guillotiere est en instance au Conseil de Sa Majesté, pour réclamer la jouissance de tous les Privileges de la Province de Dauphiné, dont elle fait partie; qu'elle espere que les Trois-Ordres voudront bien protéger ses réclamations, & qu'elle leur a député à cet effet les sieurs Allard & Ferrand, lesquels supplient l'Assemblée de leur permettre d'entrer.

SUR cette proposition, il a été résolu d'entendre les sieurs Ferrand & Allard qui, ayant été avertis, sont entrés; & après avoir remis leurs

pouvoirs, ont supplié les Trois-Ordres d'examiner leur Mémoire & leurs Pièces justificatives.

IL a été aussi-tôt délibéré que ce Mémoire sera laissé sur le Bureau, ainsi que les Pièces qui y sont relatives; qu'elles seront remises aux Commissaires, pour en faire leur rapport à l'Assemblée; que les sieurs Ferrand & Allard peuvent cependant assurer à leurs Commettants que les Trois-Ordres sont très-disposés à protéger leurs réclamations après l'examen de leurs Titres : & M. le Président ayant fait part aux sieurs Ferrand & Allard, de la résolution qui vient d'être prise, ils se sont retirés.

M. le Président a dit qu'il feroit utile de renvoyer à l'examen des Commissaires les objets contenus dans les Discours de M. l'Evêque de Grenoble, ainsi que ses protestations & celles de M. le Marquis de Maubec, ce qui a été accepté par l'Assemblée.

MM. les Commandeurs de Malthe ayant été placés immédiatement après MM. les grands-Vicaires délégués par les Archevêques & Evêques absents, ont déclaré protester à ce sujet, soutenant devoir être placés après les Prélats. Les Représentants des Archevêques & Evêques ont fait leurs protestations contraires.

Les Représentants des Cathédrales & Collégiales, & les Députés diocésains ont protesté contre la préséance prétendue par MM. les Commandeurs de Malthe, qui se sont placés au dessus d'eux, & M. de Saint-Albin, Doyen de l'Eglise de Vienne, & Abbé-Commandataire de l'Abbaye Royale d'Aulnay, & M. de Rachais, Doyen du Chapitre Noble de Saint-Pierre & de Saint-Chef, ont fait à cet égard des protestations particulières; MM. les Commandeurs de Malthe en ont fait de contraires.

IL a été délibéré que pour demander les opinions & compter les voix dans cette Assemblée, lorsqu'il n'y aura point de motif pour séparer les

Ordres, on appellera un Membre du Clergé, deux de la Noblesse & trois du Tiers-État, & ainsi de suite.

M. le Président a indiqué la Séance prochaine à demain, à neuf heures du matin, & a signé;

† J. G. Archev. de Vienne, Président,
MOUNIER, Secrétaire.

Du Vendredi, douze Septembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à neuf heures du matin.

M. le Marquis de Blacons, fils, a dit qu'il a été chargé, par MM. les Commissaires, de faire le rapport des objets qui ont été discutés dans leur séance. Il a annoncé qu'ils ont formé trois Bureaux, l'un qui doit s'occuper de préparer les rapports & examiner les affaires générales; un autre qui doit plus spécialement s'occuper de la formation des Etats, & un troisième pour la rédaction du Procès-Verbal & la révision particulière, avant de rendre compte à l'Assemblée. M. de Blacons a ajouté que ceux qui auroient des mémoires sur les Etats ou sur d'autres objets, étoient invités à en faire part aux Commissaires, & que ceux-ci avoient pensé qu'il feroit utile d'écrire une lettre au Roi, pour exprimer les sentiments de reconnaissance des Trois-Ordres, & demander le prompt rétablissement des Tribunaux, dans toutes leurs fonctions, & d'écrire une lettre à M. Necker, pour lui témoigner la satisfaction qu'ont éprouvée les Trois-Ordres de cette Province, en apprenant son rappel au Ministère des finances.

SUR ce rapport, l'Assemblée a approuvé la division des bureaux, & a délibéré que les lettres proposées par MM. les Commissaires, feroient

écrites, & qu'ils feroient priés de les préparer ; il a été également délibéré que lorsqu'il fera fait lecture de quelques mémoires dans l'Assemblée, on ne pourra prendre aucune délibération sur les objets qui y feront contenus, sans renvoyer au lendemain, & qu'en conséquence, après leur lecture, ils feront remis aux Commissaires.

M. le Président a dit qu'il étoit de la dernière importance qu'aucune des personnes qui composent cette Assemblée, ne s'absentât de la Ville de Romans avant d'en avoir prévenu & d'avoir fait connoître leurs motifs ; sur quoi il a été délibéré que lorsqu'on auroit des motifs indispensables pour s'absenter, on feroit obligé d'en faire part à M. le Président, ou au plus ancien de chaque Election qui lui en rendroit compte.

M. l'Evêque de Grenoble a remis sur le bureau la copie du Discours qu'il a prononcé dans la première Séance, pour être insérée dans le Verbal, ainsi que l'Assemblée a bien voulu lui en témoigner le desir.

Ce Discours est de la teneur suivante :

MESSIEURS,

« DANS ce moment où les Trois-Ordres sont rassemblés pour les intérêts
» les plus précieux de la Province, notre premier mouvement est de jeter
» les yeux sur elle. Nous avons des motifs d'espérance, mais ils ne peuvent
» encore avoir fait disparaître toute agitation & toute juste inquiétude. De
» quelle utilité pourroient être nos efforts sans le retour entier & préalable
» du calme & de la paix ? Nous devons chercher à inspirer la confiance,
» sentiment nécessaire pour opérer le bien. Quel droit pourrions-nous y
» prétendre par un silence qui, dans la crise violente où nous sommes
» encore, pourroit être envisagé comme une coupable sécurité ?

» SANS doute nous avons à offrir au Roi l'assurance de notre respect, de
» notre amour & de notre zèle pour seconder ses vues bienfaisantes ; mais
» nous trahirions sa confiance si nous hésitions à lui faire connoître le
» malheur de son peuple, & combien il devient chaque jour plus pressant
» de lui porter secours. Le plus digne hommage que doive au Roi notre
» reconnoissance, c'est celui de la vérité. Nous avons à espérer qu'elle
» n'éprouvera plus d'obstacles.

» DOUZE Membres de la Noblesse de Bretagne, rassurés par une confiance
» inébranlable dans la bonté du Roi, & par l'espérance que leurs concitoyens
» parviendront à éclairer sa justice ; fiers de leurs propres sentiments, de la
» réclamation publique de la Noblesse du Dauphiné, & de se voir les victimes
» de leur dévouement aux droits de leur patrie, sont encore dans les fers
» comme des criminels d'Etat. M'honorant d'être leur compatriote, je me
» félicite, Messieurs, de pouvoir être ici l'interprète & le garant de la recon-
» noissance qu'ils ne peuvent vous témoigner ; j'aime à augurer que, dans ce
» moment même, ce ne sont déjà plus des réclamations & des doléances,
» mais des actions de grâces que nous avons à préparer en leur faveur.

» LE sort des droits & privilèges de la Province est encore en suspens.
» Le silence forcé des Tribunaux est une source de confusion & de désordre ;
» c'est une calamité publique. La fraude est enhardie par l'impunité ; les
» contestations entre les citoyens restent indécises, sans espoir de dédom-
» magement ; les propriétés sont en souffrance, ou dans une réelle inquié-
» tude, on pourroit même en avoir sur sa sûreté personnelle ; les prisons
» regorgent ; point de Tribunaux pour punir ou pour absoudre ; l'inno-
» cence peut y être entassée avec le crime, elle n'a plus les mêmes moyens
» pour se faire reconnoître ; sa voix ne peut plus se faire entendre, sans
» doute nous lui devons la nôtre.

» LA promesse des Etats-Généraux, promesse authentique, dont la France
» entière s'est empressée de se saisir ; le rétablissement de nos Etats Provin-

» ciaux, le rappel heureux d'un nouveau Ministre que le public se plaît à
» honorer de son estime & de sa confiance, tout semble devoir nous encourager & nous faire espérer le prompt retour de la Justice, & la surveillance journalière des Loix confiées à des Magistrats que la Nation réclame ;
» c'est alors que notre reconnaissance pour le Souverain que nous aimons, n'aura plus à connaître de bornes, & que nous verrons enfin des jours calmes succéder à des temps orageux, dont il n'y eut jamais d'exemple.

» Je croirois donc, MONSEIGNEUR & Messieurs, que nous pourrions charger une Commission de s'occuper d'une lettre au Roi, qui exprimeroit, avec toute la force de la vérité, avec respect & avec confiance, les sentiments dont nous sommes pénétrés ; lorsqu'elle auroit eu l'aveu de l'Assemblée, elle pourroit être remise entre les mains de MM. les Commissaires du Roi ; je crois leur rendre un hommage digne d'eux, en ne me permettant pas de douter qu'ils s'empresseroient de la faire parvenir avec célérité, & de l'appuyer avec zèle & de tout leur crédit. »

LA Séance a été renvoyée à demain, à dix heures du matin, & M. le Président a signé ;

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du Samedi, treize Septembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à dix heures du matin.

M. le Marquis de Blacons, fils, a dit que MM. les Commissaires se sont occupés de la rédaction de la lettre au Roi, & d'une lettre à M. Necker, mais qu'elles ne pourront être lues que dans la première Séance.

M. le Président a invité tous les Membres de l'Assemblée à se rendre à

une Messe du Saint Esprit, qui feroit célébrée demain, à dix heures du matin, dans la présente Eglise.

Il a été arrêté qu'on assisteroit à cette Messe en Corps d'Assemblée.

M. le Président a renvoyé la Séance à six heures de relevée de ce jour, pour entendre la lecture de la lettre écrite à Sa Majesté, & de celle à M. Necker, & il a signé:

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Dudit, treize Septembre mil huit cent quatre-vingt-huit, à six heures du soir.

ON a fait lecture des lettres dont la teneur suit :

SIRE,

DE grands malheurs font quelquefois le signal des plus heureuses révolutions. L'excès des abus rappelle souvent à ces règles primitives, qui furent créées pour les prévenir : c'est dans les crises de l'Etat qu'un bon Prince, un Peuple fidele apprennent à s'entendre mutuellement, & trouvent, dans l'union de leurs volontés, la source du bonheur des Hommes & la prospérité des Nations.

Votre province de Dauphiné éprouve encore les effets des innovations qui l'ont alarmée ; mais vous avez été sensible à ses plaintes ; vous avez cherché la vérité dans le vœu réuni de ses Citoyens. Pourroit-elle douter du succès prochain que lui garantit votre justice, & feroit-ce le moment de

s'appesantir sur des événements qui bientôt ne se retraceront plus que par le souvenir des vertus développées dans le sein de Votre Majesté, & de l'éclatante fidélité dont nous avons donné les preuves ?

La promesse donnée d'assembler incessamment les Etats-Généraux du Royaume, la Convocation prochaine de ceux du Dauphiné, & la Province occupée à délibérer sur leur formation, tous les abus prêts à s'évanouir, toutes les espérances justifiées par la présence d'un Homme qui fait oublier à la France, pour la seconde fois, qu'il n'a pas reçu le jour dans son sein, il ne nous reste qu'à supplier V. M. de presser le moment où nous n'aurons à vous offrir que des actions de grâces.

Vous avez reconnu ces droits imprescriptibles, qui cimenteront l'union entre vos aïeux & nos peres; vous avez fait revivre ces anciennes maximes qui servirent de fondement au plus majestueux des Empires, qui créèrent votre puissance, qui firent notre gloire, notre bonheur & peut-être jusques à nos vertus.

Gardons-nous, SIRE, d'en perdre jamais la mémoire; hâtons-nous dès ce moment d'en recueillir les fruits heureux; & puisque votre province de Dauphiné est la seule qui puisse aujourd'hui Vous faire connoître ses vœux, permettez qu'elle Vous présente, sur ces grands objets, l'expression de ses sentimens & le tribut de ses pensées.

Dès les premiers siècles de la Monarchie, des principes puisés dans le caractère d'une Nation également fiere & fidelle, posèrent des bornes au pouvoir & concilièrent la Majesté des Rois avec la liberté des Hommes.

Le chaos du régime féodal fit oublier quelques temps leurs droits respectifs, mais il ne put les anéantir.

Les anciennes formes reparurent avec l'Etablissement de Communes; toutes les classes de Citoyens, en devenant immédiatement les Sujets du

Roi, rentrèrent dans l'exercice des droits primitifs, & réunirent leurs vœux dans des Affemblées générales. On vit renaître à la fois l'autorité du Monarque & la liberté des Sujets. Le Prince, trop long-temps réduit aux simples prérogatives de la fuzeraineté, reprit par degrés l'exercice du pouvoir souverain, & son Domaine ne suffisant plus aux frais d'une administration universelle & compliquée, la libre concession de l'Impôt s'établit naturellement entre le Peuple, propriétaire, & le Prince, administrateur.

Ce droit fut constamment exercé par les Affemblées nationales.

Ainsi, du sein du Gouvernement féodal naquit une magnifique constitution; un Roi législateur; une Cour, organe suprême & dépositaire des Loix, & l'Assemblée nationale, en qui réside exclusivement le droit d'accorder les subfides & de sanctionner les Loix nouvelles.

La volonté active, SIRE, & la puissance de faire les loix, furent réservées à Vous seul; à la Nation, le libre consentement; aux Magistrats, de prononcer les loix établies.

Sous ces formes augustes, SIRE, on voyoit la plus heureuse harmonie présider aux délibérations. Rassemblée autour de son ROI, la Nation jouissoit également du bonheur de le connoître & de celui d'en être connue. Le Prince & le Peuple traitant ensemble sans médiateur, ne laissoient point entr'eux de place pour la calomnie; le Peuple restoit libre en obéissant à des loix faites sous ses yeux, & le Prince ne rencontroit point d'obstacle à des volontés préparées au milieu des acclamations nationales.

SIRE, c'est avec une semblable constitution que la Province de Dauphiné fut transmise ensuite à vos aïeux, & les principaux articles de ses privilèges font la répétition des grandes maximes du gouvernement François.

Sa Cour souveraine & ses Etats lui furent conservés comme partie intégrante de la constitution. Les loix, pour y être exécutées, durent être

déposées dans les registres particuliers; les Citoyens ne durent point être distraits de leurs Juges constitutionnels; les subsides & les nouvelles Loix n'y purent être introduits sans le consentement de les Etats.

Heureuse la Nation Française! heureuse la Province de Dauphiné, si ces précieuses institutions n'eussent jamais été confiées qu'à la garde du Prince & du Peuple également intéressés à les maintenir!

Mais un pouvoir étranger cherchoit à s'établir sur leur défunction, & s'interposa pour les diviser. Des Ministres ambitieux enleverent aux Sujets la confiance de leur Roi, pour s'en emparer exclusivement; attaquèrent la Constitution, pour substituer aux Loix leurs inconstantes volontés.

Leur premier attentat, SIRE, fut d'enlever à la Nation la libre expression de ses vœux; au Roi, les vrais Conseillers; au Peuple, les Représentants; c'est dans ces vues qu'ils cessèrent, au commencement du siècle dernier, d'assembler les Etats-Généraux du Royaume, & qu'ils suspendirent bientôt après ceux de la province de Dauphiné.

Dans ce silence forcé du Peuple, dans cet oubli de la Constitution, les Magistrats se trouverent les seuls qui pussent défendre les droits de la Nation. Ils s'opposèrent à l'altération de ses Loix, & nous leur en devons des actions de grâces : ils accorderent pour elles des subsides, & l'aveu solennel de cette erreur, les en a seule justifiés.

Et cependant, SIRE, c'est pour cet aveu, c'est pour la noble franchise à laquelle votre Royaume doit aujourd'hui l'espoir de sa restauration, qu'on a tenté de les anéantir, & d'enfevelir avec eux les derniers fondements de nos libertés.

Avec quels sentiments rappellerons-nous cet enchaînement de maux, cette crise violente, où nous avons vu persécuter publiquement le patriotisme & l'honneur; provoquer l'intérêt particulier; consommer la ruine des

finances, & bleffer la Majesté du Trône, jusqu'à lui faire oublier ses engagements.

PÉNÉTRÉS, SIRE, jusqu'au fond de nos cœurs, du sentiment de vos vertus, livrés avec la plus profonde confiance à votre justice enfin éclairée, nous détournons nos yeux de ces scènes d'effroi; nous osons attendre dans l'avenir des dédommagements égaux à tous les maux que nous avons souffert; mais daignez, SIRE, daignez effacer promptement les traces qui nous les rappellent.

SI, lorsque ces plaintes parviendront à V. M. quelqu'un de vos fideles Sujets languit encore dans votre disgrâce; si d'indignes fers retiennent encore ces courageux Magistrats, ces fideles Bretons, punis pour avoir voulu porter jusqu'à Vous la vérité que vous vouliez entendre, rendez-leur promptement la liberté que réclament pour eux les Loix dont vous êtes le protecteur; accordez-leur le juste prix de tant de maux & de tant de vertus, & faites disparaître à jamais l'abus, trop long-temps toléré, dont ils ont été les victimes.

SIRE, la Nation attend avec impatience le moment où, délivrée de toutes ses alarmes, elle pourra se livrer, sans trouble, au sentiment qui l'attache à Votre Personne.

FAITES disparaître des Loix dont le retrait peut seul ramener la sécurité; rendez à la Nation, rendez-nous cet ordre antique de juridiction; ces Magistrats, ces Tribunaux qui sont une propriété de votre peuple, une partie essentielle de ses droits, & qui ne sauroient subir de changements sans sa participation.

Nos Etats vont être convoqués, & Votre Majesté n'attend que notre vœu sur la nouvelle forme qu'ils doivent recevoir; mais l'intérêt de la Nation, mais notre propre intérêt, nous obligent à vous supplier de hâter le moment où ceux du Royaume seront rassemblés.

C'est là, SIRE, & là seulement que nous pourrons vous offrir le sacrifice de nos propriétés, & les plus éclatantes preuves de notre dévouement.

Il importe au bonheur public, à votre Peuple, à Votre Majesté, que les Provinces soient administrées, que leurs Impôts soient répartis, que leurs Privileges soient défendus par leurs Etats particuliers; mais les vrais principes de la Monarchie, l'intérêt de l'Etat & la Majesté du Trône & de la Nation, exigent impérieusement que les Délibérations générales, & surtout l'octroi de l'Impôt, soient exclusivement réservés aux Etats-Généraux du Royaume.

Ces principes ont été manifestés dans des Actes émanés de Votre Majesté. Daignez, SIRE, nous faire promptement jouir des avantages qu'ils nous promettent : environnée d'un grand nombre de Représentants librement élus par toutes les Provinces du Royaume, Votre Majesté réunira le zele & les lumieres de tous les Ordres de l'Etat, & la Nation abandonnera, sans danger, toute sa confiance à des Représentants, dont l'élection libre aura fondé le droit, épuré la composition, & dont le grand nombre confondra, dans l'intérêt commun & général, le trop dangereux ascendant des intérêts particuliers.

Nous sommes, avec un profond respect,

SIRE,

De Votre Majesté,

Les très-humbles, très-obéissants & très-fideles
Sujets & Serviteurs, LES TROIS-ORDRES DE LA
PROVINCE DE DAUPHINÉ.

Signé, † J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, *Secrétaire.*

LETTRE écrite à M. NECKER, par les Trois-Ordres de la Province de Dauphiné, assemblés à Romans, le 14 Septembre 1788.

MONSIEUR,

LA Nation étoit dans les alarmes, elle touchoit à sa ruine, lorsqu'un Roi juste vous rappelle; cet événement a été seul une grande révolution : au deuil profond qui régnoit dans tout le Royaume, ont succédé la joie & les acclamations universelles.

Les Trois-Ordres de la Province de Dauphiné reçoivent la récompense de leur respectueuse fermeté, en vous voyant reprendre l'administration des finances, que pour le bonheur des François vous n'auriez jamais dû quitter. Le passé nous apprend assez ce que nous devons espérer de l'avenir; vous avez toujours pris pour guide l'opinion publique; c'est d'elle seule que vous attendez les éloges qui vous sont dus. Jouissez, Monsieur, de votre gloire. Jamais un Ministre ne fut honoré, comme vous l'êtes aujourd'hui, du témoignage flatteur de l'estime & de la reconnoissance des Trois-Ordres d'une Province.

Nous avons l'honneur d'être,

MONSIEUR,

Vos très humbles & très obéissants Serviteurs,
LES TROIS-ORDRES DE LA PROVINCE DE
DAUPHINÉ.

Signé, † J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

M. le Président a indiqué la Séance suivante au quinze de ce mois, à dix heures du matin, & a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

Du Dimanche, quatorze Septembre mil sept cent quatre-vingt-huit, sur les dix heures du matin.

L'ASSEMBLÉE s'est réunie dans l'Eglise des RR. PP. Cordeliers; le Secrétaire a été député à MM. les Commissaires du Roi, pour les avertir qu'il étoient attendus; ils ont été reçus à l'entrée de l'Eglise par les Religieux célébrants, revêtus de leurs ornements, & ont assisté à la Messe du Saint-Esprit, ainsi que l'Assemblée. M. le Président a signé.

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du Lundi, quinze Septembre mil sept cent quatre-vingt-huit.

LE Secrétaire a fait lecture du Procès-Verbal.

Il a été arrêté qu'à l'avenir on lira dans chaque Séance le Procès-Verbal de la Séance précédente.

M. le Marquis de Blacons, fils, a dit : « Messieurs, j'ai l'honneur de » présenter à l'Assemblée le vœu unanime de deux cents dix-neuf Gentils- » hommes, & de plusieurs Membres du Clergé, sur la Corvée; il a été » reconnu juste que l'imposition qui doit la remplacer, fût supportée par » les Trois-Ordres, conformément à la transaction de mil cinq cent » cinquante-quatre. »

» Il paroît nécessaire de confirmer ce vœu pour montrer toujours de » plus en plus l'unité de principes & d'intérêts des Trois-Ordres de cette » Province. »

Messieurs de l'Ordre du Clergé ont déclaré unanimement adhérer au vœu de Messieurs de la Noblesse, & en conséquence il a été arrêté que les Corvées, pour la construction & entretien des chemins, seront irrévocablement abolies & remplacées par une contribution en deniers, sur les Trois-Ordres, conformément à la transaction du fix Février mil cinq cent cinquante-quatre.

Messieurs du Tiers-Etat ayant conféré entr'eux, l'un d'eux a dit : « Messieurs, je suis chargé par mon Ordre de vous renouveler ses remercimens; il n'oubliera jamais votre empressement à lui rendre justice. »

Messieurs du Clergé & de la Noblesse ont répondu par des applaudissemens.

M. le Président a dit qu'il falloit renvoyer la première Séance à Mercredi, dix-sept de ce mois, à dix heures du matin, afin de laisser aux Commissaires le temps de s'occuper d'un plan pour une nouvelle formation des Etats, ce qui a été accepté par l'Assemblée, & M. le Président a signé.

† J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

Du Mercredi, dix-sept Septembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à neuf heures du matin.

LE Secrétaire a fait lecture du Procès-Verbal de la Séance précédente.

M. Pifon-du-Galand a dit » qu'il a été chargé par MM. les Commissaires de rendre compte à l'Assemblée, des objets dont ils se sont occupés; après avoir présenté quelques observations générales sur les fonctions des Etats,

il a invité l'Assemblée à délibérer sur le nombre des Personnes qui doivent la composer, sur la somme qu'on doit leur accorder pour les indemniser des frais de voyage & de séjour, & sur les qualités nécessaires pour être élu : il a annoncé que les Commissaires ayant examiné ces diverses questions, se sont arrêtés au nombre de cent quarante-quatre, qu'ils ont pensé que les Membres des Etats, qui ne seroient pas employés dans la Commission intermédiaire, ne doivent avoir que six livres par jour, & seulement pendant l'espace d'un mois, lors même que la tenue des Etats seroit prorogée au-delà de ce terme; que pour être éligible, il faut être âgé de vingt-cinq ans accomplis, & payer cinquante livres d'impositions réelles. »

La matière mise en délibération, il a été arrêté que les Membres des Etats seront au nombre de cent quarante-quatre; c'est-à-dire, de vingt-quatre Personnes de l'Ordre du Clergé; quarante-huit de celui de la Noblesse, & de soixante-douze de celui du Tiers.

L'Assemblée, considérant que si l'on n'accordoit aucune indemnité aux Membres des Etats, on pourroit en exclure de bons Citoyens, à qui la médiocrité de leur fortune ne permettroit pas de faire le sacrifice des frais de voyage & de séjour; que cependant il est de la plus grande importance que l'indemnité n'excède point leurs dépenses ordinaires.

Il a été arrêté que, à l'exception des Officiers & de ceux qui composeront la Commission intermédiaire, lesquels auront un traitement particulier, tous les Membres des Etats recevront, sans distinction, six livres par jour pendant tout le temps de leur tenue, sous la réserve, néanmoins que cette somme cessera d'être payée après trente jours, y compris le temps du voyage & du retour, quoique les Etats n'eussent pas encore terminé leurs séances.

Il a été de plus arrêté que nul ne sera admis aux Etats, qu'il n'ait atteint la majorité; c'est-à-dire, qu'il ne soit âgé de vingt-cinq ans accomplis.

Messieurs de la Noblesse ont déclaré, qu'avant de délibérer sur la quotité de charges réelles, nécessaires pour être éligibles, ils desireront d'en conférer entr'eux, & d'assembler leur ordre séparément pour cet objet, sauf à en référer ensuite dans l'Assemblée générale.

M. le Président a indiqué la séance prochaine à demain, dix-huit, à quatre heures du soir, & a signé.

† J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

Du Jeudi dix-huit Septembre, à quatre heures de relevée.

LE Secrétaire a fait lecture du Procès-verbal de la Séance précédente.

Un de MM. les Commissaires ayant fait part à l'Assemblée de plusieurs observations sur les qualités qui seront nécessaires pour être admis aux Etats, les deux premiers Ordres ont désiré de s'assembler séparément, pour s'occuper de ce qui peut les intéresser particulièrement dans la nouvelle constitution des Etats, sauf à en référer ensuite à l'Assemblée générale.

En conséquence, M. le Président a renvoyé la Séance à Samedi, vingt Septembre, à dix heures du matin, & il a signé.

† J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

Du Samedi, vingt Septembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à dix heures du matin.

LE Procès-Verbal de la Séance précédente a été lu par le Secrétaire.

PLUSIEURS objets relatifs au plan des Etats, ont été examinés & discutés dans l'Assemblée.

M. le Président a indiqué la Séance prochaine à Lundi vingt-deux, à neuf heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du Lundi, vingt-deux Septembre mil sept cent quatre-vingt-huit, sur les neuf heures du matin.

IL a été fait lecture du Procès-Verbal de la dernière Séance.

ENSUITE M. Hilaire, l'un de MM. les Commissaires, a fait le rapport de l'affaire du Fauxbourg de la Guillotiere, que l'Assemblée a renvoyé à leur examen; il a dit que ce Fauxbourg est en instance au Conseil de S. M. contre les Prévôts & Echevins de la ville de Lyon.

« QUE dans cette instance les Habitants de la Guillotiere demandent l'exécution de plusieurs Arrêts rendus au Conseil, au Parlement & à la Cour des Aides de Paris, qui déclarent ou présupposent que le Fauxbourg de la Guillotiere & tout le Mandement de Bechevelin dépendent du Dauphiné, & la réparation de deux Arrêts contraires du Conseil, qu'ils

difent avoir été furpris par la ville de Lyon, les onze Décembre mil sept cent vingt-cinq & sept Septembre mil sept cent trente-quatre.

« QUE, fuivant le Mémoire de ces Habitants, & même d'après les monuments historiques de notre Province, le Fauxbourg de la Guillotiere, jufqu'en mil sept cent vingt-deux, a toujours fait partie du Dauphiné, qu'il a été fomis jufqu'alors à la juridiction de fes Tribunaux, & paye encore les droits d'entrée & de fortie, comme les autres Forains.

» QUE les Habitants de la Guillotiere, à qui l'on fait fupporter aujourd'hui les charges de la ville de Lyon, n'ont aucun Représentant dans fon adminiftration, de maniere qu'ils font, tout-à-la-fois, traités comme Etrangers & comme Citoyens; qu'ils réclament, à ce fujet, la protection des Trois-Ordres de la Province; qu'ils n'ont pu mettre fous les yeux de l'Affemblée les Titres rappelés dans leurs Mémoires, & énoncés dans un Arrêt du Confeil, du douze Février dernier, lequel ordonne un foit-communiqué à la ville de Lyon, puifque ces mêmes Titres font employés dans l'instance.

» QUE les Commiffaires ont pensé que les Habitants de la Guillotiere n'auroient pu valablement être feparés du Dauphiné & privés de la jouiffance de fes Privileges, fuivant lefquels nul Dauphinois ne peut être diftrait de fa juridiction; qu'on n'auroit pu prononcer fans avoir entendu la Province; que cependant le défaut de production des Titres doit engager l'Affemblée à renvoyer le plus ample examen de cette affaire aux Etats, & à écrire au Miniftre des Finances, pour obtenir la furléance des pourfuites de la ville de Lyon, jufqu'à la convocation des Etats. »

LA matiere mife en délibération, l'Affemblée, d'après les motifs énoncés dans le rapport, a déclaré renvoyer le plus ample examen de cette affaire aux Etats qui protégeront les réclamations des Habitants de la Guillotiere, & interviendront au procès s'il y écheoit; & néanmoins, il a été arrêté qu'une

lettre feroit adressée au Ministre des Finances, pour obtenir la surseance de l'instance dont il s'agit, pendant trois mois, à compter du jour de la premiere convocation aux Etats.

M. le Président a dit qu'un seul jour suffiroit à MM. les Commissaires pour achever entièrement le projet du plan de la nouvelle formation des Etats de la Province, & il a indiqué la Séance prochaine à Mercredi, vingt-quatre, à neuf heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du Mercredi, vingt-quatre Septembre mil sept cent quatre-vingt-huit.

LE Secrétaire a fait lecture du Procès-Verbal de la Séance précédente, ensuite il a lu le Plan proposé par MM. les Commissaires.

M. le Président a dit qu'on fera distribuer aujourd'hui, parmi les Membres de l'Assemblée, des copies de ce Plan, afin que chacun puisse préparer les observations qu'il croira utiles; que cependant on peut mettre actuellement en délibération si les Membres des Etats doivent y rester trois ans, & un tiers fortir chaque année, ou s'ils doivent y rester quatre ans, & la moitié fortir tous les deux ans.

L'ASSEMBLÉE a arrêté que les Membres des Etats doivent y rester quatre ans, & être renouvelés par moitié de deux en deux ans.

M. le Président a indiqué la Séance prochaine à demain Jeudi, vingt-cinq, à neuf heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du Jeudi, vingt-cinq Septembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à neuf heures du matin.

LE Secrétaire a fait lecture du Procès-Verbal de la Séance précédente.

PLUSIEURS articles du Plan proposé par MM. les Commissaires ont été relus, discutés & arrêtés.

M. le Président a renvoyé la Séance à quatre heures de relevée, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du même jour, vingt-cinq Septembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à quatre heures de relevée.

L'ASSEMBLÉE continuant de délibérer sur le plan projeté, a arrêté plusieurs articles.

M. le Président a indiqué la Séance prochaine à demain Vendredi, vingt-six Septembre, à neuf heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du Vendredi, vingt-fix Septembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à neuf heures du matin.

LE Secrétaire a fait lecture du Procès-Verbal de la Séance précédente, il a également fait lecture de la lettre qui doit être écrite à M. Necker & qui a été approuvée par l'Assemblée; elle est la teneur suivante :

Romans, le 26 Septembre 1788.

MONSIEUR,

« LES Trois-Ordres de la Province de Dauphiné ont l'honneur de vous » adresser la Délibération qu'ils viennent de prendre en faveur du Faux- » bourg de la Guillotiere; ils vous prient d'en rendre compte au Roi, & » d'obtenir, par vos bons offices, de la Justice de S. M. la suspension des » poursuites de la ville de Lyon, & du jugement de l'instance au Conseil, » jusqu'à la prochaine Convocation des Etats de la Province.

» LES Etats chargés par les Trois-Ordres de l'examen des réclamations » du Fauxbourg de la Guillotiere, & des Titres qui les justifient, s'en » occuperont incessamment; & la furséance que la Province espere obtenir » par votre médiation, vous acquerra, Monsieur, de nouveaux droits à fa » reconnoissance. »

Nous avons l'honneur d'être,

MONSIEUR,

Vos très-humbles & très-obéissants serviteurs, LES
TROIS-ORDRES DE LA PROVINCE DE DAUPHINÉ.

Signé : † J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

ENSUITE l'Assemblée a continué l'examen du projet pour une nouvelle formation des Etats de Dauphiné, & en a arrêté plusieurs articles. M. *Duchefne*, Avocat au Parlement, que diverses circonstances ont empêché de se rendre plutôt à Romans, a assisté à la Séance ci-dessus, en qualité de Député des Communautés de *Peyre* & de *Saint Pierre*, dans l'Election de Gap. M. *Gaud*, Avocat, Député de la Communauté de *Rochegude*, dans les Baronnie, a présenté la Délibération par laquelle elle adhère à tout ce qui sera résolu par l'Assemblée.

M. le Président a renvoyé la Séance à quatre heures de relevée, & il a signé :

† J. G. *Archev. de Vienne, Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Dudit jour, vingt-six Septembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à quatre heures de relevée.

L'ASSEMBLÉE ayant repris séance, a arrêté plusieurs articles du Projet présenté par MM. les Commissaires.

M. le Président a indiqué la Séance prochaine à demain, vingt-sept Septembre, à neuf heures du matin, & a signé :

† J. G. *Archev. de Vienne, Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du Samedi, vingt-sept Septembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à neuf heures du matin.

LE Secrétaire a lu le Procès-Verbal de la Séance précédente.

M. le Comte de Morges, Président de l'Ordre de la Noblesse, a dit :
 « Vous connoissez déjà, Messieurs, les qualités éminentes, qui distinguent
 » M. de Delley-d'Agier, maire de cette Ville.

» LA Province entiere a rendu justice au zele actif & aux lumieres de ce
 » Gentilhomme.

» PATRIOTE généreux, sa vie, depuis vingt ans, est une suite d'actions.
 » utiles à la chose publique, & ses services Militaires, comme tous les
 » instants de sa Retraite, depuis que sa santé l'a forcé de la demander, ont
 » été marqués par cet amour du bien qui caractérise les belles Ames.

» LAISSERIEZ-VOUS, Messieurs, sans un témoignage de votre haute
 » satisfaction, tout ce qu'a fait pour la Patrie & pour chacun de Vous
 » en particulier, ce vertueux Citoyen, & n'approuveriez-vous pas que nous
 » priassions MM. les Commissaires du Roi de s'unir à nous pour solliciter;
 » en sa faveur, auprès de S. M., le Cordon de son Ordre ? »

LA proposition faite par M. le Comte de Morges, a été acceptée par acclamations.

M. l'Archevêque de Vienne, Président des Trois-Ordres, a dit que le plus grand nombre des articles du Plan proposé pour une nouvelle formation des Etats, étant maintenant arrêtés, il seroit convenable d'envoyer une députation à MM. les Commissaires du Roi, pour les saluer de la part de l'Assemblée, & leur annoncer que la clôture de ses Séances.

pourroit être prochaine. Il a nommé M. l'Abbé de la Salcette, M. le Marquis de Maubec, M. le Comte de Bally, M. Barthelémy-d'Orbanne, M. d'Ambeſieu & M. Chabroud.

Les Députés étant revenus, M. l'Abbé de la Salcette a rapporté que MM. les Commiſſaires du Roi ont témoigné combien ils ſont ſenſibles à l'attention de l'Affemblée, & qu'ils ſont prêts à faire la clôture des Séances, dès qu'on leur en fera connoître le deſir.

M. de Delley-d'Agier s'eſt avancé au milieu de l'Affemblée, & a dit :
« Meſſieurs, il m'eſt impoſſible de pouvoir vous exprimer, comme je le
» devrois, l'excès de ma ſenſibilité pour toutes les marques de bonté dont
» vous m'avez honoré; je ſerai trop heureux, ſi ma vie entière, conſacrée à
» vous témoigner ma reconnoiſſance, peut vous convaincre de toute ſon
» étendue, ainſi que de mon profond reſpect pour votre auguſte Affemblée. »

On a diſcuté les derniers articles du Plan propoſé pour une nouvelle formation des Etats de la Province; & après en avoir achevé l'examen, l'Affemblée a jugé convenable de fixer, par des Arrêtés particuliers, pluſieurs principes importants, auxquels elle veut reſter fidelle, & qui doivent ſervir de baſe à la nouvelle conſtitution des Etats.

Conſidérant que le Dauphiné a toujours joui du droit de ſe réunir en Corps de Province, dans des Affemblées formées par le Clergé, le Corps de la Nobleſſe & les Députés de chaque Communauté.

Que l'Affemblée actuelle eſt une représentation plus nombreuſe & plus directe de la Province, que ne pourra l'être celle des Etats; qu'elle eſt plus eſſentiellement la réunion des Trois-Ordres; que les Etats n'étant que leurs mendataires, ne doivent jamais excéder les pouvoirs qui vont leur être confiés, ni faire aucun changement à leur conſtitution, ſans le concours d'une pareille Affemblée.

Que l'essence de toute véritable représentation est le libre choix de ceux qui doivent être représentés; que la même liberté de suffrages doit diriger la nomination de toutes les places dans les Etats, même de la Présidence; qu'on ne fauroit s'arrêter aux protestations de M. l'Evêque de Grenoble, ni à celles de M. le Marquis de Maubec; qu'en supposant même que les prétendus droits qu'ils réclament, eussent pu faire partie de l'ancienne constitution des Etats, Sa Majesté voulant bien autoriser tous les changements qui pourront la rendre plus avantageuse, l'élection libre de toutes les places seroit le changement le plus important & le plus essentiel de tous ceux que la Province peut desirer.

Que pleins d'attachement pour la Monarchie, s'honorant du nom de François, disposés à tous les sacrifices que peuvent exiger la gloire du Monarque & celle de la Nation, les Dauphinois doivent, par leurs Représentants dans les Etats généraux du Royaume, donner l'exemple du dévouement & de la fidélité; mais que les Etats-Généraux pouvant seuls proportionner les impôts aux besoins réels, les répartir avec égalité entre les Provinces, & prévenir les déprédations dans les finances, l'octroi des subides, & l'établissement des emprunts pour l'utilité générale du Royaume, doivent leur être exclusivement réservés.

Il a été arrêté que les Etats de la Province ne pourront excéder les pouvoirs qui vont leur être confiés, ni rien changer, sans le consentement formel d'une pareille Assemblée, à la Constitution proposée par les Trois-Ordres, & autorisée par Sa Majesté.

Il a été arrêté que nul ne fera admis aux Etats de la Province, que par le choix libre de ceux qui ont le droit de s'y faire représenter; que toutes les places y seront électives, nonobstant les protestations de M. l'Evêque de Grenoble & de M. le Marquis de Maubec.

Il a été de plus arrêté que les impôts directs ou indirects, les extensions

& prorogations d'impôts, ainsi que les emprunts pour l'utilité générale, ne pourront être établis dans le Dauphiné, que lorsque les Représentants de la Province en auront délibéré dans les Etats-Généraux du Royaume.

L'Assemblée délibérant ensuite de nouveau sur le plan proposé, a déclaré l'accepter dans tout son contenu, & en conséquence elle a arrêté qu'il sera présenté à Sa Majesté, & qu'Elle fera suppliée de l'homologuer par des Lettres-Patentes adressées à la présente Assemblée.

Sous le bon plaisir du Roi, l'Assemblée a déclaré se proroger au premier Novembre, dans la ville de Romans, & toutes les personnes présentes ont été invitées à s'y rendre, à cette époque, afin de pouvoir vérifier & enregistrer les Lettres-Patentes, sauf à être ensuite publiées & enregistrées dans les Cours & les autres Tribunaux de la Province, espérant que Sa Majesté voudra bien indiquer un autre jour, si le premier Novembre ne lui paroît pas convenable.

Sa Majesté fera également suppliée d'assembler les Etats le quinze Novembre prochain, & d'adresser à cet égard les ordres nécessaires au Gouverneur de la Province, & en son absence, au Lieutenant-Général.

Suit la teneur du Plan pour la nouvelle formation des Etats de Dauphiné, qu'ont l'honneur de présenter à Sa MAJESTÉ les Trois-Ordres de cette Province.

ARTICLE PREMIER.

NOMBRE & QUALITÉS DE CEUX QUI DOIVENT ENTRER AUX ÉTATS

Les Etats de Dauphiné seront formés par cent quarante-quatre Représentants ou Députés des Trois-Ordres de la Province : Savoir, vingt-quatre Membres du Clergé, quarante-huit de la Noblesse, & soixante-douze du Tiers-Etat.

ART. II.

NUL ne pourra être admis aux Etats, ni voter pour la nomination des Représentants, qu'il ne soit âgé de vingt-cinq ans accomplis, & domicilié dans le Royaume, ou dans le Comtat d'Avignon & Venaissin.

ART. III.

AUCUN Membre des Etats ne pourra s'y faire représenter par Procureur.

ART. IV.

LA représentation du Clergé fera formée par trois Archevêques ou Evêques, trois Commandeurs de Malthe, sept Députés des Eglises Cathédrales; savoir : un de celle de Vienne, un de celle d'Embrun, un de celle de Grenoble, un de celle de Valence, un de celle de Gap, un de celle de Die & un de celle de Saint Paul-Trois-Châteaux. Cinq Députés des Eglises Collégiales; savoir : un de celle de Saint Pierre & de Saint Chef-de-Vienne, un de Saint André-de-Grenoble, un de Saint Barnard-de-Romans, un de celle de Crest & un de celle de Montelimar, deux Curés Propriétaires, deux Députés des Abbés, Prieurs-Commandataires, Prieurs simples, Chapelains & autres Bénéficiers; un Député des Ordres & Communautés régulières d'Hommes, y compris celle des Religieux Hospitaliers de Saint Jean-de-Dieu, à l'exception néanmoins des Religieux mendiants. Un Député des Abbayes & Communautés régulières de Filles, à l'exception des Communautés mendiannes, pris parmi le Clergé séculier ou régulier de chacune desdites Communautés.

ART. V.

L'ÉLECTION de ces Députés fera faite de la manière suivante : Les Archevêques ou Evêques éliront entr'eux; les Commandeurs de Malthe feront nommés par leurs Chapitres; ceux des Eglises Cathédrales & Collégiales le feront également par leurs Chapitres; les Curés feront choisis alternati-

vement dans chaque Diocèse, fuivant l'ordre ci-après; favoir : Vienne & Embrun, Grenoble & Valencé, Die & Gap, Saint Paul-Trois-Châteaux & Vienne, & ainfi fucceffivement. L'élection defdits Curés fe fera dans une Affemblée formée d'un Député de chaque Archiprêtré, & tenue devant les Evêques des Diocèses en tour pour députer.

ART. VI.

LES Curés de la Province, dont les Bénéfices dépendent des Diocèses étrangers, fe réuniront; favoir : ceux du Diocèse de Lyon, au Diocèse de Vienne; ceux du Diocèse de Belley, à celui de Grenoble; ceux des Diocèses de Sisteron & de Vaifon, à celui de Saint Paul-Trois-Châteaux, & y enverront les Députés de leurs Archiprêtrés, pour concourir aux Elections.

ART. VII.

LES deux Députés des Abbés & Prieurs-Commandataires, Prieurs fimples, Chapelains & autres Bénéficiers, feront auffi choifis alternativement dans chaque Diocèse, fuivant l'ordre prefcrit par l'article V, & leur Election fe fera dans une Affemblée convoquée devant les Evêques des Diocèses qui feront en tour de députer, à laquelle feront appellés les Abbés, Prieurs & autres Bénéficiers fimples, dont les Bénéfices fitués dans la Province, feront dépendants des Diocèses Etrangers, en fuivant l'ordre expliqué par l'article VI.

ART. VIII.

LE Député des Ordres & Communautés régulières d'Hommes fera pris alternativement dans chaque Diocèse, en commençant par celui de Vienne, & en obfervant que les Communautés régulières des Diocèses d'Embrun & Gap, fe réuniront à celui de Grenoble, pour ne former entr'elles qu'un feul Député; que celles des Diocèses de Die & Saint Paul-Trois-Châteaux fe réuniront à celui de Valence; leur Election fera faite dans une Affemblée compofée d'un Député de chacune des Communautés régulières, à laquelle

feront appelés, dans l'ordre expliqué ci-dessus, un Député des Communautés régulières des diocèses étrangers, & qui sera tenue pardevant l'Evêque du Diocèse de la Province, en tour de députer.

ART. IX.

Le Représentant des Communautés de Filles fera élu alternativement dans chaque Diocèse, suivant l'ordre expliqué par l'article V, & dans une Assemblée formée par les Députés du Clergé séculier ou régulier de chacune desdites Communautés, laquelle sera tenue devant l'Evêque du Diocèse, en tour de députer.

ART. X.

Les Etats s'occuperont, le plutôt possible, de diviser la Province en arrondissements ou districts, & d'y répartir les Députés suivant les proportions qu'ils jugeront convenables; mais pour la première Convocation seulement, on suivra la division des ressorts des six Elections, dans lesquelles les Députés seront répartis de la manière ci-dessous indiquée, d'après les rapports combinés du nombre des feux, de celui des Habitants, & de la somme de leurs Impositions.

ART. XI.

La Noblesse, pour l'Election de ses Membres, s'assemblera par district devant un Syndic qu'elle nommera dans chacun de ses districts; elle répartira ses Députés suivant les arrondissements qui seront formés par les Etats, & suivant la proportion qui sera par eux indiquée en exécution de l'article ci-dessus; & en attendant cette formation, les Membres de cet Ordre s'assembleront dans les chefs-lieux des Elections, & nommeront par la voie du Scrutin, onze Députés pour le ressort de l'Election de Grenoble, douze pour celle de Vienne, sept pour celle de Romans, cinq pour celle de Valence, six pour celle de Gap & sept pour celle de Montelimar. Le Procès-

Verbal de leur nomination fera envoyé au Secrétaire des Etats, & l'on y inscrira le nom des quatre Personnes qui auront réuni le plus de voix après les Députés, dans l'ordre indiqué par la pluralité des suffrages.

ART. XII.

POUR pouvoir être Electeur dans l'ordre de la Noblesse, il suffira d'avoir la Noblesse acquise & transmissible, & de posséder une propriété dans le district.

ART. XIII.

POUR être Eligible dans le même ordre, il faudra faire preuve de quatre Générations faisant cent ans de Noblesse, avoir la libre administration d'immeubles féodaux ou ruraux, situés dans l'arrondissement & soumis à cinquante livres d'Impositions royales, foncières, sans qu'il soit nécessaire d'y être domicilié.

ART. XIV.

AUCUN Noble ne pourra être Electeur ni Eligible en deux districts à la fois; le Syndic de la Noblesse de chaque district tiendra un Rôle, dans lequel se feront inscrire les Membres de cet Ordre, qui pourront être Electeurs ou Eligibles, & cette inscription déterminera irrévocablement pour quatre ans le district dans lequel ils pourront élire ou être élus, sans qu'il soit permis, pendant cet intervalle, de se faire inscrire dans un autre, à moins qu'on n'ait cessé d'être propriétaire dans le premier.

ART. XV.

LES Maris, dont les Femmes auront des biens soumis à cinquante livres d'impositions royales, foncières, pourront être Electeurs & Eligibles, il en fera de même des Veuves-propriétaires, qui pourront se faire représenter par un de leurs enfants-majeurs, en vertu d'une procuration, au moyen de laquelle ils feront Electeurs & Eligibles; les dispositions de cet article auront également lieu pour le Tiers-Etat.

ART. XVI.

LES Ecclésiastiques & les Nobles ne pourront être admis parmi les Représentants du Tiers, ni assister aux Assemblées qui seront tenues pour nommer les Députés de cet Ordre.

ART. XVII.

LORS de la première nomination des Représentants du Tiers-Etat, le district de l'Élection de Grenoble fournira dix-sept Députés; celui de Vienne, dix-huit; celui de Romans, dix; celui de Valence, sept; celui de Gap, neuf, & celui de Montelimar, onze, dans lequel nombre seront compris les Députés des Villes ci-après nommées; savoir : trois pour la ville de Grenoble, deux pour chacune des villes de Vienne, Valence & Romans, & un pour chacune des villes de Gap, Embrun, Briançon, Montelimar, Saint Marcellin, Die, Crest & le Buis, sauf aux Etats à régler définitivement quelles Villes doivent avoir des Députés particuliers, leur nombre & la répartition des Députés des autres Villes, Bourgs & Communautés pour chaque district.

ART. XVIII.

NUL ne pourra être Représentant de l'Ordre du Tiers, dans les Etats, qu'il n'ait la libre administration de propriétés situées dans l'arrondissement où il devra être élu, & soumises à cinquante livres d'impositions royales, foncières, à l'exception du Briançonnais & de la vallée de Queyras, où il suffira de payer vingt-cinq livres d'impositions royales, foncières, sans préjudice néanmoins des dispositions portées par l'article XV.

ART. XIX.

NE pourront être élus ceux qui exercent quelque Emploi ou Commission médiate ou immédiate de Subdélégation des Commissaires départis, ainsi que leurs Commis & Secretaires; ceux qui exercent quelque Charge, Emploi ou Commission médiate ou immédiate dans toutes les parties des

Finances de S. M.; ceux qui sont chargés directement ou indirectement d'aucune adjudication ou entreprise d'ouvrages publics, de même que leurs Cautions; ne feront non plus éligibles les Fermiers, pendant la durée de leurs Fermes; les Agents, Collecteurs de Rentes, Dîmes, Droits & Devoirs seigneuriaux directement ou indirectement, ainsi que leurs Cautions.

ART. XX.

DANS l'Ordre du Tiers-Etat, nul ne pourra être Electeur ou Eligible en deux lieux à la fois; il sera fait tous les deux ans, par les Officiers-Municipaux de chaque lieu, un Rôle des Electeurs & des Eligibles; lorsqu'on y aura été inscrit on ne participera point aux Elections qui se feront dans d'autres Communautés; on ne pourra être inscrit dans le Rôle d'une autre Communauté qu'après le terme de quatre ans, à moins que pendant cet intervalle on n'ait cessé d'être propriétaire dans la première.

ART. XXI.

LES Villes qui auront des Députés particuliers, les enverront directement aux Etats; elles les nommeront par la voie du Scrutin dans leurs Assemblées-Municipales, auxquelles seront appelés un Syndic de chaque Corps du Tiers-Etat, & les Propriétaires domiciliés du même Ordre payant; savoir : dans la ville de Grenoble, quarante livres d'impositions royales, foncières; vingt livres dans celles de Vienne, Valence & Romans; & dans les autres, dix livres.

ART. XXII.

DANS les autres lieux, même dans ceux qui sont régis par l'Edit municipal, les Communautés tiendront chacune des Assemblées particulières aux formes ordinaires; pourront néanmoins, celles qui n'ont point de Municipalités, tenir leurs Assemblées devant les Consuls, en l'absence des Châtelains. Ces Assemblées seront indiquées par affiches, huitaine à l'avance. Dans les Assemblées des Communautés qui ont des Corps municipaux,

on convoquera les Propriétaires payant dix livres d'impositions royales, foncières, & dans les autres, tous les Propriétaires payant six livres : on convoquera également dans toutes ces Communautés les Propriétaires forains qui, payant les mêmes charges, auront été inscrits dans le Rôle des Electeurs.

ART. XXIII.

DANS lesdites Assemblées, les Communautés qui n'auront que cinq feux & au dessous, nommeront chacune un Député, lequel se rendra au lieu destiné pour l'Assemblée de l'arrondissement; celles qui auront un plus grand nombre de feux, nommeront un Député par cinq feux, sans égard aux nombres intermédiaires, sauf aux Etats à régler le nombre des Députés des Communautés, suivant une proportion plus juste, s'ils peuvent y parvenir; ces Députés ne pourront être choisis que parmi les Propriétaires domiciliés ou Forains qui auront été inscrits dans les Rôles des Eligibles, & qui auront les qualités prescrites pour être élus aux Etats, sans qu'il soit nécessaire d'être présent à l'Assemblée pour être élu.

ART. XXIV.

LES Etats indiqueront les Chefs-lieux d'arrondissement ailleurs que dans les Villes qui ont des Députés particuliers; & pour la première Convocation, les Députés de l'Election de Grenoble se réuniront à Vizille; ceux de l'Election de Vienne, à Bourgoin; ceux de l'Election de Valence, à Chabeuil; ceux de l'Election de Romans, à Beaupaire; ceux de l'Election de Gap, à Chorges: & ceux de l'Election de Montelimar, à Dieulefit.

ART. XXV.

LES Députés des Communautés rassemblés dans le chef-lieu du district ou de l'arrondissement, éliront parmi eux & par la voie du scrutin, un Président & un Secrétaire, & ils nommeront également parmi eux, & par la même voie, ceux qui devront représenter le district aux Etats; le Procès-

Verbal de cette nomination fera envoyé au Secrétaire des Etats, & l'on y inférera le nom de six Personnes qui auront réuni le plus de voix après les Députés élus, dans l'ordre indiqué par la pluralité des suffrages.

ART. XXVI.

FORME DE LA CONVOCATION, NOMINATION DES OFFICIERS
& DE LA COMMISSION INTERMÉDIAIRE

LES Etats se rassembleront chaque année le quinze Novembre; la Convocation fera faite par le Président, & à son défaut, par l'un des Procureurs-Généraux-Syndics.

ART. XXVII.

LES Députés des différents Ordres, sans aucune distinction, recevront six livres par jour, sans que ce paiement puisse continuer pendant plus de trente jours, y compris le temps nécessaire pour leur voyage, quand même la tenue des Etats feroit prorogée au-delà de ce terme.

ART. XXVIII.

LES Etats choisiront leur Président parmi les Membres du premier ou du second Ordre de la Province, ayant les qualités requises pour être admis aux Etats. Dans le cours de la quatrième année, le Président fera élu au scrutin, pour entrer en fonction l'année suivante; & celui des deux premiers Ordres, dans lequel le Président aura été nommé, aura un Député de moins, le Président devant être compté parmi les Membres des Etats.

ART. XXIX.

LES Etats nommeront deux Procureurs-Généraux Syndics, l'un pris dans le premier ou le second Ordre, & l'autre dans celui du Tiers. Ils choisiront dans le dernier Ordre un Secrétaire qui ne fera point partie des cent quarante-quatre Députés, fera révocable à volonté, & n'aura que voix

instruative; ils choisiront encore un Trésorier qui fera domicilié dans la Province, ainsi que ses cautions, il ne fera point Membre des Etats, & ne pourra y entrer que lorsqu'il fera appelé; il fera également révocable à volonté.

ART. XXX.

LES Etats éliront parmi leurs Membres, deux personnes du Clergé, quatre de la Noblesse & six du Tiers-Etat, y compris les deux Procureurs-Généraux-Syndics. Ces douze personnes avec le Secrétaire formeront la Commission intermédiaire; les Membres de cette Commission feront choisis, de manière qu'il s'y trouve des Députés de chaque district.

ART. XXXI.

TOUTES les nominations feront faites par la voie du scrutin, & il fera repris jusqu'à ce que l'une des Personnes désignées ait réuni plus de la moitié des suffrages.

ART. XXXII.

POUR seconder les travaux de la Commission intermédiaire, les Etats pourront établir, dans les arrondissements, de la manière qu'ils jugeront convenable, des Correspondants qui feront choisis parmi les Personnes députées aux Etats.

ART. XXXIII.

LA Commission intermédiaire élira son Président par la voie du scrutin, dans l'un des deux premiers Ordres.

ART. XXXIV.

EN l'absence du Président, soit des Etats, soit de la Commission intermédiaire, l'Assemblée fera présidée par la Personne la plus âgée de celui des deux premiers Ordres, dans lequel n'aura pas été choisi le Président, en observant néanmoins, dans l'ordre du Clergé, le rang de la hiérarchie ecclésiastique.

ART. XXXV.

LES Etats s'assembleront pour la première fois à Romans, & indiqueront, chaque année, à la clôture de leurs Séances, le lieu où ils devront s'assembler l'année suivante.

ART. XXXVI.

LA Commission intermédiaire tiendra ses Séances à Grenoble, sauf aux Etats à la placer dans un autre lieu lorsque les circonstances l'exigeront ; les Membres de cette Commission ne pourront s'absenter sans une nécessité indispensable, que pendant trois mois de l'année, de manière cependant qu'ils restent toujours au nombre de huit dans le lieu de son établissement, & les Procureurs-Généraux-Syndics ne pourront jamais s'absenter tous les deux à la fois.

ART. XXXVII.

LA Commission intermédiaire s'assemblera au moins une fois par semaine ; mais le Président, ainsi que les Procureurs-Généraux-Syndics, & les uns au défaut des autres, pourront la faire assembler toutes les fois qu'ils le jugeront nécessaire.

ART. XXXVIII.

LES Membres de la Commission intermédiaire ne pourront prendre aucune Délibération qu'ils ne soient au nombre de sept.

ART. XXXIX.

LES Membres des Etats resteront en place, pour la première fois, pendant quatre ans, sans aucun changement. Après ce terme, il sera élu un nouveau Président, & la moitié des Députés, dans chaque Ordre & dans chaque District, sortira par la voie du sort. Deux ans après, l'autre moitié se retirera, & ensuite tous les deux ans la moitié sortira par ancienneté, de

maniere qu'à l'avenir aucun des Représentants ne reste dans les Etats plus de quatre ans, à l'exception des Procureurs-Généraux-Syndics qui pourront être continués, par une nouvelle Election, pour quatre années seulement, & ne pourront néanmoins être changés tous les deux en même-temps : à cet effet, pour la premiere fois, l'un des deux Procureurs-Généraux-Syndics se retirera par le sort à l'expiration des quatre premieres années, & l'autre après six ans.

ART. XL.

Au premier changement de la moitié des Membres des Etats, on fera fortir, par la voie du sort, un Archevêque ou Evêque, deux Commandeurs de Malthe, trois Députés des Eglises Cathédrales, trois Députés des Eglises Collégiales, un Curé, un Député des Abbés, Prieurs & autres Bénéficiers simples, & un Syndic des Communautés régulières. Au second changement, fortiront deux Archevêques ou Evêques, un Commandeur de Malthe, quatre Députés des Eglises Cathédrales, deux Députés des Eglises Collégiales, un Curé, un Député des Abbés, Prieurs & Bénéficiers simples, & un Syndic des Communautés régulières.

ART. XLI.

NUL ne pourra être élu, de nouveau, Membre des Etats, qu'après un intervalle de quatre ans depuis qu'il en fera sorti.

ART. XLII.

ON fera connoître à temps ceux des Membres des Etats qui, par le sort, auront été obligés de se retirer, afin que les divers Corps du Clergé, la Noblesse & le Tiers-Etat, dans chaque district, puissent les remplacer; il en fera usé de même pour la Commission intermédiaire, qui sera renouvelée par les Etats, aux mêmes époques.

ART. XLIII.

LORSQU'IL vaquera des places dans les Etats, avant les époques où les Membres doivent être renouvelés par moitié, les différents Corps du Clergé procéderont à de nouvelles Elections, suivant les formes prescrites, & quant aux Députés de la Noblesse & du Tiers-Etat, ils feront alors remplacés dans les divers districts, par ceux qui, suivant le résultat du scrutin, auront, dans la nomination précédente, réuni le plus de suffrages après les personnes élues. Ceux qui feront admis à remplir les places ainsi vacantes, ne pourront rester dans les Etats que jusqu'au terme où auroient dû en sortir les Députés auxquels ils ont succédé, à moins qu'ils ne soient élus de nouveau dans les Assemblées du district.

ART. XLIV.

LORSQUE les places vaqueront, de la même maniere, dans la Commission intermédiaire, elle pourra y nommer des Membres des Etats, pris dans le même Ordre & dans le même District; & dans le cas où l'une des places des deux Procureurs-Généraux-Syndics viendrait également à vaquer, elle pourra en confier les fonctions à l'un de ses Membres, & ces différentes nominations n'auront lieu que jusqu'à la premiere convocation des Etats.

ART. XLV.

POUVOIRS DES ÉTATS & DE LA COMMISSION INTERMÉDIAIRE

LES Etats veilleront au maintien des Droits & des Privileges de Dauphiné, & notamment de celui qui ne permet pas que les Dauphinois soient distraits du ressort des Tribunaux de la Province; ils feront la répartition de toutes les impositions foncieres & personnelles, tant de celles qui feront destinées pour le Trésor royal, que de celles qui feront relatives aux besoins de la Province; ils ordonneront la confection de tous les chemins, ponts,

chauffées, canaux, digues & autres ouvrages publics, dont ils passeront les adjudications par eux, ou par la Commission intermédiaire, ou par d'autres Délégués.

ART. XLVI.

LES Etats ordonneront encore la distribution des dégrèvements, les récompenses, indemnités, encouragements pour l'agriculture, le commerce & les arts; ils surveilleront & approuveront, par eux ou par la Commission intermédiaire, toutes les dépenses relatives aux réparations des Eglises, Presbyteres, & autres dépenses quelconques, particulieres aux Communautés; ils surveilleront également l'administration de tous les Etablissements publics, les frais & le tirage des Milices; ils vérifieront les comptes des Officiers des Villes & Communautés, même ceux relatifs à leurs biens patrimoniaux; ils feront à Sa Majesté toutes les représentations qu'ils croiront nécessaires, & généralement feront chargés de tous les objets qui peuvent intéresser le bien de la Province.

ART. XLVII.

LES Etats ne pourront accorder aucun subside, ni établir aucune taxe directe ou indirecte, ni consentir à aucune prorogation d'un impôt établi à temps, ni faire aucun emprunt pour le compte du Gouvernement, que lorsque les Représentants de la Province en auront délibéré dans les Etats-Généraux du Royaume.

ART. XLVIII.

LES Etats pourront néanmoins imposer & emprunter après en avoir obtenu la permission de Sa Majesté, mais seulement pour les besoins particuliers & essentiels de la Province, & sous la condition qu'ils ne feront aucun emprunt qu'en destinant préalablement les fonds nécessaires pour le paiement des intérêts & le remboursement des capitaux, à des époques fixes & déterminées.

ART. XLIX.

TOUTE loi nouvelle, avant son enregistrement dans les Cours, sera communiquée aux Procureurs-Généraux-Syndics, afin qu'il en soit délibéré conformément aux privilèges de la Province.

ART. L.

POUR choisir les personnes qui feront Députées par la Province aux Etats-Généraux du Royaume, le Clergé, la Noblesse & les Communes s'assembleront pour nommer, dans les formes & avec les qualités ci-devant prescrites, un nombre de Représentants égal à celui des Membres des Etats; ces nouveaux Représentants se réuniront avec les Etats pour élire, par la voie du scrutin, ceux qui seront envoyés aux Etats-Généraux, lesquels pourront être choisis au gré des Electeurs, soit parmi les Membres des Etats, soit parmi les autres Citoyens, pourvu que les uns & les autres soient propriétaires & domiciliés dans la Province, sans distinction de lieu & de district; on députera un nombre de Représentants du Tiers-Etat, égal au nombre de ceux du premier & du second Ordre réunis.

ART. LI.

Tous les ans avant leur clôture les Etats remettront à la Commission intermédiaire une instruction sur les objets dont elle devra s'occuper, & de l'exécution desquels elle rendra compte lors de leur prochaine convocation.

ART. LII.

LA Commission intermédiaire ne pourra prendre des délibérations que pour exécuter celles de la dernière Assemblée des Etats, à l'exception des objets qu'il seroit impossible de différer jusqu'à la première Assemblée des Etats, & sous la réserve expresse de leur approbation.

ART. LIII.

DANS les Etats & la Commission intermédiaire, il ne pourra être pris de délibération que par les Trois-Ordres réunis; pourra néanmoins, l'un des Ordres, faire renvoyer jusqu'au jour suivant une délibération proposée.

ART. LIV.

LA Commission intermédiaire chargera spécialement deux de ses Membres de l'examen de tous les Mémoires qui pourroient être adressés aux Procureurs-Généraux-Syndics, relativement aux demandes des Contrôleurs ou autres Agents du fisc, contre des particuliers ou Communautés. Sur le compte qui en fera rendu, les Procureurs-Généraux-Syndics prendront fait & cause lorsque les Etats ou la Commission intermédiaire l'auront jugé convenable.

ART. LV.

LES Procureurs-Généraux-Syndics pourront présenter des Requêtes, former des demandes devant tout juge compétent, & intervenir dans toutes les affaires qui pourroient intéresser la Province, après y avoir été autorisés par les Etats ou la Commission intermédiaire.

ART. LVI.

LES Etats nommeront chaque année une Commission particulière pour revoir les comptes que le Trésorier aura rendus à la Commission intermédiaire, & pour examiner ceux qui ne l'auront pas été, & d'après le rapport des Commissaires, ils arrêteront tous les comptes de l'année.

ART. LVII.

LE Trésorier ne pourra disposer d'aucune somme sans un mandat exprès des Etats, ou de ceux qui feront autorisés par eux.

ART. LVIII.

LE Tableau de situation des fonds du pays, par recette, & par dépense, l'Etat motivé & nominatif de la répartition des dégrèvements, indemnités, encouragements, gratifications, seront inférés dans les Procès-Verbaux des Assemblées, & rendus publics chaque année, par la voie de l'impression, ainsi que toutes les Délibérations qui auront été prises soit par les Etats, soit par la Commission intermédiaire, & un exemplaire sera envoyé à chaque Communauté pour être déposé dans ses Archives.

ART. LIX.

LES Etats fixeront le traitement du Président, des autres Officiers, des Membres de la Commission intermédiaire & des Correspondants; ils régleront les frais de bureaux & autres dépenses nécessaires; tous ces frais seront supportés par les Trois-Ordres.

ART. LX.

LES Etats auront le droit de faire tous les règlements qu'ils jugeront nécessaires, pourvu qu'ils n'aient rien de contraire aux articles ci-dessus, mais ils ne pourront faire aucun changement à leur constitution, à l'exception de celui qui leur est réservé par les articles X, XVII, XXIII & XXIV.

MM. de Champrouet, Chancel, Faure, Martinon, Guille, Fantin & Berthelot ont déclaré protester pour la conservation des Droits & Privileges particuliers du Briançonnais.

COMME il est nécessaire que le Président des Etats soit nommé avant leur convocation, pour qu'il puisse assister, en cette qualité, à leur première Séance, l'Assemblée a arrêté que, sous le bon plaisir du Roi, il sera procédé

à une élection par le scrutin, afin de faire connoître à Sa Majesté la personne en faveur de laquelle se réuniront les vœux de l'Assemblée; elle espere de la justice du Monarque qu'il voudra bien agréer son choix, & confirmer, pour l'avenir, l'Election libre de toutes les places.

ENSUITE il a été procédé par le scrutin, à cette nomination, & les suffrages se sont réunis en faveur de M. l'Archevêque de Vienne. Le résultat du scrutin étant connu, l'Assemblée a témoigné sa satisfaction par des applaudissements.

M. l'Archevêque de Vienne a dit : « Messieurs, je ne perdrai point de » temps à présenter des excuses & des protestations; toutes les raisons que » je puis avoir, doivent céder à un choix libre & honorable, auquel il m'est » impossible de résister. Cependant, Messieurs, lorsque j'aurai donné des » preuves de ma vive reconnoissance & de mon zele, en rendant à la Pro- » vince tous les services qui seront en mon pouvoir, je vous prierai de me » décharger de ce fardeau, avant le terme prescrit pour la durée de la » Présidence. »

M. l'Evêque de Grenoble a témoigné, au nom du Clergé, combien cet Ordre applaudit au choix que vient de faire l'Assemblée.

ENSUITE M. le Président a dit que l'Assemblée étant satisfaite de la maniere dont M. Mounier a rempli les fonctions de Secrétaire, elle pourroit le nommer Secrétaire des Etats de la Province, pour leurs premieres séances, & qu'elle a droit d'espérer qu'ils auront égard à son vœu, & voudront bien confirmer cette nomination. L'Assemblée a aussi-tôt nommé M. Mounier par acclamations.

CONSIDERANT que des Municipalités bien constituées, ayant pour base une véritable représentation des habitants des Villes & des Communautés,

procureroient aux Etats les moyens de justifier les espérances que la Province a conçues de leur rétablissement; l'Assemblée déclare les inviter à s'occuper incessamment de cet important objet.

PÉNÉTRÉE de reconnoissance envers Sa Majesté, pour les nouvelles preuves de bonté & de justice que la Province vient d'en recevoir, connoissant son amour pour ses peuples, voyant auprès du Trône des Ministres dignes de sa confiance, puisqu'ils ont mérité celle de la Nation; l'Assemblée est persuadée que les maux dont la France est affligée, vont bientôt s'évanouir; & cependant, pour qu'on ne puisse douter de sa persévérance dans ses principes & dans les vœux qu'elle a déjà exprimés, elle supplie de nouveau Sa Majesté de retirer les Edits enrégistrés militairement le dix Mai dernier, de rappeler de leur exil les Magistrats du Parlement de Grenoble, & de rétablir les Cours & les autres Tribunaux de la Province dans leurs anciennes fonctions.

M. le Président a indiqué la Séance prochaine à demain, Dimanche, vingt-huit Septembre, à quatre heures de relevée, & a signé,

† J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

Du Dimanche, vingt-huit Septembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à quatre heures de relevée.

M. l'Archevêque de Vienne est entré au milieu des applaudissements; l'Assemblée ayant pris séance, le Secrétaire a fait lecture du Procès-Verbal de la Séance précédente.

M. le Président a dit qu'il a reçu une lettre de M. le Comte de Brienne; cette Lettre ayant été lue, elle a été laissée sur le Bureau pour être enrégistrée.

Suit la teneur de ladite Lettre.

Verfailles, le 22 Septembre 1788.

« J'AI reçu, Monsieur, avec la Lettre que vous m'avez fait l'honneur de
» m'écrire le quatorze de ce mois, celle que les Trois-Ordres de la Province
» ont jugé devoir écrire au Roi : j'ai sur-le-champ remis cette Lettre à
» Sa Majesté.

» J'ai l'honneur d'être, avec un respectueux attachement, Monsieur, votre
» très-humble & très-obéissant Serviteur. »

Signé, LE COMTE DE BRIENNE.

ENSUITE M. le Président a dit qu'il étoit convenable de députer le Secrétaire à MM. les Commissaires du Roi, pour les avertir qu'ils font attendus par l'Assemblée.

LE Secrétaire étant revenu, & M. LE DUC DE TONNERRE ayant fait prévenir l'Assemblée par le Capitaine de ses Gardes, que MM. les Commissaires du Roi étoient à l'entrée de l'Eglise, l'Assemblée a nommé pour les recevoir, MM. l'Abbé de St. Albin, l'Abbé de la Salçette, le Chevalier de Murinais, le Marquis de Loras, le Comte de Marsane, le Vicomte de Leyssin, de Bertrand-de-Mont-Fort, Bartellemy-d'Orbanne, Chabroud, d'Ambesieu, Marchon & Blancard.

MM. les Commissaires du Roi ont été reçus trois pas hors de la porte de l'Eglise, par MM. les Députés, & font entrés, accompagnés par eux; l'Assemblée s'est levée, & MM. les Commissaires du Roi l'ont saluée.

MM. les Commissaires du Roi ayant pris leurs places, & étants assis & couverts, ainsi que les Membres de l'Assemblée.

M. le Duc de Clermont-Tonnerre a dit :

MESSIEURS,

« Les différents objets dont vous vous êtes occupés dans vos Assemblées
» & dans vos Séances particulières, intéressent tous également le bonheur
» de cette Province; s'ils ont excité quelques débats dans les opinions,
» c'est qu'ils étoient inévitables pour combiner les intérêts réciproques des
» différents Ordres, & balancer leur influence sur l'avantage commun de
» tous les individus. Le bien public, ce seul but que doivent s'efforcer
» d'atteindre toutes les administrations, a été également celui de vos
» Délibérations, & c'est lui qui a toujours dirigé le Prélat respectable qui
» vous a présidé; son expérience dans les affaires, ses vertus, sa douceur &
» sa conciliation ont réuni tous vos suffrages.

« Que ne promet pas un début aussi satisfaisant, & qu'il est heureux
» pour nous, dans le compte que nous avons à rendre de votre Assemblée,
» de ne pouvoir exprimer que les témoignages de votre zèle pour l'objet
» important que le Roi vous a confié, & ceux de votre amour & de votre
» reconnaissance pour Sa Majesté. »

M. l'Archevêque de Vienne a répondu au nom de l'Assemblée, en ces termes :

MONSIEUR,

« Les longs discours ne sont pas nécessaires lorsque les sentiments qu'ils
» exprimeroient sont déjà préjugés par la notoriété. Il n'est aucun de nous
» qui n'ait avoué que le Roi ne pouvoit choisir de meilleurs Commissaires
» auprès de cette Assemblée, que l'héritier & le chef d'un nom illustre
» dans toute la France, mais particulièrement chéri & respecté dans le
» Dauphiné, qui se fait gloire d'être le berceau de la Maison de Clermont;
» qu'un Général, à qui ses talents & ses services Militaires ont acquis une

» si juste réputation ; qu'un Magistrat, dont l'intelligence dans les affaires,
» égale le zele pour le bien public. L'Assemblée me charge, Messieurs, de
» ses plus vives & de ses plus sinceres actions de grâces pour les services
» que vous lui avez rendus avant qu'elle se formât & depuis le commen-
» cement de ses Séances. »

M. l'Abbé de la Salcette a dit ensuite :

MESSIEURS,

« L'Ordre du Clergé me charge de vous témoigner sa reconnoissance
» pour les services que vous avez rendu au Dauphiné, dans les fonctions
» qui vous ont été confiées : cet Ordre est persuadé que vous seconderez
» de tout votre pouvoir le zele dont il fera toujours animé pour le bien
» de la Province. »

M. le Comte de Morges, Président de la Noblesse, a dit :

MESSIEURS,

« La Noblesse & le Tiers-Etat de cette Province me chargent de vous
» donner un témoignage public de la reconnoissance qu'ils doivent aux
» soins & au zele avec lequel vous avez bien voulu concourir au vœu
» général de la Province, & à tout ce qui a pu lui être avantageux dans
» cette circonstance. Nous tenons des bontés du Roi un grand bienfait,
» & nous devons multiplier tous les moyens de lui faire connoître notre
» vive sensibilité ; nous vous prions donc, Messieurs, de mettre aux pieds
» de Sa Majesté les sentiments de reconnoissance, de fidélité, d'amour &
» de respect de la Noblesse & des Communes de Dauphiné. »

MM. les Commissaires du Roi se sont levés pour se retirer, ont salué

l'Assemblée, dont les Membres se sont levés & découverts; ils ont été accompagnés par les mêmes Députés; pendant leur marche, les Membres de l'Assemblée ont témoigné leur satisfaction par des applaudissements, & leur amour pour Sa Majesté, par des cris redoublés de VIVE LE ROI.

IL a été résolu qu'un extrait du présent Procès-Verbal sera remis à MM. les Commissaires du Roi; qu'il en sera adressé un à leurs Alteſſes Royales Monsieur, frere du Roi, & Mgr. le Comte d'Artois, à Son Alteſſe Sérénissime Mgr. le Duc d'Orléans, Gouverneur de la Province; à M. le Garde des Sceaux; à M. le Comte de Brienne, Ministre, ayant le Dauphiné dans son Département, & à M. Necker, Ministre des Finances.

Les Membres de l'Assemblée ont signé, sous la réserve des rangs & préférences des Personnes & des Villes, Bourgs & Communautés de la Province, & sans préjudice de leurs droits à cet égard. M. l'Evêque de Grenoble & M. le Marquis de Maubec ont signé, sous la réserve de leurs précédentes protestations.

MM. les Commissaires du Roi & M. le Président ont signé.

Le Duc DE TONNERRE. *Commissaire du Roi.*

Le Comte DE NARBONNE-FRITZLARD —

CAZE-DE-LA-BOVE. —

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*



PROCÈS-VERBAL
DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DES
TROIS-ORDRES
DE LA
PROVINCE DE DAUPHINÉ

Tenue dans la Ville de Romans.



Du Dimanche, deux Novembre mil sept cent quatre-vingt-huit, dans l'Eglise des Révérends Pères Cordeliers de la ville de Romans, à quatre heures du soir.

Conformément à la prorogation portée par la Délibération des Trois-Ordres, du vingt-sept Septembre dernier, ont été présents ceux dont les noms sont ci-après, sans observation de rang & de préférence dans chaque Ordre.

CLERGÉ

MONSEIGNEUR l'Archevêque de Vienne, *Président*.

MM. L'Abbé de la Salcette, Procureur-fondé de M. l'Archevêque d'Embrun.

Le Chanoine Barthellemy, Procureur-fondé du Chapitre de Grenoble, le Siege vacant.

L'Abbé de Chantemerle, Procureur-fondé du Chapitre de Valence, le Siege vacant.

Commandeurs de Malthe.

MM. Le Bailli de Laubepin.

Le Commandeur de Rigaud.

Députés des Eglises Cathédrales.

MM. L'abbé de Saint Albin . . . *Chanoine de l'Eglise de Vienne.*

L'Abbé Bernard — —

De Creffy *Chanoine de l'Eglise d'Embrun.*

De Sieyes — —

Anglès *Chanoine de l'Eglise de Grenoble.*

L'Abbé de Saint Pierre. . . *Chanoine de l'Eglise de Valence.*

De la Lombardiere — —

Agnès *Chanoine de l'Eglise de Die.*

De Saint Genis *Chanoine de l'Eglise de Gap.*

De Cazeneuve — —

De Seillans *Chanoine de l'Eglise de St. Paul 3 Ch.*

Députés des Eglises Collégiales.

MM. De Rachais	Doyen des Comtes de Saint Pierre & Saint Chef.
L'abbé de Dolomieu	Chanoine & Comte de Saint Pierre & Saint Chef.
Brochier	Chanoine de St. André de Grenoble.
De Legalieres.	— —
Duport-Roux, fubrogé à M. Desmaret	Chanoine de St. Barnard de Romans.
Suel.	— —
Borel	Chanoine de l'Eglise de Crest.
Marcelin	— —

Députés des Diocèses.

MM. Reymond, Curé à Vienne . .	du Diocèse de Vienne.
Lyorat	du Diocèse de Valence.
Sylve	— —

NOBLESSE

Election de Grenoble.

MM. Le Comte de Morges.	MM. Le Marquis de Marcieu.
Le Marquis de Baronat.	Le Marquis de Sayve-d'Orna-
Le Marquis de Langon.	cieux.
Le Vicomte de Bardonenche.	Le Comte d'Herculaïs.
Le Comte de Bally.	Le Comte Antoine d'Agoutt.
Le Chevalier de Pina.	Le Baron de Chaléon.

MM. De Bruno de St. Sevenon.	MM. Sibeud de St. Ferréol.
Prunelle de Lieres.	De Roftaing.
De Menon de Champfor.	Moulezin.
De Chuzin.	De St. Ours.
De Girin.	Le Chevalier de Belle.
Le Chevalier de l'Argentiere.	Le Chevalier de Porte.
Le Baron de Venterol.	Desherbeys.
Le Chevalier de Bruno.	Garnier de Peliffiere.
De Riviere.	Perrot du Thaud.

Election de Vienne.

MM. Le Chevalier du Bouchage.	MM. Le Marquis de Vavre de Bonce.
Le Comte de Chabons.	Le Marquis de Buffevent.
Le Chevalier Alphonse de Dolomieu.	Le Marquis d'Audiffret.
Le Chevalier de Rachais.	Le Comte de Leuffe.
Le Marquis de Boiffac.	Le Chevalier de Corbeau.
Le Baron de Vaulx.	Le Comte de Mercy.
Le Marquis d'Allemand de Champier.	De Mèpieu.
Le Marquis de Barral de Montferrat.	Le Comte de Meffrey.
Le Marquis de Rachais.	Rigaud de Terrebasse.
	Serro du Cerf de Crose.
	De Jonage.

Election de Romans.

MM. Le Chevalier de Murinais.	MM. Le Chevalier Alexandre de
Le Marquis de Pifançon.	Pifançon.
Le Chevalier de Pifançon.	Le Marquis de Châtelard.

MM. Du Vivier de Lentiol.
 De Barletier.
 De Montchorel.
 Le Comte de Chaponay.
 Le Baron de Gillier.
 Le Marquis de Beaufemblant.
 De Chaptal de Grand-Maison.
 De Chaptal, *pere*.
 Le Comte de Chabrieres de
 Peyrins.
 Le Vicomte de Chabrieres.
 De Sibeud.
 Le Vicomte de Tournon.
 De Saulcy.
 Le Marquis de la Porte.
 Le Comte de Montchenu.
 Le Chevalier de Luzy.

MM. De Barbier.
 Chaptal de Seillac.
 De Delley-d'Agier.
 Grand.
 Luzy de Pelissac, *pere*.
 Grand de Châteauneuf.
 Dijon de Cumanes.
 De Lolle.
 De Dijon.
 Sigaud de Baronat.
 De Rivolle.
 Amédée de Gillier.
 De Perrier.
 Le Comte de Mons.
 Jean de Richaud, *pere*.
 Jean de Richaud, *fil*s.
 Louis de Richaud.

Election de Valence.

MM. Le Marquis de Veynes.
 De Tardivon.
 Le Comte Dupont.
 De Sucey.
 Desjacques.
 Le Chevalier de Vaugrand.
 Le Chevalier de Laurencin.
 Le Baron de Naillac.
 Bancel de Confoulens.
 D'Urre.
 Dubeffé.

MM. De Barjac de Randon.
 Le Marquis de St. Vallier.
 De Canel.
 Le Marquis de Maubourg.
 De Bressac.
 Le Comte d'Eurre.
 Louis de Gilbert de Janfac.
 Cartier de la Sabliere.
 Le Marquis de Vesc de Be-
 conne.

MM. Le Chevalier de Rostaing- Champferrier. Le Marquis de la Roquete. De Marquet. Le Chevalier de Montrond. De Barjac. De Roziere, <i>fil.</i> Le Chevalier de Mery. De St. Laurent. De Chastellier.	MM. Des Eymards. De la Roliere. Du Vivier de Salignac. Du Colombier. De Rey. Levet de Malaval. Antoine de Bouillanne. Le Vicomte d'Allard. Joseph de Richaud. André de Richaud.
---	--

Election de Gap.

MM. Le Marquis de la Villette. Le Marquis de Savine. Le Marquis de la Garde. Le Marquis de Moleon. Le Marquis de Pina Saint Di- dier.	MM. De Bragard. Le Comte de Revigliase. De Queyrel. Taxis du Poët. De Ventavon.
--	---

Election de Montelimar.

MM. Le Comte de Marfane. Le Marquis de Blacons, <i>fil.</i> Le Marquis Dupilhon. Le Mis. de Suarez d'Aulan. Le Baron de Bruyere. Rigaud de Lille. Le Baron de Montrond. De Calameau. Le Marquis de Besignan.	MM. De la Coste de Maucune. Petity de St. Vincent. Le Marquis de Léautaud-Mon- tauban. Le Marquis de la Tour-du-Pin- Montauban. Le Marquis Dupuy-Montbrun. Le Comte de Moreton-Cha- brillan.
--	--

MM. Le Marquis de Joviac.
Gabriel de Richaud.
Jean de Richaud.
Le Marquis d'Athenolt.

MM. Le Vicomte d'Allard.
De Rohegude.
Le Chevalier de la Deveze.

T I E R S - É T A T

Élection de Grenoble.

*Députés des Villes, Bourgs & Communautés, mentionnés
dans le Procès-Verbal de la précédente Assemblée.*

MM. Piat-Defvial, *Avocat*.
Barthellemey d'Orbane, *Avocat*.
Bertrand, *Avocat*.
Gagnon, *Médecin*.
Revol, *Consul de Grenoble, Subrogé à M. Mounier*.
Allemand-Dulauron.
Bottut, *Syndic du Commerce*.
Pascal, *Négociant*.
Robert, *Procureur*.
Rubichon, *Négociant*.
Bernard, *Lieutenant en la Judicature de Grenoble*.
Eynard, *Avocat*.
Mallein, *Avocat, Subrogé à M. Romain Mallein*.
Réal, *Avocat*.
Bigillon-la-Bâtie.

MM. Grand du Fay.
Pifon du Galand, *filz*.
Chabert, *filz, Avocat*.
Chabert, *Notaire*.
Farconet, *Avocat*.
Margot.
Dufresne.
Hélie.
Jail.
Arvet.
Teyssière.
Renauldon.
Bouvier.
Bon.
Dorgeval.
Jat, *Notaire*.
Boulon.
Desmoulins.

MM. Dumolard.

Aman.

Guillot.

Aribert-Desjardins.

Bernard, *de Valbonnois, Avocat.*

Blanc, *de Valbonnois.*

Bettou.

Imbert-Defgranges.

Doz.

Jouguet, *Avocat.*

MM. Allemand-Deschemins, *Not.*

Santon, *Notaire.*

Royer, *ainé.*

Jullien, *Notaire au Villars-de-Lans.*

Dumas, *Avocat.*

Allard-Duplantier.

Coinde-la-Tivolière.

Gerboud.

Faure-de-Beauregard.

Élection de Vienne.

MM. Chabroud, *filis, Avocat.*

Hilaire, *Avocat.*

De Rosière de Champagnieu.

Almeras-la-Tour.

Armanet, *Notaire.*

Roche, *d'Aoste.*

Comberousse, *Avocat.*

Sappey, *Notaire.*

Dupuy, *filis, Bourgeois.*

Revolat, *Médecin.*

Roux-la-Colombière.

Salomon, *de Bossieu.*

Drevon, *Notaire.*

Magnin, *Notaire.*

Peronfet.

Alricy, *Avocat.*

Nugues, *Procureur.*

L'Hôte.

MM. Bouvier, *de Quirieu.*

Favot, *Notaire.*

Trollier, *Avocat.*

Perreton, *Avocat.*

Vallet-de-Vernate.

Comte, *Bourgeois.*

Treillard, *de Bonpertuis.*

Apprin, *de Virieu.*

Chevalier, *du Pont-de-Beauvoisin.*

Pascal-de-la-Rochette, *Avocat.*

Martin, *de Pressins.*

Varnet, *Bourgeois.*

Tranchant, *filis.*

Chenavas, *Notaire à la Côte-Saint-André.*

Pascal, *Médecin.*

Reymond.

MM. Danton.
 Michoud, *de Brangue*.
 Michoud, *de Gouvoux*.
 Permezet, *Notaire*.

MM. Berlioz, *ainé*.
 Bouvier, *de Renaudet*.
 Lefevre, *d'Hauteville*.

Election de Romans.

MM. Mortillet, *premier Echevin*.
 De la Cour-d'Ambezieu, *Avoc.*
 Le Gentil, *Avocat*.
 Dochier, *fils, Avocat*.
 Lacour, *Notaire*.
 Mortillet, *fils, Avocat*.
 Giraud, *Avocat*.
 Enfantin, *Avocat*.
 Geniffieu, *Négoc. à St. Antoine*.
 Gontier, *Bourgeois aux Fories*.
 Julin, *fils, Bourgeois à Chatte*.
 De Boiffieu, *Avocat*.
 Nievolet.
 Pain-du-Perron, *Avocat*.
 Guillermet, *Avocat*.
 Nievolet, *Notaire à Roibon*.
 Champel, *Avocat*.
 Triolle, *Bourgeois*.
 Charpeney, *Notaire*.
 Broffat, *Notaire à Vourey*.
 Salomon, *ainé, Négociant à Rives*.

MM. Vachon, *Notaire à Chatenay*.
 Jacolin, *de Réaumont*.
 Juvenet, *Notaire à St. Marcellin*.
 Cochet, *Châtelain à Saint-Etienne de St. Geoir*.
 Gril, *Bourgeois à Serres*.
 Doriol, *Contrôleur à Beaurepaire*.
 Quincieux, *Notaire à Moras*.
 Ribaud-Gaubernard, *Avoc.*
 Reynaud-Florentin, *Notaire à Serres*.
 Perouse, *de Montclos*.
 Boiffonnet, *Bourgeois*.
 Gagnere, *Médecin à Saint-Vallier*.
 Bonnet, *Notaire à Laveron*.
 Colonge, *Bourgeois*.
 François, *Avocat à Romans*.
 Monnet, *Avocat, Fleury, fils, Avocat, Reymond, fils, Gennin, Médecin, à Saint-Vallier*.

Élection de Valence.

MM. Ezingeard.
 Vignon.
 Rubichon.
 Cara-de-Maffotier.
 Didier, *Avocat*.
 Melleret.
 Revol.
 Servan.
 Bochard, *Procureur à Romans*.
 Bournat.
 Achard.
 Degros.
 Bret.
 Urtin, *Notaire*.
 Blancard.
 Bellier.

MM. Bleton.
 Berenger.
 Bouvier.
 Bayle.
 Teyzier.
 Terrot.
 Maffot.
 Bellier, *de Peyrus*.
 Durofet.
 Dupont.
 Jubié.
 Lambert.
 Roux, *Avocat*.
 Pey.
 Feugier.

Élection de Gap.

MM. Marchon, *Maire de Gap*.
 Labâtie, *fils, Avocat du Roi*.
 Moynier-du-Bourg, *Procur.*
 Revol, *Avocat, Duchefne, Avocat, Députés des Communautés de Peyre & Saint-Pierre*.
 Faure-Lacombe, *premier Échevin de Tallard*.
 Morgan, *Notaire*.

MM. Pascal, *fils, Avocat*.
 Gontard, *Notaire à Serres*.
 Faure, *Notaire à Orpierre*.
 Achard-de-Germane, *Avocat*.
 Barillon, *Bourgeois*.
 Gabriel, *Bourgeois*.
 Ardoin, *Avocat*.
 Blanc, *Avocat*.
 Colomb, *Avocat*.

MM. Souchon, *Notaire*.
 Grand-de-Champrouet, *Affes-
 seur au Bailliage de Briançon*.
 Fantin, *Avocat*.
 Berthelot, *filz, Bourg. à Abriès*.

MM. Richard, *Bourgeois de Briançon*,
 Roffignol, *Subrogés à MM.*
Chancel, Faure, Martinon &
Guille.

Election de Montelimar.

MM. De Bertrand, *Comte de Mont-
 fort dans les Etats du St.*
Siège, Lieutenant-Général au
Bailliage du Buis.
 Cheynet, *Maire de Montelimar*.
 De Lamorte, *Maire de Die*.
 Richard, *Maire de Crest*.
 Argoud, *Échevin à Die*.
 Chaniac, *pere, Avocat*.
 Lagier-la-Condamine, *Avocat*.
 Pain, *Conseiller en l'Election de*
Montelimar.
 Reboul-de-la-Juliere, *Avocat*.
 Roman-de-Fonrofa, *Avocat*.
 Barnave, *filz, Avocat*.
 Chaniac, *filz, Avocat*.
 Thune, *Procureur-Fiscal à St-*
Paul-Trois-Châteaux.
 Vachier, *Avocat*.

MM. Magnan, *Avocat & Notaire*.
 Mirabel, *Gradué au Pont du*
Baret.
 Freycinet, *Négociant*.
 Bignan, *de Coyrol, Négociant*.
 Morin, *filz cadet, Négociant*.
 Romieu-Defforgues.
 Barnave, *Notaire*.
 Brochier, *Notaire*.
 Reynaud-de-la-Gardette.
 Meynot, *Négociant à Donzere*.
 Delaye, *Négociant*.
 Varronnier, *Bourgeois*.
 Pascal, *Notaire*.
 Blanc-Grand-Combe, *Notaire*.
 Laval, *Chirurgien*.
 Grangier, *Notaire*.
 Pourtier, *Bourgeois*.
 Marcellin, *Laboureur*.

M. l'Archevêque de Vienne, Président de l'Assemblée, s'est placé dans un fauteuil, au fond de la Nef, près du Sanctuaire, ayant à sa droite le Clergé, à sa gauche la Noblesse, & le Tiers-Etat des deux côtés & en face, suivant immédiatement le premier & le second Ordre; le tout sans observation de rang, d'âge, ni de préférence.

M. de Morges, Président de la Noblesse, s'est placé à la tête de son Ordre.

L'Assemblée ayant pris séance, M. le Président a dit, qu'il est convenable de députer M. Mounier, Secrétaire, à MM. les Commissaires du Roi, pour les avertir que l'Assemblée est formée. Le Secrétaire s'est rendu chez M. de Narbonne-Frizlar, où se trouvoit M. Caze, Baron de la Bove. Le Secrétaire étant revenu, & MM. les Commissaires du Roi ayant fait prévenir l'Assemblée, par un Officier du Régiment de Royal la Marine, qu'ils étoient à l'entrée de l'Eglise, MM. *l'Abbé de la Salcette, l'Abbé de Saint-Albin, le Marquis de-la-Tour-du-Pin-Montauban, le Marquis de Langon, le Marquis du Pillon, le Marquis de Buffevent, de Bertrand-de-Montfort, Duchesne, Chabroud, de la Cour d'Ambezieu, de la Bâtie & Blancard*, ont été députés pour les recevoir trois pas hors de la porte.

M. le Comte de Narbonne-Frizlar, Grand-Croix de l'Ordre de Saint Louis, & Commandeur de l'Ordre de Saint Lazare, Lieutenant Général des armées du Roi, & Commandant pour son service en Dauphiné, & M. Caze, Baron de la Bove, Intendant de la Province de Dauphiné, sont entrés accompagnés de MM. les Députés, & ont salué l'Assemblée qui s'est levée pour leur rendre le salut.

MM. les Commissaires du Roi ont pris les places qui leur étoient destinées, & s'étant assis & couverts, ainsi que les Membres de l'Assemblée, ils

ont remis au Secrétaire deux lettres closes de Sa Majesté, pour en faire lecture; ces Lettres étant de la teneur suivante.

« A Mons. Le Comte de Narbonne-Frizlar, Lieutenant Général de mes
» Armées, Commandant pour mon Service en Dauphiné.

» Mons. Le Comte de Narbonne-Frizlar, ayant permis aux Représen-
» tants des Trois-Ordres de ma province de Dauphiné, de se rassembler à
» Romans le premier du mois de Novembre prochain, je vous ai choisi,
» ainsi que le sieur Caze de la Bove, Intendant de Justice, Police &
» Finances dans ladite Province, pour assister à cette Assemblée, en qualité
» de mes Commissaires. En conséquence, mon intention est que vous
» vous trouviez ce jour-là à ladite Assemblée, & que vous lui fassiez
» connoître mes intentions. Je suis persuadé que vous vous acquitterez de
» la mission que je vous confie, avec tout le zèle que je vous connois pour
» mon service. Je desiré, au surplus, que si vous ou ledit sieur Caze de la
» Bove vous trouviez dans l'impuissance de la remplir, elle le soit, en ce
» cas, par l'un de vous, en l'absence de l'autre; sur ce je prie Dieu qu'il
» vous ait, M. le Comte de Narbonne-Frizlar, en sa sainte garde. Ecrit à
» Versailles, le 24 Octobre 1788. *Signé*, LOUIS. DE LOMÉNIE, COMTE DE
» BRIENNE.

» A Mons. Caze de la Bove, Conseiller en mes Conseils, Maître des
» Requêtes honoraire de mon Hôtel, Intendant & Commissaire-départi
» pour l'exécution de mes ordres en Dauphiné.

» Mons. Caze de la Bove, ayant permis aux Représentants des Trois-
» Ordres de ma Province de Dauphiné, de se rassembler à Romans, le
» premier du mois de Novembre prochain, je vous ai choisi, ainsi que le
» sieur Comte de Narbonne-Frizlar, l'un des Lieutenants-Généraux en
» mes Armées, Commandant en ladite Province, pour assister à cette

» Assemblée, en qualité de mes Commissaires. En conséquence, mon
» intention est que vous vous trouviez ce jour-là à ladite Assemblée, &
» que vous lui fassiez connoître mes intentions. Je suis persuadé que vous
» vous acquitterez de la mission que je vous confie, avec tout le zèle que
» je vous connois pour mon service. Je desire, au surplus, que si vous ou
» ledit sieur Comte de Narbonne-Frizlar vous trouviez dans l'impuissance
» de la remplir, elle le soit, en ce cas, par l'un de vous, en l'absence de
» l'autre ; sur ce je prie Dieu qu'il vous ait, Mons. Caze de la Bove,
» en sa sainte garde. Ecrit à Versailles, le 24 Octobre 1788, *Signé*, LOUIS.
» DE LOMÉNIE, COMTE DE BRIENNE. »

Ensuite MM. les Commissaires du Roi ont remis des Lettres-Patentes, adressées, par Sa Majesté, aux Trois-Ordres de la Province, le 24 Octobre, & le Règlement fait dans le Conseil du Roi, le 22 du même mois ; il en a été fait lecture, & l'Assemblée a arrêté qu'ils feroient laissés sur le Bureau pour en être délibéré.

MM. les Commissaires du Roi ont fait remettre sur le Bureau les observations imprimées, annoncées par le préambule du Règlement fait par Sa Majesté en son Conseil : il en a été également fait lecture.

M. le Comte de Narbonne a dit :

« Messieurs, d'après la lecture qui vient d'être faite à l'Assemblée, des
» Lettres-Patentes qui lui sont adressées par Sa Majesté, & de l'Arrêt de
» Règlement pour le rétablissement des Etats-Provinciaux du Dauphiné,
» sous une forme plus analogue à sa constitution actuelle, vous jugerez,
» mieux que je ne saurois vous l'exprimer, combien le Roi est occupé de
» l'avantage & du bonheur de ses Sujets de sa Province de Dauphiné.
» M. le Duc de Tonnerre ayant été appelé à l'Assemblée des Notables,
» Sa Majesté m'a ordonné de commander pour son service dans la
» Province. Je sens, Messieurs, & ne crains pas d'en faire l'aveu, que cette
» place est au-dessus de mes forces & de mes lumières, & que je ne

» pourrai y suppléer que par mon zèle & une attention constante & suivie
» à remplir les vues bienfaitantes de Sa Majesté. J'ose espérer, Messieurs,
» que, comme Citoyen, j'ai pu acquérir quelque droit à votre estime : mes
» vœux feroient comblés, si, dans le cours de la commission qui m'a été
» confiée, j'étois assez heureux pour mériter vos suffrages, ainsi que votre
» bienveillance. »

M. Caze, Baron de la Bove, a dit :

« MESSIEURS, vous venez d'entendre les intentions du Roi, & les motifs
» dont Sa Majesté a voulu vous donner connoissance. Cette nouvelle
» marque de sa bonté doit vous convaincre, de plus en plus, de ce que
» l'on doit attendre du meilleur & du plus juste des Rois. C'est ennoblir
» la Nation, c'est s'agrandir soi-même, que de ne vouloir régner que sur
» des Peuples éclairés, que Sa Majesté ne désire de rendre heureux que par
» le concours de leur opinion & de leur amour. Elle semble vous choisir
» plus particulièrement, Messieurs, pour être aujourd'hui les objets de sa
» bienveillance & de sa sollicitude paternelle, en donnant, à la constitution
» de cette Province, une base aussi inébranlable que celle qui résulte de la
» confiance réciproque du Prince & de ses Sujets, de leur tendance
» mutuelle au bien de l'Etat, à la gloire de la Nation. Que ne doit-on pas
» espérer des lumières & du patriotisme qui vous distinguent ? Ils ne
» peuvent manquer d'apporter, dans vos Délibérations, cette sagesse qui
» doit veiller sur la destinée des Peuples, cette réflexion qui doit faire sentir
» qu'il est des Lois générales, dont on ne peut s'écarter sans blesser
» l'harmonie qui fait la force comme la sûreté des Empires.

» Nul objet ne peut aujourd'hui, Messieurs, vous distraire du travail
» important que Sa Majesté remet entre vos mains. La confiance est
» rétablie, l'Ordre renaît de toute part, & la vérité qui environne le Trône,
» doit assurer à la Nation qu'elle verra bientôt reparaitre les plus beaux,
» les plus heureux jours de la Monarchie.

» Nous éprouvons, Messieurs, la satisfaction la plus douce de n'avoir à
» vous annoncer que des intentions aussi bienfaisantes de la part du Roi,
» & si analogues, en même temps, au vœu de la Province & à celui que
» Sa Majesté nous a permis de lui exprimer. »

M. l'Archevêque de Vienne, Président de l'Assemblée, a dit :

« Messieurs, il n'est pas de plus beau spectacle qu'une Nation ou une
» Province entière, rassemblée dans ses Représentans, & s'expliquant par
» leur organe, sur les intérêts les plus chers à la Patrie; c'est ce qu'on a
» déjà vu dans les premières Séances de notre Assemblée. Elle a fait
» connoître les ressources que le Dauphiné peut trouver en foi pour
» l'établissement d'une sage administration. Mais aujourd'hui que le
» concours de la volonté du Souverain avec celle des Sujets est prêt à se
» déployer, combien ce spectacle deviendra-t-il plus imposant ? On y verra
» un de ces combats aussi salutaire, aussi glorieux, qu'ils sont rares parmi
» les Hommes de grandeur d'âme, de bonté, de justice d'une part, & de
» l'autre, de fidélité, de zèle, de reconnaissance & d'amour. Ce spectacle,
» également propre à exciter l'admiration & la joie, ne fera pas indigne de
» servir de modèle à d'autres Provinces du Royaume, peut-être même
» (osons-le dire, en demandant qu'on excuse cette témérité) aux Etats-
» Généraux, cette Assemblée auguste, réclamée par tant de voix, désirée
» par tant de vœux. Dans l'attente de sa prochaine Convocation, nous
» allons, Messieurs, nous occuper du soin de consommer notre Ouvrage ;
» nous espérons, sous vos auspices, de mériter de plus en plus la confiance
» que le Roi daigne nous témoigner. »

M. le Comte de Morges, Président de la Noblesse, a dit :

« Messieurs, des Assemblées nationales & périodiques vont naître
» parmi nous, & nous touchons au moment de jouir, dans cette Province,

» d'une libre & sage administration désirée depuis si longtemps & formée
» par nous-mêmes ! Mais la nouvelle constitution de nos Etats exige que
» cette balance, que nous avons fixée entre les différents Ordres, reste
» toujours dans ce juste équilibre que l'amour du bien public doit
» maintenir. La Noblesse s'applaudira sans doute du sacrifice volontaire
» d'anciens usages, & elle n'en desire le souvenir que pour contribuer à
» l'harmonie, si essentielle à un nouvel établissement. C'est non-seulement,
» Messieurs, dans les réglemens que votre sagesse a dictés, que doit reposer
» la confiance réciproque, mais encore dans nos cœurs où se trouvera cette
» union de sentimens, cet accord de principes, qui dirigeront nos travaux
» vers le but que nous nous proposons ; & la fermeté, le courage & les
» lumières que vous avez montrés, en garantissent le succès, & justifient
» l'opinion publique dans les suffrages flatteurs que vous en avez obtenu. »

Ensuite MM. les Commissaires du Roi se sont levés pour saluer l'Assemblée qui s'est également levée ; ils ont été accompagnés par les mêmes Députés nommés pour les recevoir ; & pendant leur marche, les Membres de l'Assemblée ont applaudi & crié *VIVE LE ROI*.

Les exemplaires des Observations imprimées, remises par MM. les Commissaires du Roi, ont été distribués à tous les Membres de l'Assemblée.

M. le Président a renvoyé la Séance à Lundi, 3 Novembre, à dix heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président*.

MOUNIER, *Secrétaire*.

Du Lundi, trois Novembre, à dix heures du matin.

LE Secrétaire a fait lecture d'une Lettre écrite par M. Necker, aux Trois-Ordres de la Province, dont la teneur fuit :

MESSIEURS,

« J'ai reçu, avec la plus parfaite reconnoissance, la lettre dont vous
» m'avez honoré; je la conserverai comme un titre de gloire, & je ferai
» heureux si, par mes soins & par mes efforts, je puis me montrer digne
» de votre estime & de votre confiance. Je vous prie, MESSIEURS, d'agréer
» mes très-humbles remerciements, & les assurances du respectueux
» attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être :

MESSIEURS,

Votre très-humble & très-obéissant ferviteur,

Signé : NECKER.

Ce 26 Octobre 1788.

Ensuite il a été fait lecture d'une lettre clofe, adressée par Sa Majesté, à M. l'Archevêque de Vienne.

« Mons. l'Archevêque de Vienne, ayant fixé au 1^{er} Novembre prochain
» l'Ouverture des Etats de ma Province de Dauphiné, auxquels j'ai permis
» de s'assembler dans ma ville de Romans, je vous ordonne d'y assister &
» de les présider; je ne doute pas que la manière dont vous vous acquit-
» terez des fonctions importantes que vous allez y remplir, fonctions
» auxquelles vous avez été appelé par vos lumières & par votre zèle pour
» le bien public, autant que par le vœu unanime des Trois-Ordres, ne
» justifie pleinement la confiance qu'inspire la réputation méritée que
» vous vous êtes acquise. Mon intention est qu'aussi-tot que la présente

» vous fera parvenue, vous fassiez connoître, & l'époque de l'Ouverture
 » desdits Etats, & le lieu de leurs Séances, à tous les Corps & Particuliers
 » des Trois-Ordres de madite Province, auxquels l'Arrêt rendu en mon
 » Conseil, le 22 du présent mois, donne le droit d'y être représentés par
 » des Députés ; que vous leur mandiez de ma part que je les autorise à
 » s'assembler pour procéder en la forme prescrite par ledit Arrêt, au choix
 » desdits Députés, afin que, cette Election faite, vous envoyez à chacun
 » desdits Députés une lettre, par laquelle vous les convoquiez, en mon
 » nom, à l'Assemblée desdits Etats. Je vous donne, à cet effet, pouvoir &
 » mandement spécial ; sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, Mons. l'Arche-
 » vêque de Vienne, en sa sainte garde. Ecrit à Versailles, le 24 Octobre 1788.
 » *Signé*, LOUIS. DE LOMENIE, COMTE DE BRIENNE. »

M. le Président a dit qu'il falloit délibérer sur le choix des Commissaires qui feroient chargés d'examiner les Lettres-Patentes & le Règlement, & d'en faire le rapport à l'Assemblée. Il a été délibéré que cet examen seroit confié aux mêmes Commissaires choisis dans la précédente Assemblée, & qu'on se borneroit à remplacer les morts ou les absents ; &, conformément à cette Délibération, ont été nommés M. l'Abbé Barthellemy, M. le Commandeur de Rigaud, M. l'Abbé de Dolomieu, M. Brochier & M. le Marquis de Veynes. M. le Marquis de Saint-Vallier ayant été nommé en l'absence de M. de Tardivon, & celui-ci étant arrivé, MM. les Commissaires ont prié M. de Saint-Vallier de s'occuper, avec eux, de l'examen qui leur est confié.

M. le Président a dit que pour laisser à MM. les Commissaires le temps nécessaire pour préparer leur rapport, la Séance devoit être renvoyée à Mercredi, cinq du courant, à quatre heures du soir, & il a *Signé* :

† J. G. *Archev. de Vienne, Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du Mercredi, cinq Novembre, à quatre heures du soir.

M. le Comte de Morges, Président de la Noblesse, a dit qu'il feroit convenable de conserver dans les registres de l'Assemblée, le souvenir de la conduite généreuse & patriotique de MM. de Mayen & Revol, premier & second Consuls de Grenoble.

L'Assemblée a répondu par des acclamations.

M. Revol a dit :

« Messieurs, c'est aux Citoyens des Trois-Ordres de la ville de Grenoble, »
» que sont dus les sentiments dont vous voulez bien honorer leurs »
» Consuls ; pénétrés de l'idée que le zèle ardent que tous les Citoyens »
» doivent à la Patrie, avoit été notre seul mérite, & que la satisfaction de »
» voir son bonheur, devoit être notre seule récompense, Jugez, MESSIEURS, »
» avec combien de reconnoissance nous recevons aujourd'hui les suffrages »
» de votre auguste Assemblée. »

Ensuite le Secrétaire a fait lecture du travail de MM. les Commissaires, sur le Règlement de Sa Majesté ; plusieurs réserves & modifications ont été délibérées par l'Assemblée.

M. le Président a renvoyé la Séance à Jeudi, à dix heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du Jeudi, six Novembre, à dix heures du matin.

L'EXAMEN du travail de MM. les Commissaires a été continué par l'Assemblée.

M. le Président a renvoyé la Séance à quatre heures du soir, & a signé :

† J. G. *Archev. de Vienne, Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Dudit, six Novembre, à quatre heures du soir.

L'Assemblée a repris l'Examen du travail de MM. les Commissaires.

La matiere mise en délibération, le Règlement fait par Sa Majesté, en son conseil, le 22 Octobre dernier, & les Lettres-Patentes du 24 du même mois, par lesquelles il est adressé aux Trois-Ordres de la Province, ayant été vérifiés & examinés, il a été unanimement arrêté que l'Assemblée accepte, avec reconnoissance, ledit Règlement, néanmoins sous les réserves & modifications ci-après apposées, sous le bon plaisir du Roi; qu'en conséquence lesdits Règlement & Lettres-Patentes seront enrégistrés pour être observés suivant leurs formes & teneur, sous lesdites réserves & modifications, qui seront transcrites à la suite des Règlements & Lettres-Patentes.

Suit la teneur desdits Règlements & Lettres-Patentes.

A R R Ê T

DU CONSEIL D'ETAT DU ROI

*Portant Règlement pour la nouvelle formation des Etats de la
province du Dauphiné.*

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

LE ROI, par l'Arrêt de son Conseil, du 2 août, a ordonné qu'il se tiendrait, le 30 du même mois, dans la ville de Romans, une Assemblée des Trois-Ordres du Dauphiné, afin d'avoir leur vœu & de recevoir leurs Mémoires sur une nouvelle formation des Etats de la Province. Sa Majesté s'est fait rendre compte du projet qui a été adopté dans ladite Assemblée : Elle a remarqué, avec une parfaite satisfaction, les vues sages & bien combinées qui ont été suivies pour assurer une juste représentation des différentes parties de la Province, & pour déterminer l'ordre des Elections, leur renouvellement successif & l'organisation intérieure des Etats. Sa Majesté a approuvé, dans son entier & sans aucune modification, toute cette partie du Plan arrêté dans l'Assemblée de Romans, mais elle a suspendu sa décision sur les dispositions qui, par leur importance, lui ont paru devoir être renvoyées à la Délibération des Etats-Généraux ; & en apportant, par d'autres considérations, quelques changements à un petit nombre d'articles, Elle a voulu que ses motifs fussent parfaitement connus, & Elle a autorisé ses Commissaires à en donner communication aux Trois-Ordres de la Province, assemblés à Romans. Sa Majesté fera toujours disposée à écouter les observations qui tendront à éclairer sa justice, & qui

pourront seconder le desir qu'Elle a de concourir à la satisfaction de la Province du Dauphiné. Elle ne tiendra jamais irrévocablement qu'aux principes essentiels de l'ordre public, & aux dispositions qui seront fondées sur les Loix de son royaume, & sur les antiques usages de la Monarchie. A quoi voulant pourvoir : Oui le rapport ; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

LES Etats de Dauphiné seront formés par cent quarante-quatre Représentants ou Députés des Trois-Ordres de la Province, savoir ;

Vingt-quatre Membres du Clergé, quarante-huit de la Noblesse, & soixante-douze du Tiers-Etat.

II.

NUL ne pourra être admis aux Etats, ni voter pour la nomination des Représentants, qu'il ne soit âgé de vingt-cinq ans accomplis, & domicilié dans le Royaume, ou dans le Comtat d'Avignon & Venaissin.

III.

AUCUN Membre des Etats ne pourra s'y faire représenter par Procureur.

IV.

LA représentation du Clergé sera formée par trois Archevêques ou Evêques, trois Commandeurs de Malthe, sept Députés des Eglises Cathédrales ; savoir : un de celle de Vienne, un de celle d'Embrun, un de celle de Grenoble, un de celle de Valence, un de celle de Gap, un de celle de Die & un de celle de Saint-Paul-Trois-Châteaux ; cinq Députés des Eglises Collégiales, savoir : un de celle de Saint Pierre & de Saint Chef-de-Vienne, un de Saint André-de-Grenoble, un de Saint-Barnard-de-Romans, un de celle de Crest & un de celle de Montelimar ; deux Curés propriétaires ; deux

Députés des Abbés, Prieurs-Commandataires, Prieurs simples, Chapelains & autres Bénéficiers; un Député des Ordres & Communautés Régulières d'Hommes, y compris celle des Religieux hospitaliers de Saint-Jean-de-Dieu, à l'exception néanmoins des Religieux mendiants; un Député des Abbayes & Communautés régulières de Filles, à l'exception des Communautés mendiantes, pris parmi le Clergé séculier ou régulier de chacune desdites Communautés.

V.

L'ÉLECTION des Députés sera faite de la manière suivante : Les Archevêques ou Evêques s'éliront entr'eux; les Commandeurs de Malthe seront nommés par leurs Chapitres; ceux des Eglises Cathédrales & Collégiales le feront également par leurs Chapitres. Les Curés seront choisis alternativement dans chaque Diocèse, suivant l'ordre ci-après, savoir : Vienne & Embrun, Grenoble & Valence, Die & Gap, Saint-Paul-Trois-Châteaux & Vienne, & ainsi successivement. L'Élection desdits Curés se fera dans une Assemblée formée d'un Député de chaque Archiprêtre & tenue devant les Evêques des Diocèses en tour pour députer.

VI.

LES Curés de la Province, dont les Bénéfices dépendent des Diocèses étrangers, se réuniront, savoir : ceux du Diocèse de Lyon, au Diocèse de Vienne; ceux du Diocèse de Belley, à celui de Grenoble; ceux des Diocèses de Sisteron & de Valaison, à celui de Saint-Paul-Trois-Châteaux, & y enverront les Députés de leurs Archiprêtres, pour concourir aux Élections.

VII.

LES deux Députés des Abbés & Prieurs-Commandataires, Prieurs simples, Chapelains & autres Bénéficiers, seront aussi choisis alternativement dans chaque Diocèse, suivant l'ordre prescrit par l'article V, & leur élection se fera dans une Assemblée convoquée devant les Evêques des

Diocefes qui feront en tour de députer, à laquelle feront appellés les Abbés, Prieurs & autres Bénéficiers fimples, dont les Bénéfices fitués dans la Province, feront dépendants des diocefes étrangers, en fuivant l'ordre expliqué par l'article VI.

VIII.

LE Député des Ordres & Communautés régulières d'Hommes, fera pris alternativement dans chaque Diocefe, en commençant par celui de Vienne: & en obfervant que les Communautés régulières des Diocefes d'Embrun & de Gap fe réuniront à celui de Grenoble, pour ne former entr'elles qu'un feul Député; que celles des Diocefes de Die & Saint-Paul-Trois-Châteaux fe réuniront à celui de Valence; leur élection fera faite dans une Affemblée compofée d'un Député de chacune des Communautés régulières, à laquelle feront appellés, dans l'Ordre expliqué ci-deffus, un Député des Communautés régulières des diocèfes étrangers, & qui fera tenue par devant l'Evêque du diocefe de la Province, en tour de députer.

IX.

LE Représentant des Communautés de filles fera élu alternativement dans chaque diocefe, fuivant l'ordre expliqué par l'article V, & dans une Affemblée formée par les Députés du Clergé féculier ou régulier de chacune defdites Communautés, laquelle fera tenue devant l'Evêque du diocefe, en tour de députer.

X.

LES Etats s'occuperont, le plutôt poffible, de divifer la Province en arrondiffemens ou diftriâs, & d'y répartir les Députés fuivant les proportions qu'ils jugeront convenables; mais pour la premiere Convocation feulement, on fuivra la divifion des Refforts des fix Elections, dans lesquelles les Députés feront répartis de la maniere ci-deffous indiquée, d'après les

rapports combinés du nombre des feux, de celui des habitants, & de la somme de leurs impositions.

XI.

LA Noblesse, pour l'Élection de ses Membres, s'assemblera par districts, devant un Syndic qu'elle nommera dans chacun de ces districts ; elle répartira ces Députés suivant les arrondissements qui feront formés par les Etats, & suivant la proportion qui sera par eux indiquée en exécution de l'article ci-dessus : & en attendant cette formation, les Membres de cet Ordre s'assembleront dans les chefs-lieux des Elections, & nommeront, par la voie du scrutin, onze Députés pour le ressort de l'Élection de Grenoble, douze pour celle de Vienne, sept pour celle de Romans, cinq pour celle de Valence, six pour celle de Gap & sept pour celle de Montelimar. Le procès-verbal de leur nomination sera envoyé au Secrétaire des Etats, & l'on y inscrira le nom des quatre personnes qui auront réuni le plus de voix après les Députés, dans l'ordre indiqué par la pluralité des suffrages.

XII.

POUR pouvoir être Électeur dans l'Ordre de la Noblesse, il suffira d'avoir la Noblesse acquise & transmissible, & de posséder une propriété dans le district.

XIII.

POUR être éligible dans le même Ordre, il faudra faire preuve de quatre générations, faisant cent ans de Noblesse, avoir la libre administration d'immeubles, féodaux ou ruraux, situés dans l'arrondissement, & soumis à *cinquante livres* d'impositions royales foncières, sans qu'il soit nécessaire d'y être domicilié.

XIV.

AUCUN Noble ne pourra être électeur ni éligible en deux districts à la fois. Le Syndic de la Noblesse de chaque district tiendra un rôle, dans

lequel se feront inscrire les Membres de cet Ordre, qui pourront être électeurs ou éligibles, & cette inscription déterminera irrévocablement pour quatre ans le district dans lequel ils pourront élire ou être élus, sans qu'il soit permis, pendant cet intervalle, de se faire inscrire dans un autre, à moins qu'on n'ait cessé d'être propriétaire dans le premier.

XV.

LES maris, dont les femmes auront des biens fournis à *cinquante livres* d'impositions royales foncières, pourront être électeurs & éligibles. Il en fera de même des veuves propriétaires, qui pourront se faire représenter par un de leurs enfants majeur, en vertu d'une procuration, au moyen de laquelle ils seront électeurs & éligibles. Les dispositions de cet article auront lieu pour le Tiers-Etat.

XVI.

LES Ecclésiastiques & les Nobles ne pourront être admis parmi les Représentants du Tiers-Etat, ni assister aux Assemblées qui seront tenues pour nommer les Députés de cet Ordre.

XVII.

LORS de la première nomination des Représentants du Tiers-Etat, le district de l'Election de Grenoble fournira dix-sept Députés; celui de Vienne, dix-huit; celui de Romans, dix; celui de Valence, sept; celui de Gap, neuf; & celui de Montelimar onze, dans lequel nombre seront compris les Députés des villes, ci-après nommées, savoir : trois pour la ville de Grenoble, deux pour chacune des villes de Vienne, Valence & Romans, & un pour chacune des villes de Gap, Embrun, Briançon, Montelimar, Saint-Marcellin, Die, Crest & le Buis; sauf aux Etats à régler définitivement quelles villes doivent avoir des Députés particuliers, leur nombre & la répartition des Députés des autres villes, Bourgs & Communautés pour chaque district.

XVIII.

NUL ne pourra être Représentant de l'Ordre du Tiers dans les Etats, qu'il n'ait la libre administration de propriétés situées dans l'arrondissement où il devra être élu, & soumis à *cinquante livres* d'impositions royales foncières ; à l'exception du Briançonnais & de la vallée de Queyras, où il suffira de payer *vingt-cinq livres* d'impositions royales, foncières, sans préjudice néanmoins des dispositions portées par l'article XV.

XIX.

NE pourront être élus ceux qui sont chargés directement ou indirectement d'aucune adjudication ou entreprise d'ouvrage public au frais de la Province.

XX.

AUCUNE personne employée en qualité d'Agent ou Collecteur pour la levée des rentes, dîmes & devoirs seigneuriaux, ne pourra être élue tant qu'elle fera aux gages du Seigneur ou Propriétaire qui l'emploiera.

XXI.

A l'égard des Fermiers que la Délibération de l'Assemblée excluroit des Etats pendant la durée de leur ferme, Sa Majesté ne pouvant point admettre, sans réserve, cette exclusion, même pour la première élection, veut qu'on puisse en élire un dans chacun des six Districts qui partagent la Province, sans que cette limitation doive être regardée comme définitivement établie ; Sa Majesté se réservant de statuer, d'après une plus ample instruction, sur le droit que peuvent avoir tous les Fermiers indistinctement, d'être admis aux Etats, quand ils ont d'ailleurs les qualités requises.

XXII.

LE ROI ayant égard au vœu des Trois-Ordres, permet provisoirement & pour la premiere Election, qu'on ne puisse élire les Subdéléguez du Commissaire départi, leurs Commis & Secrétaires, non plus que ceux qui exercent quelques charges, emplois ou commissions, médiates ou immédiates, dans toutes les parties des finances de Sa Majesté.

XXIII.

DANS l'Ordre du Tiers-Etat, nul ne pourra être électeur ni éligible en deux lieux à la fois. Il fera fait tous les deux ans, par les Officiers municipaux de chaque lieu, un rôle des Electeurs & des Eligibles. Lorsqu'on y aura été inscrit, on ne participera point aux Elections qui se feront dans d'autres Communautés. On ne pourra être inscrit dans le rôle d'une autre Communauté, qu'après le terme de quatre ans, à moins que pendant cet intervalle on n'ait cessé d'être propriétaire dans la premiere.

XXIV.

LES Villes qui auront des Députés particuliers, les enverront directement aux Etats, les nommeront par la voie du Scrutin dans leurs Assemblées municipales, auxquelles seront appelés un Syndic de chaque corporation du Tiers-Etat, & les Propriétaires domiciliés du même Ordre, payant, favoir : dans la ville de Grenoble, *quarante livres* d'impositions royales foncieres; *vingt livres* dans celles de Vienne, Valence & Romans; & dans les autres *dix livres*.

XXV.

DANS les autres lieux, même dans ceux qui sont régis par l'Edit municipal, les Communautés tiendront chacune des Assemblées particulieres,

aux formes ordinaires; pourront néanmoins, celles qui n'ont point de Municipalités, tenir leurs Assemblées devant les Consuls, en l'absence des Châtelains. Ces Assemblées feront indiquées par affiches, huitaine à l'avance. Dans les Communautés qui ont des Corps municipaux, on convoquera les Propriétaires payant *dix livres* d'impositions royales foncières, & dans les autres, tous les Propriétaires payant *six livres*. On convoquera également dans toutes les Communautés les propriétaires forains qui, payant les mêmes charges, auront été inscrits dans le rôle des Electeurs.

XXVI.

DANS lesdites Assemblées, les Communautés qui n'auront que cinq feux & au dessous, nommeront chacune un Député, lequel se rendra au lieu destiné pour l'Assemblée de l'arrondissement; celles qui auront un plus grand nombre de feux, nommeront un Député par cinq feux, sans égard au nombre intermédiaire, sauf aux Etats à régler le nombre des Députés des Communautés, suivant une proportion plus juste, s'ils peuvent y parvenir. Les Députés ne pourront être choisis que parmi les Propriétaires domiciliés ou forains qui auront été inscrits dans les rôles des éligibles, & qui auront les qualités prescrites pour être élus aux Etats, sans qu'il soit nécessaire d'être présent à l'Assemblée pour être élu.

XXVII.

LES Etats indiqueront les chefs-lieux d'arrondissement ailleurs que dans les Villes qui ont des Députés particuliers; & pour la première Convocation, les Députés de l'Election de Grenoble se réuniront à Vizille; ceux de l'Election de Vienne, à Bourgoin; ceux de l'Election de Romans, à Beaufort; ceux de l'Election de Valence, à Chabeuil; ceux de l'Election de Gap, à Chorges; & ceux de l'Election de Montelimar, à Dieu-le-Fit.

XXVIII.

LES Députés des Communautés rassemblés dans le chef-lieu du district ou de l'arrondissement, éliront parmi eux, par la voie du Scrutin, un Président & un Secrétaire. Ils nommeront également, par la même voie, ceux qui devront représenter le district aux Etats. Le Procès-Verbal de cette nomination sera envoyé au Secrétaire des Etats, & l'on y inscrira les nom des six personnes qui auront réuni le plus de voix, après les Députés élus dans l'ordre indiqué par la pluralité des suffrages.

XXIX.

LE Roi fera convoquer les Etats chaque année au mois de Novembre. Ils pourront, à la fin de chaque Assemblée, exprimer leur vœu sur le lieu où devra se tenir l'Assemblée de l'année suivante.

XXX.

LES Députés des différents Ordres, sans aucune distinction, recevront *six livres* par jour, sans que ce paiement puisse continuer pendant plus de trente jours, y compris le temps nécessaire pour leur voyage, quand même la tenue des Etats feroit prorogée au-delà de ce terme.

XXXI.

LES Etats choisiront leur Président parmi les Membres du premier ou second Ordre de la Province, ayant les qualités requises pour être admis aux Etats, & ce Président devra être agréé par Sa Majesté. Il sera élu au Scrutin dans le cours de la quatrième année, pour entrer en fonctions l'année suivante ; & celui des deux premiers Ordres, dans lequel le Président aura été nommé, aura un Député de moins, le Président devant être compté parmi les Membres des Etats.

XXXII.

LES Etats nommeront deux Procureurs-Généraux-Syndics, l'un pris dans le premier ou le second Ordre, & l'autre dans celui du Tiers. Ils choisiront dans ce dernier Ordre un Secrétaire qui ne fera point partie des cent quarante-quatre Députés, fera révocable à volonté, & n'aura que voix instructive.

XXXIII.

LE Roi autorise les Etats à choisir, pour les Recettes & Dépenses particulières de la Province, un Trésorier qui fera domicilié en Dauphiné, ainsi que ses cautions ; il ne fera point Membre des Etats, & ne pourra y entrer que lorsqu'il sera appelé ; il fera également révocable à volonté.

XXXIV.

LES Etats éliront parmi leurs Membres, deux personnes du Clergé, quatre de la Noblesse & six du Tiers-Etat, y compris les deux Procureurs-Généraux-Syndics ; ces douze personnes, avec le Secrétaire, formeront la Commission intermédiaire ; les Membres de cette Commission seront choisis, de manière qu'il s'y trouve des Députés de chaque district.

XXXV.

TOUTES les nominations seront faites par la voie du Scrutin, & il sera repris jusqu'à ce que l'une des Personnes désignées ait réuni plus de la moitié des suffrages.

XXXVI.

POUR seconder les travaux de la Commission intermédiaire, les Etats pourront établir dans leurs arrondissements, de la manière qu'ils jugeront convenable, des Correspondants qui seront choisis parmi les personnes députées aux Etats.

XXXVII.

LA Commission intermédiaire élira son Président par la voie du scrutin, dans l'un des deux premiers Ordres.

XXXVIII.

LE Président, soit des Etats, soit de la Commission intermédiaire, sera remplacé, en son absence, s'il est de l'Ordre de l'Eglise, par le plus âgé des Gentilshommes, & s'il est de l'Ordre de la Noblesse, par celui qui se trouvera avoir la première Séance dans l'Ordre du Clergé.

XXXIX.

LA Commission intermédiaire tiendra ses Séances à Grenoble, sauf aux Etats à demander au Roi qu'elle fût placée dans un autre lieu, si le bien du service l'exigeoit. Les Membres de cette Commission ne pourront s'absenter sans une nécessité indispensable, que pendant trois mois de l'année, de manière cependant qu'ils restent toujours au nombre de huit dans le lieu de son établissement, & les Procureurs-Généraux-Syndics ne pourront jamais s'absenter tous deux à la fois.

XL.

LA Commission intermédiaire s'assemblera au moins une fois par semaine, mais le Président pourra convoquer, & les Syndics pourront requérir des Assemblées plus fréquentes, toutes les fois que le bien du service leur paroîtra l'exiger.

XLI.

LES Membres de la Commission intermédiaire ne pourront prendre aucune Délibération qu'ils ne soient au nombre de sept.

XLII.

LES Membres des Etats resteront en place, pour la premiere fois, pendant quatre ans, sans aucun changement, & après ce terme, il fera élu un nouveau Président, & la moitié des Députés dans chaque Ordre & dans chaque District, sortira par la voie du fort; deux ans après, l'autre moitié se retirera, & ensuite tous les deux ans la moitié sortira par ancienneté, de maniere qu'à l'avenir aucun des Membres ne reste dans les Etats plus de quatre ans, à l'exception des Procureurs-Généraux-Syndics qui pourront être continués, par une nouvelle Election, pour quatre années seulement; ils ne pourront néanmoins être changés tous les deux en même-temps; & à cet effet, pour la premiere fois, l'un des deux Procureurs-Généraux-Syndics se retirera par le fort, à l'expiration des quatre premieres années, & l'autre après six ans.

XLIII.

Au premier changement de la moitié des Membres des Etats, on fera sortir, par la voie du fort, un Archevêque ou Evêque, deux Commandeurs de Malthe, trois Députés des Eglises Cathédrales, trois Députés des Eglises Collégiales, un Curé, un Député des Abbés, Prieurs & autres Bénéficiers simples, & un Syndic des Communautés régulières. Au second changement, sortiront deux Archevêques ou Evêques, un Commandeur de Malthe, quatre Députés des Eglises Cathédrales, deux Députés des Eglises Collégiales, un Curé, un Deputé des Abbés, Prieurs & Bénéficiers simples, & un Syndic des Communautés régulières.

XLIV.

NUL ne pourra être élu, de nouveau, Membre des Etats, qu'après un intervalle de quatre ans depuis qu'il en fera sorti.

XLV.

ON fera connoître à temps ceux des Membres des Etats, qui, par le sort, auront été obligés de se retirer, afin que les divers Corps du Clergé, de la Noblesse & le Tiers-Etat, dans chaque District, puissent les remplacer; il en fera usé de même pour la Commission intermédiaire, qui sera renouvelée par les Etats, aux mêmes époques.

XLVI.

LORSQU'IL vaquera des places dans les Etats, avant les époques où les Membres doivent être renouvelés par moitié, les différents Corps du Clergé procéderont à de nouvelles élections, suivant les formes prescrites; & quant aux Députés de la Noblesse & du Tiers-Etat, ils seront alors remplacés dans les divers districts, par ceux qui, suivant le résultat du scrutin, auront, dans la nomination précédente, réuni le plus de suffrages après les personnes élues. Ceux qui seront admis à remplir les places ainsi vacantes, ne pourront rester dans les Etats que jusques au terme où auroient dû en sortir les Députés auxquels ils ont succédé, à moins qu'ils ne soient élus de nouveau, dans les Assemblées de district.

XLVII.

LORSQUE les places vaqueront de la même manière dans la Commission intermédiaire, elle pourra y nommer des Membres des Etats, pris dans le même Ordre & dans le même District; & dans le cas où l'une des places des deux Procureurs-Généraux-Syndics viendrait à vaquer, elle pourra en confier les fonctions à l'un de ses Membres, & ces différentes nominations n'auront lieu que jusqu'à la première convocation des Etats.

XLVIII.

LES Etats feront la répartition & affiette de toutes les impositions foncières & personnelles, tant de celles qui feront destinées pour le Trésor royal, que de celles qui feront relatives aux besoins de la Province : ils ordonneront, sous l'autorité du Roi, la confection de tous les chemins, ponts & chaussées, canaux, digues, & autres ouvrages publics, qui se feront aux frais de la Province ; ils en surveilleront l'exécution, & ils en passeront les adjudications par eux, ou par la Commission intermédiaire, ou par autres délégués.

XLIX.

LES Etats feront chargés de la distribution des dégrèvements accordés par le Roi ; ils pourront arrêter, sous le bon plaisir de Sa Majesté, les récompenses, les indemnités & les encouragements qu'ils trouveront convenables pour l'Agriculture, le Commerce & les Arts.

L.

LE ROI autorise les Etats & la Commission intermédiaire à vérifier les comptes des Communautés, & à déterminer, sur leur requête, les dépenses relatives aux réparations des Eglises, presbyteres, & autres dépenses particulières à chaque Communauté, lorsqu'elles n'excéderont pas à la fois la somme de *six cents livres*. Pourront également les Etats ou la Commission intermédiaire, permettre, jusqu'à concurrence de la même somme, telle levée de deniers ou imposition locale qui sera délibérée par chacune des Communautés, pour acquitter les dépenses autorisées comme ci-dessus. Entend toutefois Sa Majesté que les Etats requerront son approbation sur la demande des Communautés, lorsque les dépenses ou les impositions locales, dont elles solliciteront l'autorisation, s'élèveront à une plus forte somme.

LI.

LES villes de la Province qui auront à solliciter l'autorisation de quelques dépenses nouvelles, la création, l'augmentation ou la prorogation de quelque octroi ou de quelqu'autre imposition locale, pour y subvenir, enverront leur requête à l'Assemblée des Etats, ou à la Commission intermédiaire, qui fera tenue de les adresser, avec son avis, au Conseil, Sa Majesté se réserve de faire connoître ses intentions sur la vérification des comptes des Villes, d'après les nouveaux éclaircissements qu'Elle prendra à cet égard.

LII.

LE Roi se réserve pareillement d'attribuer successivement aux Etats & à la Commission intermédiaire, la surveillance sur d'autres objets d'administration intérieure, & Sa Majesté autorise & invite lesdits Etats & leur Commission intermédiaire à lui adresser, dans toutes les circonstances, telles représentations qu'ils jugeront utiles au bien de la Province.

LIII.

LES Etats ne pourront faire aucun emprunt ni imposer aucune somme pour leurs affaires particulières, qu'après avoir obtenu la permission de Sa Majesté, & sous la condition qu'ils ne feront jamais aucun emprunt qu'en destinant préalablement les fonds nécessaires pour le paiement des intérêts & le remboursement des capitaux, à des époques fixes & déterminées.

LIV.

Tous les ans, avant leur clôture, les Etats remettront à la Commission intermédiaire une instruction sur les objets dont elle devra s'occuper, & de l'exécution desquels elle rendra compte lors de leur prochaine convocation.

LV.

LA Commission intermédiaire ne pourra prendre des délibérations que pour exécuter celles de la dernière Assemblée des Etats, à l'exception des objets qu'il feroit impossible de différer jusqu'à la première Assemblée des Etats, & sous la réserve expresse de leur approbation.

LVI.

DANS les Etats & la Commission intermédiaire, il ne pourra être pris de délibération que par les Trois-Ordres réunis : pourra néanmoins l'un des Ordres faire renvoyer jusqu'au jour suivant une délibération proposée.

LVII.

LES Procureurs-Généraux-Syndics pourront présenter des requêtes, former des demandes devant tous Juges compétents, & intervenir dans toutes les affaires qui pourroient intéresser la Province, les Communautés & les Particuliers, après y avoir été autorisés par les Etats ou la Commission intermédiaire.

LVIII.

LES Etats nommeront chaque année une Commission particulière, pour revoir les comptes que le Trésorier aura rendu à la Commission intermédiaire, & pour examiner ceux qui ne l'auront pas été ; & d'après le rapport des Commissaires, ils arrêteront tous les comptes de l'année.

LIX.

LE Trésorier ne pourra disposer d'aucunes sommes sans un mandat expresse des Etats ou de la Commission intermédiaire.

LX.

LE tableau de situation des fonds du pays, par recette & par dépense, l'état motivé & nominatif de la répartition des dégrèvements, indemnités, encouragements, gratifications, seront inférés dans les procès-verbaux des Assemblées & rendus publics chaque année par la voie de l'impression ; il en fera envoyé un exemplaire au Conseil du Roi ; pourront les Etats ou la Commission intermédiaire en envoyer un exemplaire à chaque Communité pour y être déposé dans ses archives.

LXI.

LES Etats fixeront le traitement du Président, des autres Officiers de la Commission intermédiaire & des Correspondants ; ils régleront les frais de bureaux & autres dépenses nécessaires ; tous ces frais, après qu'ils auront été autorisés par Sa Majesté, seront supportés par les Trois-Ordres.

Et seront, sur le présent arrêt, expédiées toutes Lettres à ce nécessaires.

FAIT au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le vingt-deux octobre mil sept cent quatre-vingt-huit.

Signé, DE LOMÉNIE, C^{te} DE BRIENNE.

*TENEUR des Lettres – Patentes, revêtues
du Sceau delphinal.*

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, DAUPHIN DE VIENNOIS, COMTE DE VALENTINOIS ET DIOIS, à nos très-chers & biens Amés les Représentants des Trois-Ordres de notre Province de Dauphiné, assemblés à Romans, en conséquence de la Permission que Nous leur en avons accordée ; SALUT : Nous ne pouvons mieux vous témoigner combien nous sommes satisfaits du zele que vous avez montré pour le bien Public, & combien nous sommes sensibles à l'attachement dont vous faites profession pour notre Personne, qu'en vous adressant Nous-même le Règlement que nous venons d'arrêter dans notre Conseil, pour la formation des Etats de Dauphiné. Nous avons chargé notre cher & bien Amé le sieur Comte de Narbonne-Frizlar, Lieutenant-Général de nos Armées, Commandant pour notre Service en cette Province, & notre Amé & Féal le sieur Caze de la Bove, Maître des Requêtes honoraire de notre Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances dans la même Province, ou l'un d'eux, en l'absence de l'autre, d'assister à votre Assemblée en qualité de nos Commissaires, & de vous faire connoître nos intentions. Voulons que vous ayez, en ce qu'ils vous diront de notre part, la même confiance que vous auriez en ce que Nous vous dirions nous-même, si nous étions présent en Personne. Nous désirons que nos vues, pour l'avantage & la prospérité d'une Province qui Nous est chere, aient le succès que Nous attendons : & certains que vous vous ferez un devoir d'y contribuer en tout ce qui dépendra de vous, Nous vous invitons à les seconder ; Car tel est notre plaisir. DONNÉ à Versailles, le vingt-quatrième jour d'Octobre, l'an de grâce, mil sept cent quatre-vingt-huit, & de notre regne le quinzième. Signé, LOUIS. *Par le Roi Dauphin*, DE LOMENIE, COMTE DE BRIENNE.

*Réserves & Modifications apposées au Règlement ci-dessus,
sous le bon plaisir de Sa Majesté.*

1°. SUR l'Art. 19 du Règlement, qu'on ne pourra élire ceux qui sont chargés directement ou indirectement d'aucune Adjudication ou entreprise d'Ouvrages publics, de même que leurs Cautions; & ne pourront non plus être élues les Cautions du Trésorier des Etats.

2°. Sur l'Art. 20, que pour prévenir les difficultés sur le sens de cet article, l'Assemblée déclare entendre, conformément aux intentions de Sa Majesté, qu'on ne pourra élire aucune Personne employée, soit en qualité d'Agent, soit en qualité de Collecteur des Rentes, Dîmes & Droits seigneuriaux, pendant qu'ils feront aux gages du Seigneur ou Propriétaire qui les emploiera.

3°. Sur l'Art. 21, que les Fermiers, ainsi que leurs Cautions, ne pourront être élus pendant la durée de leurs fermes.

4°. Sur l'Art. 22, qu'il sera considéré comme définitif en l'état, attendu l'incompatibilité des fonctions des Personnes mentionnées en cet article, avec les fonctions des Membres des Etats; & les Trois-Ordres déclarent qu'ils s'empresseront d'accepter le changement de cette disposition, si un nouvel Ordre de choses faisoit cesser l'incompatibilité.

5°. Sur l'Art. 28, que ceux qui devront représenter les districts aux Etats, seront choisis parmi les Députés des Communautés.

6°. Sur l'Art. 31, que le Président sera élu dans les premières Séances de la quatrième année, pour qu'il puisse toujours être agréé par Sa Majesté avant la séparation des Etats.

7°. Sur l'Art. 41, que dans le nombre de sept, pourront être compris les Procureurs-Généraux-Syndics.

8°. Sur l'Art. 44, que nul ne pourra être élu de [nouveau, Membre des Etats, qu'après un intervalle de quatre ans, depuis qu'il en fera sorti.

9°. Sur l'Art. 48, que les Etats, sous l'autorité du Roi, ordonneront la confection de tous les Ouvrages publics qui se feront aux frais de la Province, en tout ou en partie, & détermineront l'emploi de toutes les sommes imposées sur la Province, qui ne seront pas destinées pour le Trésor royal.

10°. Sur l'Art. 51, que les Etats pourront se faire représenter tous les comptes des Villes, même ceux qui sont relatifs à leurs biens patrimoniaux, & prendre connoissance dedites comptes toutes les fois qu'ils le jugeront convenable, & les Etats sont chargés de solliciter le Règlement que Sa Majesté a eu la bonté d'annoncer pour cet objet.

11°. Sur l'Art. 57, que les Etats, la Commission intermédiaire & les Procureurs-Généraux-Syndics veilleront à ce que les droits & privilèges du Dauphiné, & notamment celui qui ne permet pas que les Dauphinois soient distraits du ressort des Tribunaux de la Province, ne soient pas enfreints, contre la promesse & les intentions de Sa Majesté ; & toute loi nouvelle, avant son enregistrement dans les Cours, sera communiquée aux Procureurs-Généraux-Syndics, afin qu'il en soit délibéré conformément aux droits & privilèges de la Province.

12°. Que l'Assemblée persiste dans ses précédentes résolutions, relatives à l'Élection des Représentants de la Province, aux Etats-Généraux ; d'autant plus que Sa Majesté a bien voulu annoncer qu'Elle est disposée à les agréer ; & les Trois-Ordres supplient Sa Majesté d'approuver définitivement l'art. 50 du projet qu'ils ont eu l'honneur de lui présenter.

Persistant dans la Délibération prise le vingt-sept Septembre dernier, l'Assemblée a de nouveau arrêté que les Etats pourront faire, sous le bon

plaisir du Roi, tous les réglemens qu'ils jugeront nécessaires, sans qu'ils aient néanmoins la faculté de faire ni consentir aucun changement à leur constitution.

Et au surplus, les Trois-Ordres ont donné le consentement ci-dessus, sous la réserve expresse que les Etats ne pourront accorder aucun subside, ni établir aucune taxe directe ou indirecte, ni consentir à aucune extension ou prorogation d'impôts, ni faire aucun emprunt pour le compte du Gouvernement, que lorsque les Représentants de la Province en auront délibéré dans les Etats-Généraux du Royaume.

Il a été de plus délibéré de charger expressément les Etats de supplier le Roi de leur confier incessamment la surveillance des frais & du tirage de la Milice, celle des établissemens publics, & les autres objets d'administration intérieure ; l'Assemblée charge également les Etats de s'occuper des moyens propres à obtenir la réunion des recettes & des dépenses qui concernent le Trésor Royal, dans les mains du Trésorier des Etats, ainsi que Sa Majesté a bien voulu le faire espérer.

Les Trois-Ordres, en exécution de l'Article 57 du Règlement de Sa Majesté, & des explications qu'Elle a bien voulu y joindre, recommandent expressément à la Commission intermédiaire & aux Procureurs-Généraux-Syndics, de charger deux de leurs Membres d'examiner les Mémoires qui pourroient leur être adressés, relativement à toutes les poursuites faites par le fisc ; & lesdits Procureurs-Généraux-Syndics prendront fait & cause lorsque les Etats ou la Commission intermédiaire l'auront jugé convenable.

Il a été arrêté que les motifs des changemens faits par le Règlement de Sa Majesté, au Plan présenté par les Trois-Ordres de Dauphiné, lesquels ont été communiqués par MM. les Commissaires du Roi, seront transcrits dans le présent Procès-Verbal.

MOTIFS

Des changements apportés par le Conseil du Roi, à quelques Articles du Plan présenté au nom de l'Assemblée de Romans, pour la nouvelle formation des Etats de Dauphiné.

<i>Articles proposés par l'Assemblée.</i>	<i>Règlement du Roi.</i>	<i>Observations.</i>
<p>ART. 19.</p> <p>NE pourront être élus ceux qui exercent quelques Emplois ou Commissions médiates ou immédiates, de subdélégations de Commissaires départis, ainsi que leurs Commis & Secrétaires; ceux qui exercent quelques Charges, Emplois ou Commissions médiates ou immédiates dans toutes les parties des Finances de Sa Majesté; ceux qui sont chargés directement ou indirectement d'aucunes adjudications ou entreprises d'ouvrages publics, de même que leurs cautions. Ne feront non plus éligibles les Fermiers pendant la durée de leurs fermes; les agents, collecteurs de rentes, dixmes & devoirs seigneuriaux, directement ou indirectement, ainsi que leurs cautions.</p>	<p>ART. 19.</p> <p>NE pourront être élus ceux qui sont chargés directement ou indirectement d'aucune adjudication ou entreprise d'ouvrages publics aux frais de la Province.</p> <p>ART. 20.</p> <p>AUCUNE personne employée en qualité d'agent ou collecteur pour la levée des rentes, dixmes & devoirs seigneuriaux, ne pourra être élue tant qu'elle fera aux gages du Seigneur ou propriétaire qui l'emploiera.</p> <p>ART. 21.</p> <p>A l'égard des Fermiers que la délibération de l'Assemblée excleroit des Etats pendant la durée de leur ferme, Sa Majesté ne pou-</p>	<p>LE Roi, selon le vœu des Trois-Ordres de la Province, a trouvé raisonnable de ne pas admettre dans les Etats les agents & collecteurs aux gages des Seigneurs ou des autres Propriétaires. Sa Majesté a trouvé pareillement que les adjudicataires de travaux publics, soumis à rendre compte de leur gestion aux Etats, ne doivent pas en faire partie: mais Elle a cru qu'en donnant pareillement l'exclusion aux cautions de ces adjudicataires, c'étoit nuire au service public.</p> <p>LE Roi a vu, avec la plus grande peine, que dans le plan adopté par l'Assemblée de Romans, l'on avoit exclu pour toujours des Etats les Fermiers des terres pendant la durée de leur bail, lors même qu'ils</p>

*Articles proposés par l'Assemblée.**Règlement du Roi.**Observations,*

—
 vant point admettre sans réserve cette exclusion, même pour la première élection, veut qu'il puisse en être élu un dans chacun des six districts qui partagent la Province, sans que cette limitation puisse être regardée comme définitivement établie, Sa Majesté se réservant de statuer, d'après une plus ample instruction, sur le droit que peuvent avoir tous les Fermiers indistinctement d'être admis aux Etats, quand ils ont d'ailleurs les qualités requises.

—
 feroient éligibles en raison de leurs propriétés ; & si une disposition particulière, propre à balancer dans les Etats l'influence du Clergé & de la Noblesse, avoit paru nécessaire, Sa Majesté auroit souhaité qu'on eût cherché quelque moyen moins contraire à la justice due à une Classe de Citoyens, dignes, par leurs travaux, de la faveur publique & de la protection particulière du Roi. Sa Majesté, néanmoins, présumant que cette question a pu être examinée sous des rapports particuliers à la Province, & d'après des motifs dont Sa Majesté n'est pas suffisamment instruite, Elle a bien voulu, pour la prochaine élection, borner à la faculté de nommer un fermier par département, la liberté illimitée qu'elle seroit disposée à accorder dans la suite. Le Roi a considéré, avec le plus juste intérêt, que si l'on exceptoit pour toujours les Fermiers du droit d'être éligibles pour l'Assemblée des Etats Provinciaux, ce seroit leur inspirer l'envie de changer d'état, & priver l'agriculture du secours qu'elle tire de l'augmentation progressive de l'aisance & de la fortune de ceux qui sont chargés de l'exploitation des fonds de

*Articles proposés par l'Assemblée.**Règlement du Roi.**Observations.*

ARR. 22.

Le Roi ayant égard au vœu des Trois-Ordres, permet provisoirement & pour la première élection, qu'on ne puisse élire les subdélégués du Commissaire départi, leurs Commis & Secrétaires, non plus que ceux qui exercent quelques Charges, Emplois ou Commissions médiate ou immédiates dans toutes les parties des finances de Sa Majesté.

terre ; & qu'on s'exposeroit à décourager ainsi une classe de Citoyens infiniment précieuse & recommandable.

Le Roi a bien voulu, pour la prochaine Election, admettre indéfiniment l'article qui donne l'exclusion aux Subdélégués & aux personnes employées au recouvrement des impôts ; mais Sa Majesté pense qu'il ne feroit pas juste de faire d'une pareille disposition une Loi perpétuelle, puisque ce feroit imprimer une forte de défaveur à des personnes qui ont besoin de l'opinion publique pour remplir dignement les fonctions qui leur sont confiées. L'on doit observer encore que les Subdélégués des Commissaires départis, après l'établissement des États, ne feront plus que des personnes chargées de fonctions d'ordre & de police ; & qu'ainsi il n'y aura plus de motifs plausibles pour leur supposer un intérêt contraire à celui de la Province, & que l'exclusion constante des États de toute personne revêtue de la confiance de l'administration, mettroit peut-être dans la nécessité de recourir aux services de gens peu dignes d'une telle

*Articles proposés par l'Assemblée.**Règlement du Roi.**Observations.*

ART. 26.

LES Etats se rassembleront chaque année, au quinze Novembre. La convocation sera faite par le Président, & à son défaut, par l'un des Procureurs-Généraux-Syndics.

ART. 29.

LE Roi fera convoquer les Etats chaque année au mois de Novembre ; ils pourront à la fin de chaque Assemblée exprimer leur vœu sur le lieu où devra se tenir l'Assemblée de l'année suivante.

préférence, ce qui nuirait au bien général.

Quant aux hommes employés dans les finances, il feroit pareillement peu convenable de les déclarer pour toujours inadmissibles dans les Etats, puisque le meilleur moyen de tempérer en eux l'esprit fiscal, c'est de les faire participer aux récompenses de l'opinion. Il est d'ailleurs naturel de présumer que les impôts une fois délibérés & consentis par les Etats-Généraux, l'on cessera de regarder les agents du fisc comme la partie adverse de la Nation. Cependant, comme les modifications dans l'esprit public sont l'ouvrage du temps, Sa Majesté autorise, pour les premières élections qui doivent subsister pendant quatre ans, le vœu de l'Assemblée des Trois-Ordres à l'égard des Subdélégués & des personnes chargées de la direction du recouvrement des Impôts.

Le changement apporté à cet article rend simplement au Monarque ce qui lui est dû, & se trouve au reste conforme au vœu exprimé dans la délibération des Trois-Ordres pour la prochaine convocation des Etats de Dauphiné. Une telle disposition s'ac-

Articles proposés par l'Assemblée.

ART. 28.

LES Etats choisiront leur Président parmi les Membres du premier & second Ordre de la Province, & ayant les qualités requises pour être admis aux États. Dans le cours de la quatrième année, leur Président sera élu au scrutin pour entrer en fonction l'année suivante : & celui des deux premiers Ordres, dans lequel le Président aura été nommé, aura un Député de moins ; le Président devant être compté parmi les Membres des Etats.

ART. 29.

LES Etats nommeront deux Procureurs-Généraux Syndics, l'un pris dans le premier ou second Ordre, & l'autre dans celui du Tiers. Ils choisiront dans ce dernier Ordre, un Secrétaire, qui ne fera point partie des cent quarante-quatre Députés, sera révocable à volonté, & n'aura que voix instructive ; ils choisiront encore un Trésorier qui sera domicilié dans la Province, ainsi que ses cautions ; il ne fera point Membre des Etats,

Règlement du Roi.

ART. 31.

LES Etats choisiront leur Président parmi les Membres du premier ou second Ordre de la Province, ayant les qualités requises pour être admis aux États, & ce Président devra être agréé par Sa Majesté ; il sera élu au scrutin, dans le cours de la quatrième année, pour entrer en fonctions l'année suivante. Et celui des deux premiers Ordres dans lequel le Président aura été nommé, aura un Député de moins, le Président devant être compté parmi les Membres des Etats.

ART. 32.

LES Etats nommeront deux Procureurs-Généraux Syndics, l'un pris dans le premier ou le second Ordre, & l'autre dans celui du tiers. Ils choisiront dans ce dernier Ordre, un Secrétaire qui ne fera point partie des cent quarante-quatre Députés, sera révocable à volonté, & n'aura que voix instructive.

Observations.

corde avec l'usage constamment suivi dans tout le Royaume.

La Présidence d'une Assemblée d'Etats Provinciaux, lorsqu'elle n'est pas inhérente à un rang ou à une place, doit être sanctionnée par le Roi ; mais Sa Majesté dont la confiance est déjà excitée par le premier choix que l'Assemblée vient de déterminer, est tellement persuadée qu'elle ne fera jamais dans le cas de refuser son approbation à une Election émanée des Etats, qu'elle n'a pas même voulu indiquer ce qu'il y auroit lieu de faire, si par une circonstance improbable, elle étoit contrainte à refuser son agrément à la nomination du Président.

Articles proposés par l'Assemblée.

& ne pourra y entrer que lorsqu'il fera appelé; il fera également révocable à volonté.

ART. 34.

EN l'absence du Président, soit des Etats, soit de la Commission intermédiaire, l'Assemblée sera présidée par la personne la plus âgée de celui des deux premiers Ordres, dans lequel n'aura pas été choisi le Président, en observant néanmoins, dans l'Ordre du Clergé, le rang de la hiérarchie Ecclésiastique.

ART. 35.

LES Etats s'assembleront pour la première fois à Romans, & indiqueront chaque année, à la clôture de leur Séance, le lieu où ils devront s'assembler l'année suivante.

Règlement du Roi.

ART. 33.

LE Roi autorise les Etats à choisir, pour les recettes & dépenses particulières de la Province, un Trésorier qui sera domicilié en Dauphiné, ainsi que ses cautions; il ne fera point Membre des Etats, il ne pourra y entrer que lorsqu'il fera appelé, & il fera également révocable à volonté.

ART. 38.

LE Président soit des Etats, soit de la Commission intermédiaire sera remplacé en son absence, s'il est de l'Ordre de l'Eglise, par le plus âgé des Gentilshommes, & s'il est de l'Ordre de la Noblesse, par celui qui se trouvera avoir la première séance dans l'Ordre du Clergé.

Observations.

Le Roi ne se refusera point à écouter les propositions qui pourroient lui être faites par les Etats, pour réunir à un même Trésorier les recettes & les dépenses qui concernent le Trésor Royal; mais cette affaire exige un examen & une conciliation.

La rédaction de ces art. n'étoit pas exprimée assez clairement: on en a changé la forme; mais le sens a été parfaitement conservé.

Cette disposition se trouve comprise dans l'article 29.

Articles proposés par l'Assemblée.

ART. 36.

LA Commission intermédiaire tiendra ses Séances à Grenoble, sauf aux Etats à la placer dans un autre lieu lorsque les circonstances l'exigeront. Les Membres de cette Commission ne pourront s'absenter sans une nécessité indispensable, que pendant trois mois de l'année, de manière cependant qu'ils restent toujours au nombre de huit dans le lieu de son établissement; & les Procureurs-Généraux-Syndics ne pourront jamais s'absenter tous deux à la fois.

ART. 37.

LA Commission intermédiaires s'assemblera au moins une fois par semaine, mais le Président ainsi que les Procureurs-Généraux-Syndics, & les uns au défaut des autres, pourront la faire assembler toutes les fois qu'ils le jugeront nécessaire.

ART. 38.

LES Membres de la Commission intermédiaire ne pourront prendre aucune délibération qu'ils ne soient au nombre de sept.

Règlement du Roi.

ART. 39.

LA Commission intermédiaire tiendra ses séances à Grenoble, sauf aux Etats à demander au Roi qu'elle soit placée dans un autre lieu, si le bien du service l'exigeoit. Les Membres de cette Commission ne pourront s'absenter sans une nécessité indispensable, que pendant trois mois de l'année; de manière cependant qu'ils restent toujours au nombre de huit dans le lieu de son établissement; & les Procureurs-Généraux-Syndics ne pourront jamais s'absenter tous deux à la fois.

ART. 40.

LA Commission intermédiaire s'assemblera au moins une fois par semaine, mais le Président pourra convoquer, & les Procureurs-Généraux-Syndics pourront requérir des Assemblées plus fréquentes toutes les fois que le bien du service leur paroitra l'exiger.

Observations.

Changement de droit & de convenance.

Il y a ici un petit changement de rédaction; c'est au Président à convoquer les Assemblées extraordinaires de la Commission intermédiaire; les Procureurs - Généraux - Syndics doivent seulement requérir.

Il seroit difficile que dans le temps des départemens & de la répartition des impôts on pût toujours se trouver au nombre de sept dans la Commission inter-

*Articles proposés par l'Assemblée.**Règlement du Roi.**Observations.*

ART. 41.

NUL ne pourra être élu de nouveau, Membre des Etats, qu'après un intervalle de quatre ans, depuis qu'il en sera sorti.

ART. 44.

NUL ne pourra être élu de nouveau, Membre des Etats, qu'après un intervalle de deux ans depuis qu'il en sera sorti.

ART. 45.

LES Etats veilleront au maintien des droits & privilèges du Dauphiné, & notamment de celui qui ne permet pas que les Dauphinois soient distraits du ressort des Tribunaux de la Province. Ils feront la répartition & assiette de toutes les impositions foncières & personnelles, tant de celles qui seront destinées pour le Trésor Royal, que de celles qui seront relatives aux besoins de la Province. Ils ordonneront la confection de tous les chemins,

ART. 48.

LES Etats feront la répartition & assiette de toutes les impositions foncières & personnelles, tant de celles qui seront destinées pour le Trésor Royal, que de celles qui seront relatives aux besoins de la Province. Ils ordonneront, sous l'autorité du Roi, la confection de tous les chemins, ponts & chaussées, canaux, digues & autres ouvrages publics qui se feront aux frais de la Province; ils en surveilleront l'exécution, & ils en passeront les adjudications

médiaire, non compris les Procureurs-Généraux-Syndics. L'expérience montrera peut-être que le nombre de cinq seroit suffisant; mais le Roi attendra à cet égard les observations des Etats.

Le Roi a jugé qu'il seroit difficile de composer constamment les Etats des personnes les plus dignes de confiance, si l'on ne pouvoit être élu une seconde fois qu'après un intervalle de quatre ans; au reste Sa Majesté n'ayant pour but que le plus grand bien des affaires de la Province, consentira, sans peine, de rétablir cet article tel qu'il est proposé, si de nouveaux éclaircissements l'y déterminent.

C'est le Roi qui parle dans ce Règlement, & Sa Majesté ne peut y admettre aucune stipulation qui suppose ou qui préjuge que, sous son autorité, il se commette aucun acte contraire aux loix du Royaume & aux privilèges particuliers de ses Provinces.

Au reste l'article du Règlement, qui donne aux Syndics-Généraux le pouvoir d'intervenir dans toutes les affaires de la Province comprend, d'une manière générale, le droit

<i>Articles proposés par l'Assemblée.</i>	<i>Règlement du Roi.</i>	<i>Observations.</i>
<p>ponts & chaussées, canaux, digues & autres ouvrages publics, dont ils passeront les Adjudications par eux ou par la Commission intermédiaire, ou par d'autres délégués.</p>	<p>par eux ou par la Commission intermédiaire, ou par d'autres délégués.</p>	<p>de réclamer au nom des Etats, contre toutes infractions contraires à ses privilèges particuliers; on a donc supprimé la première partie de l'article quarante-cinq.</p>
ART. 46.	ART. 49.	<p>Quant à la manière d'exprimer les fonctions des Etats, relativement aux impositions & aux chemins, on croit l'article rédigé plus convenablement; & la modification dans les termes ne paroît exiger aucune explication.</p>
<p>LES Etats ordonneront encore la distribution des dégrèvements & récompenses, indemnités, encouragements pour l'Agriculture, le Commerce & les Arts; ils surveilleront & approuveront, par eux ou par la Commission intermédiaire, toutes les dépenses relatives aux réparations des Eglises, Presbyteres & autres dépenses quelconques particulières aux Communautés. Ils surveilleront également l'administration de tous les Etablissements publics, les frais & tirages des Milices; ils vérifieront les comptes des Officiers des Villes & Communautés, même ceux relatifs à leurs biens patrimoniaux; ils feront à Sa Majesté toutes les représentations qu'ils croiront</p>	<p>LES Etats seront chargés de la distribution des dégrèvements accordés par le Roi; ils pourront arrêter, sous le bon plaisir de Sa Majesté, les récompenses, les indemnités & les encouragemens qu'ils trouveront convenables pour l'Agriculture, le Commerce & les Arts.</p>	<p>Les changements apportés à cet article sont sûrement conformes à l'intention des Trois-Ordres de la Province. L'étendue à donner aux dégrèvements, l'emploi à faire des deniers publics, sont dans tout le Royaume sous l'autorité du Roi, & ne peuvent être déterminés qu'avec l'approbation de Sa Majesté.</p>
	ART. 50.	
	<p>LE Roi autorise les Etats & la Commission intermédiaire à vérifier les comptes des Communautés, & à déterminer, sur leur requête, les dépenses relatives aux réparations des Eglises, Presbytères & autres dépenses particulières à chaque Communauté, lorsqu'elles n'excéderont pas à la fois la somme de 600 liv. Pourront également les</p>	<p>Le Roi, par les trois art. 49, 50 & 51, remplit le vœu des Ordres de la Province dans toute l'étendue qu'ils peuvent raisonnablement demander; & Sa Majesté se fera rendre compte incessamment de ce qui concerne la surveillance sur les frais & le tirage de la Milice, afin de donner à cet égard un Règlement fixe & général: Elle desire</p>

Articles proposés par l'Assemblée.

—
nécessaires, & généralement feront chargés de tous les objets qui peuvent concourir au bien de la Province.

Règlement du Roi.

—
Etats ou la Commission intermédiaire, permettre jusqu'à concurrence de la même somme telle levée de deniers ou imposition locale qui sera délibérée par chacune des Communautés, pour acquitter les dépenses autorisées comme ci-dessus. Entend toutefois Sa Majesté que les Etats requerront son approbation sur la demande des Communautés, lorsque les dépenses ou les impositions locales, dont elles solliciteront l'autorisation, s'élèveront à une plus forte somme.

ART. 51.

LES Villes de la Province qui auront à solliciter l'autorisation de quelques dépenses nouvelles, la création, l'augmentation ou la prorogation de quelque octroi ou de quelque autre imposition locale pour y subvenir, enverront leur requête à l'Assemblée des Etats ou à la Commission intermédiaire, qui sera tenue de les adresser avec son avis au Conseil. Sa Majesté se réserve de faire connoître ses intentions sur la vérification des comptes des Villes, d'après les nouveaux éclaircissemens qu'Elle prendra à cet égard.

Observations.

—
véritablement de déférer successivement aux Etats & à la Commission intermédiaire une juste influence sur toutes les parties d'administration, qui intéressent le bien de la Province; mais toutes ces dispositions demandent d'être examinées plus mûrement; il est nécessaire de les régler d'après des principes stables & combinés avec réflexion.

Le Roi accorde aux Etats dès à présent la vérification des comptes des Communautés; mais celle des comptes des Villes, exige préalablement une conciliation avec les droits des Chambres des Comptes; le Roi fera examiner cette affaire dans son Conseil.

*Articles proposés par l'Assemblée.**Règlement du Roi.**Observations.*

ART. 52.

LE Roi se réserve pareillement d'attribuer successivement aux Etats & à la Commission intermédiaire la surveillance sur d'autres objets d'administration intérieure; & Sa Majesté autorise & invite lesdits Etats & leur Commission intermédiaire à lui adresser, dans toutes les circonstances, telles représentations qu'ils jugeront utiles au bien de la Province.

ART. 47.

LES Etats ne pourront accorder aucuns subides, ni établir aucunes taxes directes ni indirectes, ni consentir à aucune prorogation d'un Impôt établi à temps, ni faire aucun emprunt pour le compte du Gouvernement, que lorsque les Représentants de la Province en auront délibéré dans les Etats-Généraux du Royaume.

On n'a pas fait attention que dans un Règlement fait au nom du Roi, il ne peut pas ordonner partiellement ce qu'il a prescrit d'une manière générale, en déclarant que les créations ou prorogations d'impôts seront dorénavant consenties par les Etats-Généraux.

Sa Majesté n'est pas dans l'intention de demander le crédit de la Province pour aucun emprunt; & cette question, vue d'une manière générale, doit être liée aux Délibérations qui seront prises à l'Assemblée des Etats-Généraux.

*Articles proposés par l'Assemblée.**Règlement du Roi.**Observations.*

ART. 48.

LES Etats pourront néanmoins imposer & emprunter après en avoir obtenu la permission de Sa Majesté, mais seulement pour les besoins particuliers & essentiels de la Province, & sous la condition qu'ils ne feront aucun emprunt qu'en destinant préalablement les fonds nécessaires pour le paiement des intérêts, & le remboursement de capitaux, à des époques fixes & déterminées.

ART. 49.

TOUTE loi nouvelle, avant son enrégistrement dans les Cours, sera communiquée aux Procureurs-Généraux - Syndics, afin qu'il en soit délibéré, conformément aux privilèges de la Province.

ART. 50.

POUR choisir les personnes qui feront députées par la Province aux Etats-Généraux du Royaume, le Clergé, la Noblesse & les Communes s'assembleront pour nommer dans les formes, & avec les qualités ci-devant prescrites, un

ART. 53.

LES Etats ne pourront faire aucun emprunt, ni imposer aucune somme pour leurs affaires particulières, qu'après avoir obtenu la permission de Sa Majesté, & sous la condition qu'ils ne feront jamais aucun emprunt qu'en destinant préalablement les fonds nécessaires pour le paiement des intérêts & le remboursement des capitaux à des époques fixes & déterminées.

La nouvelle rédaction est plus claire & plus positive.

Cet Article considéré d'une manière générale, est du nombre de ceux qui, par leur importance, doivent être pris en considération aux Etats-Généraux : Sa Majesté toutefois se fera rendre compte des Privilèges particuliers du Dauphiné, qui pourroient autoriser à cet égard la demande formée dans l'Assemblée de Romans.

Le Roi est très-disposé à approuver la demande formée dans cet Article pour l'Election des Représentants du Dauphiné aux Etats-Généraux; mais Sa Majesté se réserve de faire connoître ses intentions à cet égard dans le Règle-

*Articles proposés par l'Assemblée.**Règlement du Roi.**Observations.*

nombre de Représentants égal à celui des Membres des Etats; ces nouveaux Représentants se réuniront avec les Etats pour élire, par la voie du Scrutin, ceux qui seront envoyés aux Etats-Généraux, lesquels pourront être choisis au gré des Electeurs, soit parmi les Membres des Etats, soit parmi les autres Citoyens, pourvu que les uns & les autres soient propriétaires & domiciliés dans la Province, sans distinction de lieu & de district. On députera un nombre de Représentants du Tiers-Etat, égal au nombre de ceux du premier & du second Ordre réunis.

ART. 54.

LA Commission intermédiaire chargera spécialement deux de ses Membres de l'examen de tous les Mémoires qui pourroient être adressés aux Procureurs-Généraux-Syndics, relativement aux demandes des Contrôleurs ou autres Agents du fisc, contre des Particuliers & Communautés. Sur le compte qui en sera rendu, les Procureurs-Généraux-Syndics prendront fait & cause lorsque les Etats ou la Commission intermédiaire l'auront jugé convenable.

ment qu'Elle donnera pour la convocation des Etats-Généraux, après avoir entendu le vœu qui lui sera présenté par les Notables de son Royaume.

Le sens de cet Article, interprété tel qu'il doit l'être, présente une disposition inutile, puisque l'Article suivant comprend indistinctement tous les pouvoirs qui peuvent intéresser la Province, les Communautés & les Particuliers.

Articles proposés par l'Assemblée.

ART. 55.

LES Procureurs-Généraux-Syndics pourront présenter des Requêtes, former des demandes devant tout Juge compétent, & intervenir dans toutes les affaires qui pourroient intéresser la Province, après y avoir été autorisés par les Etats ou la Commission intermédiaire.

ART. 57.

LE Trésorier ne pourra disposer d'aucunes sommes sans un mandat exprès des Etats ou de ceux qui feront autorisés par eux.

ART. 58.

LE tableau de situation des fonds du Pays, par recette & par dépense; l'état motivé & nominatif, de la répartition des dégrèvements, indemnités, encouragements & gratifications, seront insérés dans les Procès-Verbaux des Assemblées, & rendus publics chaque année par la voie de l'impression; ainsi que toutes les Délibérations qui auront été prises, soit par les Etats, soit par la Commission intermédiaire; & un exemplaire sera en-

Règlement du Roi.

ART. 57.

LES Procureurs-Généraux-Syndics pourront présenter des requêtes, former des demandes devant tout Juge compétent, & intervenir dans toutes les affaires qui pourroient intéresser la Province, les Communautés & les Particuliers, après y avoir été autorisés par les Etats ou la Commission intermédiaire.

ART. 59.

LE Trésorier ne pourra disposer d'aucunes sommes sans un mandat exprès des Etats ou de la Commission intermédiaire.

ART. 60.

LE tableau de situation des fonds du pays, par recette & par dépense, l'état motivé & nominatif de la répartition des dégrèvements, indemnités, encouragements, gratifications, seront insérés dans les Procès-Verbaux des Assemblées, & rendus publics chaque année par la voie de l'impression; il en fera envoyé un exemplaire au Conseil du Roi. Pourront les Etats ou la Commission intermédiaire, en envoyer un exemplaire à

Observations.

On a ajouté ici les Communautés & les Particuliers, afin de suppléer, autant que besoin peut être, à l'article précédent.

On a pensé que la Commission intermédiaire pouvoit seule, dans l'intervalle des Etats, être chargée de ce service important.

Le Roi ne permet pas, quant à présent, l'impression des délibérations qui pourront être prises par la Commission intermédiaire dans le cours d'une année; il est possible que l'Assemblée n'ait pas pris en considération la forte dépense qu'une telle disposition entraîneroit. Sa Majesté, d'ailleurs, avant d'accorder cette publicité, désire, d'être assurée, comme Elle le fera sans doute par l'expérience, de l'esprit de sagesse & de circonspec-

<i>Articles proposés par l'Assemblée.</i>	<i>Règlement du Roi.</i>	<i>Observations.</i>
<p>voyé à chaque Communauté, pour être déposé dans ses archives.</p>	<p>chaque Communauté, pour y être déposé dans ses archives.</p>	<p>tion, avec lequel ces délibérations seront rédigées.</p>
<p>ART. 59.</p>	<p>ART. 61.</p>	
<p>LES Etats fixeront le traitement du Président, des autres Officiers de la Commission intermédiaire & des Correspondants; ils régleront les frais de Bureau & autres dépenses nécessaires. Tous ces frais seront supportés par les Trois-Ordres, &c.</p>	<p>LES Etats fixeront le traitement du Président & des autres Officiers de la Commission intermédiaire & des Correspondants; ils régleront les frais de Bureau & autres dépenses nécessaires; tous ces frais, après qu'ils auront été autorisés par Sa Majesté, seront supportés par les Trois-Ordres.</p>	<p>On ne fait qu'ajouter à cet article une réserve qui est entièrement dans le sens de l'Assemblée; cette réserve est conforme aux règles établies dans les Etats Provinciaux. L'emploi des deniers publics doit être autorisé par des décisions du Souverain.</p>
<p>ART. 60.</p>		
<p>LES Etats auront le droit de faire tous les Règlements qu'ils jugeront nécessaires, pourvu qu'ils n'aient rien de contraire aux articles ci-dessus; mais ils ne pourront faire aucuns changements dans leur constitution, à l'exception de celui qui leur est réservé par les Articles 10, 17, 23 & 24.</p>		<p>En accordant aux Etats le droit de faire des Règlements, soit qu'ils fussent relatifs à leur constitution ou à leur administration, il faudroit ajouter, <i>sous le bon plaisir du Roi</i>; mais alors l'interdiction énoncée à la fin de l'article, ne pourroit faire partie d'un Règlement émané de Sa Majesté.</p>

IL a été arrêté qu'on préparera la rédaction des motifs qui ont déterminé les modifications apposées, sous le bon plaisir du Roi, au Règlement ci-dessus.

UN de MM. les Commissaires a dit que Sa Majesté ayant désiré de connaître les vœux de ses Sujets, sur les formes qui doivent être suivies dans

les prochains Etats-Généraux, cette Assemblée devoit lui présenter ses principes sur cette matiere importante.

L'ASSEMBLÉE a délibéré qu'il feroit écrit, au nom des Trois-Ordres, une Lettre à Sa Majesté, pour lui exprimer leur reconnoissance, & mettre sous ses yeux les principes qu'ils croient devoir diriger les formes des Etats-Généraux du Royaume.

M. le Président a indiqué la Séance prochaine à Vendredi, sept de ce mois, sur les quatre heures du soir, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

Du Vendredi, sept Novembre, à quatre heures du soir.

LES Trois-Ordres, pleins de confiance en la justice de Sa Majesté, & desirant de faire connoître les motifs qui ont dirigé les modifications apposées, sous son bon plaisir, au Règlement qu'Elle leur a adressé, ont délibéré que ces motifs feront inférés dans le procès-verbal, & ils supplient Sa Majesté de vouloir bien les prendre en considération.

Sur l'article 19, l'Assemblée a pensé qu'il ne suffisoit pas de déclarer non éligibles les Adjudicataires d'ouvrages publics, faits aux frais de la Province; que les Adjudicataires des Ouvrages au compte du Roi sont toujours dans une dépendance qui pourroit rendre leurs suffrages suspects, que d'ailleurs leur intérêt particulier pourroit les porter à favoriser ceux qui auroient des Adjudications aux frais de la Province.

Quant aux Cautions des Adjudicataires, les mêmes raisons exigent qu'ils ne puissent être élus; il est bien évident que les Cautions ont les

mêmes intérêts. Souvent ils sont les véritables Adjudicataires & empruntent le nom d'autrui. Si un Entrepreneur d'Ouvrages publics vouloit être admis aux Etats, il ne manqueroit pas d'employer un moyen aussi facile.

Cette modification ne sauroit nuire au service public; l'exclusion doit être prononcée toutes les fois que l'intérêt particulier se trouve évidemment en opposition avec les principes qui dirigeront les Etats; on est alors considéré comme ayant une qualité incompatible; des précautions de ce genre ne sauroient être injurieuses, & ne mettront certainement aucun obstacle aux spéculations des Entrepreneurs.

La modification de l'art. 20 n'est qu'une explication qui ne change point le sens de l'article, & ne tend qu'à l'éclaircir.

Quant à l'art. 21, l'Assemblée n'a fait que se conformer aux intentions de Sa Majesté, en prononçant l'exclusion des Fermiers de rentes, dîmes & devoirs Seigneuriaux, qui pourroient exercer une influence d'autant plus dangereuse, qu'ils sont toujours créanciers de la plus grande partie des Habitants de la campagne; mais elle doit faire connoître les motifs qui l'ont déterminée à ne pas considérer les Fermiers ruraux comme Eligibles; elle connoît tous les égards qui sont dus aux Citoyens qui se livrent à l'agriculture, & n'a certainement pas eu le dessein d'inspirer aux Fermiers le dégoût d'une profession qu'elle honore; mais elle a cru que pendant la durée de leurs Fermes, leur admission dans les Etats auroit de funestes conséquences.

Un Fermier, par la nature de ses engagements envers le Propriétaire, est ordinairement dans sa dépendance. En soutenant une opinion contraire à la sienne, il pourroit craindre de compromettre ses intérêts, & dès-lors la liberté des suffrages ne seroit point entière, indépendamment du danger de porter atteinte à l'équilibre qui doit exister entre les Ordres.

La dépendance des Fermiers a toujours été reconnue en Dauphiné. L'Art. 317 de l'ordonnance d'Abbeville, locale pour cette Province, déclare *que les Officiers des Seigneurs, même ceux qui sont inférieurs, ne pourront être ni Fermiers ni Personniers es-fermes de terres & seigneuries où ils exerceront leurs*

offices : aussi dans deux séances différentes, l'une antérieure au projet que les Trois-Ordres ont eu l'honneur de présenter à Sa Majesté, & l'autre, postérieure au Règlement, tous les Fermiers qui se trouvoient parmi les Membres de l'Assemblée, ont eux-mêmes avoué publiquement la dépendance & l'incompatibilité de leur profession.

Cette incompatibilité ne fauroit nuire à l'agriculture. Aucun Fermier ne voudroit abandonner les profits de sa Ferme, pour l'espoir incertain d'être élu Membre des Etats; d'ailleurs il est essentiel de considérer qu'en Dauphiné un très-grand nombre de Propriétaires exploitent eux-mêmes leurs biens; que les Fermiers des grandes terres ne sont que des spéculateurs, dont la seule industrie consiste à profiter de celle d'autrui, en sous-affermer à des particuliers par portions séparées, usage qui les rend presque étrangers à l'agriculture, & qui, s'ils étoient éligibles, leur donneroit assez d'influence sur les sous-Fermiers, pour se faire élire toutes les fois qu'ils pourroient le desirer.

Quant aux sous-Fermiers, ils n'ont pas assez de fortune pour être éligibles, & ils n'auroient pas les connoissances nécessaires pour l'administration.

Par la modification de l'article 22, on exclut définitivement les personnes qui, étant employées sous les ordres des Commissaires départis ou dans les Finances de Sa Majesté, exercent évidemment des fonctions incompatibles avec celles des Membres des Etats; leur trop grande influence ou leur propre intérêt doit nécessairement s'opposer à ce qu'ils soient éligibles. Les employés du fisc de Sa Majesté, même lorsque les impôts seront accordés par les Etats-Généraux, seront toujours, ou mandataires des Compagnies de Finances, ou comptables envers les Etats de la Province; mais s'ils cessoient d'avoir des fonctions incompatibles, ils pourroient alors être élus.

La modification de l'article 28 ne fait qu'expliquer plus clairement la nécessité de choisir, parmi les Députés des Communautés; ce qui ne peut être que conforme aux intentions de Sa Majesté. Il est même évident que

les mots parmi eux répétés dans le procès-verbal de la dernière Affsemblée, ont été oubliés dans la rédaction de l'article.

Quant à la modification de l'article 31, le Président devant être élu la quatrième année, pour entrer en exercice l'année suivante, il est indispensable que l'agrément de Sa Majesté soit obtenu avant la séparation des États.

La modification de l'article 41 ne renferme qu'une explication que Sa Majesté a jugé nécessaire.

Celle de l'article 44 est conforme à l'usage qui se pratique dans la plupart des Administrations, où l'on ne peut revenir qu'après un intervalle égal à celui pendant lequel on doit y rester; d'ailleurs, il a pour but de prévenir l'esprit de corps, en empêchant les mêmes personnes d'être admises trop fréquemment aux États, ce qui d'ailleurs, en ôtant l'espérance aux autres Citoyens d'être employés à leur tour, les détourneroit de l'étude de l'administration.

La modification de l'article 48 ajoute les mots *en tout ou en partie*. Les ouvrages publics doivent être ordonnés par les États, toutes les fois qu'ils intéressent la Province, quoiqu'elle ne supporte qu'une portion des dépenses qu'ils occasionnent, & il est sans doute conforme aux intentions de Sa Majesté, que toutes les sommes imposées sur la Province, qui ne sont pas destinées au Trésor-Royal, restent sous la direction des États.

La modification de l'article 51 est sans doute très utile. Les comptes des Villes n'exigent pas une surveillance moins exacte que ceux des Communautés. La faculté qu'auroient les États d'examiner ces comptes, ne pourroit que mettre obstacle aux dépenses de luxe, & favoriser une bonne administration des revenus des Villes; elle n'auroit aucun rapport avec les fonctions des tribunaux sur cet objet; ainsi il n'y a aucun inconvénient que, dès ce moment, en attendant le Règlement qu'a bien voulu promettre Sa Majesté, les États puissent se faire représenter les comptes des Villes toutes les fois qu'ils le jugeront nécessaire; on pourroit même dire que le Gouvernement avoit accordé à l'Assemblée provinciale la surveillance que

les Trois-Ordres de Dauphiné réclament aujourd'hui pour les États, puisque dans l'article 2 de l'Edit du mois de juillet 1787, il est dit que les dépenses quelconques, *soit qu'elles soient communes à la généralité, soit qu'elles soient particulières à quelque District ou Communauté*, feront suivies, approuvées & surveillées par l'Assemblée provinciale. Les Villes étoient évidemment comprises dans les Districts; & il eût été bien impossible que l'Assemblée provinciale eût pu suivre & surveiller leurs dépenses, si elle n'eût pas eu le droit d'examiner leurs comptes.

La modification de l'article 57 est de la plus grande justice. Les Ordonnances du Royaume fourmillent une foule d'exemples des précautions prises par nos Rois contre l'intrigue ou la surprise; souvent ils ont défendu d'obéir, même à leurs commandements, si l'on parvenoit à leur en surprendre qui fussent contraires aux loix établies.

Les Trois-Ordres ont certainement la plus grande confiance dans l'assurance que veut bien donner Sa Majesté de ne jamais souffrir la violation des droits de la Province; cette confiance est pour eux un nouveau motif pour recommander aux États de veiller à la conservation des Privilèges du Dauphiné; s'ils étoient enfreints, contre les intentions du Roi, c'est sa justice même qu'ils se hâteroient de réclamer.

La communication des nouvelles loix aux Procureurs-Généraux-Syndics, est une conséquence des conditions du transport de la Province; aussi les Procureurs-Généraux-Syndics des Etats de Dauphiné en ont constamment joui; on pourroit en citer un grand nombre de preuves: mais on se contentera de rappeler que les Etats de Dauphiné, en 1560, ayant présenté leur cahier au Roi, il commit le Parlement de Grenoble, par des Lettres-Patentes, pour répondre aux divers articles de ce cahier. Voici la réponse au 23 article.

« Sur le 23 art. tendant à ce qu'il ne soit octroyé lettres de paréatis
» pour extraire aucuns des sujets du pays hors d'icelui, sans communication
» faite au préalable au Procureur des Etats, & que semblable communi-

» cation lui soit faite de toutes lettres & requêtes où la chose publique
» pourroit avoir intérêt. »

*La Cour dit que toutes lettres & requêtes, esquelles ledit pays pourroit avoir
intérêt, seront communiquées aux Procureurs des Etats.*

Les Trois-Ordres n'ont pas douté que Sa Majesté, après avoir pris connoissance des preuves du droit qu'ils réclament, ainsi qu'Elle a bien voulu le leur annoncer, Elle n'approuve la modification qui en est la suite nécessaire.

Les Trois-Ordres ont persisté dans l'article 50 du projet qu'ils ont eu l'honneur de présenter à Sa Majesté, parce que la forme portée par cet article, pour députer aux Etats-Généraux, est propre à donner à la Province une vraie Représentation. Les Procès-Verbaux des derniers Etats-Généraux de Tours, de Blois & de Paris, constatent que les Représentants du Dauphiné étoient nommés par les Etats; d'après leur nouvelle formation, ils feront plus propres à élire les Représentants, puisqu'ils seront eux-mêmes composés par le libre choix de tous les Ordres, & le concours de toutes les Communautés de la Province. Pour empêcher cependant que les Membres des Etats ne choisissent exclusivement parmi eux, on joint à eux cent-quarante-quatre personnes choisies suivant les mêmes principes; c'est dans cette réunion de deux cent-quatre-vingt-huit Députés, que doit être faite l'Election des Représentants de la Province : cette forme est donc analogue aux anciens usages du Dauphiné, & n'en présente point les inconvénients.

Pourvu que le Dauphiné ait une vraie représentation, solennellement avouée par tous les Ordres, & qu'il nomme, dans la proportion du nombre qui sera fixé pour tout le Royaume, la forme qu'il préfère ne saurait causer aucun préjudice à la Nation, & doit être agréée par Sa Majesté.

M. Mounier, Secrétaire, a dit que, par exploit de 30 Octobre dernier, il a été signifié, aux Trois-Ordres de cette Province, en sa personne, de la part de M. le Vicomte de Pons, premier Baron de Dauphiné, Maréchal des

Camps & Armées du Roi, & de Madame la Vicomtesse de Pons, son Epouse, un Acte public, du 21 octobre dernier, par lequel M. & Madame de Pons soutiennent que les quatre anciens Barons de Dauphiné ont le droit d'avoir les quatre premières Places dans les Etats, & d'en être Commis & Députés nés, & protestent, pour la conservation de leurs prétendus droits, contre les Délibérations prises par les Trois-Ordres, dans lesquelles il a été arrêté que toutes les places seront éligibles; le même Exploit contient encore la signification d'un Mémoire imprimé pour la défense des prétentions de M. & de Madame de Pons. Il a ensuite été fait lecture de l'exploit & de la copie de l'Acte, contenant les protestations; & il a été rendu compte des principaux objets du Mémoire imprimé.

L'Assemblée considérant que les quatre Barons de Dauphiné n'avoient séance aux Etats de la Province qu'en vertu de leurs fiefs, ce qui étoit commun à tous les autres Seigneurs; que leur seule prérogative particulière étoit d'occuper une place distinguée dans l'Ordre de la Noblesse; que les Nobles, possesseurs de Fiefs, ayant reconnu qu'on ne doit être admis à l'avenir dans les Etats, qu'en vertu du choix libre de ceux qu'on représente, il seroit injuste que les quatre Barons pussent seuls s'opposer valablement aux résolutions prises par les Trois-Ordres & agréées par Sa Majesté; que les Etats doivent avoir pour but le bien de la Province & non l'avantage particulier de ceux qui les composent; qu'on n'y est pas appelé pour défendre son propre intérêt, mais l'intérêt général, qu'ainsi il ne sauroit exister de titre valable, qui pût attacher aux Fiefs le droit de siéger dans les Etats; qu'on ne doit pas représenter un Ordre sans avoir obtenu ses suffrages, & qu'il ne peut y avoir de Membres, nés dans les Etats, sans renverser tous les principes de l'équité & de la raison; que M. & Madame de Pons donnent, sans fondement, le nom de droit à d'anciens usages tombés en désuétude; que les Etats étoient suspendus depuis un siècle & demi; qu'il faut les considérer, non tels qu'ils étoient autrefois, mais tels qu'ils viennent d'être rétablis, conformément aux vœux de la Province.

L'Assemblée a arrêté qu'on ne peut avoir aucun égard aux protestations de M. & de Madame de Pons.

Deux de MM. les Commissaires ont proposé de recommander aux Etats d'examiner si les sommes payées aux quatre anciens Barons, aux frais de la Province, leur sont légitimement dues. Cette proposition a été unanimement acceptée, & il a été arrêté que les Etats s'occuperont incessamment de cet objet.

Ayant été présenté des protestations de la part du Chapitre de la Cathédrale de Grenoble, pour la conservation des prétendus droits du Siege épiscopal de la même Ville, relativement à la Présidence, l'Assemblée a déclaré qu'elle ne peut les recevoir.

M. le Président a dit que le zèle & l'attention de MM. les Maires & Echevins de Romans, & de tous les Habitants de cette Ville, envers les Membres de l'Assemblée, ont mérité leur reconnoissance.

L'Assemblée a répondu par des applaudissements.

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, Samedi, huit Novembre, à dix heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

*Du Samedi, huit Novembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à dix heures
du matin.*

M. Taxis-du-Poët a dit que M. Falquet-Travail, Citoyen distingué par ses lumières & par son zèle, a fait à sa Patrie des sacrifices qui doivent lui mériter le témoignage de l'estime des Trois-Ordres.

L'Assemblée a répondu par des applaudissements.

M. le Président a dit qu'il feroit convenable de nommer des Députés pour aller saluer MM. les Commissaires du Roi, de la part de l'Assemblée, & les prévenir qu'on pourroit faire aujourd'hui la clôture des Séances.

On a nommé à cet effet MM. l'Abbé de Rachais, Doyen des Comtes du Chapitre de St. Pierre & St. Chef de Vienne; le Marquis de Rachais, le Marquis de Vesc, Bertrand de Montfort, Allemand-Dulauron & Didier.

Les Députés étant revenus, ont rapporté que MM. les Commissaires du Roi sont très-sensibles à l'attention de l'Assemblée, & qu'ils sont prêts à faire la Clôture des Séances aussi-tôt qu'elle le jugera nécessaire.

M. le Président a renvoyé la Séance à quatre heures du soir & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Dudit jour, huit Novembre, à quatre heures du soir.

M. Mounier, Secrétaire, a fait lecture de la Lettre que les Trois-Ordres doivent écrire à Sa Majesté, suivant la Délibération prise le six de ce mois; ladite Lettre a été approuvée, & il a été arrêté qu'elle sera transcrite dans le Procès-Verbal.

LETTRE

*Écrite à SA MAJESTÉ par les Trois-Ordres
de la Province de Dauphiné.*

SIRE,

VOTRE MAJESTÉ vient d'acquérir de nouveaux droits à notre amour ; jamais un pere tendre ne donna plus de soins à la félicité de sa famille ; jamais, dans les actes du pouvoir du Prince, on n'allia plus de bontés à la majesté du Trône : mais aussi, jamais une Province ne fut plus digne des bienfaits du Monarque, par un inviolable attachement à ses intérêts, inséparables de ceux de la patrie.

SIRE, votre sollicitude paternelle ne s'est pas bornée à notre Province ; c'est la Nation entière que vous voulez rendre heureuse, & vous l'invitez elle-même à seconder vos généreux desseins : Mais dans l'impossibilité de connoître ses résolutions avant que ses Représentants soient réunis, Votre Majesté désire de trouver les moyens les plus propres à constituer une vraie représentation du Peuple François. Instruit de l'incertitude & des vices de la plupart des anciennes formes des Etats-Généraux, Vous avez voulu profiter des lumières de ces mêmes Citoyens, qui, déjà consultés dans une circonstance importante, ont donné des preuves de leur zèle & de leur patriotisme.

Les Trois-Ordres de Dauphiné partagent la reconnaissance que Vous doit tout le Royaume ; ils croient répondre à vos vues bienfaisantes, en

présentant à Votre Majesté, sur les Etats-Généraux, plusieurs principes essentiels, qu'ils considèrent comme les seules bases sur lesquelles puisse reposer la félicité publique.

Ces principes sont l'Élection libre des Représentants.

Leur nombre supérieur à celui de tous les précédents Etats-Généraux.

L'égalité du nombre entre les Députés du premier & du second Ordre réunis, & ceux des Communes.

Toutes les Délibérations prises par les Trois-Ordres réunis, & les suffrages comptés par tête.

SIRE, les formes des Assemblées nationales n'ont pas été constantes, elles n'ont jamais été déterminées par une Loi précise ; il faut en chercher la cause dans le régime féodal. Il empêcha les François de porter leurs vues au-delà des Coutumes de leurs domiciles. Il sépara tellement les intérêts, que dans les Etats-Généraux, les Représentants furent plus occupés de prétentions particulières que de donner au Corps national une forme régulière & stable ; mais le droit de chaque Homme libre, de voter par lui ou par ceux auxquels il remet son pouvoir, droit sacré, droit inaltérable, fut toujours reconnu chez les François. En le prenant pour guide, on ne fauroit s'égarer.

Sous la première Race de nos Rois, les Ducs & les Comtes convoquoient les Habitants de leurs ressorts ; sur la fin de la seconde, le régime féodal ayant réservé exclusivement aux Seigneurs l'exercice de la liberté, le Roi convoqua lui-même directement ses vassaux.

Après l'affranchissement des Communes, les Ordres nécessaires pour les convocations furent adressés aux Gouverneurs des Provinces, pour être transmis aux Baillis & Sénéchaux. Ceux-ci furent chargés d'assembler les Trois-Etats de leur Jurisdiction : mais par le défaut de règles positives, on ne vit aucune proportion entre les différents Ordres, entre les Provinces ou les Bailliages, pour le nombre des Députés. Les Ecclésiastiques furent souvent élus par Diocèses, & souvent par les Trois-Ordres. Dans plusieurs

des Provinces administrées par des Etats particuliers, les Etats eux-mêmes choisirent les Représentants : les formes des Délibérations varierent également ; & dans les derniers Etats-Généraux les Ordres délibérèrent séparément, contre l'ancien usage.

Il n'est point de motifs légitimes pour s'affervir aux formes des derniers Etats-Généraux. Si Votre Majesté, guidée par les vœux de la Nation, en trouve de plus avantageuses au Royaume, Elle ne doit pas hésiter de prononcer *provisoirement* ; car si les formes des Etats-Généraux sont vicieuses, il est difficile que leurs résolutions ne le foyent pas.

Pour que la représentation du Peuple soit légitime, il faut qu'elle soit libre & nombreuse.

S'il étoit possible qu'on choisît parmi des personnes auxquelles le Peuple n'auroit pas confié le droit d'élire ; si la plus grande liberté n'existoit pas dans les suffrages des Electeurs ; si les Députés n'étoient pas admis en assez grand nombre pour déterminer la confiance générale, les Provinces ne se croiroient jamais liées par leurs résolutions.

L'étendue actuelle de la Monarchie, & la juste représentation qu'on doit accorder aux Communes, exigent nécessairement que le nombre des Députés soit beaucoup plus considérable que celui dont étoient formés tous les précédents Etats-Généraux.

On ne sauroit appercevoir aucun inconvénient dans la forme proposée par le Dauphiné pour l'Election de ses Députés aux Etats-Généraux. Elle seroit faite par les Etats particuliers, qui, composés de cent quarante-quatre Membres librement choisis dans toutes les parties de la Province, se réuniroient à un pareil nombre d'autres électeurs, nommés suivant les mêmes regles que les Membres des Etats ; mais on ne pourroit adopter la même forme dans une autre Province, que lorsqu'elle auroit des Etats particuliers, dont tous les Membres seroient librement élus.

Cette forme offre un précieux avantage, celui de faire concourir tous les Ordres au choix de leurs Députés respectifs. Ils deviennent alors les Mandataires du Peuple en corps ; & cette réunion des diverses classes des

Electeurs doit être un nouveau motif pour que les Représentants ne consultent que l'intérêt qui leur est commun.

On pourroit, SIRE, procurer le même avantage aux autres Provinces, même à celles qui n'ont point d'Etat particulier, si les Membres du Clergé & de la Noblesse, ainsi que les Députés de toutes les Villes & de toutes les Communautés, se réunissoient dans les Capitales des Districts, sur la convocation faite par les Gouverneurs des Provinces, ou leurs Lieutenants, ou par les Baillis & Sénéchaux ; & qu'après avoir établi l'égalité des suffrages entre les Ordres, ils élussent entr'eux le nombre de Représentants nécessaires.

L'autorité des Rois n'est jamais plus respectable que lorsqu'elle protège les droits de la nature. Vos prédécesseurs ont donné les premiers exemples des affranchissements des Serfs ; ils ont déclaré que l'esclavage ne devoit pas fouiller le Royaume des Francs. Ils ont appelé les Communes aux Etats-Généraux. Vous, SIRE, qui avez détruit dans vos domaines les restes de la servitude de la Glebe, Vous aurez la gloire de donner aux Communes le nombre de Représentants qui leur appartient ; le Clergé & la Noblesse de Dauphiné auront celle de l'avoir sollicité comme un acte de justice que Vous devez à votre peuple.

Les Communes comprennent la portion la plus nombreuse de vos Sujets, celle qui paie le plus d'impôts, qui possède le plus de biens ; c'est sur elle que s'appesantit le fardeau de tous les abus. Comment pourroit-on leur disputer la faculté de nommer un nombre de Représentants égal à celui des deux premiers Ordres réunis. Le Clergé, la Noblesse ont les mêmes prérogatives ; si l'équilibre est maintenu entre ces deux Ordres & les Communes la raison seule prononcera : le choc des divers intérêts fera toujours détruit par la pluralité des suffrages qui feront triompher la justice.

Cette égalité de nombre feroit inutile si chaque Ordre délibéroit à part.

Quand les Représentants de la Nation seront rassemblés, ah ! daignez, SIRE, pour son bonheur, ne pas indiquer aux Ordres des séances séparées. Si V. M. desire de connoître les vœux de tous ses Sujets, si Elle desire

que l'enthousiasme patriotique puisse triompher de tous les obstacles, Elle voudra sans doute que les Trois-Ordres soient constamment réunis, & que les suffrages soient comptés par tête.

Si les Ordres, si les Provinces étoient séparées, ce feroient des corps divers, ce ne feroit plus la Nation même qui s'exprimeroit par l'organe de ses Députés.

Ces réflexions ne font pas l'effet d'une crainte chimérique, elles sont justifiées par l'expérience. Quand les Etats-Généraux ont délibéré, les Trois-Ordres réunis, non-seulement ils ont produit des réformes salutaires, mais leur zèle pour le soutien de la Monarchie, n'a point eu de borne. Souvent ils ont voulu prévenir le mal par de sages précautions ; jamais ils n'ont épargné leurs efforts pour le réparer.

Les Ordres, dans les Etats-Généraux assemblés à Tours en 1467 & 1483, restèrent constamment réunis. Dans les premiers, ils offrirent au Roi, pour soutenir la guerre, *leurs corps & leurs biens*. Ils promirent de le *servir envers & contre tous, sans nul excepter, jusqu'à la mort* ; dans les autres, ils accorderent avec empressement les sommes nécessaires pour la défense du Royaume, & prirent les résolutions les plus importantes.

Dans les derniers Etats-Généraux d'Orléans, de Blois & de Paris, les Ordres furent séparés : mais quelle fut leur utilité pour le Royaume, quelle fut leur utilité pour le Monarque, quelle fut sur-tout celle des Etats de 1614 ? Ils ne produisirent que des querelles puériles, & les Communes y furent avilies.

Les formes observées en 1614 ne sauroient être appelées des formes antiques & *constitutionnelles* ; elles n'eurent de commun avec les Etats des 14 & 15^e siècles, que la convocation devant les Sénéchaux & les Baillis : mais avant les Etats tenus à Orléans en 1560, les Ordres délibéroient le plus souvent ensemble, & lorsqu'ils se séparaient, ils se réunissoient ensuite pour concerter leurs délibérations. Ils ne choisissoient ordinairement qu'un seul Président, qu'un seul Orateur pour tous les Ordres. Le Clergé, quoique moins éclairé que celui de nos jours, l'étoit cependant plus que les autres

claffes de Citoyens, & les Etats-Généraux élifoient ordinairement leur Orateur parmi les Membres de cet Ordre.

Les Etats d'Orléans eurent l'imprudence de ne pas fuivre les formes obfervées précédemment ; les Ordres fe féparèrent : le Clergé les invita vainement à ne faire qu'un cahier commun & à choifir un feul Orateur : mais ils eurent foin de protefter que cette innovation ne nuiroit pas à *l'union & intégrité du corps des Etats*, & qu'il n'en *advierdroit aucune diftinction ou féparation*.

L'Orateur du Clergé dit, dans fa harangue, que les « trois Etats, par le » paffé, n'avoient eu qu'une bouche, un cœur & une ame : l'organe étoit » l'Eglife, les deux autres demeuroient toujours *en un même cœur & en un même corps* ».

Malgré ces proteftations, le funefte exemple donné par les Etats d'Orléans fut fuivi par les Etats de Blois & par ceux de 1614 ; s'il pouvoit encore être imité, craignons que les Etats-Généraux ne puiffent rien faire pour la félicité du Royaume & la gloire du Trône ; & que l'Europe n'apprenne, avec furprife, que les François ne favent ni fupporter la fervitude, ni mériter la liberté.

Les Trois-Ordres de Dauphiné efperent encore qu'on ne regardera pas comme *conftitutionnels* des abus qui n'ont jamais été fanctionnés par aucune loi. Lorfque la féodalité eût attaché les hommes à la terre, tous les pouvoirs, tous les privileges émanerent du fief, & les Seigneurs furent long-temps les feuls repréfentants des lieux fousmis à leur juridiction. D'après cet ufage, l'Ordre de la Nobleffe n'a fouvent été formé aux Etats-Généraux que par les Seigneurs de fiefs ; mais l'élection libre doit feule aujourd'hui préfider à la repréfentation. Les prérogatives de la Nobleffe font attachées à la perfonne & non pas à la glebe ; & pour repréfenter cet Ordre, il ne doit plus être néceffaire d'être poffeffeur d'un fief.

La Province de Dauphiné efpere que V. M. mettra fa gloire à procurer à la France une conftitution qui faffe refpecter les droits du Monarque & protège ceux de fes Sujets, & qui ne laiffe plus d'obftacle au defir qu'Elle

a de rendre son peuple heureux. Le jour viendra sans doute où les Etats-Généraux étant établis sur des principes stables & formés à la satisfaction de tout le Royaume, par un grand nombre de Représentants librement élus, les Provinces pourront faire le sacrifice de quelques privilèges particuliers, pour s'assurer la jouissance des droits nationaux. Alors, SIRE, le Dauphiné, fidèle aux principes qui ont déjà dicté ses résolutions relativement à l'odroi de l'impôt, s'empressera lui-même de donner l'exemple; mais dès ce moment, animés du même zèle & du même esprit, c'est en qualité de François, c'est en réunissant leurs suffrages, que les Représentants de tous les Ordres & de toutes les Provinces, doivent délibérer sur le sort de la France entière. Non, SIRE, ils n'oublieront pas qu'ils sont François, & ce titre leur rappellera que notre Nation associa toujours sa gloire à celle du Monarque, mit son bonheur à chérir ses Rois, & n'épargna jamais ni son sang ni ses biens pour maintenir la dignité du Trône.

Nous sommes, avec un profond respect,

SIRE,

De Votre Majesté,

Les très-humbles, très-obéissants & très-fidèles
Sujets & Serviteurs, LES TROIS-ORDRES DE LA
PROVINCE DE DAUPHINÉ.

Signé, † J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Romans, le 8 Novembre 1788.

LE Secrétaire a ensuite fait lecture du procès-verbal des Séances précédentes.

M. le Comte de Morges, Président de l'Ordre de la Noblesse, a dit que M. le Marquis de Viennois, M. le Comte de la Blache & M. le Comte de Virieu se sont occupés, avec le zèle le plus actif, des intérêts de la Province, & lui ont rendu des services importants ; qu'il feroit convenable de faire mention, dans le Procès-Verbal, des sentiments de reconnaissance des Trois-Ordres.

L'Assemblée a reçu cette proposition avec des applaudissements.

M. le Chevalier de Murinais a dit que M. le Comte de Morges méritoit également par son patriotisme & par la constance de son zèle, la mention honorable qu'il vient de demander pour MM. les Députés de la Noblesse à Paris ; l'Assemblée a de même accepté cette proposition avec des applaudissements.

Ensuite MM. les Maire & Echevins de la ville de Romans, accompagnés de MM. de la Cour d'Ambezieu, Dochier & Legentil, Avocats & Députés de la même Ville, se sont avancés au milieu de l'Assemblée, & M. Mortillet, premier Echevin, prenant la parole, a dit :

MESSIEURS,

« La ville de Romans s'applaudira à jamais d'avoir réuni, dans son sein, les Trois-Ordres de la Province, & d'être devenue, par ce choix honorable, le berceau de la Constitution. Ses Citoyens, en faisant leurs efforts pour vous témoigner leur zèle & leur reconnaissance, sont sans doute restés bien au-dessous de ce que vous méritez ; mais du moins, daignez croire, Messieurs, que rien ne sauroit surpasser les sentiments du profond respect dont ils sont pénétrés pour cette auguste Assemblée.

L'Assemblée a répondu par des applaudissements.

M. le Président a dit qu'il étoit convenable de députer M. Mounier, Secrétaire, à MM. les Commissaires du Roi, pour les prévenir qu'ils étoient attendus.

Le Secrétaire s'est rendu chez M. le Comte de Narbonne, où s'est trouvé M. Caze, Baron de la Bove.

Le Secrétaire étant revenu, MM. les Commissaires du Roi ont fait avertir, par un Officier du Régiment de Royal la Marine, qu'ils étoient à l'entrée de l'Eglise. Les mêmes Députés nommés pour les recevoir, le deux Novembre, les ont reçus & accompagnés de la même manière que le jour de l'ouverture des Séances.

MM. les Commissaires du Roi ont salué l'Assemblée, qui s'est levée pour les recevoir ; ayant pris les places qui leur étoient destinées, & étant assis & couverts, ainsi que les Membres de l'Assemblée, M. le Comte de Narbonne a dit :

MESSIEURS,

Vous vous êtes assemblés en Trois-Ordres, sous le bon plaisir du Roi, pour vous occuper d'un objet qui fera à jamais mémorable, et fera époque dans les fastes de la Province; vous l'avez suivi avec constance, discuté avec autant de sagesse que de sagacité, & vous venez de le terminer avec succès. Sa Majesté, dont les intentions bienfaisantes ont été si particulièrement manifestées à ses Sujets du Dauphiné, apprendra cet événement avec satisfaction; vous allez, Messieurs, vous répandre dans les différents districts, pour procéder à l'élection des Représentants aux Etats Provinciaux; le choix que vous avez fait avec acclamations, d'un Prélat aussi respectable par ses vertus que capable par ses lumières, de remplir vos vœux, est un augure assuré que les Députés que vous nommerez, à l'Assemblée très-prochainement indiquée, concourront avec zèle dans un travail aussi utile qu'intéressant pour la chose publique. Mes sentiments particuliers, Messieurs, pour une Province, dans le sein de laquelle j'ai eu l'avantage de naître, ne doivent vous laisser aucun doute sur les vœux ardents que je ne cesserai de former pour son bonheur, sa gloire & sa prospérité.

M. Caze, Baron de la Bove, a dit :

MESSIEURS,

Vous êtes parvenus à ce terme si désiré, celui de consommer l'Ouvrage de la bienfaisance de sa Majesté & du patriotisme. La constitution qui va régir cette Province, a reçu de nos mains cette empreinte qu'on devoit attendre de Sujets également éclairés & fideles. Qu'il est doux pour moi, Messieurs, de pouvoir m'associer à la satisfaction que vous éprouvez, & de n'être étranger à vos succès, ni par mon cœur, ni par ma conduite. Nous pouvons nous féliciter d'avoir porté au pied du Trône votre vœu par votre formation en Trois-Ordres, pour le rétablissement de vos Etats, & de l'avoir constamment secondé. Ah ! s'il est permis d'avoir une noble assurance, c'est lorsqu'on n'est pas réduit à parler du bien qu'on a voulu faire ; c'est lorsqu'on peut se glorifier de l'avoir fait. Le prix dont vous daignâtes payer mes soins dans votre dernière Assemblée, fera éternellement cher à mon cœur, & je conserverai fidèlement le souvenir de l'estime que vous voulûtes bien me témoigner. C'est à elle, c'est à votre équité que j'en appellerois si l'on me disputoit le droit, j'ose le dire, de m'applaudir au milieu de vous, Messieurs, de la conduite que j'ai eue dans les circonstances bien pénibles où je me suis trouvé, & d'avoir su concilier mes devoirs & vos vœux ; tant il est vrai que, sous un Roi bienfaisant & juste, l'obéissance d'un Administrateur peut s'allier avec l'heureux don d'interpréter son cœur.

Je me réserve, à l'Ouverture des Etats, de mettre sous leurs yeux, d'après la permission que m'en ont donné les Ministres de Sa Majesté, les différents objets d'amélioration dont je me suis occupé depuis que je suis en Dauphiné. Une récompense bien chère pour moi, en remplissant les fonctions de la place que le Roi a bien voulu me confier, sera d'avoir mérité votre suffrage, Messieurs, celui d'une Province que j'ai préférée, & à laquelle j'ai voué le plus vif attachement.

Messieurs de l'Ordre du Clergé.

SANS craindre d'affoiblir l'expression de mes sentiments, je viens de la rendre commune à tous les Ordres ; permettez néanmoins, Messieurs, que je vous présente en particulier l'hommage que l'on doit aux vertus comme aux lumières qui vous distinguent, & dont le Prélat respectable, qui préside cette Assemblée, offre, dans un degré si éminent, le touchant assemblage.

Messieurs de l'Ordre de la Noblesse.

C'EST parmi vous que vit le jour le Chevalier Sans-Peur & Sans-Reproche ; j'aime à me retracer ce souvenir, parce qu'il vit dans vos cœurs. Je me suis occupé avec enthousiasme d'un projet de monument qui éternisera dans cette Province à tous les yeux ses vertus & ses plus belles actions ; vous êtes dignes, Messieurs, d'un pareil modèle ; & quand je l'offre à votre attention, c'est vous témoigner la haute opinion que j'ai de cette Noblesse généreuse, dont le Président qu'elle s'est choisi, réunit, aux qualités de son âme & à la pureté de son cœur, la modestie qui entraîne les suffrages. Cette Noblesse fut pour ainsi dire le Berceau de l'ancienne Chevalerie ; elle donne aujourd'hui l'exemple sublime de ce que peut sur elle l'amour de son Prince & de son pays.

Messieurs de l'Ordre du Tiers-Etat.

LA réunion des Trois-Ordres de cette Province est une époque que le patriotisme rendra toujours célèbre dans nos annales. L'esprit & les talents qui caractérisent votre Ordre en particulier mériteroient les plus grands éloges ; mais les témoignages de satisfaction de Sa Majesté, les suffrages de ses Ministres, qui réunissent la confiance de la Nation, suffisent à votre gloire. Souffrez, Messieurs, que je vous associe à ce que m'inspirent les deux premiers Ordres. Il ne peut m'en coûter de n'avoir personne à distinguer

parmi vous ; & je me plais à reconnoître l'égalité de vos droits comme l'uniformité de vos vertus.

M. l'Archevêque de Vienne, Président des Trois-Ordres, a dit :

MESSIEURS,

L'Assemblée des Trois-Ordres reçoit avec reconnoissance les témoignages de vos sentimens. Précieux par eux-mêmes, ils tirent un nouveau prix des bouches qui les expriment ; ils nous annoncent la continuation des bontés paternelles du Roi envers cette Province ; c'est la récompense la plus flatteuse de notre zèle & de nos travaux.

M. l'Abbé de la Salcette, Procureur-fondé de M. l'Archevêque d'Embrun, a dit :

MESSIEURS,

Cette Assemblée, à jamais mémorable, en s'occupant du bonheur de la Province, a eu la satisfaction de trouver dans MM. les Commissaires du Roi, des Citoyens zélés, qui partagent nos succès & n'ont rien négligé pour y contribuer : l'Ordre du Clergé me charge, Messieurs, de vous témoigner combien il vous doit de reconnoissance, combien il s'empresse de rendre hommage à un Guerrier aussi distingué par ses talens militaires que par ses vertus civiles ; à un Magistrat éclairé, qui, depuis que cette Province le possède, n'a cessé de prouver qu'il désire de la voir heureuse.

Au terme de nos travaux, qu'il me soit permis, Messieurs, au nom de mon Ordre, de déclarer que MM. de la Noblesse & MM. des Communes auront une juste idée de ses principes, s'ils sont bien convaincus qu'il fera toujours dirigé par l'amour de la Patrie, & que, comme eux, il fera tout sacrifier à la félicité publique.

M. le Comte de Morges, a dit :

MESSIEURS,

La voix publique donne une telle célébrité à la nouvelle législation qui émane de votre sagesse & de vos lumières, que vous pouvez vous flatter d'avoir terminé, avec le succès le plus glorieux, l'objet le plus important pour le bonheur de cette Province. Les générations futures béniront votre ouvrage & votre mémoire, & déjà toutes les Provinces du Royaume envient & applaudissent à l'heureuse constitution que vous venez d'assurer à vos concitoyens. Vous avez montré, par le choix que vous avez fait du Président de cette Assemblée, combien vous saviez estimer les vertus & les talents. Vous avez prouvé que l'amour de la liberté pouvoit s'allier dans vos cœurs au respect & à la fidélité qui sont dus au Souverain. De quels sentiments n'êtes-vous pas pénétrés, Messieurs, pour le Monarque qui regne sur nous, auquel vous devez la régénération libre de vos Etats, & dont la bienfaisance étend ses effets jusque sur votre postérité la plus reculée ? De quels efforts n'êtes-vous pas capables, pour lui prouver votre vive reconnaissance ? La Noblesse, sur-tout, lui montrera que les sentiments de Bayard regnent encore dans sa Patrie, & le surnom de Frizlar prouve assez que la Noblesse de Dauphiné n'a pas dégénéré de ses antiques vertus ; elle voit donc, avec une très-grande satisfaction, un des Membres les plus distingués de son Ordre, dans la personne du premier Commissaire du Roi. L'un & l'autre, Messieurs, ont des droits à notre reconnaissance, & je remplis, avec fidélité & empressement, le vœu de la Noblesse, en témoignant à M. le Comte de Narbonne-Frizlar & à M. de la Bove, combien nous sommes sensibles à l'intérêt qu'ils ont marqué pour le succès d'un établissement si désiré, auquel ils ont contribué par un zèle qui mérite toute notre confiance, & dont je suis chargé de leur adresser les remerciements les plus authentiques. J'en dois de particuliers au Magistrat vertueux & distingué qui me donne des témoignages flatteurs de son suffrage. Vous

ferez bientôt, Messieurs, réunis à la Nation par vos Représentants aux Etats-Généraux; ils paroîtront dans cette auguste Assemblée, avec cette confiance qu'inspire toujours la loyauté des sentimens & des principes dont vous faites profession, & vous prouverez ce qui a été dit tant de fois, que l'amour des Peuples est la plus puissante ressource des Rois.

M. de la Cour d'Ambézieu a dit :

MESSIEURS,

Cette auguste Assemblée vient de nous donner le Spectacle le plus majestueux & le plus consolant.

Commissaires choisis par un Roi juste & bon, vous avez, Messieurs, parfaitement rempli les vues paternelles du Monarque qui vous a honoré de sa confiance, & nous avons vu, avec admiration, un Guerrier, dont les talens Militaires sont attestés par un surnom glorieux, développer les sentimens patriotiques, qui honorent le Citoyen.

Un Magistrat plein de zèle, conciliant dans des temps difficiles, les devoirs de sa place avec son attachement pour la Province, & s'occupant sans cesse de projets utiles.

Un Président, dont les vertus ont enchaîné nos suffrages, ne nous laisser des vœux à former que pour la durée du lien par lequel nous nous sommes efforcés de nous l'attacher.

Un Clergé vraiment pénétré des grands principes de la religion & de la morale dont il nous a donné l'exemple, concourir à la paix & à l'union, par l'oubli des prétentions qui auroient pu la troubler.

Une Noblesse au-dessus de tout éloge, joindre au courage héroïque qui l'a toujours distingué, une sagesse profonde dans le Conseil, & une loyauté constante dans les procédés.

Le troisième Ordre s'honore d'avoir prouvé combien il est digne de son association aux deux premiers, en déployant avec eux le même zèle & la même énergie pour le maintien de la constitution.

C'est, Messieurs, par cet accord de vues, de principes & de sentimens, que les Trois-Ordres ont concilié la défense légitime des Droits & Privilèges de la Province, avec l'amour, le respect & la fidélité dont ils n'ont jamais cessé d'être pénétrés pour le Souverain.

Heureuse union qui fera toujours chère à nos cœurs, dont le troisième Ordre sent tout le prix, & qu'il se fera toujours un devoir d'entretenir.

Daignez, Messieurs, nous permettre de vous rendre dépositaires de ces sentimens, & agréez, par mon organe, le témoignage de sa juste reconnaissance, que mon Ordre me charge de vous offrir.

Ensuite MM. les Commissaires du Roi se sont levés, ont salué l'Assemblée & se sont retirés accompagnés de la même manière que lorsqu'ils étoient entrés.

Pendant leur marche, les Membres de l'Assemblée ont applaudi & crié VIVE LE ROI.

Il a été arrêté qu'il sera adressé une Copie du présent Procès-Verbal à leurs Altesse Royales, Monsieur, Frere du Roi, à Monseigneur le Comte d'Artois, à Son Altesse Sérénissime Monseigneur le Duc d'Orléans, Gouverneur de la Province, à M. le Garde des Sceaux, à M. le Comte de Brienne, Ministre, ayant le Dauphiné dans son Département, & à M. Necker, Ministre des Finances.

Les Membres de l'Assemblée ont signé, sous la réserve des rangs & préférences des Personnes & des Bourgs, Villes & Communautés de la Province.

Le Comte de NARBONNE-FRIZLAR, *Commissaire du Roi*
CAZE DE LA BOVE —

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*



PROCÈS-VERBAL
DES
ÉTATS DE DAUPHINÉ
ASSEMBLÉS A ROMANS

Dans le mois de Décembre 1788.



D U 1^{er} décembre 1788, sur les quatre heures & demie du soir, dans une salle du couvent des Cordeliers, destinée à l'Assemblée des Etats.

M. l'Archevêque de Vienne, Président, s'est placé au fond de la salle, ayant le Clergé à sa droite, la Noblesse à sa gauche, & le Tiers-Etat suivant immédiatement les deux premiers Ordres.

L'Assemblée ayant pris séance, M. le Président a dit qu'il est convenable de députer M. Mounier, Secrétaire des Etats, pour avertir MM. les Commissaires du Roi qu'ils sont attendus, & de nommer six personnes pour les recevoir.

MM. l'Archevêque d'Embrun, le Marquis de Langon, le Vicomte de Bardonnenche, Bertrand de Montfort, Pison-Dugaland & d'Ambesieux ont été députés pour recevoir MM. les Commissaires du Roi.

Le Secrétaire s'est rendu chez M. le Comte de Narbonne-Fritzlär, où s'est trouvé M. Caze, Baron de la Bove.

Le Secrétaire étant revenu, & MM. les Commissaires du Roi ayant fait prévenir l'Assemblée par un Officier du Régiment Royal-la-Marine, qu'ils étoient près de la première porte, les six Députés sont allés recevoir, trois pas au delà de la même porte, M. le Comte de Narbonne-Fritzlär, Grand' Croix de l'Ordre de Saint-Louis & Commandeur de l'Ordre de Saint-Lazare, Lieutenant-Général des Armées du Roi, Commandant pour son service, en Dauphiné, & M. Caze, Baron de la Bove, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes honoraire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances en ladite Province.

MM. les Commissaires du Roi sont entrés accompagnés de MM. les Députés, & ont salué l'Assemblée qui s'est levée pour leur rendre le salut.

MM. les Commissaires du Roi ont pris les places qui leur étoient destinées, & s'étant assis & couverts, ainsi que les Membres de l'Assemblée, ils ont remis au Secrétaire trois lettres closes de Sa Majesté, desquelles il a été fait lecture, & qui sont de la teneur suivante :

A nos Très-Chers & bien Amés les Gens des Trois-Etats de notre province de Dauphiné, Assemblés à Romans, en vertu de notre permission.

DE PAR LE ROI DAUPHIN.

« Très-chers & bien Amés, nous avons choisis notre cher & bien Amé le sieur Comte de Narbonne-Fritzlär, Lieutenant-Général en nos armées, Grand' Croix de notre Ordre militaire de Saint-Louis, Commandant pour notre service en Dauphiné, & notre amé & féal le sieur Caze de la Bove, Conseiller en nos Conseils, Maître des Requêtes honoraire de notre Hôtel,

Intendant de Justice, Police & Finances en ladite Province, pour, en qualité de nos Commissaires, assister à votre Assemblée, & vous faire connoître nos intentions ; ainsi, vous devez avoir, en ce qu'ils vous diront de notre part, la même confiance que vous auriez en ce que nous vous dirions nous-mêmes, si nous étions présents en personne. Convaincus de votre zèle pour notre service & pour le bien public, nous sommes certains que la sagesse de votre administration répondra à notre attente & à celle de la Province importante, dont les intérêts sont commis à vos soins ; & la présente n'étant pour autres fins, nous ne vous la ferons ni plus longue ni plus expresse. Donnée à Versailles, le 21 novembre 1788. *Signé*, LOUIS. DE LOMENIE, Comte DE BRIENNE.

« A Mons le sieur Comte de Narbonne-Fritzlär, Lieutenant-Général en mes armées, Grand-Croix de mon Ordre Militaire de Saint-Louis, Commandant pour mon Service en Dauphiné.

« Mons le Comte de Narbonne-Fritzlär, j'ai ordonné que les Etats de ma province de Dauphiné s'assemblaient à Romans, & j'en ai fixé l'ouverture au 1^{er} du mois prochain. Je charge vous & le sieur Caze de la Bove, Conseiller en mes Conseils, Maître des Requêtes honoraire de mon Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances dans ladite Province, d'assister à leur Assemblée en qualité de mes Commissaires, & de lui faire connoître mes intentions. Les preuves multipliées que vous m'avez données de votre zèle pour mon service & pour le bien public, m'apprennent tout ce que je dois m'en promettre dans cette occasion. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, Mons le Comte de Narbonne-Fritzlär, en sa sainte garde. Ecrit à Versailles, le 21 novembre 1788. *Signé*, LOUIS. DE LOMENIE, Comte DE BRIENNE.

« A Mons Caze de la Bove, Conseiller en mes Conseils, intendant & Commissaire-départi pour l'exécution de mes ordres en Dauphiné.

« Mons Caze de la Bove, j'ai ordonné que les Etats de ma Province de Dauphiné s'assemblaient à Romans, & j'en ai fixé l'ouverture au 1^{er} du mois

prochain. Je charge Vous & le fleur Comte de Narbonne-Fritzlär, Lieutenant-Général en mes armées, Grand' Croix de mon Ordre Royal & Militaire de Saint-Louis, Commandant pour mon service dans ladite Province, d'affister à leur Assemblée en qualité de mes Commissaires, & de lui faire connoître mes intentions. Les preuves multipliées que vous m'avez données de votre zele pour mon service & pour le bien public, m'apprennent tout ce que je dois m'en promettre dans cette occasion. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, Mons Caze de la Bove, en sa sainte garde. Ecrit à Versailles, le 21 novembre 1788. *Signé*, LOUIS. DE LOMENIE, Comte DE BRIENNE. »

M. le Comte de Narbonne-Fritzlär a dit :

MESSIEURS,

« Le Prélat respectable qui vous préside, si digne de cette distinction par ses vertus, sa sagesse & ses connoissances profondes dans l'administration ; l'attention que les Électeurs ont mis de ne nommer, pour les représenter à cette Assemblée, que les Membres les plus distingués de leur ordre respectif, annoncent, Messieurs, & je ne crains pas même de l'affirmer, qu'il ne peut y être pris que les délibérations les plus sages & les mieux réfléchies pour assurer à la Province le bonheur & les avantages dont S. M., par une prédilection particulière, a constamment désiré de la voir jouir. Vous répondrez, Messieurs, aux vues bienfaisantes d'un Monarque auguste & cher à vos cœurs, par un travail assidu, aussi honorable pour vous, qu'utile à vos concitoyens : il me l'est infiniment, Messieurs, que la place qu'il a plu au Roi de me confier, me mette à portée de faire connoître à Sa Majesté que ses bontés paternelles pour ses Sujets de Dauphiné, ne pouvoient être mieux placées, & qu'ils ont su les apprécier & sentir avec la plus vive & la plus juste reconnaissance. »

M. Caze, Baron de la Bove, a dit :

MESSIEURS,

Le premier pas que viennent de faire les Assemblées particulieres des Trois-Ordres de cette Province, dans la nouvelle carriere que leur ouvre la main tutélaire du meilleur des Rois, est bien fait pour justifier sa confiance. En vous dévouant au bonheur de vos Concitoyens, elles ont su juger vos lumieres, elles ont deviné vos cœurs : ainsi, lorsque la sagesse de votre constitution réunit tous les suffrages, le choix qui vous appelle à l'emploi honorable qui vient de vous être confié, ne fait qu'établir de plus en plus ces vérités consolantes ; ces idées d'égalité, de justice, de patriotisme, qui n'avoient été pour ainsi dire, jusqu'à ce jour, que les spéculations de quelques Citoyens vertueux, qui songeoient à des moyens de perfection, sans espérer de les voir aussi-tôt réalisés.

Avant de mettre sous vos yeux, suivant l'engagement que j'en ai pris dans la dernière Assemblée des Trois-Ordres, le détail des différents objets dont je me suis occupé, & des améliorations que j'avois projetées, je dois, Messieurs, vous faire part des décisions de S. M., sur les articles 48, 49, 50, 51, 52 & 53 de l'arrêt du Conseil, du 22 octobre dernier, qui intéressent particulièrement mon administration.

En vertu des commissions du grand sceau, qui m'ont été adressées, je suis chargé de procéder, conjointement avec MM. les Officiers du bureau des Finances, Commissaires des tailles & Officiers des bureaux de l'Election, à l'affiette & à la répartition des impositions comprises dans le brevet pour l'année prochaine 1789, & ce travail auroit déjà été exécuté sans quelques difficultés relatives à l'imposition, connue sous la dénomination d'Octrois municipaux, sur lesquelles le Roi n'a pas encore prononcé.

Je suis aussi autorisé, comme par le passé, à arrêter & rendre exécutoire les rôles de la capitation pour l'année 1789.

Il en est de même des rôles de vingtieme ; mais cette opération

prochaine, terminée, je remettrai le bureau de cette partie à votre disposition & à celle de votre commission intermédiaire, pour en suivre les opérations subséquentes ; & du jour de cette remise, ce bureau fera à vos ordres.

La nécessité d'affurer le service de l'année prochaine doit écarter toute idée de changement ou d'innovation qui pourroient suspendre les recouvrements. Le Roi attend de vous, Messieurs, des vues propres à perfectionner la distribution des charges & la répartition des impôts entre les contribuables de la Province ; mais les innovations de ce genre doivent être le fruit des méditations les plus réfléchies, & vous pourriez peut-être vous exposer, par des mesures trop précipitées, à retarder les perceptions, sans être également assurés des bons effets que vous vous en seriez promis. Sa Majesté nous charge en conséquence de vous inspirer beaucoup de défiance & de circonspection contre des changements trop subits, qui ne produiroient que des secousses dangereuses. Il faut éviter, avec beaucoup de soins, de fournir aux redevables des prétextes pour ne pas payer aux collecteurs, des raisons de suspendre leurs diligences ; aux Receveurs particuliers & généraux, les embarras dans lesquels pourroient les jeter leurs engagements envers le trésor royal, si les recouvrements ne se faisoient pas en 1789, avec la régularité sur laquelle ils sont en droit de compter.

Il ne doit rien être innové pendant l'année prochaine, dans les formes usitées jusqu'à présent, pour le jugement des demandes & contestations & le *visa* des contraintes relativement à la taille, à la capitation & aux vingtièmes ; mais, vous pouvez, Messieurs, proposer pour l'avenir les vues & les moyens propres à produire le plus grand bien du service.

Sa Majesté vous autorise à vous occuper de tout ce qui peut concerner l'affiette, la répartition, la levée & l'emploi de l'imposition représentative de la corvée, lorsque la quotité en aura été fixée ; à faire à cet égard, telles demandes, propositions & plans que vous trouverez convenables dans vos cahiers, & il y sera statué par le Roi en son Conseil.

Enfin, Sa Majesté se propose de vous faire connoître incessamment la nature & la quotité des sommes qui feront laissées à votre disposition & à celle de votre commission intermédiaire, pour les diverses dépenses énoncées dans les articles 48 & 49 de l'arrêt du Conseil, du 22 octobre dernier ; je délivrerai, pour ces différents objets, une ou plusieurs ordonnances sur le Receveur-Général des finances, en exercice, qui versera en conséquence les sommes y mentionnées, dans la caisse de votre Trésorier particulier, lequel donnera, à mesure des paiements, les quittances en bonne forme au Receveur-Général.

Telles sont les intentions du Roi sur l'exécution de quelques-uns des articles de l'arrêt du Conseil, du 22 octobre ; vous y reconnoîtrez sans doute cette prévoyance qui éloigne tout ce qui pourroit nuire à ses vues paternelles. Quant à moi, Messieurs, je ferai toujours fidele à cet esprit de droiture & de conciliation qui est également dans mes principes & dans mon caractère. Avant de remettre entre vos mains les détails de l'administration de cette Province, dont j'étois si jaloux d'acquérir la confiance, & de mériter les suffrages, je vais à présent soumettre mes travaux & mes projets à votre jugement & à vos lumières. Quelle satisfaction pour moi, Messieurs, si j'ai pu prévenir vos intentions & devancer tout le bien que, par des moyens plus puissants, des connoissances plus multipliées & plus étendues, vous allez produire dans toutes les parties de la Province.

Les variétés du climat & des productions du Dauphiné ; l'énergie & l'industrie des habitants des montagnes, excités sans cesse par le besoin de leur existence ; le dépérissement général des bois ; les défrichements abusifs des montagnes ; les ravages des torrents qui se multiplient chaque jour, tels sont, Messieurs, les premiers objets qui ont fixé mon attention. Si j'ai été effrayé des maux qui vous menacent, j'ai été bientôt rassuré par les ressources que j'ai trouvées dans la bonne volonté des habitants, & dans le zèle qu'ils m'ont témoigné : les sacrifices ne paroissent leur rien coûter, lorsque leur confiance est établie. Nulle part la main bienfaisante du Monarque ne peut verser ses dons avec plus de plaisir & d'assurance sur

leur utilité. Le Dauphiné n'est pas une terre ingrate, & les secours du gouvernement, en excitant la reconnoissance de ceux qui les reçoivent, y produisent bien-tôt par leur industrie, leurs travaux & leurs contributions volontaires, les avantages les plus prompts & les plus sensibles : c'est d'après cette heureuse expérience, que je n'ai pas craint de solliciter constamment pour cette Province ; & si j'ai été assez heureux pour obtenir une partie de mes demandes, je n'ai d'autres désirs que d'en voir résulter les avantages que j'en avois espéré.

ROUTE DE LYON EN PROVENCE

Vous, favez, Messieurs, de quelle importance est pour le commerce & pour cette Province, la route de Lyon en Provence. Lorsque je suis arrivé en Dauphiné, je l'ai trouvé dans le plus mauvais état ; j'obtins, par an, un fond extraordinaire de 50,000 liv. pour refaire successivement à neuf les plus mauvaises parties de cette route. Je dois convenir qu'il y a eu quelques réparations qui par la mauvaise qualité des matériaux, n'ont pas eu tout le succès qu'on m'en avoit fait espérer ; mais cette imperfection peut aisément se réparer. Les ponts du Roubion & d'Auberrive sont commencés, celui de la Drôme & de la Réal sont finis ; il ne restera que celui de l'Isère dont j'ai fait faire les projets.

Cette route, la plus fréquentée du Royaume, a besoin de tous vos efforts ; celles qu'on ouvre sur la rive opposée, malgré les réclamations les plus vives que j'ai fait parvenir au ministère, ne peuvent manquer de porter beaucoup de préjudice à la Province qui a le plus grand intérêt à se conserver au moins la concurrence, en rendant, comme je m'y appliquois, la route également sûre & praticable sur son territoire.

TRAVAUX DE VALENCE

LA Ville de Valence étoit attaquée par le Rhône, son fauxbourg & partie de la basse-ville, au moment d'être détruits : les ouvrages que l'on propo-

foit pour y remédier, se montoient à près d'un million, suivant l'adjudication que j'en ai passée. Le Roi a bien voulu jusqu'à présent se charger de la dépense : les travaux sont bien exécutés, & se poursuivent avec activité.

PROJET DE L'ISÈRE

La capitale de cette Province est menacée depuis long-temps par l'Isère; toutes les possessions de la vallée de Graisivaudan sont exposées continuellement à ses ravages. J'ai cru qu'un projet, qui mettroit pour toujours cette ville à l'abri des inondations & des maux qui en sont la suite, & qui, en conservant les terrains fertiles de la vallée, rendroit plus de sept mille fétérées de terre précieuses à l'agriculture, pouvoit mériter d'être encouragé : ce projet, auquel M. Rolland, dont vous connoissez les lumières & l'intelligence, a donné tous ses soins, excitera sans doute votre intérêt. Si la grandeur de l'entreprise pouvoit effrayer, vous trouverez dans les ressources & les avantages de votre administration, des moyens plus assurés pour son exécution, à laquelle MM. les Officiers du Génie militaire ont applaudi. C'est avec plaisir que je vous cite un pareil suffrage ; je pourrois y ajouter celui des personnes qui sont aussi connues par leurs lumières que par leur rang dans la Province. Le Gouvernement m'avoit fait espérer des secours particuliers pour cet objet.

DIGUES CONTRE LES RIVIÈRES & TORRENTS

On imposoit annuellement, depuis 1776, une somme de 60,000 liv. sur les Trois-Ordres, pour construire des digues contre les rivières & torrents qui dévastent cette Province. A mon arrivée en Dauphiné, l'immensité des besoins m'éclaira bientôt sur l'insuffisance de cette imposition. Je sollicitai, de la bienfaisance de Sa Majesté, une somme pareille qui me fut accordée, même avant que le Parlement enrégistrât des Lettres-Patentes pour le doublement de l'imposition ; ainsi on emploie actuellement chaque année

en Dauphiné, une somme de 180,000 liv. pour y conserver les propriétés, sans compter les contributions volontaires qui se montent aujourd'hui, presque par-tout, aux deux tiers de la dépense. Ce doublement n'a pas même occasionné de surcharge pour les taillables, puisque Sa Majesté a bien voulu faire retirer du brevet 40,000 liv. pour les milices qui étoient entièrement à leur charge.

J'aurai l'honneur de remettre à MM. les Procureurs-Syndics des détails de toutes les digues en activité dans la Province : vous verrez avec satisfaction, dans le compte qu'ils vous en rendront, qu'il n'y a pas de dépense plus utile par la multiplicité des demandes que l'on fait journellement, & par les heureux effets qui ont résultés de ces travaux.

ATTELIER DE CHARITÉ

L'ÉTABLISSEMENT des ateliers de charité n'est pas moins précieux dans cette Province, où la difficulté des communications présente à chaque pas des obstacles au commerce & à l'industrie : je suis même parvenu à faire appliquer ce genre de secours à la construction de plusieurs fontaines, dans des communautés qui manquoient entièrement d'eau. J'ai d'ailleurs fait imprimer un règlement qui m'a paru devoir mettre le meilleur ordre dans l'emploi des fonds qui sont distribués annuellement pour cet objet.

DÉPOT DE MENDICITÉ

Le dépôt de mendicité étoit dans l'état le plus affreux, la maison délabrée, mal saine, & sujette aux inondations ; j'avois annoncé aux Ministres que je serois obligé d'évacuer cette maison, si je n'avois pas les moyens d'en faire construire une nouvelle. J'ai été autorisé à en faire faire le projet : le moins cher, d'après M. Marinillod, auroit coûté au moins 250,000 liv. Cette dépense a effrayé le gouvernement qui n'a consenti à m'aider que de 100,000 liv. ; c'est ce qui m'a déterminé, Messieurs, à faire

l'acquisition de la maison de la Tronche, parce qu'en profitant de plusieurs bâtimens, la dépense des nouvelles constructions ne doit pas excéder de beaucoup ce prix, en y joignant celui de l'emplacement actuel du dépôt. Je vois avec peine, que la lenteur de la rentrée des fonds en mettra nécessairement dans l'exécution des travaux ; mais quoique je regrette beaucoup de ne pouvoir hâter davantage la construction du nouveau dépôt, l'acquisition de la maison de la Tronche n'en est pas moins avantageuse, sous d'autres rapports. Le produit des fonds qu'elle comprenoit, & celui des terrains que la rivière abandonne chaque jour, fournit un revenu sûr & progressif ; le corps principal des bâtimens peut devenir un emplacement convenable pour une manufacture ; un fabricant en étoffes de soies y a même monté quelques métiers ; c'est un établissement naissant, mais il est digne de prospérer. J'ai formé pareillement une pépinière d'arbres fruitiers & d'avenues, & j'y ai transporté le jardin de Botanique, dans lequel j'ai rassemblé toutes les plantes des Alpes & plusieurs productions étrangères ; une étude aussi utile pour l'humanité que celle de la Botanique, m'a paru ne pouvoir jamais offrir trop de facilité : le soin de ce jardin est confié au sieur Leotard, dont on estime infiniment les connoissances.

COUVERTURES EN CHAUME

« En parcourant les montagnes & les vallées du Haut-Dauphiné, j'ai été effrayé de la quantité de villages qui ont été incendiés depuis le commencement du siècle. Mon prédécesseur avoit eu le projet d'un règlement pour encourager la destruction des couvertures en chaumes. J'ai saisi cette idée si intéressante, un arrêt du Conseil l'a autorisée, des remises ont été accordées sur les impositions, des gratifications à ceux qui ont établi de nouvelles fabriques de tuiles ou qui ont exploité de nouvelles carrières de laufes ou d'ardoises ; la quantité des demandes que l'on fait tous les jours pour se conformer à ce règlement, en démontre suffisamment l'utilité.

SAGES FEMMES & ÉLÈVES EN CHIRURGIE

« JE me suis occupé de perfectionner les établissements de M. de Marcheval, pour l'instruction des sages-femmes de la campagne, & pour celle des élèves de l'Hôpital de la Charité de Grenoble. Le premier, mérite le plus grand intérêt; malheureusement le préjugé le contrarie. Vous croirez difficilement, Messieurs, que dans plusieurs cantons de la Province le mépris public poursuit les femmes qui se livrent ou se destinent à des fonctions aussi touchantes; en vain on distribue annuellement des prix; en vain j'ai fait payer aux élèves les frais de routes & de séjour, leur nombre est toujours peu considérable. Quant aux élèves en chirurgie, ils ne laissent rien à désirer, c'est une justice que je dois à leurs instituteurs; j'ai établi un concours pour le choix des sujets; l'année dernière, les élèves ont tous obtenu des prix, parce qu'ils les ont tous mérités; ceux qui sont déjà répandus dans les campagnes, y font le meilleur usage de leurs talents; plusieurs se sont distingués dans le traitement des maladies épidémiques, qu'un seul médecin, malgré tout le zèle dont il est capable, ne peut suivre en même-temps, dans les différentes parties de la Province. J'ai porté mon attention en ce genre, sur un fléau non-moins terrible, sur-tout dans les campagnes. La pratique de l'inoculation commence à s'y répandre, & le succès de mes soins en est pour moi la plus douce récompense. »

MORVE & ARTISTES VÉTÉRINAIRES

« En 1785, nombre de chevaux & de mulets étoient attaqués de la morve; après avoir essayé tous les moyens de les conserver, on a été obligé d'en sacrifier un nombre considérable, tant à cette époque qu'aux revues faites exactement depuis ce moment; les gens pauvres & de bonne foi ont eu des dédommagements; j'ai été également autorisé à distribuer des gratifications à ceux des Artistes vétérinaires qui s'étoient le plus distingués, soit pour cette opération, soit dans le traitement des maladies

épifootiques, & je viens de leur accorder encore cette année de nouveaux encouragements. Vous trouverez, Messieurs, du zèle, des lumières, quelquefois de grands talents parmi ces artistes, dont la Province a payé l'instruction; elle en entretient toujours un certain nombre dans les écoles. »

HARAS & GARDES-BAUDETTS

« M. de Marcheval avoit fait auprès de Grenoble l'établissement d'un dépôt d'étalons; j'ai cherché à le placer avantageusement, & à lui donner plus de consistance; la quantité & la distinction des productions qui en sont sorties, prouvent son avantage sur l'ancien régime des Gardes-Etalons & des Gardes-Haras, souvent abusif, gênant pour le public, & peut-être moins utile que le système de la liberté, avec quelques gratifications & la surveillance de l'administration. »

« J'ai développé ces idées dans un mémoire que je destinois à être mis sous les yeux du Ministère; mais le projet d'une innovation en ce genre, ne m'a point fait perdre de vue la nécessité de distribuer dans la Province des étalons choisis, en attendant qu'il soit loisible & avantageux à tous les particuliers de s'en procurer librement. J'ai obtenu en conséquence des remotes, & l'on m'annonce, même dans ce moment, six étalons & trois juments d'une grande distinction; mais en m'occupant de l'espèce des chevaux, je n'ai rien négligé pour améliorer en même-temps celle des mulets qui servent si utilement aux transports & à l'agriculture dans le Haut-Dauphiné, & qui font sortir chaque année un numéraire considérable de la Province. En conséquence, j'ai tiré de l'Italie vingt baudets qui ont été distribués dans les montagnes; ils y réussissent si parfaitement, qu'il feroit peut-être à désirer qu'on pût en augmenter le nombre. »

MOUTONS, PARCAGE

« M. de Marcheval avoit donné quelques encouragements pour l'agriculture, à un particulier d'Ancele, qui élevoit un troupeau de race Flamande

Espagnole ; les secours de l'administration lui ont été continués. Il est mort l'année dernière ; un de ses enfants a suivi cet établissement ; je l'ai engagé à distribuer quelques beliers & des brebis dans la Province. Une première distribution a été faite, mais une maladie a beaucoup diminué son troupeau ; pour en renouveler l'espèce, j'ai prié M. le Duc de la Vauguion de nous en procurer d'Espagne. Il est arrivé plusieurs beliers & un nombre considérable de brebis, sous la garde d'un berger Espagnol, qui sont actuellement chez M. le Prieur d'Aiguebelle qui a bien voulu s'en charger pour cet hiver. »

« On avoit le mauvais usage de renfermer ces animaux dans des lieux étouffés & mal-sains ; j'ai cherché, par nombre d'essais & d'encouragements, à vaincre ce préjugé ; la Grande-Chartreuse, entr'autres, a bien voulu donner l'exemple de les faire parquer pendant tout un hiver. Le succès a été au delà de mes espérances ».

AGRICULTURE

« L'AGRICULTURE a fait plus de progrès dans cette Province que dans beaucoup d'autres ; s'il y a quelques parties dans le Bas-Dauphiné, sur-tout dans la plaine, qui sont plus éloignées de la perfection, c'est que le terrain est plus ingrat, qu'il y a moins de besoins & par conséquent moins d'industrie ; presque toutes les terres qui avoisinent le Rhône, sont exposées aux irruptions de ce fleuve ; le gouvernement a commencé à m'accorder quelques secours sur les fonds de la navigation, relativement à cet objet qui mérite toute votre attention. Toutes ces plaines seroient susceptibles de grandes améliorations ; les canaux d'arrosage sont une des ressources les plus précieuses de fertilité pour cette Province ; le gouvernement a eu attention de les encourager & d'aider ceux qui ont un besoin réel d'être secourus ; il a fait distribuer aussi plusieurs semences qu'il seroit utile de multiplier ».

COMMERCE

« LE commerce en Dauphiné est un des objets qui mérite le plus d'attention & de surveillance. Cette Province, étant située à une des extrémités du Royaume, séparée de l'Italie par des montagnes inaccessibles, soumise à des droits de douane de Valence, de Lyon, de traites foraines & domaniales, & à des péages exorbitants, les spéculations trouvent difficilement à s'y étendre, & l'industrie est sans cesse arrêtée par ces entraves multipliées ; malgré ces difficultés, le commerce augmente sensiblement depuis plusieurs années ; quelques secours donnés par l'administration, ont produits les meilleurs effets. La ganterie, si renommée, de Grenoble, avoit commencé l'année dernière à reprendre faveur au moyen d'un arrêt du Conseil que je sollicitois depuis long-temps & que j'ai obtenu ; de nouvelles circonstances m'ont mis néanmoins dans le cas d'adresser d'autres observations au Ministre, j'espère qu'il voudra bien y avoir égard ».

« L'établissement des aciers de MM. Moirou et Pochain, est un de ceux qui peut devenir le plus intéressant pour la Province ; la protection signalée que le gouvernement a accordé à leurs premiers essais, est une preuve de l'importance qu'il y attache, & si mes espérances ne sont point trompées, on doit s'attendre au plus grand succès ; je viens même d'être témoin, depuis peu de jours, de la fabrication de plusieurs faux qui paroissent d'une excellente qualité ; ainsi on ne fera plus réduit à les tirer de l'étranger, à faire sortir par conséquent du Royaume des sommes considérables, & le Dauphiné en retirera, le premier, le plus grand avantage. »

« Il s'est élevé dans la Province plusieurs autres manufactures en différents genres ; mais quoique je leur ai ménagé tous les encouragements qui pouvoient dépendre de moi, j'aurois désiré favoriser plus particulièrement la fabrication & l'emploi des soies ; en général je crois qu'il faut s'attacher à rapprocher les fabriques des endroits qui en produisent les matières pre-

mieres, c'est un moyen de les entretenir à moindres frais ; leur diminution influe sur le prix des étoffes & nous donne plus d'avantage pour la concurrence. »

« J'ai commencé à établir plusieurs fabriques de ce genre à Grenoble & dans les environs. Il y en a également une ici sous vos yeux, à laquelle j'ai cru devoir accorder quelques secours. Le gouvernement avoit donné des faveurs particulières à la fabrique célèbre de M. Jubié, à raison des moulins de M. de Vaucançon, dont il s'est chargé ; j'ai proposé de réduire à moitié les secours qui lui sont accordés ; sa sagesse & son activité ont donné à cet établissement une perfection qui la rend bien recommandable. La ville de Crest & ses environs, malgré la difficulté des communications, offre à toute la Province, un exemple de ce que peut l'industrie & la bonne intelligence de ses habitants ; l'activité de commerce, celle qu'ils mettent à tout ce qui peut assurer & augmenter leurs possessions, est digne des plus grands éloges ; c'est là où l'on trouve cette machine ingénieuse, inventée par un Anglois, pour la filature du coton, & que je me suis empressé de procurer à M. d'Ally qui mérite des égards particuliers par le bien qu'il répand autour de lui. »

« Plusieurs autres manufactures, au moyen des encouragements qui leur ont été donnés, commencent aussi à s'établir, sur-tout dans le Briançonnais & le Gapençois ; elles y sont d'autant plus précieuses, qu'elles fournissent des ressources pendant l'hiver aux habitants qui sont obligés de s'expatrier dans cette saison, faute de travail & de moyens de subsistance ; au reste, j'aurai l'honneur de remettre à MM. les Procureurs-Syndics différents états & mémoires sur tous les objets de commerce de cette Province. Je me ferai toujours un plaisir, Messieurs, de vous communiquer ceux qui pourront vous être utiles ; l'Inspecteur des manufactures est d'ailleurs parfaitement en état de donner les éclaircissements les plus étendus & les plus satisfaisants sur la situation actuelle du commerce. »

COMMUNS DU BOURG-D'OYSANS

« Au milieu des montagnes de l'Oysans se trouve une plaine étendue & intéressante par sa fertilité. Un arrêt du Conseil, que j'ai obtenu depuis quelque temps, pour régler le partage de ses communs, en divisant les terrains à raison des propriétaires & des chefs de familles, fera cesser les abus & les divisions qu'il y avoit dans ce canton, & il en augmentera la richesse, ce qui fera une ressource non-seulement pour la plaine, mais pour tous les villages qui sont sur ces montagnes : on a commencé à y établir quelques filatures qui ont bien réussi. »

« Il feroit à désirer, Messieurs, permettez-moi cette réflexion, que le partage des communs puisse prendre quelques faveurs dans cette Province; mon prédécesseur s'en étoit occupé; j'ai remis également des mémoires au gouvernement sur cet objet essentiel, pour favoriser l'agriculture, diminuer la mendicité, & augmenter la richesse des habitants des campagnes qui méritent une attention particulière. »

CONSEIL D'ARBITRAGE

« EN examinant la situation des Communautés, j'ai été effrayé de la quantité de procès qu'elles ont à soutenir; la plupart sont ruinées par les frais qu'elles occasionnent; ils entretiennent des divisions qui sont toujours le malheur des habitants. »

« Quelques Intendants ont établi, avec succès, des Conseils pour examiner leurs procès. J'ai obtenu un pareil établissement pour cette province; le nom des personnes qui le composent feroit seul son éloge; le bien qu'il a produit ne peut être douteux; l'esprit de conciliation commence à remplacer celui de la chicane, & sur plus de deux cents affaires qui ont déjà été examinées, un grand nombre a été heureusement terminé à l'amiable; il est bien à désirer que ce Conseil acquiesce toute la confiance dont son utilité le rend susceptible. »

BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE

« UN superbe établissement, Messieurs, qui fait honneur à la ville de Grenoble & aux citoyens qui l'ont formé ; cette bibliothèque immense, à laquelle sont réunis d'autres objets intéressants, entr'autres, un très-beau cabinet d'histoire naturelle, où sont rassemblées les productions précieuses de cette Province ; tous ces objets, dirigés par l'intelligence & le zèle infatigable de M. l'Abbé Ducros, avoient encore besoin de secours considérables pour leur perfection ; le desir de seconder un ouvrage qui fait autant d'honneur à ceux qui l'ont entrepris, m'a fait chercher tous les moyens d'y concourir. LE ROI, MONSIEUR, & Mgr. LE DUC D'ORLÉANS ont bien voulu donner à cet établissement des marques particulières de leur protection & de leur munificence. »

« Les premiers Directeurs & ceux qui leur ont succédé, ont formé une société littéraire, & les premiers ouvrages qui y ont été couronnés, ont eu pour objet celui qui est peut-être le plus important pour la Province, la conservation des bois. Il n'est pas nécessaire de vous le recommander, Messieurs, vous savez tous les abus qui existent dans cette partie, & la nécessité de vous en occuper sérieusement ; un plus long désordre ruinerait des cantons précieux de la Province. Les digues & la conservation des bois sont les seuls remèdes aux dangers qui la menacent. Nous n'avons cessé, mon prédécesseur & moi, d'envoyer des mémoires aux Ministres sur cette matière ; vous aurez plus de moyens de surveillance, & le gouvernement ne vous refusera sûrement pas son appui & ses secours avec autant de droit pour les solliciter. »

ECOLE DE DESSEIN

« L'ECOLE publique & gratuite de dessin, formée depuis plusieurs années à Grenoble, étoit susceptible de quelques améliorations ; j'ai appelé, à la tête de cette école, un Professeur qui réunit aux talents la meilleure

conduite ; on ne peut qu'applaudir aux succès de ses élèves qui en ont donné des preuves dans les expositions publiques qui précèdent la distribution des prix. »

« Deux enfants jumeaux, appartenants à une mere pauvre, qui habite aux environs du Buis, dans les Baronnie, & dont le hafard me fit appercevoir dans une de mes tournées, l'instinct qui les appelloit à la gravure, réussissent particulièrement dans cette école. Je les fais élever aux frais de la Province qui doit ses secours aux campagnes comme aux villes; elle ne regrettera pas sans doute la dépense que lui occasionnera l'éducation de ces deux jeunes enfants qui joignent, à une physionomie heureuse, une conformité singuliere de goûts & de traits, & le plus excellent naturel. »

PRINCIPAUTÉ D'ORANGE

« ENFIN, Messieurs, accoutumé à faire valoir les privileges des Provinces, sur-tout quand ils ne nuisent pas à l'intérêt général, je suis parvenu à faire rendre à la principauté d'Orange, le régime & les faveurs qui lui avoient été précédemment accordés. »

« Tels sont, Messieurs, les principaux objets dont j'ai cru devoir m'occuper depuis que je suis dans cette Province ; j'en avois projeté beaucoup d'autres, dont plusieurs relatifs aux impositions ; un règlement pour les bois, pour les haras, pour le sel ; s'ils peuvent vous être de quelque utilité, j'aurai l'honneur de les communiquer à MM. les Procureurs-Généraux-Syndics ; s'il y a quelque idée qui puisse être utile à la Province, elle fera mieux développée dans le compte qu'ils vous rendront, & le but que je m'étois proposé, fera plus sûrement rempli & mieux exécuté. »

PONTS & CHAUSSÉES

« LORSQUE le Roi, par un esprit de justice qui dirige toujours ses volontés, a bien voulu rendre à toutes les Provinces les fonds qu'elles

imposent pour les ponts & chaussées, en rendant hommage à cette loi équitable, j'ai pris la liberté de représenter que vous aviez presque tous les ans obtenu beaucoup plus que la moitié en sus de votre contribution, & que ces secours avoient été accordés en considération des travaux immenses & souvent emportés par des torrents, qui sont beaucoup plus multipliés dans cette Province que dans toutes les autres. Le Ministre & l'intendant des finances, chargés de ce département, m'avoient fait espérer une continuation de secours qu'ils ont commencé à réaliser. J'ai obtenu 150,000 liv. pour la suite des travaux de l'année dernière, & je viens de recevoir depuis peu l'assurance qu'on appliquera à l'avenir, aux dépenses qui se font dans la Province, le produit de l'impôt connu sous la dénomination d'octrois appartenants au Roi, en tout ou en plus grande partie, ce que je n'avois cessé de solliciter. »

« Depuis que je suis en Dauphiné, le Roi lui a accordé plus de 500,000 liv. de secours par an, sans y comprendre les excédents de capitation & les fonds variables ; quelle reconnoissance pour les bontés du Monarque, ces dons & ces soulagemens ne doivent-ils pas exciter dans tous les cœurs ! Si les besoins de l'état exigent, pour le moment, quelques secours, que ne doit-on pas espérer d'un Roi juste & bienfaisant, qui ne veut les tenir que de l'amour de ses sujets, & qui, par les retranchemens & les économies qu'il fait aujourd'hui, prouve à la nation que si elle s'est toujours distinguée par son amour pour son Roi, il existe en lui une tendresse paternelle pour ses peuples, qui assure à jamais leur bonheur. »

« N'ayant pu jouir, comme je l'aurois désiré, Messieurs, de la satisfaction de mettre à la fin de chaque année, sous les yeux de la Province, le compte de mon travail, j'ai celle de prévoir que toutes les parties vous en seront développées dans le cours de vos recherches ; que tout ce que j'ai fait passera successivement sous vos yeux ; que tous mes projets seront soumis à votre examen : & s'il en résulte, comme je dois le craindre, que mes lumières n'aient pas toujours répondu à mon zèle, j'ai au moins la douce certitude que vous reconnoîtrez une administration pure, un desir ardent pour le

bien, & un dévouement fans bornes pour la prospérité d'une Province dont les intérêts me font devenus personnels. »

« Vous aurez, Messieurs, cet avantage, tout ce que vous ferez fera connu, & le procès-verbal de vos séances fera le tableau fidele de votre administration qui fera toujours dirigée vers le bien & le bonheur de cette Province; ce sont les seuls objets qui puissent prévaloir contre les différents chocs d'opinion d'une assemblée nombreuse, contre les intérêts personnels, souvent contraires à l'intérêt général, qui doit toujours être le but d'une bonne administration. »

« Le Prélat respectable qui vous préside, fera toujours l'organe de la justice & de la vérité, & il se réunira à vous pour maintenir, dans cette Province, cette heureuse harmonie qui rassemble aujourd'hui toutes les parties de l'Etat, associe tous les intérêts pour connoître tous les besoins & toutes les ressources des Provinces, & ne porter aux pieds du trône qu'un même hommage & un même tribut de reconnoissance. »

M. l'Archevêque de Vienne, Président des Etats, a dit :

MESSIEURS,

« Enfin, nos Etats sont formés; cette Province est restituée dans une administration libre & domestique, inhérente à son ancienne constitution, suspendue par des événements malheureux; jamais abolie, toujours désirée. Le Dauphiné jouit donc de ses droits, & dans l'exercice qu'il en recouvre, il ose dire que la justice du Roi éclate autant que sa bonté : notre reconnoissance n'en est pas moindre; car si parmi les graces qui émanent du Trône, il y en a quelquefois d'aveugles ou d'excessives; s'il y en a souvent d'accordées par une pure munificence louable dans les Princes, celles que la justice éclaire & qu'elle inspire, ont, sur les premières, l'avantage du discernement & de l'utilité; sur les autres, celui d'une sagesse & d'une grandeur d'ame qui fait renfermer dans ses véritables bornes l'usage du

pouvoir souverain. Des graces de cette nature, plus honorables au Monarque, laissent dans le cœur des sujets des impressions plus fortes & plus durables. »

« Il faut pourtant l'avouer ; nos Etats renaissent sous une forme différente, à bien des égards, de celle qu'ils ont eue autrefois. Mais d'abord, c'est le vœu des Trois-Ordres réunis, ou plutôt du peuple entier de la Province, qui a désigné cette forme nouvelle ; l'autorité royale y a joint, après un mûr examen, le sceau nécessaire de la suprême sanction : il n'est point d'établissement moins suspect, ni d'administration dont l'origine puisse être plus saine. Si l'on approfondit ensuite ces différences entre nos anciens Etats & nos Etats actuels, on trouvera que ceux-ci conservent tout ce qu'il y avoit d'essentiel en ceux-là, qu'ils en retranchent des abus constatés par une longue expérience, qu'ils y suppléent, ce qui avoit échappé, à une ignorance & à des préjugés, reste de la barbarie. Ainsi, la Province se gouvernera elle-même, comme alors, mais avec une étendue de surveillance qu'exigent ses accroissements successifs, mais avec une proportion plus équitable entre les besoins & les forces des Trois-Ordres qui la composent, mais avec une représentation plus complete de tous ses districts & de tous ses habitants. Ajoutons à cela les précautions prises pour animer le zèle des Administrateurs élus par leurs Pairs, sans les exposer à la tentation d'abuser d'une confiance irrévocable ou trop long-temps continuée. Vous n'ignorez pas le goût devenu aujourd'hui si commun pour les connoissances qui tendent à perfectionner la culture de la terre, à en multiplier les productions, à encourager l'industrie & les arts, à porter l'ordre & la règle dans toutes les parties de l'administration : que ne doit-on pas attendre de ces connoissances, répandues, perpétuées dans une Province, où les esprits naturellement pénétrants, sembloient n'attendre que ces objets pour exercer leur activité ? »

« Voilà, Messieurs, d'excellents appuis pour vos Etats ; voilà de grands moyens de travailler à la félicité publique. Cependant il en est encore un d'une toute autre importance ; la droite raison l'enseigne, la vraie politique

lui rend hommage, & la fainteté de mon ministère, qu'il ne m'est pas permis d'oublier, m'autorise à le mettre sous vos yeux. »

« C'est une chimère qu'un Etat heureux sans le regne des mœurs & des vertus ; la République de Platon est moins fabuleuse que celle-là. Quelles sont les causes de la ruine qui menace ce Royaume, au milieu de ses ressources & de son opulence ; de ces dettes prodigieusement entassées, sous le poids desquelles le trésor public est prêt à succomber ? De cette distance énorme entre les charges & les revenus de l'Etat ? En un mot, de tous ces maux dont la France entière invoque à grands cris le remède, dans la convocation de ses Etats-Généraux ? Sans doute il y a eu des guerres à entreprendre ou à soutenir, & ce n'est pas à nous d'interroger, à cet égard, les Maîtres de la terre, à qui Dieu a confié le glaive dont ils arment leurs sujets, & qui leur demandera compte de tout le sang que ce glaive aura répandu. Mais cette cause n'auroit pas suffi : la dépravation des mœurs publiques nous en offre de plus fréquentes & de plus malignes. Le luxe, après avoir infecté de son venin les hautes régions du monde, descend aux conditions inférieures, & ne dédaigne les plus basses que pour les laisser en proie à une indigence plus avilissante & plus dure : dès-lors, plus de distinction entre les dépenses nécessaires & les dépenses superflues ou pernicieuses : je me trompe ; il y en a une qui fait préférer celles-ci, comme flattant davantage les goûts déréglés & les criminelles passions. Dans les dépenses, même nécessaires, plus de cette réserve & de cette économie qui en écarte la vaine ostentation. Les Princes s'accoutument à estimer, au delà de leur valeur, les grâces pécuniaires, parce qu'ils les voient ardemment sollicitées par les personnes qui les entourent ; l'insatiable cupidité, d'une part, la complaisance & la facilité, de l'autre, concourent à la dissipation des finances. Si nous portons nos regards ailleurs, nous verrons des pères de famille, & ce qui est plus ordinaire & n'est pas moins blâmable, des hommes qui ne veulent pas l'être, remplir avidement des emprunts ouverts, & pour une augmentation de fortune personnelle, ou sacrifier leurs enfants, ou se vouer eux-mêmes à un célibat profane, ou à la futile oisiveté d'une

vie privée. De cette source dérive l'abandon des professions laborieuses mais plus utiles ; la recherche de celles dont le luxe est l'aliment, comme plus lucratives & moins pénibles, l'agrandissement immodéré de certaines villes, la désertion & la misère des campagnes. Qu'un état où ces vices dominent, ait encore, si l'on veut, une surface brillante, les hommes n'y sont pas heureux : en vain prétend-t-on y faire fleurir l'agriculture & la population, ces deux pivots, sur lesquels roule la prospérité des Empires, les moyens d'y parvenir peuvent être bons dans leur espèce ; mais des moyens physiques, préparés aux hommes pour les conduire au bonheur, échouent contre les obstacles moraux qui les en détournent.

Jé fais que la censure des mœurs n'appartient pas à des assemblées comme la nôtre ; elles n'ont pas même la législation qui ne corrige que les dehors, & les corrige rarement : le frein unique, mais aussi le plus salutaire dans l'économie politique au ravage destructeur des passions humaines, c'est l'esprit de concorde & de défintéressement.

L'un & l'autre ont présidé à la composition de nos Etats ; la concorde y a été cimentée par le renoncement généreux à une supériorité de suffrages, à une exemption de contributions, lesquelles avoient excité autrefois des troubles intestins dans cette Province, & l'avoient long-temps privée de son administration. Les Trois-Ordres n'en font qu'un pour le service du Roi & de la Patrie ; les villes, les bourgs & les campagnes n'ont plus d'intérêts opposés. Du centre aux extrémités de la Province, l'influence est égale & la représentation uniforme.

Le défintéressement ne pouvoit être mieux établi que par la modicité des honoraires & par la régénération continuelle. Une place d'administrateur ne fera pas une amorce pour la cupidité, qui craindra peut-être d'y perdre, qui n'espérera pas d'y gagner : elle n'allumera pas les desirs d'une ambition à qui l'on montre d'avance le terme infallible & prochain de sa jouissance.

Il est à croire que des Etats composés dans ce double esprit, n'observeront pas seulement une exacte justice dans l'assiette & la répartition des impôts, dans la distribution des secours & des récompenses, ce qui est le

premier & le plus sacré de leurs devoirs, mais encore qu'ils ne favoriseront que les arts, les établissemens, les inventions utiles aux mœurs, persuadés que l'industrie n'est qu'un amusement frivole, si elle ne rend pas les hommes meilleurs, & devient un fléau, si elle les pervertit ; qu'en s'occupant des travaux & des ouvrages publics, ils consulteront la nécessité plus que l'embellissement, la solidité plus que la magnificence, l'intérêt général plus que des intérêts resserrés, la réputation méritée par des talents & des services, plus que la protection & l'intrigue ; les facultés réelles du pays, plus que des projets séduisans & ruineux ; enfin, qu'ils accrédi teront, qu'ils affermiront dans cette Province, par leurs opérations & par leurs exemples, je ne dis pas la rudesse, la grossièreté, les superstitions de nos ancêtres d'un temps reculé, mais la noble simplicité de leurs mœurs, leur modestie ennemie du faste & du luxe, leur loyauté, leur attachement à la religion.

O vous ! (1) respectables dépositaires & interpretes auprès de nous des volontés du Roi, foyez témoins de l'engagement que nous contractons de suivre ces précieuses maximes, portez-les au pied du Trône ; le Souverain que Dieu nous a donné, ne peut recevoir de ses sujets d'hommage plus digne de lui.

M. le Comte de Narbonne-Fritslar a dit que pour se conformer aux intentions de S. M., il doit laisser sur le bureau des copies des requêtes & mémoires présentés au Roi & à son Conseil, par M. le Comte de Berenger & par M. le Vicomte de Pons, pour réclamer le droit qu'ils soutiennent avoir d'être membres nés des Etats, en vertu de leurs Baronnie s, & M. le Comte de Narbonne a ajouté qu'il invitoit les Etats à remettre aux Commissaires du Roi la réponse qu'ils jugeroient à propos de faire.

Ensuite MM. les Commissaires du Roi se sont levés pour saluer l'Assemblée qui s'est également levée ; ils ont été accompagnés par MM. les Députés qui avoient été nommés pour les recevoir.

(1) MM. les Commissaires du Roi.

M. l'Archevêque d'Embrun a dit :

MESSIEURS,

« Nous voilà donc enfin arrivés à ce terme heureux qui faisoit depuis si long-temps l'objet de nos desirs ; c'est à votre zele patriotique, à cette conduite courageuse & ferme, qui fait votre gloire & notre bonheur, que nous devons le précieux avantage de jouir de nos privileges, & d'écarter loin de nous l'empire de l'arbitraire, qui semble n'avoir été inventé que pour le malheur des peuples & la honte de l'humanité. »

» Une révolution subite & imprévue avoit répandu parmi nous l'épouvante & l'effroi ; la France étonnée, jetoit de toutes parts des regards inquiets, dans la crainte des maux dont elle étoit menacée ; la justice exilée ne rendoit plus d'oracles ; dans le sanctuaire des loix regnoit un silence absolu, semblable au calme des tombeaux. »

» Dans le temps que des secousses rapides, des mouvements précipités avoient ébranlé ces bases antiques, sur lesquelles reposent la fûreté du Citoyen & le pouvoir des Rois ; au milieu de ces flots impétueux, qui sembloient devoir engloutir le plus florissant des Empires, des Citoyens vertueux ont donné le signal de détresse ; vos cris redoublés se sont fait entendre & l'orage s'est dissipé. »

» Vos fideles Députés, ces hommes distingués, que vous avez chargé de votre confiance, ont joint, à une fermeté à toute épreuve, le zele le plus éclairé ; ils ont soutenu vos droits sans crainte comme sans foiblesse, & il feroit difficile de prononcer, s'ils ont été plus honorés de votre suffrage, qu'ils n'ont fait honneur à votre choix : moi-même, Messieurs, (car il est glorieux de s'affocier à une si belle cause) ; moi-même j'ai été assez heureux pour parler avec courage en faveur de la chose publique, au milieu d'une assemblée auguste, qui prenoit part à nos malheurs, & je ne crains point d'affurer, avec cette noble confiance que le sentiment inspire, que lorsqu'il

s'agira du bien de la patrie, je me ferai toujours un devoir d'imiter votre exemple.

» De si nobles efforts de votre part, méritoient sans doute d'être couronnés du succès. Jouissez de votre triomphe, généreux & chers compatriotes ; votre nom est illustré dans toute la France. J'ai été témoin des transports de reconnoissance que vous avez excités dans la Capitale ; il suffisoit d'être reconnu pour vos Concitoyens, pour recevoir ces tributs d'hommage qui sont le garant de l'admiration & du respect.

» Il fera donc écrit dans vos fastes, que par des remontrances sages, mais fortement prononcées, par des écrits pleins de noblesse & d'énergie, vous avez éclairé la religion d'un Monarque à qui il suffit de montrer le bien pour porter son cœur à le pratiquer. Vous avez fait rendre à cette Province, des Magistrats qui en sont l'ornement & la gloire ; cette compagnie illustre oubliera sans doute la disgrâce d'un moment, puisqu'elle lui a fourni une preuve aussi sensible de notre reconnoissance & de notre amour pour elle.

Vous connoissez, Messieurs, les obligations que vous impose la loi impérieuse du devoir, c'est à vous de mesurer les forces de vos Concitoyens, afin que, par des combinaisons justes & profondément réfléchies, vous rendiez moins onéreux le poids énorme qui nous accable. Le mal est grand, mais il n'est pas impossible d'y remédier ; une économie sage, des vues d'administration bien dirigées, allégeront le fardeau que le malheur des temps nous oblige de supporter. Hé ! que n'avons-nous pas à espérer depuis que la sagesse du Monarque a placé à la tête de ses finances, cet homme sublime & vertueux, qui illustreroit le nom François, s'il étoit né parmi nous ; cet Administrateur par excellence, que la nature a doué de ces grands talents qui sont les grands hommes, & dont le génie ferme & bien-faisant, semble avoir été formé pour le bonheur & la tranquillité de cet Empire ! Eclairés de ses lumières, nous ne craignons pas de nous égarer dans nos vues ; une seule étincelle de ce feu créateur, dont il est animé, suffira pour exciter en nous l'amour du bien, préparer les plus grands succès. Nous avons à notre tête un Prélat respecté, que la vertu elle-même

pourroit choisir pour modele, & dont les lumieres & les talents ont reçu encore un nouveau lustre, puisqu'il a mérité vos suffrages. Hâtons-nous donc, Messieurs, de payer à la Patrie le tribut de nos soins les plus assidus; justifions le zele que vous avez montré à foutenir ses droits en travaillant avec courage au foulagement d'un peuple que nous chérifions, & au bien de l'état qui nous est cher à tant de titres. »

L'Assemblée a répondu par des applaudissements.

M. le Comte de la Blache, tant en son nom qu'en celui de MM. le Marquis de Viennois & le Comte de Virieu-Pupetiere, a dit :

MESSIEURS,

« IL nous tarloit d'avoir l'honneur d'assister à cette Assemblée pour vous y porter cet hommage que nous vous devons comme François & comme citoyens, & qu'il est si doux d'adresser à ses compatriotes.

» Combien de fois avons-nous entendu proclamer avec éloge la sagesse de vos Conseils, la fermeté de vos délibérations & la noble éloquence qui favoit en exposer les résultats & en développer les principes ! Combien de fois l'honneur d'être les Députés de la Noblesse, nous a-t-il rendu dépositaires des suffrages, des louanges, des acclamations qui vous étoient adressés de toute part & que nous avons recueillis pour vous ! Combien de fois enfin, avons-nous formé & exprimé le vœu que des coopérateurs des Ordres du Clergé & du Tiers-Etat, vinssent partager cette jouissance en même-temps que nos travaux !

» Quant à nous, Messieurs, heureux d'avoir pu joindre nos efforts aux vôtres ; fiers de ces sentiments patriotiques que vous avez déployés avec tant d'énergie, nous honorant tout-à-la-fois, & de vous appartenir comme compatriotes, & des intérêts si chers que vous avez daigné nous confier,

nous venons déposer au milieu de vous nos cœurs, nos sentimens & notre respectueuse reconnoissance. »

L'Assemblée a répondu par des applaudissemens réitérés.

Les Etats ont chargé M. le Président d'inviter M. de la Bove à remettre incessamment les mémoires & renseignemens qu'il a bien voulu promettre.

M. le Président a renvoyé la séance à demain, sur les dix heures du matin, & il a signé :

† J. G. *Archev. de Vienne, Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

*Du Mardi, deux Décembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à dix heures
du matin.*

LE Secrétaire a dit qu'il a reçu tous les pouvoirs des Députés, à l'exception des procès-verbaux des Assemblées de districts de Vienne & de Romans ; il a fait lecture des nominations contenues dans les procès-verbaux ou délibérations des Chapitres, Curés, Bénéficiers simples, & maisons religieuses & dans ceux des Assemblées de districts de la Noblesse & du Tiers-Etat, ainsi que des Assemblées des villes.

Suivent les noms des Membres des Etats, d'après les délibérations & procès-verbaux de leurs nominations, sans observation de rang, d'âge ni de préférence.

CLERGÉ

Monseigneur l'Archevêque de
Vienne, *Président*.

Monseigneur l'Archevêque d'Em-
brun.
Monseigneur l'Evêque de Die.

Commandeurs de Malthe.

M. le Commandeur de Rozan.
M. le Commandeur de Rigaud.

M. le Commandeur de Monspey.

Députés des Eglises Cathédrales.

MM. De Saint-Albin, *Doyen de
l'Eglise de Vienne.*
De la Salcette, *Chanoine de
l'Eglise d'Embrun.*
Barthellemey, *Chanoine de
l'Eglise de Grenoble.*
De Lancelin de la Rolliere
*Chanoine-Archidiacre de
l'Eglise de Valence.*

MM. Colaud de la Salcette, *Cha-
noine de l'Eglise de Die.*
De Saint-Genis, *Chanoine de
l'Eglise de Gap.*
De Seillant, *Prévôt de l'Eglise
de Saint Paul-Trois-Châ-
teaux.*

Députés des Eglises Collégiales.

MM. L'Abbé de Dolomieu, *Cha-
noine & Comte de l'Eglise de
Saint Pierre-Saint-Chef de
Vienne.*
De Legaliere, *Chanoine de Saint
André de Grenoble.*

MM. Suel, *Chanoine de l'Eglise de
Saint Barnard de Romans.*
Marcelin, *Chanoine de l'Eglise
de Crest.*
De Courgeux, *Chanoine de
l'Eglise de Montelimar.*

Députés des Curés.

M. Fuzier, Curé de Chirens, diocèse de Vienna.		M. Allard, Curé de la paroisse Sainte Cécile de la ville d'Embrun.
---	--	---

Députés des Abbés-Commandataires, Prieurs & Bénéficiers simples.

M. Vienna.	du diocèse de		M. L'Abbé de Leyffin, Abbé comman- dataire de l'Abbaye de Boscodon, pour le diocèse d'Embrun.
---------------	---------------	--	---

Députés des Communautés Religieuses d'Hommes.

Dom Renard, Chartreux de la Silve-Bénite.

Députés des Communautés Religieuses de Filles.

Dom Harmand, Chartreux, Coadjuteur des Religieuses Chartreuses de la maison de Salette, diocèse de Lyon.

NOBLESSE

Élection de Grenoble.

MM. Le Marquis de Langon, Maré- chal des Camps & Armées du Roi.		MM. Le Vicomte de Bardonenche.
Le Marquis de Baronat.		Le Comte de Morges.
De Sibeud de Saint-Ferreol.		Le Comte de Revol.
Le Baron de Chaleon, Con- seiller au Parl. de Grenoble.		Le Baron de Venterol.
		Le Marquis de Viennois.
		Le Marquis de Chalvet.
		Le Comte Antoine d'Agoult.

Election de Vienne.

MM. Le Vicomte de Leyffin. Le Chevalier du Bouchage. Le Baron de Vaulx, <i>Président</i> à Mortier au Parlement de Grenoble. Le Comte de Méfrey, <i>Con-</i> <i>seiller au Parl. de Grenoble.</i> Le Marquis de Buffevent. Le Comte de Mercy, <i>Mestre de</i> <i>Camp de Cavalerie.</i>	MM. Le Comte de Virieu-Pupetiere, <i>Mestre de Camp du Régiment</i> <i>de Limoufin, Infanterie.</i> Le Marquis de Rachais. Le Comte de Vallier. Le Marquis de Rigaud, fils. Le Chevalier de Rachais. Le Marquis de Bienaffis.
---	--

Election de Romans.

MM. Le Marquis de Marcieu, <i>Lieu-</i> <i>tenant-Général des Armées du</i> <i>Roi, & Gouverneur de la Ville</i> <i>de Grenoble.</i> Le Comte de la Blache, <i>Maré-</i> <i>chal des Camps & Armées du</i> <i>Roi.</i>	MM. Le Marquis de Beauffem- blant. Le Chevalier de Murinais. Le Marquis de Pifançon. De Delley-d'Agier. Duvivier.
--	--

Election de Valence.

MM. Le Marquis de Saint-Vallier. Le Marquis de Veynes. Le Marquis de Vesc de Be- conne.	MM. De Breffac, <i>Président à Mortier</i> <i>au Parlement de Grenoble.</i> De Marquet.
--	---

Election de Gap.

MM. Le Comte de Flotte, <i>Chef de</i> <i>division des Armées Navales.</i> Le Marquis de Savines, <i>Maré-</i> <i>chal des Camps & Armées du</i> <i>Roi.</i>	MM. Le Marquis d'Abon. Le Marquis de la Villette. De Taxis du Poët. Le Marquis d'Hugues.
--	---

Election de Montelimar.

MM. Le Marquis Dupui-Montbrun,
Brigadier des Armées du Roi,
& Grand' Croix honoraire de
l'Ordre de Malthe.
 Le Comte de Marfane, *fls.*
 Le Comte de la Coste.
 Le Marquis de Grammont,
Duc de Caderouffe.

MM. Le Marquis de la Tour-du-
 Pin-Montauban, *Maréchal*
des Camps & Armées du Roi,
& Gouverneur de la Ville de
Montelimar.
 Le Marquis de Blacons, *fls.*
 Le Baron de Montrond.

TIERS-ÉTAT

Election de Grenoble.

VILLE DE GRENOBLE

MM. Revol, *second Consul-Echevin.* | M. Mounier, *Négociant.*
 Michal, *Bourgeois.*

Députés du District.

M. Pifon-du-Galland, <i>Juge-Episc. de</i> <i>Grenoble.</i>	MM. Revol, <i>Avocat.</i> <i>Aman.</i>
Allard-du-Plantier, <i>Bourgeois.</i>	Bernard, <i>Lieutenant en la Judi-</i> <i>cature de Grenoble.</i>
Dumolard.	Farconet, <i>Avocat.</i>
Royer, <i>ainé.</i>	Vial, <i>de Vessilien.</i>
Guillot, <i>Notaire à la Mure.</i>	Vigne-la-Chaud.
Imbert-des-Granges.	Jullien, <i>de Tencin.</i>
Bravet.	

Election de Vienne.

VILLE DE VIENNE

M. Chabroud, *fls, Avocat.* | M. Bernard, *Avocat.*

Députés du District.

MM. Ronin, <i>Avocat du Roi à Vienne.</i>	MM. Lombard, <i>Avocat, résidant à</i>
De Roziere-de-Champagnieu,	<i>Saint Simphorien d'Ozon.</i>
<i>Avocat.</i>	Reynaud, <i>Bourgeois à Crémieu.</i>
Carlet, <i>Bourgeois à la Coste-</i>	Apprin, <i>Notaire au Passage.</i>
<i>Saint-André.</i>	Chevalier de Maisson-Blanche,
Giraud, <i>Notaire à Moretel.</i>	<i>résidant aux Avenieres.</i>
Pascal-la-Rochette, <i>Avocat,</i>	Proby, <i>Notaire à Bevenais.</i>
<i>habitant à Saint Geoire.</i>	Salomon, <i>Bourgeois à Bossieux.</i>
De Nantes, <i>Avocat à Vienne.</i>	d'Anthon, <i>Avocat à Vienne.</i>
Picot-la-Baume, <i>Avocat à Tor-</i>	Peroncet-de-Beauvini, <i>résidant</i>
<i>chefelon.</i>	<i>à Vignieu.</i>
Sornin, <i>Bourgeois à Vienne.</i>	

Election de Romans.

VILLE DE ROMANS

M. De Lacour-d'Ambezieux, *Avocat.* | M. Mortillet, *Echevin.*

VILLE DE SAINT MARCELLIN

M. Vallier-Colombier, *Maitre particutier des eaux & forêts, au département de*
Saint Marcellin.

Députés du District.

MM. Champel, <i>Avocat.</i>	MM. Vallet-Contamine.
Glandut, <i>de Saint-Antoine.</i>	Reynaud-Florentin.
Figuet, <i>Négociant.</i>	Reymond, <i>fls.</i>
Pouchon, <i>de Colonge.</i>	

Election de Valence.

VILLE DE VALENCE

M. De Landes.

M. Berenger, *Procureur du Roi en l'Election.*

Députés du District.

MM. Didier, *Avocat.*

Blancard, *Bourg. à l'Oriol.*

Ezeingeard, *Notaire.*

MM. Chalamel, *Bourgeois à Tain.*

Roux, *Procureur à Romans.*

Election de Gap.

VILLE DE GAP

M. Marchon, *Maire.*

VILLE D'EMBRUN

M. Ardoin, *Avocat.*

VILLE DE BRIANÇON

M. Grand de Champrouet, *Conseiller & Assesseur au Bailliage.*

Députés du District.

MM. Gautier, *Notaire à la Saulce.*

Allemand-Dulauron.

Nicolas, *Notaire à Serres.*

Carles, *Notaire à Veynes.*

MM. Collomb, *Avocat à Remollon.*

Durafour, *Châtelain à Saint Crépin.*

Election de Montelimar.

VILLE DE MONTELMAR

M. Cheinet, *Maire.*

VILLE DE DIE

M. de la Morte, *Maire.*

VILLE DE CREST

M. Richard, *Maire.*

VILLE DU BUIS

M. de Bertrand, *Comte de Montfort, Lieutenant-Général au Bailliage des Baronnies.*

Députés du District.

MM. Falquet-Travail, <i>Propriétaire à</i>	MM. Barnave, <i>filz, Avocat.</i>
<i>Saou.</i>	Lagier-de-Vaugelas, <i>Avocat.</i>
Morin, <i>pere, Négociant à Dieu-</i>	Bignan, <i>Négociant à Suse.</i>
<i>lefit.</i>	Farre, <i>Propr. à Mollans.</i>
Chaniac, <i>pere, Avocat.</i>	

IL a été reconnu que parmi les personnes ci-dessus nommées, plusieurs sont absentes pour cause de maladie ou pour des affaires pressantes ; savoir : dans le Clergé, MM. de Saint-Albin, Fuzier, de Leyssin, Dom Armand & Dom Renard ; & dans le Tiers-Etat, MM. Carlet, Allard-du-Plantier, Champel, Reynaud, Picot-Labaume, Perroncet, Ronin, Reynaud-Florentin, Nicolas, Carle, Vallet-Contamine, Sornin, Chevalier de Maison-Blanche, Giraud, Colonge, Pascal-la-Rochette, Apprin, Proby, Berenger & Vial-Vessillieu.

IL a ensuite été fait lecture d'une requête présentée aux Etats par M. Chaix de Chamlon, Prieur de la Coste-Saint-André, par laquelle il soutient que la nomination de M. Bernard, élu dans l'Assemblée des Bénéficiers simples du diocèse de Vienne, est absolument nulle, comme

étant contraire au règlement, & qu'il doit lui être préféré, quoiqu'il ait eu un moins grand nombre de suffrages.

M. Bernard a demandé qu'il lui fût permis de lire un mémoire pour sa défense, il l'a ensuite déposé entre les mains du Secrétaire.

M. le Président a dit qu'il étoit nécessaire de nommer une commission pour examiner la difficulté qui s'étoit élevée entre MM. de Chamlon & Bernard, & pour vérifier tous les pouvoirs des Députés, & en faire leur rapport à l'Assemblée, *Mgr. l'Archevêque d'Embrun, MM. l'Abbé Barthelémy, le Baron de Vaulx, le Baron de Chaleon, le Comte de la Blache, le Marquis de Savines, de Bertrand, Comte de Montfort, d'Ambezieu, Pison-du-Galland, Didier, Chabroud & Marchon*, ont été nommés Commissaires pour cette vérification.

M. le Président a indiqué la séance prochaine à demain, sur les dix heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

*Du trois Décembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à dix heures
du matin.*

M. *Fuzier*, Député des Curés du diocèse de Vienne ; *Dom Renard*, Député des Communautés Religieuses d'Hommes ; *Dom Harmand*, Député des Communautés Religieuses de filles ; MM. *Sornin, Pascal-la-Rochette, Ronin, Carlet, Reynaud*, Députés du Tiers-Etat de l'Élection de Vienne ; MM. *Champel, Vallet-Contamine, Reynaud-Florentin*, de celle de Romans ; MM. *Nicolas & Carle*, de celle de Gap, ont pris séance aux Etats.

M. l'Archevêque d'Embrun a dit que la Commission a examiné tous les procès-verbaux & délibérations contenant les pouvoirs des Membres des Etats, les procès-verbaux des Assemblées de district de Vienne & de Romans ayant été adressés au Secrétaire, depuis la dernière Séance, & par lui remis sous les yeux de la Commission, & qu'il paroît qu'on a suivi, pour les formes extérieures, les dispositions du règlement.

M. le Président a renvoyé la Séance à quatre heures du soir, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du même jour, à quatre heures du soir.

M. le Président a dit que M. Vial-Vessillieu, Député du district de l'Election de Grenoble, lui a écrit pour lui annoncer que son âge & ses infirmités ne lui permettoient point de se transporter à Romans pour y remplir les fonctions de Membre des Etats, & qu'il prioit l'Assemblée d'agréer qu'il fût remplacé par celui qui avoit eu le plus de suffrages après les personnes élues dans le district.

Il a été arrêté que pour remplacer M. Vial-Vessillieu, M. le Président écrira à M. Allemand des Chemins, notaire Royal au Monestier de Clermont, pour l'inviter à se rendre à Romans, attendu que le Procès-Verbal de l'Assemblée tenue à Vizille, l'indique, comme ayant eu le plus de suffrages après les Députés.

Ayant été proposé d'examiner comment on décideroit les questions d'incomptabilité des personnes députées aux Etats, M. l'Evêque de Die, au nom de l'Ordre du Clergé, a demandé le renvoi de la délibération sur ce

fujet, à demain, en exécution de l'art. 56 du règlement arrêté par S. M. en son Conseil.

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, sur les dix heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

*Du quatre Décembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à dix heures
du matin.*

MM. Colonge, Député de l'Election de Romans ; Apprin & Proby, Députés de l'Election de Vienne, ont pris Séance.

M. le Président a dit qu'il a reçu une lettre de M. Allemand-Dulauron, dont il doit être fait lecture.

Cette lettre a été lue par le Secrétaire ; elle est de la teneur suivante :

MONSEIGNEUR,

« AYANT été honoré de la confiance de madame la Marquise de Talaru
» & de madame la Comtesse de Bruc, dont j'ai substitué la procuration en
» vertu des pouvoirs qu'elles m'en avoient donné, je n'ai pu voir, sans
» surprise, quelques personnes de mon ordre confondant les fonctions d'un
» procureur-fondé avec celles d'un agent, élever des doutes sur la validité
» de ma nomination de Député aux Etats.

» Je crois pouvoir dire, Monseigneur, parce que personne ne l'ignore
» dans cette Province, que ma conduite, dans les circonstances les plus

» critiques, a mérité l'estime & l'approbation de mes concitoyens ; ils ont
 » bien voulu m'en donner, en différentes occasions, les témoignages les
 » plus flatteurs ; je dois donc être convaincu qu'aucun d'eux n'a eu
 » l'intention de me nuire, & que l'attachement aux regles a pu seul faire
 » naître des doutes sur le droit que je crois avoir d'être membre des Etats.

« La Communauté de St. André en Rosans, lieu de ma naissance,
 » m'ayant député à l'Assemblée de district de l'Élection de Gap, & ne me
 » considérant point comme ayant des qualités incompatibles, j'ai dû me
 » présenter à cette assemblée pour y donner mon suffrage ; les Membres
 » qui la composoient ont bien voulu m'honorer de leur confiance & m'ont
 » même nommé leur Président ; c'est pour répondre à cette confiance, que
 » je me suis rendu aux Etats, malgré ma mauvaise santé & des affaires qui
 » m'en auroient éloigné, si je n'avois consulté que mes intérêts ; mais
 » quoique bien persuadé que ma nomination est régulière, il suffiroit,
 » Monseigneur, qu'une seule personne de l'auguste Assemblée que vous
 » présidez, eût conçu le moindre soupçon sur ce sujet, pour que ma
 » délicatesse m'eût fait une loi de renoncer au droit de voter dans les
 » Etats.

« La résolution que je viens de prendre, Monseigneur, est ferme
 » & sincère. Je déclare abdiquer ma place de membre des Etats, que mes
 » principes ne me permettent pas d'occuper, & je m'estime honoré de
 » pouvoir faire à ma patrie ce nouveau sacrifice. J'ose espérer, Monseigneur,
 » que vous aurez la bonté de faire lire ma lettre à l'Assemblée des Etats. »

Je suis, avec le plus profond respect, Monseigneur, Votre très-humble
 & très-obéissant serviteur. *Signé, ALLEMAND-DULAURON, Procureur du Roi à
 la Police de Grenoble.*

Romans, le 4 Décembre 1788.

LES Etats ayant repris la Délibération renvoyée à ce jour, il a été arrêté
 que les questions relatives aux qualités incompatibles des personnes

députées aux Etats, feront renvoyées à l'examen de l'ordre dont ces personnes feront Membres, fauf à être décidées par les Etats, en cas de recours.

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, sur les dix heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

*Du cinq Décembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à dix heures
du matin.*

M. l'Abbé de Leyffin, Député des Bénéficiers simples du Diocèse d'Embrun ; MM. Chevalier de Maison-Blanche, Giraud, Picot-la-Baume & Perroncet, Députés de l'Election de Vienne, ont pris séance aux Etats.

M. l'Abbé de Leyffin a dit, que « persuadé du droit qu'il a de siéger » & voter immédiatement après Nosseigneurs les Archevêques & Evêques, » & avant MM. les Baillis & Commandeurs de l'Ordre de Malthe, & avant » MM. les Doyens des Eglises Cathédrales & Collégiales de cette » Province, par la raison que dans l'Ordre Hiérarchique, les Abbés- » Commandataires sont, & ont toujours été regardés comme *prelati minores*, » avec Jurisdiction *quasi episcopale* dans les Cloîtres des maisons dont ils sont » les Chefs ; cependant pour ne point faire perdre un temps précieux, qui » est accordé à cette auguste Assemblée pour s'occuper du bien général, il » consent de s'en rapporter, pour le moment présent, à la décision de

» Monseigneur l'Archevêque de Vienne, en sa qualité de Président des
» Etats, jusqu'à ce que la question soit décidée par ceux qui ont le droit de
» le faire ; il prie Monseigneur le Président & MM. des Etats d'ordonner
» que la présente protestation sera inférée dans le Procès-Verbal de
» l'Assemblée ».

M. le Commandeur de Rozan, au nom de MM. de Malthe ; M. Barthelémy, au nom des députés des Cathédrales ; M. l'Abbé de Dolomieu, au nom des Collégiales, & M. Fuzier, au nom des Curés, ont fait des protestations contraires.

M. le Président a dit que « MM. du Clergé ont examiné la difficulté qui s'est élevée entre M. Bernard & M. de Chamlon ; qu'ils ont pensé que l'élection de M. Bernard devoit être déclarée nulle, attendu que sur vingt-trois personnes qui composoient l'Assemblée des Bénéficiers simples du Diocèse de Vienne, il y avoit quatorze Collégiés de l'Eglise de Saint Maurice & quatre Curés ; que les Collégiés sont membres de l'Eglise de Saint-Maurice, qu'ainsi leur droit d'élire a été consommé par la députation de M. l'Abbé de Saint-Albin, élu par le Chapitre ».

« Que M. Bernard étant lui-même un de ces Collégiés & Chevalier de l'Eglise de Saint-Maurice, n'a pu être élu parmi les Bénéficiers simples ; que les Collégiés qui font partie du corps de cette Eglise, soutiennent qu'ils ont le droit de concourir à toutes les députations, & que même M. Bernard, en qualité de leur prévôt, par acte du 20 novembre dernier, interpella le Chapitre de les admettre dans l'assemblée qui devoit être convoquée, pour députer aux Etats ; que le Règlement ne permet pas qu'on puisse être électeur & éligible en deux lieux à la fois ; que par la même raison, les Curés n'auroient pas dû voter dans l'Assemblée des Bénéficiers simples ; que cependant M. de Chamlon ne peut avoir le droit de remplacer M. Bernard, attendu que les personnes qui n'avoient pas le droit de voter, formoient le plus grand nombre. »

Les Etats ont arrêté que M. le Président fera convoquer une nouvelle Assemblée de Bénéficiaires simples du Diocèse de Vienne, pour élire un autre Député.

M. Bertrand, Comte de Montfort, a dit, au nom du Tiers-Etat, « qu'instruit de la démission de M. Allemand-Dulauron, par la lecture de la » Lettre qui fut adressée hier à M. le Président, ils ont prié MM. Bertrand » de Montfort & d'Ambesieux, de lui témoigner, au nom de leur Ordre, » combien il regrettoit que M. Dulauron, donnant à sa démission des motifs » de délicatesse, la liberté & le vœu de son Ordre se trouvaient gênés » pour le réclamer, & que l'Assemblée fût privée de l'assistance & des » lumières d'un citoyen aussi distingué par son patriotisme, & fait pour » réunir, non-seulement les suffrages de son Election, mais ceux de son » Ordre. »

M. de Montfort a ajouté que « M. d'Ambesieux & lui avoient rempli » leur mission envers M. Dulauron, & que leur Ordre espéroit que les Etats » consentiroient qu'il fût fait mention, dans le Procès-Verbal de » l'Assemblée, du rapport qui vient de leur être présenté. »

Les Etats ont arrêté qu'il sera fait mention, dans le Procès-Verbal, du rapport fait par M. Bertrand de Montfort. Au surplus, ils ont déclaré qu'ils ne peuvent donner trop d'éloges au Patriotisme, au zèle, aux lumières & à la fermeté dont M. Allemand-Dulauron a donné des preuves éclatantes dans les circonstances les plus critiques, & qui lui ont mérité l'estime & l'approbation de ses concitoyens.

Le Secrétaire a fait lecture de divers Mémoires qui lui ont été adressés relativement à de prétendues irrégularités dans le pouvoir de plusieurs des Membres des Etats.

Ce qui a fait naître la question de savoir si M. Roux, ayant voté comme Electeur, en la seule qualité d'Officier-Municipal dans l'Assemblée de la

Ville de Romans, où il n'est pas propriétaire, a pu être ensuite valablement nommé par la Communauté de Charpey, pour se rendre à l'Assemblée de district, à Chabeuil, où il a été député aux Etats.

Les Etats rendant justice aux qualités personnelles & à la bonne foi de M. Roux qui, d'après l'attestation des Officiers-Municipaux, refusoit de voter dans l'Assemblée de la Ville de Romans, & qui y fut engagé par les Membres de l'Hôtel-de-Ville, persuadés qu'ils étoient, en cette qualité, obligés de donner leurs suffrages ; mais considérant que la constitution des Etats s'oppose expressément à ce qu'on puisse être électeur, & éligible en deux lieux à la fois, il a été déclaré que M. Roux ayant été électeur à Romans, n'a pu être Député par la Communauté de Charpey, pour élire à Chabeuil, & conséquemment que sa nomination est nulle.

Sur la lecture des autres Mémoires, les Etats ont déclaré qu'ils ne présentent aucun moyen digne de leur attention.

M. le Président a dit que « MM. Abel & Chaix avoient eu un nombre » égal de suffrages après les personnes élues dans l'Assemblée de Chorge, » & qu'il faut décider lequel des deux fera préféré pour remplacer » M. Dulauron. » Il a été arrêté que le plus âgé des deux fera admis en remplacement.

Il a également arrêté qu'on ne recevra aucune Requête ou Mémoire contre les nominations des Membres, passé le 6 de ce mois.

M. le Président a renvoyé la Séance à quatre heures du soir, & il a signé :

† J. G. *Archev. de Vienne, Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du même Jour, à quatre heures du soir.

M. l'Archevêque de Vienne a dit « qu'ayant écrit à M. Necker, Ministre des Finances, pour l'engager à solliciter, pour la Province, auprès de S. M., la permission de nommer les Députés aux Etats-Généraux, dans la forme portée par l'Art. 50 du projet du Règlement présenté au Roi par l'Assemblée Générale des Trois-Ordres, il a reçu de ce Ministre une Lettre dont il doit être fait lecture. »

Le Secrétaire a lu la Lettre de M. Necker, dont la teneur suit :

« Je rendrai compte au Roi, demain, Monseigneur, de votre demande,
» elle me semble raisonnable. Vous ne me dites point quel nombre de
» Députés, aux Etats-Généraux, la Province de Dauphiné desireroit
» d'envoyer ; mandez-le moi, je vous prie, par le retour du courrier, si
» vous le savez. » J'ai l'honneur d'être, avec le plus parfait attachement.
» *Signé, NECKER.*

Ce 29 Novembre 1788.

UN Officier du Régiment de Royal-la-Marine est entré dans la Salle des Etats, & a remis à M. le Président une Lettre en date du 1^{er} Décembre, adressée par M. Necker à MM. les Commissaires du Roi, de laquelle il a été fait lecture, & dont la teneur suit :

« J'ai pris, Messieurs, les Ordres du Roi, sur le desir que vous a marqué
» l'Assemblée de Dauphiné, qu'il plût à S. M. autoriser, pendant la tenue
» des Etats de la Province, la convocation & l'élection des cent-quarante-
» quatre Représentants qui doivent leur être joints, pour élire les personnes
» qui seront députées par la Province aux Etats-Généraux du Royaume. J'ai

» mis sous les yeux de S. M. l'art. 50 du Projet du Règlement présenté par
 » la première Assemblée de Romans, & l'observation à laquelle cet Article
 » a donné lieu. Quoique l'Assemblée des Notables n'ait pas encore terminé
 » ses Délibérations, ni présenté son Vœu, S. M. prenant en considération
 » l'inconvénient d'assembler de nouveau les Etats de Dauphiné, ou de
 » prolonger leurs séances, si l'on ne s'occupoit dès-à-présent de la convo-
 » cation & du choix des Membres qui doivent leur être adjoints dans les
 » Trois-Ordres, veut bien permettre que, conformément à l'art. 50 du
 » Projet, il soit pourvu dans la forme qui s'y trouve prescrite, à la nomi-
 » nation de 144 Membres qui doivent s'unir aux Etats, de manière qu'ils
 » puissent y être rendus pour le 26 ou le 27 du présent mois. J'ai tout lieu
 » d'espérer qu'en conséquence de la Délibération des Notables, la forme
 » des convocations, pour tout le Royaume, sera arrêtée au Conseil du Roi,
 » de manière qu'on puisse vous faire parvenir, pour le 26, celles qui
 » concerneront les Etats de Dauphiné. J'ai l'honneur d'être, &c. *Signé :*
 » NECKER. »

A Versailles, le 1^{er} Décembre 1788.

M. le Président a dit « qu'il feroit convenable de nommer des Commis-
 faires pour former des Bureaux qui prendroient des instructions sur les
 diverses matieres, & prépareroient les Objets sur lesquels les Etats auront à
 délibérer, & pour examiner quel nombre de Députés le Dauphiné doit avoir
 aux Etats-Généraux. »

Ont été nommés : MM. l'Archevêque d'Embrun, l'Abbé de Dolomieu, de
 Blacons, de Virieu, de Langon, de Chaleon, Pison-du-Galland, d'Ambesieux,
 Revol, Didier, Barnave & Champel.

M. le Président a indiqué la Séance prochaine à demain, à quatre heures
 du soir, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

*Du sixieme Décembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à quatre heures
du soir.*

M. l'Archevêque d'Embrun a fait le rapport du travail de MM. les Commiffaires.

Sur ce rapport, les Etats ont formé trois Bureaux ; le premier, pour les Impositions ; le fecond, pour les Chemins & Ouvrages publics, & le troisieme, pour le bien public ; fauf à ces trois Bureaux à fe subdivifer s'ils le jugent néceffaire, & aux Etats, à former des Commissions prises dans les différens Bureaux, quand les circonftances l'exigeront.

Le premier Bureau examinera, la Taille, la Capitation, les Vingtiemes & autres impositions ordinaires & extraordinaires ; il prendra connoiffance des Loix qui peuvent fervir de titre à ces différentes impositions ; du progrès qu'elles ont reçu ; de la manière dont elles font réparties ; des frais de recouvrement ; du produit net qui eft versé dans le tréfor Royal, en s'occupant fpécialement des améliorations & économies dont ces objets pourroient être fufceptibles.

Il prendra connoiffance des fommes qui doivent être diftraites du montant des Impositions, foit dans le premier, foit dans le fecond Brevet de la Taille, pour être verfées dans la caiffe particulière de la Province ; des remifes ordinaires ou extraordinaires que S. M. accorde à titres de *dégrévement, foulagement, ateliers de Charité* ou autrement, & des excédents des précédentes impositions ou remifes.

Le même Bureau prendra connoiffance des objets compris dans les Fermes & Droits domaniaux de S. M., & généralement de tous les objets relatifs aux impositions directes ou indirectes qui ont lieu dans la Province.

Le fecond Bureau prendra connoiffance des Routes faites ou à faire ; des dépenses que peut exiger leur entretien ou leur conftruction ; des moyens

les plus avantageux de les faire exécuter, d'en accélérer les réparations, & d'en répartir la dépense.

Il s'occupera en même-temps des moyens d'améliorer les Chemins particuliers des Communautés.

Il prendra connoissance des Ponts & autres ouvrages d'Arts, relatifs aux routes ; de la situation des ouvrages commencés ; de ceux à faire, fuivant qu'ils paraîtront plus ou moins pressés, des fonds engagés à ce fujet, & de ceux qui peuvent être libres.

Il prendra une connoissance particuliere de la situation des lieux, Canaux, Torrents & Rivières ; des fonds libres ou engagés à ce fujet, & de ce qui concerne les ateliers de Charité, & généralement de tout ce qui peut être relatif aux ouvrages publics.

Le troisieme Bureau prendra connoissance des objets & établissemens relatifs à l'Agriculture, au Commerce & aux Arts ; des sommes employées en encouragement ; des Manufactures dont l'établissement doit être accéléré & favorisé.

Il s'occupera spécialement des moyens de fecourir les Indigents ; des Dépôts de mendicité, & de l'amélioration des Eaux, Forêts & *Communaux*. Il s'occupera de l'exécution des dispositions réservées aux Etats par l'Assemblée des Trois-Ordres, concernant la division de la Province en districts ; de la dépense & de la comptabilité des Etats ; du traitement de leurs Officiers ; de l'amélioration des administrations municipales ; des réglemens qui pourroient encore être nécessaires.

De ce qui peut intéresser la législation de la Province, particulièrement des prétentions de l'évêché de Grenoble & des Barons du Dauphiné, concernant les Etats ; de la réclamation du bourg de la Guillotière ; du Procès-Verbal, & généralement de tout ce qui peut intéresser le bien public.

Pour former le bureau des impositions, ont été nommés : *Mgr. l'Evêque de*

Die, MM. le Commandeur de Rozan, de Saint-Albin, de la Salcette, Barthelémy, de Dolomieu, de Légalier, Dom Renard, de Langon, de Saint-Ferreol, de Chaleon, de Leyssin, de Buffevent, de Rachais, de Meffrey, de Marcieu, de Pisançon, de Vesc, de Breffac, de Blacons, d'Hugues, de Flotte, de Lacoste, Dupui-Montbrun, Revol, Chabroud, d'Ambesieu, Berenger, Marchon, Lamorte, Allemand-des-Chemins, de Nante, Glandut, Lambert, Gautier, Richard, Jullien, Chevalier de Maisson-Blanche, Mortillet, Ezeingard, Carle, Michal, Guillot, Carlet, Bernard, Giraud, Perroncet & Champel.

Pour le second bureau, ont été nommés : Mgr. l'Archevêque d'Embrun, MM. le Commandeur de Rigaud, de la Rolliere, Colaud de la Salcette, de Saint Genis, Suel, Marcelin, de Courgeux, le Vicomte de Bardonenche, de Viennois, de Morges, de Revol, de Vaulx, du Bouchage, de Vallier, de Rigaud, de Murinais, de Bauffemblant, de la Blache, de Veynes, de la Tour-du-Pin, de Grammont, de Taxis du Poët, de la Villette, Bignan, Bernard, de Vienne, Reymond, de Landes, Champrouet, de Montfort, Royer, Sornin, Reynaud-Florentin, Colomb, Barnave, Bravet, Reynaud, Vallet-Contamine, Durafour, de Vaugelas, Amand, Lombard, Farre, Vigne-la-Chaud, Salomon, Dumollard, Pascal-la-Rochette & Charamel.

Pour le troisieme Bureau, ont été nommés : MM. le Commandeur de Monspey, de Seillant, Allard, Fuzier, de Leyssin, le Député des Bénéficiers simples de Vienne, & Dom Harmand, de Chalvet, de Baronmat, d'Agoult, de Venterol, le Chevalier de Rachais, de Mercy, de Virieu, de Bienassis, de Delley-d'Agier, du Vivier, de Marquet, de Saint-Vallier, de Savines, d'Abon, de Marfane, de Montrond, Pison-du-Galland, Mounier, Ronin, Vallier-Colombier, Blancard, Ardoin, Cheynet, Allard-du-Plantier, d'Anthon, Colonge, Nicolas, Chaniac, Imbert-Desgranges, Proby, Figuet, Abbel, Morin, Revol, Avocat, Apprin, Falquet-Travail, Farconet, Picot-la-Baume & Didier.

M. le Président a dit que « M. l'Intendant lui a remis les Mémoires qu'il avoit annoncés, & qu'ils feront portés aux différents Bureaux ; il a invité les Membres des Etats à assister à une Messe du Saint-Esprit, qui sera

célébrée Dimanche, sur les dix heures du matin, dans l'Eglise des Cordeliers. »

M. le Président a dit de plus que « les Etats doivent l'autoriser à convoquer les Assemblées des Ecclésiastiques & des Nobles des différentes Elections, ainsi que des Villes & Communautés, afin de faire nommer un nombre de Députés égal à celui des Etats, pour élire ensuite conjointement les Représentants de la Province aux Etats-Généraux : cette proposition a été acceptée par les Etats. »

M. le Président a renvoyé la Séance générale des Etats à Mardi, sur les dix heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

*Du Dimanche, sept Décembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à dix heures
du matin.*

LES Etats ont assisté à la Messe du Saint-Esprit, célébrée par M. l'Abbé de la Salcette, Vicaire-Général du Diocèse d'Embrun.

Signé, † J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

*Du Mardi, neuf Décembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à dix heures
du matin.*

MM. l'Abbé de Saint-Albin, Député de l'Eglise de Saint-Maurice ; Berenger, Député de la ville de Valence, & Allard-du-Plantier, Député de l'Election de Grenoble, ont pris Séance aux Etats.

Mgr l'Archevêque d'Embrun a fait le rapport du travail de la Commission chargée d'examiner quel nombre de Députés la Province doit avoir aux Etats-Généraux.

Oùï ce rapport,

Les Etats ont considéré qu'ils ne peuvent s'écarter des principes que la Province a solennellement adoptés sur les formes des Etats-Généraux ; que l'indication du nombre de ses Députés doit être une conséquence de ces mêmes principes ;

Qu'il est temps que le titre sacré de Citoyen soit mérité par l'observation des devoirs qu'il impose ; que tous les François doivent s'unir comme les Membres d'une même famille ;

Que pour ne pas prendre des résolutions différentes sur des intérêts communs, pour ne pas nuire à l'esprit public, les Ordres & les Provinces doivent délibérer ensemble, les suffrages être comptés par tête, & le Tiers-Etat avoir un aussi grand nombre de Représentants que le premier & le second Ordre réunis ;

Que la vérité de ces principes reçoit une nouvelle force des objections présentées pour la combattre ;

Qu'on ne fauroit appliquer à la France l'exemple de l'Angleterre, où deux Chambres, il est vrai, délibèrent séparément, mais où les Citoyens ne sont pas divisés en plusieurs classes, toutes intéressées au maintien des abus qui leur sont particuliers ; la Chambre haute n'étant pas un Ordre distinct, mais étant formée par des Magistrats héréditaires, dont les familles entrent

dans la Chambre des Communes & n'ont point d'autres droits que ceux qui appartiennent à tous les Citoyens ;

Que séparer les Ordres pour en former plusieurs Chambres, feroit contraire à l'ancienne constitution du Royaume, suivant laquelle les affaires publiques ne pouvoient être traitées que par le Roi & la Nation *délibérant en un seul Corps* ;

Qu'il n'appartient qu'au Monarque & à la Nation assemblée d'établir de nouveaux moyens pour assurer la sagesse des délibérations ;

Que si les Ordres étoient séparés, la différence des intérêts pourroit produire la défiance & la rivalité ; que chaque Ordre pourroit empêcher la suppression des abus qu'il croiroit lui être favorables ; qu'une Chambre pourroit opposer, aux résolutions de l'autre, des résolutions contraires ; que le Roi, qui veut le bonheur de son Peuple, ne fauroit en découvrir les moyens parmi tant de prétentions diverses ; qu'il feroit à craindre que l'Etat ne fût pas promptement secouru, l'enthousiasme patriotique, qui commande les grands sacrifices, ne pouvant exister que parmi des Citoyens occupés du bien général & non de leurs intérêts particuliers ;

Que les Ordres mécontents de leurs prétentions respectives, & voulant triompher dans cette lutte dangereuse, l'un d'eux pourroit détruire ou sacrifier la liberté publique ;

Que les Ordres étant réunis & les opinions comptées par tête, la pluralité des suffrages arrêteroit le choc des intérêts particuliers ; les Représentants s'éclaireroient par leurs observations mutuelles ; les prérogatives, qui peuvent contribuer au maintien de la tranquillité publique, ne cesseroient pas d'être respectées : mais l'amour de la Patrie dirigeroit toutes les résolutions, & les projets de bienfaisance de Sa Majesté n'éprouveroit aucun obstacle ;

Que vainement on rappelleroit les dernières Assemblées tenues à Orléans, à Blois & à Paris, qui durent à la discorde leur origine, leurs formes & leur inutilité ; la séparation des Ordres ne fut, à Orléans, que le funeste effet des querelles religieuses ; on n'eut pas le dessein de rendre

cette innovation perpétuelle, on en prévint les conséquences & l'on annonça le danger par des protestations ;

Qu'il est impossible d'appeler *forme antique & constitutionnelle* la séparation des Ordres, puisque dans les derniers Etats-Généraux de 1614, la Noblesse & le Clergé frappés de ses inconvénients & lassés des dissensions qu'elle leur avoit procuré, inviterent le troisième Ordre à faire un cahier commun, ce qu'il refusa pour se venger de son humiliation, dont la séparation des Ordres avoit été la seule cause ;

Que les Notables assemblés par Sa Majesté, pour la conseiller sur les formes des Etats-Généraux, ne répondroient pas à l'espoir de la Nation s'ils propoisoient au Roi la séparation des Ordres & citoient les derniers Etats-Généraux comme des modèles dignes d'être suivis ;

Que Sa Majesté n'hésiteroit pas sans doute entre leurs conseils & ceux de l'opinion publique, & s'empreseroit de seconder les vœux de son Peuple ;

Que les Ordres & les Provinces devant être réunis dans les Etats-Généraux, le Dauphiné ne peut nommer ses Députés que dans la proportion du nombre total des Représentants du Royaume ; que ce nombre doit être considérable, puisqu'il faudra délibérer sur les intérêts de vingt-quatre millions d'hommes ; qu'il ne doit pas cependant être tel que les Assemblées deviennent tumultueuses ; qu'il soit impossible d'entendre & de profiter des lumières de tous leurs Membres ;

Que tous les hommes ont les mêmes droits au bonheur ; que moins ils sont favorisés de la fortune, plus il est digne de la générosité Françoisé de s'occuper de leur sort ;

Que ce ne sont pas les Provinces qui doivent être représentées, mais leurs habitants. Quelles que soient leurs richesses ou leur étendue, le premier soin que doivent avoir des hommes, est d'y considérer les hommes ; qu'ainsi, la population peut seule former la base sur laquelle il faut déterminer le nombre des Représentants, d'autant plus que les impositions, les

richesses ou l'étendue du territoire n'offriroient que des bases incertaines & presque impossibles à saisir.

Qu'en nommant un Député par vingt mille âmes, le Royaume auroit environ douze cents Représentants, & que d'après ce rapport le Dauphiné doit avoir trente Députés ; savoir : cinq de l'Ordre du Clergé, dix de l'Ordre de la Noblesse & quinze du Tiers-Etat ; il pourroit en réclamer trente-trois, mais ce nombre ne se prêteroit point aux proportions établies entre les différents Ordres ;

Que le Dauphiné, en subordonnant sa représentation au nombre total des Députés du Royaume, oublie son intérêt particulier ; que lorsqu'on opinoit par gouvernement, il n'en existoit que douze ; que le Dauphiné avoit alors la douzième partie des suffrages ; & si l'on compare maintenant l'avantage auquel il renonce, avec la petite portion d'influence qu'il se réserve, on jugera qu'il fait un grand sacrifice ; mais il espère d'être plus solidement heureux lorsque la félicité sera générale : puissent les autres Provinces reconnoître la justice des motifs qui le dirigent, & ne jamais se montrer rivales que dans les efforts nécessaires pour rendre à la Nation, pour rendre au Trône François le rang, la puissance & la gloire dont ils doivent jouir !

PAR CES CONSIDÉRATIONS, les Etats ont arrêté que M. le Président fera autorisé à écrire à M. Necker, Ministre des Finances, qu'ils estiment que dans toute l'étendue du Royaume on devoit nommer pour les Etats-Généraux un Député par vingt mille âmes, & que d'après cette proportion, le Dauphiné doit avoir trente Députés.

M. le Président a dit « qu'il a reçu de M. l'Intendant une lettre dont il doit être fait lecture, elle est de la teneur suivante » :

MONSEIGNEUR,

« J'AI l'honneur de vous faire part que je viens de recevoir une lettre de
» M. Necker, qui me mande qu'il m'envoie, ainsi que je lui ai proposé, un

» arrêt du Conseil qui ordonne que la somme de 77,514 liv. montant de
 » l'imposition principale des Octrois-Municipaux, sera répartie en la forme
 » ordinaire, pour être ladite somme employée à des travaux utiles à la
 » Province, suivant les propositions qui feront adressées par les Etats ; & à
 » l'égard de celle de 48,000 liv. pour les 10 sols pour liv., le Roi ordonne que
 » ladite somme sera répartie par un moins imposé au marc la livre, en dimi-
 » nution sur le montant de la contribution que chaque communauté auroit
 » été dans le cas de supporter ; je n'ai cessé de solliciter depuis un an cette
 » décision, & je suis enchanté de pouvoir vous l'annoncer. Je vous prie de
 » vouloir bien en faire part aux Etats, & dès que l'Arrêt aura été signifié,
 » j'aurai l'honneur de vous en envoyer une copie. »

Je suis, avec respect.

Signé, CAZE DE LA BOVE.

Romans, le 7 décembre 1788.

M. le Président a renvoyé la Séance à Mercredi, à dix heures du matin,
 & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

*Du Mercredi, dix Décembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à dix heures
 du matin.*

M. le Président a dit « qu'il feroit convenable de nommer les
 Procureurs-Généraux-Syndics. »

Il a été procédé à cette nomination dans la forme prescrite par le
 Règlement. Le scrutin ayant été vérifié par MM. l'Abbé de Saint-Albin, le

Marquis de Langon, le Marquis de Rigaud, de Bertrand de Montfort, d'Ambezieux & Revol, Consul de Grenoble, nommés Commissaires pour cette vérification, il en est résulté que parmi les Membres des deux premiers Ordres, M. le Chevalier du Bouchage, & parmi ceux du Tiers-Etat, M. Falquet-Travail, ont réuni une très-grande majorité de suffrages ; en conséquence, M. le Chevalier du Bouchage & M. Falquet-Travail ont été déclarés Procureurs-Généraux-Syndics.

M. le Chevalier du Bouchage a dit :

MESSIEURS,

« LA place importante à laquelle vos suffrages me font l'honneur de m'appeler, est un témoignage trop flatteur de votre confiance & de votre estime, pour que je ne fois pas pénétré de la plus vive et de la plus respectueuse reconnoissance. Daignez, Messieurs, agréer l'hommage de tous les sentimens qu'elle m'inspire ; j'oserois peut-être espérer de justifier le choix dont vous m'honorez, si un zèle constant & l'amour de la Patrie suffisoient pour y parvenir. »

L'assemblée a répondu par des applaudissemens.

M. Falquet-Travail a dit :

MESSIEURS,

« Je sens tout le prix de l'honneur que je reçois aujourd'hui ; je n'ai point d'autre titre pour obtenir votre confiance, que le zèle le plus ardent pour le bien public. Dans les fonctions importantes que vos suffrages m'ont destinées, je serai toujours dirigé par le même zèle & par le desir de vous donner des preuves du respect & de la reconnoissance que je dois à cette auguste Assemblée. »

L'assemblée a également répondu par des applaudissemens :

M. le Président a dit « qu'il faut laisser aux Bureaux le temps nécessaire pour prendre des instructions sur les divers Objets qui doivent être soumis aux Délibérations des Etats. »

M. le Président a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

*Du quinze Décembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à dix heures
du matin.*

LES Etats se sont assemblés d'après la convocation faite par M. le Président.

M. Allemand des Chemins, arrivé le douze, a pris séance aux Etats.

M. le Président a dit « qu'il est essentiel que les Etats décident s'ils consentent à la levée & à la répartition de la somme de soixante & dix-sept mille cinq cents quatorze livres, montant de l'imposition principale, connue sous le nom d'Octrois Municipaux. »

La Question a été discutée & examinée.

M. le Président a renvoyé la séance à quatre heures du soir, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du même jour, à quatre heures du soir.

L'ASSEMBLÉE ayant repris la délibération sur l'imposition appelée Octrois Municipaux,

Les Etats ont délibéré de consentir à la levée & à la répartition de la somme de soixante-dix-sept mille cinq cents quatorze livres sur les fonds taillables, pour cette année seulement, & pour être employée aux Travaux publics de la Province, sauf à être imposé, pour les mêmes objets & dans la même proportion, sur les fonds nobles, ou à tenir compte, pour l'avenir, aux Taillables, de cette somme qui sera considérée comme une avance faite par eux, les Etats n'entendant donner aucune approbation à la dénomination d'Octrois Municipaux, attendu que l'impôt connu sous ce nom, a dû cesser depuis le 31 Décembre 1787.

Il a été, de plus, délibéré que les cent vingt-cinq livres arrêtées dans les mains des Receveurs, par Arrêt du Parlement, provenant des sommes perçues sous le nom d'Octrois Municipaux, depuis le moment où cet impôt a dû cesser, feroient de même employées aux Travaux publics de la Province, & feroient également considérées comme une avance faite par les fonds taillables, & à raison de laquelle il sera imposé proportionnellement sur les fonds Nobles ; & les Procureurs-Généraux-Syndics ont été autorisés à prendre les moyens convenables pour qu'on puisse disposer, au profit de la Province, des fonds ci-dessus.

M. le Président a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

*Du seize Décembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à quatre heures
du soir.*

Les Membres des Etats se sont réunis en Assemblée Générale, sur la convocation faite par M. le Président.

Où le rapport fait par M. le Marquis de Blacons, du travail du Bureau des Impositions,

Il a été délibéré que le traitement annuel du Président des Etats fera de fix mille livres ; que le traitement de chacun des Procureurs-Généraux Syndics fera de quatre mille livres, outre les frais des voyages qui pourront être ordonnés par la Commission intermédiaire, & tous les autres frais qui seront payés sur l'état qu'ils en donneront.

Que celui du Secrétaire fera de quatre mille livres ; & qu'attendu les services déjà rendus à la Province par M. Mounier, il lui fera accordé annuellement une gratification de mille livres, outre les frais de Bureau qui seront payés sur l'état donné par le Secrétaire.

Il a été également arrêté que chaque Membre de la Commission intermédiaire, domicilié dans le lieu de l'établissement de la Commission, aura un traitement fixe & annuel de mille livres ; que ceux qui ne seront pas domiciliés auront un traitement de deux mille livres, & qu'on ne payera aux correspondants que les frais de poste & de voyages sur l'état qu'ils en présenteront.

Il a été encore arrêté que MM. les Procureurs-Généraux-Syndics écriront à la Municipalité de la Ville de Grenoble, pour l'inviter à procurer un appartement à la Commission intermédiaire, pour y tenir les Assemblées, placer les Bureaux & loger le Secrétaire.

M. le Président a dit « que M. Duvaure, citoyen de Crest, Membre des Sociétés Royales d'Agriculture de Lyon & de Rouen, qui se livre avec autant de zèle que de succès à la science si intéressante de la culture des terres, est

Auteur d'un Ouvrage, intitulé : *Mémoire sur la meilleure manière de faire & d'augmenter les engrais*. Cet ouvrage a été couronné par la Société Académique & Patriotique de Valence ; il a été examiné par plusieurs des Membres qui composent le Bureau du bien public ; ils en ont rendu le compte le plus avantageux : M. Duvaure desireroit que les Etats voulussent lui permettre de lui dédier son Ouvrage. »

Cette proposition a été agréée par acclamations.

M. le Président a renvoyé la Séance des Etats à Vendredi, dix-neuf, sur les dix heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président*.

MOUNIER, *Secrétaire*.

Du dix-neuf Décembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à dix heures du matin.

M. Mounier, Secrétaire des Etats, a dit : « Messieurs, obligé de faire lecture d'un témoignage bien honorable pour moi, il doit m'être permis de vous exprimer ma respectueuse reconnoissance. Vous avez daigné déclarer que j'ai rendu des services à la Province ; sans doute je n'ai pas encore mérité une telle récompense ; mais vous avez voulu, Messieurs, m'inspirer la résolution de faire tous mes efforts pour m'en montrer digne à l'avenir. Je ne négligerai rien pour être utile à ma Patrie, & pour justifier, s'il est possible, l'approbation glorieuse que vous m'avez accordée. »

Ensuite il a été fait lecture du Procès-Verbal des Séances précédentes.

M. le Baron de Vaulx a fait lecture d'un Mémoire, contenant le rapport de tous les renseignements que le Bureau des travaux publics a pu se procurer jusqu'à ce jour, sur les réparations & frais d'entretien nécessaires pour les routes ouvertes & les ouvrages d'Arts.

Il a été arrêté que le rapport fait par M. le Baron de Vaulx fera déposé dans les Archives, pour servir à la Commission intermédiaire.

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, sur les dix heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

Du Samedi vingt Décembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à dix heures du matin.

M. le Président a dit « qu'il feroit convenable de nommer les dix personnes qui, avec les Procureurs-Généraux-Syndics & le Secrétaire, doivent former la Commission intermédiaire, conformément à l'art. 34 du Règlement. »

En conséquence, il a été procédé à cette nomination dans la forme prescrite par le Règlement, & le scrutin a été vérifié par les mêmes Commissaires qui avoient été choisis lors de la Nomination de MM. les Procureurs-Généraux-Syndics.

MM. le Commandeur de Rigaud, de la Salcette, Vicaire-Général d'Embrun, le Marquis de Viennois, le Comte de Meffrey, Champel & Ronin, ont réuni plus de la moitié des suffrages.

M. le Président a renvoyé la Séance à quatre heures du soir, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, Président,

MOUNIER, Secrétaire.

Du même jour, à quatre heures du soir.

L'ASSEMBLÉE a continué de procéder à la nomination des Membres de la Commission intermédiaire. MM. de Saint-Ferréol, Chaniac, Royer & de Landes, ont réuni plus de la moitié des suffrages.

M. le Président a dit « que le sieur Cuchet ayant été choisi, par les Assemblées Générales des Trois-Ordres, pour leur Imprimeur, il seroit convenable de le reconnoître pour Imprimeur des Etats. Cette proposition a été acceptée par acclamations. »

M. le Président a renvoyé la Séance au vingt-deux de ce mois, sur les dix heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président,*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du Lundi, vingt-deux Décembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à dix heures du matin.

M. Chaix de Chamlon a pris séance aux Etats en qualité de Député des Bénéficiaires simples du Diocèse de Vienne, en vertu de la nouvelle Nomination faite le 18 de ce mois : ses Pouvoirs ont été vérifiés.

M. l'Archevêque d'Embrun a prononcé un discours pour démontrer combien il est important de s'occuper, sans délai, des pouvoirs & des instructions qui doivent être confiés à ceux qui représenteront la Province

dans les Etats-Généraux, & la nécessité de nommer des Commissaires pour cet objet : il a été arrêté qu'on nommera dix-huit Commissaires.

M. le Président a dit « que M. le Duc de Tonnerre lui a adressé un Mémoire imprimé, & une Lettre relativement aux droits qu'il soutient appartenir à l'ainé mâle de la Maison de Clermont. »

Les Etats ayant ouï lecture de la Lettre de M. le Duc de Tonnerre, ont arrêté qu'elle fera enrégistrée, & que le Mémoire sera remis à la subdivision du Bureau du bien public, chargé des affaires contentieuses.

Suit l'enregistrement de la Lettre de M. le Duc de Tonnerre.

Paris, le 14 Décembre 1778.

« Avant de publier, Monsieur, le Mémoire que j'ai l'honneur de vous » adresser, je viens en faire hommage aux Etats de Dauphiné. Je me félicite » de le présenter sous vos auspices, & je m'estime heureux d'avoir à » réclamer le suffrage d'une Province, dont ma maison a reçu, dans tous » les temps, tant de marque d'affection.

« Quelque intérêt que j'aie à conserver la place que mes Ancêtres ont eu » l'honneur d'occuper dans les anciens Etats de la Province du Dauphiné, » j'applaudis volontiers à la Délibération prise à Romans le 27 Septembre » dernier ; & je me suis fait un devoir de m'unir au vœu général, pour » consentir que toutes les places soient électives. Ainsi, je respecte la » Délibération, & ne m'oppose point à l'Arrêt du Conseil qui en ordonne » l'exécution. Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien saisir cette proposition, & d'assurer les Etats que, sous ce seul point de vue, je ne fais » aucune réclamation.

» J'ai l'honneur d'être. *Signé*, le DUC DE TONNERRE. »

M. le Chevalier du Bouchage, Procureur-Général-Syndic, a dit que « les Officiers municipaux de la Mure ont présenté requête aux Etats, dans laquelle ils ont exposé qu'ils n'avoient point d'Hôtel-de-Ville pour placer les Archives & tenir les Assemblées de la Municipalité; qu'ils avoient été obligés jusqu'à ce jour de se servir de l'une des Salles de l'Hôtel-Dieu, & que cette Salle étant devenue nécessaire parce qu'on a augmenté le nombre des personnes entretenues dans cet Hôpital, la Municipalité a délibéré de convertir en Hôtel-de-Ville un bâtiment qui lui appartient; & comme ce changement occasionnoit des frais de construction, l'entreprise, après un devis estimatif & les affiches ordinaires, en a été donnée par adjudication, attendu le cas pressant, pour la somme de 8150 liv. & la Municipalité de la Mure a demandé qu'il plût aux Etats homologuer le devis & la délibération portant adjudication, & ordonner que le tout seroit exécuté. »

L'ASSEMBLÉE considérant que le devis & adjudication dont il s'agit, ont été passés avant que les Etats fussent en activité, a ordonné qu'ils seroient exécutés sans tirer à conséquence, & sans approbation d'aucune adjudication qui pourroit être faite à l'avenir sans l'autorité des Etats ou de la Commission intermédiaire.

M. Didier a dit qu'on « s'est occupé, dans le Bureau du bien public, des prétentions du Briançonnais; qu'on a fait signifier des protestations à M. le Secrétaire des Etats, & présenté plusieurs mémoires; ensuite M. Didier a fait le rapport des prétentions du Briançonnais, & des motifs sur lesquels on les appuie.

Sur ce rapport, les Etats ont arrêté que les mémoires des Communautés du Briançonnais seront remis à la Commission intermédiaire, afin que lorsqu'on procédera à une nouvelle formation de districts, en exécution du règlement, on puisse faire un district particulier du Briançonnais, si on le juge convenable.

Il a été de plus arrêté, qu'en respectant les privileges particuliers du Briançonnois, on ne sauroit avoir égard à ses autres prétentions qui pourroient tendre à se séparer de la Province, & à priver un pays aussi intéressant, des effets salutaires de l'administration des Etats.

Sur la question de savoir si deux Gentilshommes Dauphinois, qui sont propriétaires dans cette Province & ont en même temps une Baronnie dans le Vivarais, sont éligibles pour les Etats de Dauphiné;

Il a été délibéré qu'ils devoient être considérés comme éligibles.

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, vingt-trois, à dix heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président,*

MOUNIER, *Secrétaire.*

*Du vingt-trois Décembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à dix heures
du matin.*

MM. le Commandeur de Monspey, l'Abbé de St. Albin, l'Abbé de Dolomieu, le Marquis de Viennois, le Baron de Chaléon, le Comte de la Blache, le Marquis de Blacons, fils, le Marquis de Virieu, le Marquis de Savines, Pison du Galand, Chaniac, Didier, d'Ambésieux, Marchon, Berenger, Bertrand Comte de Montfort, Delandes & Colomb, ont été nommés Commissaires pour préparer les pouvoirs des Députés aux Etats Généraux du Royaume.

Il a été mis en délibération combien pourroient demander ceux qui,

ayant été députés aux Assemblées générales des Trois-Ordres, croiroient devoir réclamer leurs paiements.

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, sur les dix heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président*,

MOUNIER, *Secrétaire*.

*Du vingt-quatre Décembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à dix heures
du matin.*

M. le Chevalier du Bouchage a dit que « la Communauté de Roybons a présenté un mémoire aux Etats, dans lequel elle soutient que son procès contre MM. le Duc de Tonnerre & le Marquis de Monteynard, au sujet de la Forêt de Chambaran, n'a pu être renvoyé au Conseil de Sa Majesté, sans violer les privilèges du Dauphiné.

Il a été arrêté que la Commission intermédiaire examinera ce procès ; & que dans le cas où il auroit été évoqué au préjudice des droits du Dauphiné, les Procureurs-Généraux-Syndics en demanderont le renvoi aux juges de cette Province.

L'ASSEMBLÉE ayant repris la délibération relative au paiement des Députés qui ont formé les Assemblées générales des Trois-Ordres, il a été arrêté que ceux d'entr'eux qui voudront être payés, le feront par les Communautés qui les ont envoyés, de la manière & d'après la taxe qui sera fixée par la Commission intermédiaire, à laquelle ils présenteront leurs requêtes ou mémoires, sans que la taxe puisse excéder six livres par jour, & que

toute demande de ce genre devra être formée avant le premier du mois d'Avril prochain. Il a été de plus arrêté que les Communautés qui, dans le moment présent, ont déjà payé leurs Députés, pourront se faire restituer l'excédant de six livres par jour, & que MM. les Procureurs-Généraux-Syndics avertiront toutes les Communautés de la présente Délibération.

M. Champel a fait le rapport du travail du Bureau des impositions, sur la question de savoir si l'on nommeroit un Trésorier pour la Province, la présente année, ou si l'on accepteroit les offres & les conditions proposées par les receveurs des finances.

M. le Président a renvoyé la Séance à quatre heures du soir, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président,*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du même jour, à quatre heures du soir.

L'ASSEMBLÉE a continué d'examiner la question proposée au sujet de la Tréforerie.

M. le Président a renvoyé la Séance au vingt-six de ce mois, à quatre heures & demie du soir, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président,*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du vingt-fix Décembre mil huit cent quatre-vingt-huit, à quatre heures & demie du soir.

L'ASSEMBLÉE a repris l'Examen de la question proposée par MM. du Bureau des impositions.

Il a été arrêté que la Commission intermédiaire, ainsi que les Députés aux Etats-Généraux, solliciteront auprès du Gouvernement la suppression du régime actuel pour la perception des impositions, & la réunion de toutes les recettes dans la Caisse du Trésorier de la Province ; mais que pour l'année 1789 seulement, les nouvelles impositions pour les besoins de la Province, qui seront perçues par les receveurs généraux & particuliers, sous les conditions par eux offertes, de n'exiger, pour toute taxation, que deux deniers pour livre ; d'en faire les fonds aux époques fixées par leur traité avec le Roi, & de donner à la Province une somme de 186,000 liv. par forme de cautionnement, dans le cas où les Etats croiroient avoir besoin de cette somme, dont les intérêts seroient payés au cinq pour cent, & dont le capital ne seroit remboursé que fix mois après la fin de leur exercice.

Il a été de plus arrêté que les offres faites par M. Perier seront prises en considération, ainsi que toutes les autres offres faites ou à faire au sujet de la trésorerie de la Province ; que la Commission intermédiaire sera chargée de les recevoir pour en faire le rapport aux Etats, & que ces offres seront rendues publiques.

M. le Président a renvoyé la Séance au vingt-huit de ce mois, à quatre heures & demie du soir, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président,*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du vingt-huit Décembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à quatre heures & demie du soir.

M. Revol, Avocat, a dit que « dans l'Assemblée des Trois-Ordres on avoit délibéré de renvoyer aux Etats l'examen du Procès des habitants de la Guillotiere, contre la Ville de Lyon, sur la question de savoir si le lieu de la Guillotiere étoit une dépendance du Lyonnais, ou si, au contraire, il faisoit partie de la Province de Dauphiné; qu'il résultoit des titres mis sous les yeux par les Députés des habitants de ce bourg, que le 8 avant les calendes d'Août 1241, Berlion de Chandieu avoit prêté hommage à Amédée, Comte de Savoie, de sa terre de Chandieu, & en avoit assigné les limites depuis les fourches de Falavier jusqu'au pont du Rhône, & aussi avant dans le fleuve qu'un cheval peut y entrer sans nager. Le pont donné pour confin est le même qui existe encore aujourd'hui entre Lyon & la Guillotiere; c'est une limite invariable qui ne permet pas de douter que le pont, ainsi que le Rhône qui a toujours coulé sous ce pont, forment la ligne de séparation du Dauphiné avec le Lyonnais.

L'Archevêque de Lyon ayant étendu sa juridiction sur le lieu de la Guillotiere, au préjudice des droits du Comte de Savoie, les parties convinrent d'arbitres, devant lesquels il fut fait, en 1334, une enquête composée de 64 témoins; il en résulte la preuve que les terres du Comte de Savoie s'étendoient dans le Rhône aussi avant qu'un homme à cheval pouvoit y jeter sa lance : *Quantum homo incidens in equo potest immitere seu jacere unam lanceam*. Il en résulte encore que ses Officiers faisoient des Actes de juridiction, & tenoient leurs assises même sur le pont qui est entre la Guillotiere & Lyon.

Les terres du Comte de Savoie, dans lesquelles, suivant cette enquête, étoit compris le Bourg de la Guillotiere, furent unies au Dauphiné par un acte d'échange, du 5 Janvier 1354; & l'Archevêque de Lyon ayant reproduit, contre les Officiers du Roi-Dauphin, la querelle de limitation qui

avoit donné lieu à l'enquête de 1334, il obtint, le 6 Juillet 1386, des Lettres-Patentes adressées au Conseil Delphinal, pour faire réparer les torts dont l'Archevêque se plaignoit. On trouve énoncé que le Conseil Delphinal commit Pons de Chevrieres, un de ses Conseillers, pour informer des faits; mais le Procès-Verbal de ce commissaire s'est égaré; on a seulement conservé dans les Archives de la Chambre des Comptes le Mémoire contenant les moyens qu'employoit le Procureur-Général contre l'Archevêque. Il soutenoit : 1^o conformément à l'hommage de 1241 & à l'enquête de 1334, que les terres du Dauphin s'étendoient dans le Rhône aussi avant qu'un homme à cheval pouvoit y jeter sa lance.

Il ajoutoit qu'il existoit une limite sur le pont, qui étoit un arc en pierre, où étoient fixés deux anneaux de fer, vers le milieu du fleuve : *Circà medium fluminis*.

2^o Que lorsqu'un criminel se réfugioit dans le Lyonnais, les Officiers de Lyon le livroient aux Officiers du Dauphin, au milieu du pont, à l'endroit où étoient les deux anneaux, assertion qui est soutenue par plusieurs Procès-Verbaux que produisent encore aujourd'hui les habitants de la Guillotiere, où l'on voit, en effet, plusieurs remissions d'accusés, faites par les Officiers Lyonnais aux Officiers du Dauphin, entre les deux anneaux du pont.

3^o Que les habitants de la Guillotiere étoient sujets au banvin Delphinal; que leurs mesures étoient marquées aux armes du Dauphin; qu'ils payoient les mêmes droits d'entrée & de sortie que les autres habitants du Dauphiné, & que le péage Delphinal étoit levé dans le lieu de la Guillotiere.

Mais une preuve bien certaine que la Guillotiere fut, dans tous les temps, un Bourg du Dauphiné, se tire du Procès-Verbal de l'Assemblée des Etats de la même Province, qui furent tenus à la Guillotiere le 2 Février 1471.

Un autre titre non moins décisif, c'est un autre Procès-Verbal, du 6 Avril 1476, qui prouve que le Parlement de Grenoble ayant à sa tête

le Gouverneur de la Province, a tenu ses assises à la Guillotiere, dans le maison d'un Gentilhomme, appelé Jean de Villeneuve; c'est là que fut homologuée une tranfaction passée entre Joffrey de Montchenu & Humbert de Baternay. Il est expressément dit dans le Procès-Verbal, que la Séance fut tenue *pro Tribunali & Judciali more in loco Guilloteriæ, propè pontem Lugduni.*

On voit encore par les anciens *péréciaires* de la Province de Dauphiné, depuis 1498 jusqu'en 1544, que le mandement de Bechevelin, dont la Guillotiere fait partie, y étoit compris pour deux feux.

Enfin, les Officiers Royaux & Archevêques de Lyon s'étant permis de faire placer un poteau de justice sur le territoire de la Guillotiere, le Parlement de Grenoble le fit enlever & jeter dans le Rhône. Le commissaire de cette exécution constatée par un Procès-Verbal du 5 janvier 1508, fit étalonner & marquer, aux Armes du Dauphiné, les mesures des habitants de la Guillotiere, & proclamer que les limites de la juridiction du Dauphiné s'étendoient jusqu'aux anneaux de fer qui étoient au milieu du pont.

A tant de monuments authentiques, les Lyonnois n'opposent qu'un seul titre, qui est un Procès-Verbal de Louis Tindo, Sénéchal de Touars, commencé le 23 Août 1479 & fini le 17 Septembre suivant. Il résulte de ce titre que le sieur Tindo avoit été commis avec M. Adam Fumé, pour s'informer du vrai ressort de la juridiction de Bechevelin. Que le Procureur-Général au Parlement de Grenoble soutint : 1^o que le sieur Tindo ne pouvoit pas procéder seul, puisque la commission étoit adressée à deux; 2^o que cette commission avoit été surprise au préjudice de la *litispendance* au Conseil Delphinal, depuis 1386. Le Procureur-Général déclara en conséquence s'opposer à tout ce qui seroit fait; en appeler & prendre à partie le Commissaire, s'il se permettoit de passer outre. Mais le Commissaire franchit tous ces obstacles, & se dirigea uniquement sur les indications des Officiers de Lyon, qui n'avoient plus de contradicteurs. S'il faut en croire le Procès-Verbal où l'on apperçoit une partialité évidente, le Commissaire vérifia les limites & entendit des témoins dont il ne rapporte point

les dépositions, & finit par déclarer, par provision, & jusqu'à ce qu'il plût au Roi d'en ordonner autrement, que la juridiction de Bechevelin ressortiroit par appel aux Juges Royaux de Lyon & successivement au Parlement de Paris.

Cette décision provisoire, qui ne concernoit que la juridiction & nullement le territoire qui, d'ailleurs, étoit donnée par un Commissaire incompetent, suspect & recusé, ne fut point respectée par le Parlement de Grenoble. Il continua des actes *possessoriaux* pour la conservation de ses droits, ainsi que le prouve le Verbal ci-dessus rapporté, du 5 janvier 1508, suivant lequel l'entreprise des Officiers de Lyon fut réprimée, en faisant arracher & jeter dans le Rhône le poteau de justice qu'ils avoient osé faire planter dans le lieu de la Guillotiere.

On ne regarda pas même, de la part du Gouvernement, la question de juridiction comme décidée par le Verbal du sieur Tindo; car le 24 Juin 1489 il fut adressé de nouvelles Lettres-Patentes au Parlement de Grenoble, pour procéder, conjointement avec les Officiers de la Sénéchaussée de Lyon, au règlement des limites de la juridiction de Bechevelin.

Cependant, cette question de juridiction s'étant élevée sur la fin du dernier siècle, entre deux particuliers, dont l'un vouloit porter au Bailliage de Vienne, & l'autre à la Sénéchaussée de Lyon, un appel du Juge de la Guillotiere; le Procureur du Roi en la Sénéchaussée de Lyon & le Procureur-Général au Parlement de Grenoble, intervinrent dans l'instance en règlement de juges; elle fut décidée par un Arrêt du Conseil, du 9 Mars 1701, qui maintint la Sénéchaussée de Lyon en possession de connoître des appellations du Juge de la Guillotiere & mandement de Bechevelin, suivant les limites du Procès-Verbal du sieur Tindo.

Mais cet Arrêt, lors duquel tous les titres du Parlement de Grenoble ne furent pas produits, ne sauroit être considéré comme une décision irréfutable contre les Etats du Dauphiné, qui n'y ont point été parties, & qui ne pouvoient pas même l'être, puisque on fait qu'ils ont demeuré suspendus, par la volonté du Roi, depuis 1628; on va voir d'ailleurs qu'une multitude

d'Arrêts du Conseil & d'autres Tribunaux souverains, antérieurs & postérieurs à celui de 1701, ont formellement jugé que la Guillotiere étoit une dépendance de la Province de Dauphiné & nullement un fauxbourg de Lyon.

Le premier fut rendu au Grand-Conseil, le 26 Octobre 1551, sur la contestation qui s'étoit élevée entre les Echevins de Lyon & les habitants de la Guillotiere, au sujet des droits d'octroi. Les Echevins de Lyon vouloient les étendre sur les habitants de la Guillotiere, sous prétexte que la Guillotiere n'étoit qu'un fauxbourg de leur Ville ; le Grand-Conseil décida le contraire ; il prononça qu'il seroit procédé au jugement du procès, sans avoir égard à ce que, par les lettres d'octroi, le lieu de la Guillotiere étoit nommé fauxbourg de la Ville de Lyon ; il ordonna que le Procureur des Etats du pays de Dauphiné seroit mis en cause ; & cependant il déclara, par provision, que les habitants de la Guillotiere seroient exempts des droits demandés, & que ceux qu'on avoit perçus sur eux leur seroient rendus.

La Ville de Lyon ne craignoit rien tant que l'intervention des Etats du Dauphiné : pour la prévenir, elle transigea avec les habitants de la Guillotiere, le 22 Septembre 1556 ; elle leur paya 700 liv. pour restitution, & consentit à ne plus rien leur demander.

Mais après la suspension des Etats de la Province, le fermier des Aides osa reproduire cette contestation ; il ne fut pas plus heureux que les Echevins de Lyon. Un second Arrêt rendu par la Cour des Aides de Paris, le 22 Septembre 1636, contradictoirement avec les habitants de la Guillotiere, confirma leur exemption, qui n'étoit qu'une conséquence de la distinction de leur territoire & de son indépendance absolue du Lyonnais.

Une imposition sur les Boulangers de Lyon fut, trente ans après, le sujet d'un nouveau procès au Parlement de Paris, sur la même question, si la Guillotiere ne devoit pas être considérée comme une dépendance de Lyon, & en conséquence si les Boulangers de la Guillotiere ne devoient pas contribuer tout comme ceux de Lyon. M. l'Archevêque de Lyon, en qualité de Seigneur de la Guillotiere, intervint dans l'instance qui fut

terminée par un Arrêt contradictoire, du 13 Août 1668. Cet Arrêt, en déchargeant les Boulangers de la Guillotiere de la contribution demandée, jugea de nouveau que la Guillotiere étoit un Bourg du Dauphiné, indépendant de Lyon.

Quelques particuliers Boulangers de Lyon, qui prétendoient n'avoir pas été ouïs lors de cet Arrêt, y ayant formé opposition, il fut confirmé, à leur égard, par un second Arrêt du 5 Décembre suivant.

La ville de Lyon, qui avoit été contradictoirement condamnée par l'Arrêt du Grand-Conseil de 1551, auquel elle avoit acquiescé par la transaction de 1556, conservoit toujours des regrets de n'avoir pas pu étendre ses octrois sur la Guillotiere. Elle reproduisit, pendant la suspension des Etats de Dauphiné, la question qu'elle n'avoit pas osé soutenir contradictoirement avec eux; mais les habitants de la Guillotiere, quoique dépourvus de l'assistance & du secours des Etats, obtinrent la justice qui leur étoit due par l'Arrêt du Conseil, du 1^{er} Mai 1696. Il fut jugé, pour la quatrième fois, en pleine connoissance de cause, que la Guillotiere étoit un Bourg de la Province de Dauphiné. *Le Roi, en son Conseil, porte cet Arrêt : A déclaré & déclare le lieu de la Guillotiere & mandement de Bechevelin, être un Bourg de Dauphiné, & non un fauxbourg de la ville de Lyon. »*

« Le fermier des Aides de Lyon osa néanmoins renouveler ses tentatives d'étendre sa perception sur les habitants de la Guillotiere; ceux-ci se défendirent, & obtinrent encore au Conseil un cinquième Arrêt contradictoire, le 1^{er} Mars 1701, qui déclare de nouveau le Bourg de la Guillotiere & mandement de Bechevelin, près Lyon, être de la Province de Dauphiné, & exempte les habitants de la Guillotiere du droit demandé. »

« La création des Offices de mouleurs de bois dans la ville de Lyon, donna lieu à un sixième procès & à une sixième décision en faveur des habitants de la Guillotiere. Dans l'Edit portant cette création, on avoit compris la Guillotiere comme *un fauxbourg de Lyon*. Les habitants de la Guillotiere se plainquirent de cette surprise, à la faveur de laquelle les mouleurs de bois vouloient s'introduire chez eux; & par un sixième Arrêt du

Conseil, du 28 Décembre 1706, la surprise fut réparée, & l'exécution du précédent Arrêt fut ordonnée. »

« Malgré cette multitude de décisions, les habitants de la Guillotiere ne jouirent pas long-temps de l'avantage de rester attachés à la Province de Dauphiné, leur véritable Patrie. La Ville de Lyon osa reproduire sa prétention, déjà tant de fois condamnée, de les assujétir à ses octrois. Un Arrêt du Conseil, du 16 Mai 1724, commit M. Pouletier, Intendant de Lyon, & M. de Fontanieu, Intendant de Dauphiné, pour l'instruction de l'affaire. »

« On prétend que le fermier des octrois, qui redoutoit fort l'avis de M. de Fontanieu, retint toutes les pieces au Bureau de l'Intendance de Lyon; ce qu'il y a de certain, c'est que le Conseil n'attendit pas l'avis de M. de Fontanieu pour juger le procès; ce fait est attesté par M. de Fontanieu lui-même. »

« L'Arrêt définitif, rendu au Conseil le 6 Novembre 1725, jugea, au mépris de tous les Arrêts antérieurs, que la Guillotiere n'étoit qu'un fauxbourg de Lyon, & asservit ses habitants aux octrois demandés. »

« Le fermier des Aides, témoin du succès de celui des octrois, ne respecta pas mieux que lui les Arrêts qui avoient pros crit ses anciennes prétentions. Il se pourvut au Conseil un mois après l'Arrêt que venoit d'obtenir le fermier des octrois; il trouva les circonstances si favorables, qu'il parvint à surprendre, sur sa simple requête, le 11 Décembre 1725, l'extension qu'il sollicitoit. »

« Les habitants de la Guillotiere se hâterent d'y former opposition. Dans l'instance qui en fut la suite, le fermier des aides produisit l'Arrêt du Conseil, du 9 Mars 1701, rendu entre le Procureur-Général au Parlement de Grenoble, & les Officiers de la Sénéchaussée de Lyon; il se servit également de l'Arrêt de 1725, obtenu par le fermier des octrois; ce qui engagea les habitants de la Guillotiere à se rendre également opposants à ces deux Arrêts; leur opposition étoit donc dirigée : 1^o contre l'Arrêt du 9 Mars 1701, qui avoit dépouillé le Parlement de Grenoble du droit de connoître de leurs caufes; 2^o contre l'Arrêt du 6 Novembre 1725, qui avoit étendu

fur eux la perception de l'octroi; 3^o contre l'Arrêt du 11 Décembre de la même année, qui les avoit également assujettis à l'impôt des aides, sans égard à leur qualité de Dauphinois, qui, au moyen des abonnemens de la Province de Dauphiné, les en exemptoit. »

« Un premier Arrêt contradictoire, du 17 Février 1728, les déclara non-recevables dans leur opposition à l'Arrêt du 9 Mars 1701, vraisemblablement parce qu'ils y avoient acquiescé en l'exécutant. Ils furent encore déclarés non-recevables dans leur opposition à l'Arrêt du 6 Novembre 1725, rendu en faveur du fermier des octrois, parce qu'ils y avoient été parties : mais en ce qui concernoit leur opposition à l'Arrêt du 11 Décembre 1725, rendu sur la simple requête du fermier des aides, ils furent renvoyés à contester devant les Intendants de Lyon & de Grenoble, pour, sur leur avis, être statué ce qu'il appartiendrait. »

« Les Parties se retirèrent, en effet, devant ces deux Commissaires : nous n'avons pas les Procès-Verbaux de ce qui fut dit devant eux, & des moyens qui furent employés de part & d'autre; mais nous pouvons en juger par l'avis de M. de Fontanieu, Intendant de Dauphiné, où il paroît que rien de ce qui pouvoit concourir au succès de la cause des habitants de la Guillotiere, ne fut négligé. »

« Cependant ils furent définitivement condamnés par l'Arrêt du 7 Septembre 1734, qui, par une contrariété littérale & manifeste avec la multitude d'Arrêts antérieurs, qu'on a rapporté, déclara le lieu de la Guillotiere & Mandement de Bechevelin faire partie de la Province de Lyonnois, & comme tel, sujet aux aides. »

« Les habitants de la Guillotiere ont vécu depuis lors sous le poids de l'oppression du fermier des aides & du fermier des octrois; & ce qu'il y a de plus surprenant, c'est qu'en les jugeant Lyonnois, pour les écraser de ces deux impôts, on les traite néanmoins comme Dauphinois & comme étrangers, tant au Lyonnois qu'à la Ville de Lyon, lorsqu'il s'agit des avantages que la seule qualité de Lyonnois leur attribuerait. »

« Ils se font plaints de cette injustice criante, dans une requête au

Conseil, au mois de Février; ils y ont soutenu qu'ils ne devoient pas être vexés par les receveurs des aides & octrois, comme étant du Lyonnais, & opprimés par la ville de Lyon elle-même; & le fermier des traites foraines, comme étant du Dauphiné, être accablé des charges des deux Provinces, sans jouir des avantages d'aucuns; ils ont établi qu'il y avoit une contrariété évidente entre les arrêts rendus depuis 1725 & tous les arrêts antérieurs, & que les ordonnances regardoient ce moyen de contrariété comme suffisant pour faire anéantir les derniers arrêts, & ordonner l'exécution des anciens; ils ont fait valoir enfin le principe de droit public reçu dans le royaume, qui ne permet pas le démembrement d'une Province, & l'union d'aucune de ses parties à une autre, sans lettres-patentes dûment enregistrées. »

« La Ville de Lyon, à qui cette requête a été signifiée ensuite d'un arrêt de soit communiqué, n'y a encore fourni aucune réponse; & c'est dans ces circonstances, que les habitants de la Guillotière, convaincus que leur cause intéresse essentiellement toute la Province de Dauphiné, l'ont dénoncée aux Etats pour réclamer leur appui & leur protection qu'il paroîtroit injuste de leur refuser. »

« On voit en effet que ce procès est véritablement celui de la Province en corps; il n'a jamais été rendu de jugement contr'elle, qui l'ait dépouillé du droit de conserver, dans son territoire, le bourg de la Guillotière, que tous les titres démontrent en faire partie; le grand Conseil l'avoit ainsi pensé lorsque, par son arrêt du 26 Octobre 1551, il avoit ordonné que les Procureurs-Syndics des Etats de Dauphiné feroient mis en cause; les anciens Etats de la Province en avoient porté le même jugement, puisqu'ils avoient commencé un procès au grand Conseil, contre l'Archevêque de Lyon, sur le même point, ainsi que le prouve le défaut accusé sur les registres du grand Conseil, le 16 Avril 1611, ensuite de l'assignation qu'ils avoient fait donner à ce Prélat; ce n'est qu'à la suspension des Etats depuis 1628, qu'on peut attribuer l'inaction où l'on est demeuré depuis lors; & jamais sans doute, si la Province de Dauphiné eût pu se faire entendre, ni

la ville de Lyon, ni le Fermier des Aides, ni la Sénéchaussée, n'eussent eu les succès qu'ils ont obtenu. »

Où le rapport, il a été arrêté que MM. les Procureurs-Généraux-Syndics interviendront au procès pour faire déclarer que le bourg de la Guillotière fait partie de la Province de Dauphiné, & doit jouir de tous les droits de cette Province, & pour cet effet, formeront *telles oppositions, comme tiers non ouïs*, & prendront telles conclusions qui seront jugées nécessaires.

M. de Chaléon a fait le rapport des renseignements pris jusqu'à ce jour sur les impositions comprises dans les deux Brevets de la taille; l'examen de plusieurs questions qu'il a présentées, a été renvoyé à la Séance prochaine.

M. le Président a dit que « la plus grande partie des cent quarante-quatre Députés convoqués pour procéder, avec les Etats, à la nomination de ceux qui doivent représenter la Province dans les Etats-Généraux, sont arrivés en cette Ville, & qu'il seroit convenable de nommer une Commission pour vérifier leurs pouvoirs. »

L'ASSEMBLÉE a chargé la Commission intermédiaire de procéder à cette vérification.

M. le Président a renvoyé la Séance au vingt-neuf de ce mois, à quatre heures du soir, & il a signé :

† J. G. Archevêque de Vienne, Président,

MOUNIER, Secrétaire.

*Du vingt-neuf Décembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à quatre heures
du soir.*

MM. le Chevalier du Bouchage & Falquet-Travail, Procureurs-Généraux-Syndics, ont fait le rapport de la vérification des pouvoirs, qui a été confiée à la Commission intermédiaire.

Sur ce rapport, l'Assemblée a renvoyé à l'examen de l'ordre du Clergé la question qui s'est élevée au sujet de la nomination faite par les Bénéficiers de l'Eglise Métropolitaine d'Embrun, en faveur de M. de Cervoule, les autres Bénéficiers simples ayant nommé M. Audibert.

Il a été ensuite fait lecture d'un mémoire présenté au sujet des nominations faites dans l'Assemblée de la Noblesse de l'Election de Romans, qu'on foutenoit être nulles, sur le prétexte que plusieurs personnes de la même famille ont été au nombre des Electeurs.

Ces nominations ont été déclarées valables, sauf à faire, à ce sujet, pour l'avenir, un règlement, si on le juge nécessaire.

M. de Chaléon a continué le rapport qu'il avoit commencé précédemment au sujet des impositions.

M. le Président a dit que « M. Bernard, l'un des Députés de la ville de Vienne, étant décédé, M. Revolat, Médecin, nommé en remplacement, prend aujourd'hui séance. »

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, sur les dix heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, Président,

MOUNIER, Secrétaire.

*Du trente Décembre mil sept cent quatre-vingt-huit, à dix heures
du matin.*

M. le Président a dit que « MM. du Clergé ont pensé que M. de Cervoule étant attaché à l'Eglise Métropolitaine d'Embrun, n'avoit pu être, ni Electeur, ni Eligible, parmi les Bénéficiers simples, attendu que tous les Membres de cette Eglise sont représentés par le Député du Chapitre; & il a été déclaré que M. Audibert étoit le seul légitime Représentant des Bénéficiers simples du Diocèse d'Embrun. »

M. de Cervoule ayant déclaré recourir aux Etats, la décision de MM. du Clergé a été confirmée.

MM. les Procureurs-Généraux-Syndics ont continué le rapport de la vérification faite par la Commission intermédiaire.

Il a été observé que M. le Bailli de Gaillard ayant été nommé l'un des trois Députés de l'Ordre de Malthe, & n'ayant pu se rendre à Romans, avoit envoyé une procuration à M. le Commandeur du Poët, pour le remplacer, & que M. le Commandeur du Poët n'avoit pas cru que cette procuration lui donnât le droit d'être admis parmi ceux qui nommeront les Représentants de la Province aux Etats-Généraux.

Il a été déclaré que les cent quarante-quatre Députés qui procéderont avec les Etats à cette nomination, devant être choisis, suivant le règlement, dans les formes & les qualités prescrites, pour être Membres des Etats, & nul ne pouvant y procéder en vertu d'une procuration, celle qui a été donnée par M. le Bailli de Gaillard, ne sauroit produire aucun effet.

Il a été fait lecture de la délibération prise par les Communautés du Briançonnais & la ville de Briançon, qui ont élu deux Députés; MM. Ros-

fignot & Richard, & n'ont pas concouru à la nomination des Députés du district de l'Election de Gap, dans l'Assemblée tenue à Chorges.

Il a été arrêté que M. Roffignol s'étant seul rendu à Romans, il sera admis comme représentant la ville de Briançon, sans tirer à conséquence pour l'avenir.

Plusieurs autres questions d'incompatibilité qui avoient été présentées, ont été déclarées mal-fondées, & il a été arrêté qu'on ne recevra plus ni Requêtes, ni Mémoires au sujet des personnes qui composent le *Doublement*.

Sur le rapport fait par M. de Chaléon,

Il a été arrêté que la Commission intermédiaire s'instruira des motifs qui ont décidé à porter la Communauté de *Feyfins*, dans le Viennois, sur l'*allivrement* actuel des impositions, à près de trois feux, tant nobles que roturiers, au-dessous de ce qui est fixé par le pérécaire général.

De ceux qui ont fait obtenir à celle de *Saint-Bonnet* en Champfaur, Election de Grenoble, une diminution de quatre feux un tiers & un vingt-quatrième sur les dix feux & demi; un sixième & un seizième de feux roturiers, pour lesquels elle est portée au pérécaire général, & celle de Saint Crépin en Embrunois, une diminution de deux feux & demi exempts de taille.

Qu'elle s'occupera du soin de connoître les titres, en vertu desquels les Communautés de *Ribiers*, *Rochebrune* & *le Sauzet* dans l'Embrunois, & celle de *Tulette* dans la Sénéchaussée de Montelimar, sont exemptes de toutes impositions relatives à la taille & à ses accessoires, quoique l'Edit du mois de Juin 1706, des Arrêts du Conseil, des 31 Mars 1705 & 8 Juin 1706, eussent ordonné leur *allivrement* en addition au pérécaire général pour les feux, tant nobles que roturiers, pour lesquels elles feroient jugées devoir

y être portées après la *confection de leurs parcelaires* auxquels ces jugemens leur enjoignoient de faire procéder.

Qu'elle s'instruira des raisons qui ont décidé à n'énoncer, ni dans le pérécaire général, ni dans l'état des Communautés, sur lequel l'ancienne administration déterminoit ses opérations, les villages ou communautés de la *Beaume, Refoul, Villaret & la Peignière*, Election de Gap.

De l'époque à laquelle les communautés de *Saint-Pierre-Avès, Raboi & Chandon*, Diocèse de Gap, qui n'étoient pas *allivrées* au pérécaire général, ont été comprises, dans l'état des communautés contribuables aux tailles, conformément à l'Edit & aux Arrêts ci-dessus cités, & de quelle quantité de feux les lieux de *Noffage & Benivent* ont été compris, lors de leur réunion, avec la communauté de *Lagrand*, & ceux d'*Oze & de Chandonne*, avec celle de la Bâtie-Neuve, n'étant pas *allivrées*, depuis cette réunion à un plus grand nombre de feux, qu'elles ne sont portées au pérécaire général.

Il a été, de plus, arrêté qu'attendu la proximité des Etats-Généraux, on ne formera présentement aucune réclamation au sujet des impositions comprises dans le premier & le second brevet de la taille, sous la réserve des délibérations prises précédemment au sujet des octrois municipaux, & de ce qui devra être laissé à la disposition des Etats, pour l'exécution des articles 48 & 49 du Règlement.

Le Secrétaire a dit qu'il lui a été signifié, de la part de M. & de Madame de Pons, un supplément de consultation.

Il a été arrêté que ce supplément fera remis à la subdivision du bureau du bien public, chargée du contentieux.

Ensuite ont été lus les noms des Députés choisis pour procéder, avec les Etats, à la nomination de ceux qui doivent représenter la Province dans les Etats-Généraux.

CLERGÉ

MONSEIGNEUR l'Evêque de Gap.

Commandeurs de Malthe.

M. Le Bailli de Laubepin. | M. Le Commandeur de Chabrillan.

Députés des Eglises Cathédrales.

MM. De Nantes, Chanoine-Précen-
teur de l'Eglise de Vienne.

De Plan de Scieyès, Chanoine
de l'Eglise d'Embrun.

De Reynaud, Chanoine de l'E-
glise de Grenoble.

Ruel, Chanoine de l'Eglise de
Valence.

MM. De Montauban, Chanoine de
l'Eglise de Die.

De Cazenèuve, Chanoine de
l'Eglise de Gap.

Martin, Chanoine de l'Eglise de
Saint-Paul-Trois-Châteaux.

Députés des Eglises Collégiales.

M. De Morard, Chanoine & Comte
de l'Eglise de Saint Pierre &
Saint Chef de Vienne.

M. De Chieze, Chanoine de Saint
André de Grenoble.

Députés des Eglises Collégiales.

MM. Bouvier-Desmarest, Chanoine
de Saint Barnard de Romans.

Borel, Chanoine de l'Eglise de
Crest.

M. Audran, Chanoine du Chapitre
Dauphin de Montelimar.

Députés des Curés.

M. Gonneti-Mallet, Curé de Notre- Dame de la Vie, de Vienne.		M. Girard, Curé de Savine, Diocèse d'Embrun.
---	--	---

Députés des Abbés-Commendataires, Prieurs & Bénéficiers simples.

M. Buiffière, pour le Diocèse de Vienne.		M. Audibert, pour le Diocèse d'Em- brun.
---	--	---

Communautés Religieuses d'Hommes.

Le Révérend Pere Elizée Talochon.

Communautés Religieuses de Filles.

Le Révérend Pere Curtel, Cordelier.

NOBLESSE

Élection de Grenoble.

MM. LECLÉT, Conseiller au Parle- ment de Grenoble.		MM. De Vignon de Saille, Conseiller au Parlement de Grenoble.
De Galbert.		De Gauteron.
De Rivière.		Le Vicomte de Galbert.
De Chuzin.		Le Chevalier de Pina.
Dupré de Mayen.		Bouffier de Cezarge.
De Saint-Ours de l'Echaillon.		

Election de Vienne.

MM. Le Comte de Loras de Cham-	MM. Le Chevalier Alphonse de
pagnieux.	Dolomieu.
Le Comte de Bectoz.	Le Marquis de Boiffac.
	Le Marquis de Leyffin.

Election de Romans.

MM. Le Comte de Monts.	MM. Duperron.
Le Chevalier de Pizançon.	Grand.
Le Chevalier Alexandre de	Chaptal de Grand-Maison.
Pizançon.	Chaptal de la Mure.

Election de Valence.

MM. Le Vicomte d'Allard.	MM. De Revel.
Le Chevalier de Laurencin.	Le Marquis de la Rolliere.
Tardivon de Montbrifon.	

Election de Gap.

MM. De Sigoin.	MM. Le Chevalier de Taxis.
Le Marquis de Pina-Saint-	D'Yze de Rozan.
Didier.	De Reviglias de Veyne.
De Lagarde.	

Election de Montelimar.

MM. Le Comte d'Allard.	MM. Le Chevalier de Bonne-Ver-
Le Marquis de Ripert d'Alau-	corps.
zier.	Le Marquis de Blacons, <i>pere.</i>
Le Marquis de Quiqueran-	Le Marquis de Montjoux.
Beaujeu.	Le Marquis d'Acqueria-Roche-
	gude.

TIERS-ÉTAT

Election de Grenoble.

VILLE DE GRENOBLE

MM. Gagnon, *Médecin.*
 Brun, *Avocat.*

M. Flory, *Négociant.*

Députés du District.

MM. Bernard, *d'Entraignes, Avocat.*
 Delhors, *Procureur.*
 Blanc, *Notaire au Perrier.*
 Jullien, *Notaire au Villard de*
Lans.
 Garcin-Duverger, *Avocat.*
 Chabert, *pere, Avocat.*
 Bouvier, *Avocat.*
 Mollard, *Bourgeois à Lancey.*

MM. Long, *Notaire à Aspres.*
 Terrier, *Bourgeois à la Mure.*
 Gonfollin, *Notaire à Corp.*
 Joly, *Procureur à Saint Bonnet*
en Champfaur.
 Desjardin, *Bourgeois à Pierre-*
Chatel.
 Caral, *Bourgeois à la Mure.*

Election de Vienne.

VILLE DE VIENNE

M. Almeras-Latour, *Avocat.*

M. Bertet-Dupiney, *Avocat.*

Députés du District.

MM. Thibaud, *Notaire à Crémieu.*
 Peyret, *Notaire à Crémieu.*
 Pecand, *Bourgeois à Moretel.*

MM. Guedi, *Bourg. à Cessieux.*
 Pey, *Notaire à Vignieux.*
 Bieffi, *Notaire à Belmont.*

MM. Clavel, *Avocat*.
 Reymond, *Bourgeois à Eyrieux*.
 Marquis, *Médecin à S. Geoire*.
 Mollard, *Notaire à Château-Vilain*.
 Thuillier, *Avocat, résidant à Vienne*.

MM. Medail, *Bourgeois à Vienne*.
 Forgeret, *Notaire à la Côte-Saint-André*.
 Pravas, *Négociant au Pont-de-Beauvoisin*.
 Boudin, *Négociant à la Roche*.
 Tête-le-Beau, *Avocat à Vienne*.

Election de Romans.

VILLE DE ROMANS

M. Sabliere des Ayes. | M. Pinet, *Bourgeois à Romans*.

VILLE DE SAINT-MARCELLIN

M. Robin-Descombes, *Avocat*.

Députés du District.

MM. Lepine, *Bourgeois à Tulins*.
 Saint-Germain.
 Peyrouse de Montclos.
 De Boiffieu-Perrin.

MM. Imbert.
 Charvet.
 Andrevon, *Notaire à Saint Sorlin de Valoire*.

Election de Valence.

VILLE DE VALENCE

M. Anulphe-d'Aumont, *Médecin*. | M. Charlon, *Horloger*.

Députés du District.

MM. De St-Pierre, *Juge de Chabeuil*. | MM. Melleret, *Avocat à Etoile*.

MM. Gallix, <i>Notaire à Mercurol.</i>		M. Pey de Montoison.
Maffot, <i>Bourgeois à Saint-Na-</i>		
zaire.		

Election de Gap.

VILLE DE GAP

M. Joubert, *Procureur,*

VILLE D'EMBRUN

M. Davin, *Echevin.*

VILLE DE BRIANÇON

M. Roffignol.

Députés du District.

MM. Aftier, <i>Bourgeois à Aspres.</i>		MM. Maffon, <i>Bourgeois à Chorges.</i>
Lesbros, <i>Négociant à Veynes.</i>		Melquion, <i>Notaire à l'Argen-</i>
Long, <i>Avocat à Ribiers.</i>		tière.
Chaix, <i>Notaire à la Roche-des-</i>		
Arnaud.		

Election de Montelimar.

VILLE DE MONTELMAR

M. Moral, *Médecin.*

VILLE DE DIE

M. Lagier-la-Condamine.

VILLE DE CREST

M. Gaillard, *Affesseur en la Sénéchaussée.*

VILLE DU BUIS

M. Leydier, *premier Echevin.*

Députés du District.

MM. Barnave, *Notaire à Saillans.*
 Vallentin, *Bourgeois à Barnave.*
 Morin, *Avocat à Poyols.*
 Sambuc, *Négociant à Dieuleft.*

Reynaud-la-Gardette, *Agriculteur à Auriple.*
 Livache, *Négociant à la Motte.*
 Tavan, *Bourgeois à Soyans.*

Les personnes ci-dessus nommées ont pris séance,

A l'exception de MM. de Lagarde, d'Yze de Rozan, de Reviglias de Veynes, Chaix & Imbert, *absents.*

Il a été, de plus, arrêté que toutes les personnes qui doivent élire, délibéreront sur les pouvoirs & les instructions qui seront remis à ces Représentants, & en conséquence, que les nouveaux Députés choisiront entr'eux dix-huit Commissaires qui se joindront aux dix-huit précédents, pour préparer les pouvoirs & instructions.

Ont été nommés MM. *l'Evêque de Gap, l'Abbé de Morard, le Chanoine Bouvier-Desmarest, de Galbert, le Chevalier Alphonse de Dolomieu, Duperron, le Vicomte d'Allard, le Marquis de Pina-Saint-Didier, le Comte d'Allard, Gagnon, Thuillier, de Boissieu-Perrin, Pey, Long, Gaillard, Brun, Almeras de Latour & Joubert.*

Il a été arrêté qu'on ne pourra reconnoître pour Représentants aux Etats-Généraux, que ceux qui, conformément aux Réglements, auroient réuni plus de la moitié des suffrages.

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, sur les dix heures du matin, & il a signé :

† J. G. *Archev. de Vienne, Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du trente-un Décembre mil sept cent quatre-vingt-huit, sur les dix heures du matin.

LES Membres des Etats & leurs Adjoints ayant pris séance,

M. l'Evêque de Gap a dit « que la Commission s'est occupée du traitement que doivent avoir les Députés aux Etats-Généraux. Sur son rapport, il a été délibéré que chacun des Députés auroit vingt louis pour les frais de voyage, & 12 liv. par jour, à compter de celui qui fera indiqué pour l'ouverture des Etats-Généraux »,

Ensuite M. l'Evêque de Gap a dit « que la Commission a approuvé un projet de pouvoirs pour ceux qui doivent représenter la Province, & que M. Mounier, Secrétaire des Etats, rendroit compte des motifs qui avoient dirigé la rédaction de ces pouvoirs »,

M. Mounier a développé les motifs qui ont déterminé la Commission.

Le projet annoncé ayant été lu, a été approuvé deux fois par acclamations.

M. le Chevalier de Murinais a dit « que M. Mounier, Rédacteur de ce projet, doit être député aux Etats-Généraux par acclamations; » ce qui a été accepté par l'Assemblée, avec de grands applaudissements.

M. Mounier a dit « qu'il étoit trop vivement ému, pour qu'il lui fût possible d'exprimer l'excès de sa reconnaissance, mais que le Règlement ne lui permettoit pas d'accepter l'honneur qu'on vouloit lui faire. »

Il a été aussitôt arrêté qu'il fera fait mention, dans le Procès-Verbal, du choix, par acclamations, que venoit de faire l'Assemblée, en faveur de M. Mounier, & que cependant, sur sa demande, sa nomination feroit renouvelée par la voie du scrutin.

On a ensuite recueilli les suffrages sur le projet présenté par la Commission; il a été de nouveau accepté, ainsi qu'il suit :

L'ASSEMBLÉE qui doit se conformer aux principes consignés dans la lettre écrite au Roi par les Trois-Ordres de la Province, le 8 novembre dernier, & dans la délibération prise par les Etats le 9 de ce mois; plus que jamais persuadée de leur justice & de leur importance pour le bonheur de la Nation, donne pouvoir aux personnes qui seront choisies par la voie du scrutin, de représenter la Province dans les Etats-Généraux du Royaume, en tant qu'il seront composés de Membres librement élus.

Leur défend de délibérer séparément.

Leur donne mandat spécial d'employer tous leurs efforts pour obtenir que les Députés du Tiers-Etat soient en nombre égal à ceux du premier & du second Ordre réunis; que les délibérations soient constamment prises par les Trois-Ordres réunis, & que les suffrages soient comptés par tête, sans qu'ils puissent voter sur aucune proposition, avant que ces formes aient été définitivement arrêtées; l'Assemblée déclarant qu'elle défavoue ses Députés, & leur retire ses pouvoirs, s'ils contreviennent au mandat ci-dessus.

Et dans le cas seulement où les Etats-Généraux feroient composés de Membres librement élus, les Députés du Tiers-Etat, en nombre égal à ceux du premier & du second Ordre, les délibérations prises par Ordres réunis, & les suffrages comptés par tête, l'Assemblée donne pouvoir & mandat spécial à ses Députés, de concourir, par tous les efforts de leur zèle, à procurer à la France une heureuse constitution qui assure à jamais la stabilité des droits du Monarque & de ceux du peuple François;

Qui rende inviolable & sacrée la liberté personnelle de tous les Citoyens;

Qui ne permette pas qu'aucune loi soit établie sans l'autorité du Prince & le consentement des Représentants du peuple, réunis dans des Assemblées nationales, fréquentes & périodiques;

Qui ne permette pas que les Ministres, les tribunaux, & aucun des sujets du Monarque puissent violer les loix impunément; qu'il soit fait aucun emprunt direct ou indirect, & qu'aucun subside soit perçu sans le libre consentement des Etats-Généraux, en préférant les genres d'impôts & de perception les plus compatibles avec la liberté publique & individuelle, & les plus susceptibles d'être également répartis sur tous les Citoyens.

Leur donne de plus, mandat spécial de procurer la réforme des abus relatifs aux tribunaux & à l'administration de la justice.

Leur défend de s'occuper des subsides avant que les principes & les bases de cette constitution soient établis, à moins que les circonstances n'exigeassent impérieusement des secours extraordinaires & momentanés; leur recommandant, lorsque ces bases seront fixées, de chercher tous les moyens propres à rétablir l'ordre & l'économie dans les finances; de prendre une connoissance exacte des besoins de l'Etat & de la dette publique, afin d'y proportionner les sacrifices que la gloire du trône, l'honneur François & le salut de la Nation pourront rendre nécessaires.

Leur défend encore d'accorder aucun impôt pour un temps illimité; sans que le terme de *l'octroi* puisse excéder l'intervalle d'une Assemblée d'Etats-Généraux à la suivante.

L'Assemblée déclare qu'en tout ce qui n'est pas restreint ou limité par le mandat ci-dessus, elle s'en rapporte à ce que ses Deputés estimeront, en leur âme & conscience, pouvoir contribuer au bonheur de la patrie, ne doutant pas qu'ils ne soient toujours dirigés par la justice, la modération, la fidélité envers le Roi, le respect des propriétés, l'amour de l'ordre & de la tranquillité publique.

Il leur sera remis des instructions sur quelques objets particuliers.

Et comme rien de ce qui peut intéresser la dignité de l'homme, ne sauroit être indifférent à cette Assemblée, en respectant la juste prérogative de la préférence du Clergé & de la Noblesse, elle défend à ses Deputés de consentir aux distinctions humiliantes qui avilirent les communes dans les derniers Etats-Généraux de Blois & de Paris.

L'Assemblée déclare de plus, que n'ayant eu, pour confondre les intérêts du Dauphiné avec ceux du reste du Royaume, d'autre but que celui de la félicité commune, elle réserve expressément les droits de cette Province, dans le cas où des obstacles imprévus ne permettroient pas aux Etats-Généraux de prendre les résolutions salutaires qu'elle a le droit d'en espérer.

IL a été délibéré que les instructions dont il est parlé dans les pouvoirs des Députés, seront arrêtées définitivement avant de commencer le Scrutin, & que la Commission nommée pour les pouvoirs, s'occupera de ces instructions.

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, à quatre heures du soir, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

*Du premier Janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf, à quatre heures
du soir.*

LA Commission a fait le rapport d'un projet d'instructions sur quelques objets particuliers, elles ont été approuvées; elles sont de la teneur suivante.

L'ASSEMBLÉE délibérant sur les instructions qu'il convient de donner, relativement à quelques objets particuliers, aux Députés qui doivent représenter la Province dans les Etats-Généraux,

A arrêté qu'ils pourront consentir à l'aliénation des Domaines du Roi &

à la confirmation des aliénations précédentes, pour employer le prix des ventes & des confirmations au paiement des dettes de l'Etat;

Qu'ils demanderont la destruction des entraves qui s'opposent aux progrès de l'Industrie, & nuisent à la liberté des Arts & Métiers & à celle du Commerce;

Qu'ils demanderont de plus, qu'on accorde au Dauphiné la faculté de racheter les Péages;

Qu'ils feront prendre en considération le grand nombre de Routes que le Dauphiné est obligé d'entretenir pour la marche des Troupes vers les Frontieres, & dont il retire peu d'avantage; l'énormité des frais des ouvrages d'Arts qu'exigent ces mêmes routes, coupées fréquemment par des montagnes & des torrents, & combien il seroit injuste que le Dauphiné supportât seul des dépenses qui sont utiles à tout le Royaume, & pour lesquelles il a toujours reçu des secours du Gouvernement jusques à l'année 1788.

Au surplus, l'Assemblée invite tous les Membres qui la composent, ainsi que les Villes & Communautés, corps & corporations du Dauphiné, à envoyer à la Commission intermédiaire les instructions ou Mémoires qu'ils pourront juger convenables sur toutes les parties de la législation & de l'administration, sur les abus de tous les genres, & sur les moyens qu'ils croiront les plus propres à en opérer la réforme, afin que la Commission intermédiaire fasse parvenir ces divers renseignements aux Représentants de la Province.

Ensuite on a relu les pouvoirs sur lesquels on a de nouveau recueilli les opinions des Membres de l'Assemblée; ils ont été encore approuvés.

M. le Président a dit que « les Députés qui doivent concourir, avec les Membres des États, à l'Election de ceux qui représenteront la Province dans les Etats-Généraux, avoient été convoqués conformément aux intentions de S. M., communiquées par ses Commissaires; que la lettre écrite à ce sujet, par M. Necker, annonçoit de nouveaux Ordres pour le 27 du mois dernier; mais que les ayant attendus jusques à ce jour, il y auroit des inconvénients à retarder plus long-temps la nomination; qu'il étoit

indispensable de commencer le Scrutin & de choisir trente Représentants, sans préjudice des Lettres de convocation; & que dans le cas où les ordres du Roi exigeroient un moindre nombre, les personnes qui se trouveroient au delà du nombre fixé, feroient en *remplacement*.

Ensuite on a commencé le Scrutin.

A l'heure de minuit, les billets du Scrutin, ainsi que les *relevés* des Suffrages, ont été enfermés sous deux cachets par MM. les Procureurs-Généraux-Syndics.

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, à neuf heures du matin, & il a signé :

† J. G. *Archev. de Vienne, Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du Vendredi, deux Janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf, à neuf heures du matin.

LES cachets du Scrutin ayant été vérifiés & ensuite rompus, on a continué le Scrutin.

Mgr. Jean-George le Franc de Pompignan, Archevêque de Vienne, Président des Etats; M. Henri-François Lucretius-d'Armand-de-Forest, Marquis de Blacons, fils; M. Nicolas-François, Marquis de Langon, Maréchal des Camps & Armées du Roi; M. Alexandre-Joseph de Falcoz, Comte de Lablache, Maréchal des Camps & Armées du Roi; M. Jean-Joseph Mounier, Secrétaire des Etats; M. Charles-Claude de Lacour-d'Ambezieux, Avocat à Romans; M. Jean-Baptiste-Joseph Barthelémy-d'Orbanne, Avocat au Parlement de Grenoble; M. Alexis-François Pison-du-Galland, fils, Juge-Episcopal de la ville de Gre-

noble; *M. Marcelin-René Berenger*, Procureur du Roi en l'Élection de Valence; *M. Antoine-Pierre-Joseph-Marie Barnave, fils*, Propriétaire à Vercheni; *M. Louis-Antoine-François de Bertrand-de-Montfort*, Lieutenant-Général au Bailliage des Baronnie, ont été nommés Députés aux Etats-Généraux, ayant tous réuni plus de la moitié des suffrages.

M. le Président a renvoyé la Séance à quatre heures du soir, & il a signé

† J. G. *Archev. de Vienne, Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du même jour, à quatre heures du soir.

LE Scrutin ayant été recommencé, *M. Jean-Antoine, Comte d'Agoult*, Colonel de Cavalerie, Sous-Lieutenant des Gardes du Corps du Roi, & *M. Pierre Revol*, Avocat au Parlement de Grenoble, ont été nommés Députés aux Etats-Généraux, ayant réuni plus de la moitié des suffrages.

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, à neuf heures du matin, & il a signé :

† J. G. *Archev. de Vienne, Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du Samedi, trois Janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf, à neuf heures du matin.

M. le Président a renvoyé la Séance à trois heures & demie du soir, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du même Jour, à trois heures & demie du soir.

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, à quatre heures du soir, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du Dimanche, quatre Janvier, à quatre heures du soir.

LE Scrutin ayant été repris, *M. Charles-Emmanuel de Gratel de Dolomieu*, Abbé-Commandataire de l'Abbaye de Saint Hilaire, Vicaire-Général du Diocèse de Vienne, Chanoine & Comte de l'Eglise de Saint Pierre & Saint Chef de la même ville; *M. François-Henry, Comte de Virieu*, Colonel du Régiment Limoufin, Infanterie; *M. Pierre-François, Comte de Morges*;

M. Jean-Louis-Dominique Bignan-de-Coyrol, Négociant à Suze; *M. Charles Chabroud*, Avocat à Vienne, & *M. Guy-Blancard*, propriétaire, habitant à Loriol, ont été reconnus Députés aux Etats-Généraux, ayant réuni plus de la moitié des suffrages.

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, à neuf heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

Du Lundi, cinq Janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf, à neuf heures du matin.

LE Scrutin ayant été repris, *M. Laurent-César, Baron de Chaléon*, Conseiller au Parlement de Grenoble, & *M. Jean-Louis-Charles-François, Comte de Marfanne-Font-Juliane*, ont été reconnus Députés aux Etats-Généraux, ayant réuni plus de la moitié des suffrages.

M. le Président a renvoyé la Séance à quatre heures du soir, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

Du même Jour, à quatre heures du soir.

LE Scrutin ayant été repris, *M. Aimé-François de Corbeau de Saint-Albin*, Doyen de l'Eglise Primatiale de Vienne, Vicaire-Général du Diocèse, & Abbé-Commandataire de l'Abbaye Royale d'Aulnay; *M. Jacques Bernardin Colaud-de-la-Salcette*, Chanoine de l'Eglise Cathédrale de Die; *M. Jean-Baptiste, Marquis de Baronat*; *M. Joseph Allard-Duplantier*, propriétaire, habitant à Voiron; *M. Jean-Louis Cheynet*, Maire de la ville de Montelimar; *M. Antoine-Joseph Richard*, Maire de la ville de Crest, ont été reconnus Députés aux Etats-Généraux, ayant eu plus de la moitié des suffrages.

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, à trois heures & demie du soir, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

Du Mardi, six Janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf, à trois heures & demie du soir.

LE Scrutin ayant été repris, *M. Reymond Grand de Champrout*, Affecteur au Bailliage de Briançon, a réuni plus de la moitié des suffrages.

Le Scrutin ayant été repris une seconde fois, *M. Pierre-Paul-Alexandre de Monfpey*, Chevalier de Justice de l'Ordre de Saint Jean de Jérusalem, Commandeur de Montbrison, Lieutenant de M. le Grand-Prieur d'Auvergne, en Dauphiné, *M. Claude-Pierre de Delley-d'Agier*, ancien Officier du Régiment

de Mestre de Camp-Général, Cavalerie, & Maire de la ville de Romans, ont réuni plus de la moitié des suffrages.

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, à trois heures du soir, & il a signé :

† J. G. *Archev. de Vienne, Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du Mercredi, sept Janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf, à trois heures du soir.

IL a été fait lecture du résultat du Conseil du Roi, & du rapport fait par M. Necker à S. M. au sujet des formes des Etats-Généraux; cette lecture a été plusieurs fois interrompue par les plus grands applaudissements & par des cris de VIVE LE ROI; ensuite il a été arrêté que les Etats écriroient à S. M. pour lui présenter les témoignages de leur respectueuse reconnoissance, & qu'on écriroit également à M. Necker, Ministre des finances.

M. le Président a dit « qu'il falloit nommer en remplacement un Membre du Clergé, deux de la Noblesse & trois du Tiers-Etat. »

Le Scrutin ayant été repris, *M. Guy-Joseph-François-Louis-Timoléon d'Aubergeon, Chevalier de Murinais*, a réuni plus de la moitié des suffrages.

Un Officier du Régiment de Royal-la-Marine est entré dans la salle des Etats, & a présenté à M. le Président une lettre écrite par M. Necker à MM. les Commissaires du Roi, dans laquelle il annonce que S. M. a fixé à vingt-quatre le nombre des Représentants du Dauphiné, dans les Etats-Généraux.

Il a été aussi-tôt arrêté que MM. le Commandeur de Mouspey, le Marquis de Baronat, de Delley-d'Agier, Cheynet, Richard & de Champronet, ne feront considérés que comme nommés en remplacement, ainsi que M. le Chevalier de Murinais.

Il a été fait lecture d'une lettre écrite à M. le Marquis de Viennois, par des Dauphinois étant actuellement à Paris, qui contient leur adhésion aux principes du Dauphiné; qui rend hommage au zèle & au courage avec lesquels MM. le Marquis de Viennois, le Comte de la Blache & le Comte de Virieu, Députés de la Noblesse, ont soutenu les intérêts de la Province pendant leur séjour dans la Capitale. Cette lettre est signée par MM. Cuchet. Reymond. Lenoir de la Roche. Robin de Mozas. Giroud. Sarrafin de Mareze. Allemand. Buisson, aîné. Guillaumet. Sarret du Cernai. Toscan. L'Abbé Pollin. Amblard. Mathon. Amblard de Rue. Lacroix. Vincent. Donnet. Chaniès. Julien, aîné. Buisson, jeune. L'Abbé Garcin. Buisson. J. Troussier. L'Abbé de Perret. Lemaitre, Régisseur Général. Menuret de Chambaud, Médecin. Perier du Merlet.

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, à dix heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

*Du Jeudi, huit Janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf, à dix heures
du matin.*

PLUSIEURS Membres de l'Assemblée ont fait des observations relatives aux pouvoirs des Députés aux Etats-Généraux.

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, à dix heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

*Du Vendredi, neuf Janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf, à dix heures
du matin.*

UN des Membres de l'Assemblée a dit « qu'il ne paroïssoit pas qu'on eût suffisamment recommandé aux Représentants de la Province, dans les Etats-Généraux, de veiller à ce que la Constitution garantisse les propriétés de tous genres, & qu'il feroit convenable de faire, à ce sujet, une addition au mandat spécial qui leur a été donné. »

L'Assemblée a unanimement délibéré qu'elle a entendu suffisamment pourvoir à la sûreté des propriétés, en déclarant qu'elle ne doutoit pas que ses Députés ne fussent dirigés par le respect des propriétés; mais que pour ne laisser aucune incertitude, elle déclare de nouveau charger expressément ses Députés d'obtenir une Constitution qui garantisse tous les genres de propriétés, de maniere qu'on ne puisse jamais y porter atteinte, & que les propriétaires soient toujours assurés d'une indemnité effective, juste & proportionnelle, dans le cas où le bien public exigeroit quelque changement qui leur feroit préjudiciable. L'Assemblée déclare de plus que la *Nobilité* des fonds en Dauphiné, ayant augmenté leur valeur dans le commerce & le partage des succeffions, elle ne pourra être abrogée sans une indemnité, également effective, juste & proportionnelle.

M. le Président a renvoyé la Séance à cinq heures du soir, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du même jour, neuf Janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf, à cinq heures du soir.

LECTURE a été faite du Procès-Verbal des Séances précédentes.

Il a été arrêté qu'il fera remis, à chacun des Députés aux Etats-Généraux, une copie collationnée par le Secrétaire des Etats, des pouvoirs arrêtés le trente-un Décembre dernier; des instructions arrêtées le 1^{er} du présent mois de Janvier, & de l'addition des pouvoirs, fixée par la Délibération de ce jour.

Il a été arrêté que les personnes qui ont été adjointes aux Etats pour nommer les Députés aux Etats-Généraux, seront payées au moyen des mandats que leur remettront MM. les Procureurs-Généraux-Syndics, sur les Receveurs particuliers des Finances; que ce paiement fera de fix livres par jour, en comprenant le temps nécessaire pour leur voyage, qui fera déterminé à raison de huit lieues par jour.

M. le Président a annoncé la clôture des Séances auxquelles doivent prendre part les Députés adjoints aux Etats, & en conséquence tous les Membres de l'Assemblée ont signé, sans observation de rang, d'âge ni de préférence dans chaque Ordre. *Signés,*

† Jean-George, *Archevêque de Vienne, Président.*

† A. P. L., *Archevêque, Prince d'Embrun.*

† S. H., *Evêque, Comte de Gap.*

Le Chevalier d'Yze de Rozans, *Commandeur de Gap.*

Le Bailli de Laubepin.

Le Commandeur de Rigaud.

Le Chevalier de Chabrillan.

Le Commandeur de Monspey.

L'Abbé de Seillans, *Prévôt de Saint Paul.*

L'Abbé de Saint-Albin.

L'Abbé de la Salcette.

L'Abbé Colaud de la Salcette.

L'Abbé Comte de Dolomieu.	L'Abbé de la Rolière.
Légallières, <i>Chanoine</i> .	Le Marquis de Langon.
L'Abbé Suel, <i>Chanoine</i> .	Le Vicomte de Galbert.
Marcellin, <i>Chanoine</i> .	De Galbert.
Chanlon, <i>Prieur de la Côte</i> .	Rivière.
Fuzier, <i>Curé</i> .	Leclet.
Allard, <i>Curé</i> .	Le Vicomte d'Allard.
De Courgeux, <i>Vicaire Général d'Embrun</i> .	Le Chevalier de Pina.
F. J. B. Renard, <i>Prieur, Chartreux</i> .	De Chuzin.
François Harmand, <i>Coadjuteur de Sallette</i> .	Louis-Victoire, Comte d'Allard.
Denantes, <i>Précenteur de l'Eglise de Vienne</i> .	La Rolière.
L'Abbé de Plan de Sieyes, <i>Vicaire Général d'Embrun</i> .	Saint-Ours de l'Echaillons.
Ruel, <i>Chanoine & Député du Chapitre de Valence</i> .	Vignon de Saille.
Saint-Genis, <i>Chanoine, Député de l'Eglise de Gap</i> .	Gauteron, fils.
De Caze-Neuve, <i>Député de l'Eglise de Gap</i> .	Le Chevalier de Bonne-Vercors.
L'Abbé de Morard, <i>Comte de Saint Pierre</i> .	Le Marquis de Montjoux.
L'Abbé de Reynaud, <i>Vicaire Général de Grenoble</i> .	De Bouffier de Cezarges.
L'Abbé de Chieze.	Bectoz.
Bouvier-Desmarest, <i>Sacristain du Chapitre de Romans</i> .	Le Chevalier Alphonse de Dolomieu.
L'Abbé Borel, <i>Chanoine, Député du Chapitre de Crest</i> .	Le Vicomte de Leyfflin.
Martin, <i>Chanoine du Chapitre de Saint-Paul-Trois-Châteaux</i> .	Le Marquis de Vesc.
Andrau, <i>Chanoine, Député de l'Eglise de Montelimar</i> .	François-Charles-Louis de Leyfflin.
Mallet, <i>Curé de Notre-Dame de la Vie de Vienne</i> .	Gaspard-Pierre Comte de Monts de Savasse.
Gerard, <i>Prieur-Curé</i> .	Le Marquis d'Acquéria-Rochegude.
Buiffière.	Charles-Philippe, Marquis de Blacons.
F. Curtel, <i>Gardien des Cordeliers</i> .	François Romain-Chaptal de Grand-Maison.
P. Elisée Talochon, <i>Religieux de la Charité</i> .	Joachim de Revel du Perron.
	De Grand.
	Chaptal de la Mure.
	Le Marquis de Quiquerans-Beaujeu.
	De Tardivon.
	Pina-Saint-Didier.
	Le Chevalier Etienne de Taxis.
	Le Marquis de Viennois.
	Le Comte de Morges.
	Le Marquis de Buffevent.

Du Vivier.	Sibaud-Saint-Ferriol.
Le Marquis de la Tour-du-Pin-Montauban.	De Rigaud.
Sigoin.	Le Marquis de Rippert-d'Alauzier.
François-René de Taxis du Poët.	De Chappuis de Bienassis.
Le Comte de la Blache.	Le Marquis de Chalvet.
Henri-François Marquis de Blacons.	De Delley-d'Agier.
Le Marquis de Saint-Vallier.	Lambert.
Chaléon.	Chabroud.
Le Marquis de Marcieu.	Grand de Champrouet.
Le Chevalier de Rachais.	Aman.
Le Chevalier de Laurencin.	Andrevon.
Le Comte Antoine d'Agoult.	Ardoin.
Le Chevalier de Murinais.	Gagnon.
Le Comte de Vallier.	Pey.
Le Baron de Mont-Rond.	Brun.
Marquet.	Revol.
Baronat.	Teste le Beau.
D'Hugues.	Flory.
Le Marquis de Beaufemblant.	Bernard-d'Entraigues.
Le Marquis de Pifançon.	Delhors.
Le Marquis de la Villette.	Garcin du Verger.
Le Marquis de Veynes.	Blanc.
Ravel.	Bouvier.
Le Marquis de Savine.	Imbert des Granges.
Le Vicomte de Bardonenche.	Mollar.
Le Comte de Virieu.	Chabert.
Le Baron de Venterol.	Long.
Le Marquis de Rachais.	Terrier.
De Breffac.	Gonffolin.
Meffray.	Joly.
Dupré de Mayen.	Caral.
Chevalier de Pifançon.	Almeras la Tour.
Chevalier Alexandre de Pifançon.	Bertet-Dupiney.
Le Chevalier du Bouchage, <i>Procureur-Général-Syndic</i> .	Pecoud.
Le Comte de Marfane, fils.	Moral, <i>Médecin</i> .
	Desjardins.

Sornin.	Leydier.
Thibaud.	Barnave.
L. B. Clavet.	Vallentin.
Peyret.	Livache.
Guedy.	Reynaud-la-Gardette.
Bieffy.	Morin.
E. Reymond, <i>d'Erieux</i> .	Sambuc.
Marquis.	Bertrand-de-Montfort.
Mollard.	Tavan.
Cyprien Medal.	Bignan-de-Coyrol.
Forgeret.	Revol, <i>Consul de Grenoble</i> .
Pravas.	Giraud.
Jullien.	Michal.
Boudin.	Fare.
Sabliere-des-Ayes.	Reynaud.
Pinet.	Mounier, <i>Négociant</i> .
Robin-des-Combes.	De la Morte.
De Boissieu-Perrin.	Allard Duplantier.
Peroufé-de-Montclos.	Dumolard.
Charvet.	Royer.
Charlon.	Bravet.
Lacroix-Saint-Pierre.	Bernard.
Melleret.	Guillot.
Gallix.	Farconet.
Pierre Maffot.	Vigne.
Joubert.	Allemand-des-Chemins.
Pey.	Jullien.
Davin.	Ronin.
Rosignol, <i>sous la réserve des Protestations du</i>	Champagneux.
<i>Briançonnais</i> .	Carlet.
Astier.	Pascal-la-Rochette.
Lesbros.	Lombard.
Long, <i>Avocat</i> .	Apprin.
Maffon.	Chevalier-Maison-Blanche.
Melquiond.	Proby.
Gaillard.	Perroncet-de-Beauvenir.

Danthon.	Carle.
Mortillet.	Colomb.
Champel.	Duraffourt.
Vallier-Collombier.	Cheyne.
Glandut.	Chaniac.
Figuet.	Morin.
Colonge.	Richard, <i>Maire de Crest.</i>
Vallet-la-Contamine.	Barnave, <i>fils.</i>
Delandes.	Lagier-Vaugelas.
Berenger.	De Saint-Germain.
Didier.	Falquet-Travail, <i>Procureur-Général-Syndic.</i>
Blancard.	Revolat, <i>Médecin.</i>
Ezeingard.	Reynaud-Florentin.
Chalamel, <i>de Thain.</i>	De Lacour-d'Ambesieux.
Marchon, <i>Maire & Député de Gap.</i>	Reymond, <i>de Saint-Vallier.</i>
Gautier.	Abel.
Nicollas.	Mounier, <i>Secrétaire des Etats.</i>

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, à dix heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

*Du dix Janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf, à dix heures
du matin.*

M. le Chevalier du Bouchage, Procureur-Général-Syndic, a rendu compte d'un Mémoire, sur la nécessité d'établir des limites invariables entre le Dauphiné & le Vivarais, & d'une requête présentée par la Communauté des maîtres Tailleurs de pierre & Entrepreneurs de la ville

de Lyon, qui a pour objet d'engager les Etats à solliciter, en attendant l'abrogation de l'Edit du trois Mars mil sept cent quatre-vingt-quatre, la diminution provisoire des droits qui se perçoivent au Bureau d'Anthon, sur les pierres à bâtir, venant du Bugey ou de la Province de Dauphiné.

Les Mémoires & Requêtes ci-dessus ont été renvoyés à la Commission intermédiaire.

M. Didier a fait le rapport du travail du Bureau du bien public, sur les Municipalités; il a lu un Mémoire qui présente les vices du régime actuel & un Projet de règlement, pour indiquer les moyens d'en corriger les abus.

Les Etats ont délibéré que le Mémoire & le Projet de règlement, lus par M. Didier, feront déposés dans les Archives, pour servir à la Commission intermédiaire, qui prendra de nouveaux renseignements sur cet objet, pour en rendre compte dans la première Assemblée des Etats.

Les Etats ont arrêté que MM. les Procureurs-Généraux-Syndics écriront à toutes les Villes & Communautés de la Province, que pour être autorisés dans leurs divers objets de dépense, ainsi que dans toutes les impositions nécessaires, pour y subvenir, elles devront s'adresser aux Etats, & dans l'intervalle de leurs Séances, à la Commission intermédiaire; de même que pour ce qui concerne la répartition de toutes les impositions foncières & personnelles, la distribution des dégrèvements, récompenses, indemnités & encouragements.

Il a été également arrêté que MM. les Procureurs-Généraux-Syndics demanderont, chaque année, aux Villes, Bourgs & Communautés, l'état de leurs revenus, tant patrimoniaux que d'octrois; celui de leurs recettes & de leurs dépenses; celui de situation de leurs fonds, & de ce qu'elles peuvent avoir entre les mains de leurs Consuls ou Receveurs; qu'ils leur demanderont, de plus, d'indiquer l'époque à laquelle ont été rendus les derniers comptes; quels sont les revenus des pauvres, tant en immeubles qu'en rentes & vingt-quatrième, & quelle en est l'administration.

Il a été, de plus, arrêté que la Commission intermédiaire réclamera, auprès de S. M., les diverses parties d'administration qui n'ont pas encore été confiées aux Etats.

M. le Président a renvoyé la Séance à quatre heures & demie du soir, & il a signé :

† J. G. *Archev. de Vienne, Président,*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du même jour, à quatre heures & demie du soir.

SUR le rapport fait par M. de Chaléon, du travail du Bureau des impositions, il a été arrêté que la Commission intermédiaire fera chargée de prendre des renseignements sur l'utilité ou l'inutilité de l'inspecteur des toiles de cette Province, sur les économies dont peuvent être susceptibles les gratifications accordées aux maîtres de Postes, ainsi que les sommes imposées pour les logements des officiers supérieurs, en examinant quels sont les logements abusifs, & s'il ne se commet pas, à cet égard, des doubles emplois ; qu'elle fera également chargée de prendre des renseignements sur les épargnes ou améliorations qu'on pourroit faire dans le régime des haras, & sur l'utilité ou inutilité du régime actuel.

Il a été, de plus, arrêté que le Mémoire lu par M. de Chaléon, sur les impositions comprises dans le premier & second Brevet de la Taille, sera déposé dans les Archives des Etats.

M. Champel a fait le rapport du travail du Bureau des impositions sur les subside, dont la perception est confiée à la ferme générale, à la régie & à l'administration des Domaines, & à d'autres Compagnies des finances.

Sur ce rapport, il a été délibéré que la Commission intermédiaire fera expressément chargée de prendre les renseignements les plus précis & les plus prompts qu'il lui sera possible ; 1^o sur la qualité d'impôts indirects que supportent les habitants de cette province ; 2^o sur les frais de régie & de perception que coûtent ces divers impôts ; 3^o sur les dommages ou pertes particulières qui peuvent en être la suite pour l'agriculture, le commerce & les arts ; 4^o sur les moyens de remplacer les impôts, ou de les modifier, soit pour les rendre moins onéreux, soit pour en rendre la perception plus simple & plus facile, soit enfin pour en corriger les abus, lesquels renseignements elle communiquera à ceux qui doivent représenter la Province dans les Etats-Généraux du Royaume.

Il a été arrêté que le Mémoire lu par M. Champel, fera déposé dans les Archives des Etats.

M. le Comte de Meffrey a fait lecture d'un Mémoire sur les vingtièmes, les frais de leur perception & le régime de ce genre d'impôt. Il a été également arrêté que ce Mémoire fera déposé dans les Archives des Etats.

M. le Président a renvoyé la Séance à Lundi, douze de ce mois, à dix heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président*,

MOUNIER, *Secrétaire*.

*Du douze Janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf, à dix heures
du matin.*

IL a été fait lecture du Procès-Verbal de la Séance précédente.

Ensuite ont été lus les projets d'une Lettre au Roi & d'une Lettre à M. Necker; ils ont été approuvés, & sont de la teneur suivante :

LETTRE écrite au ROI par les Etats de la Province de Dauphiné, le douze Janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf.

SIRE,

DANS les décisions préliminaires de Votre Majesté, sur les formes des Etats-Généraux, la province de Dauphiné trouve l'accomplissement d'une partie de ses Vœux ; elle vous doit un nouvel hommage de sa reconnoissance ; ainsi, chaque jour des actes de justice & de bienfaisance vous font bénir de vos Sujets. Vous triompherez de tous les obstacles qui s'opposent au bien général ; l'exemple d'un grand Roi ne fut jamais infructueux : tous les François, oubliant leurs intérêts particuliers, marcheront à grands pas vers le but que Votre Majesté s'empresse de leur offrir.

SIRE, qui pourroit refuser de féconder les desirs de Votre Majesté ? Le Chef suprême de la Nation nous appelle à la félicité ; sa voix sera sans doute entendue, elle le fera sur-tout par les Dauphinois qu'animent la fidélité la plus inviolable, le dévouement le plus absolu envers Votre Majesté comme envers la Patrie.

Et Votre Majesté, qui s'occupe avec autant de constance du sort de son Peuple, *n'auroit que des instants de bonheur !.....* Un pere qui montre une si tendre sollicitude pour ses enfants, pourroit-il les supposer ingrats ?

SIRE, si vous eussiez été témoin de nos larmes d'attendrissement & de nos transports de joie, lorsque nous avons entendu la lecture de ce rapport du Ministre de vos finances, qui exprime si bien vos généreux desseins & ceux de votre Auguste Epouse, vous auriez éprouvé combien vous êtes

adoré; Votre Majesté auroit été heureuse, puisque le Prince qui aime ses Sujets, met dans leur amour tout son bonheur & toute sa gloire.

Nous sommes, avec un profond respect,

SIRE,

De Votre Majesté,

Les très-humbles, très-obéissants & très-fidèles
Sujets & Serviteurs, les ETATS DE LA PROVINCE
DE DAUPHINÉ.

† J. G. *Archév. de Vienne, Président,*

MOUNIER, *Secrétaire.*

LETTRE écrite à M. NECKER.

MONSIEUR,

LA Province de Dauphiné connoissoit depuis long-temps tout ce que devoit la France entière à vos vertus & à votre génie; mais le dernier service que vous venez de rendre à la Nation, met le comble à votre gloire.

Le rapport touchant que vous avez fait à S. M. sur les formes des Etats-Généraux, nous a vivement émus; jamais on ne parla des droits des hommes & du projet du meilleur des Rois, avec plus de sentiment & de dignité. Quelle sublime fonction que celle d'être ainsi près du Trône, l'organe de la vérité, & de la défendre avec un si noble courage!

Puissiez-vous long-temps, MONSIEUR, féconder les intentions de votre Monarque pour le bonheur de ses Sujets; les efforts de l'envie ne parvien-

dront pas à vous priver de la confiance que vous avez si justement méritée ; mais il lui fera sur-tout impossible d'affoiblir notre reconnoissance : tous les cœurs Dauphinois sont à vous pour jamais.

Nous avons l'honneur d'être,

MONSIEUR,

Vos très-humbles & très-obéissants Serviteurs, les
ETATS DE LA PROVINCE DE DAUPHINÉ.

J. G. Archev. de Vienne, Président,

MOUNIER, Secrétaire.

Il a été fait lecture d'une Requête présentée par les Locataires des terrains proches des fortifications de la ville de Grenoble, par laquelle ils exposent que le fermier de l'Etat-Major profite de ce qu'ils ont construit des maisons sur ce terrain, en vertu de la permission qu'ils en ont obtenue, pour augmenter le prix du louage à l'expiration de chaque Bail; ils supplient les Etats de les protéger auprès du Ministre, pour faire régler définitivement les redevances qu'ils doivent payer. Cette Requête a été renvoyée à la Commission intermédiaire.

Il a été ensuite fait lecture d'une délibération prise par l'Université de Valence, laquelle ayant été invitée par l'Université de Toulouse, à demander qu'il lui fût permis de députer aux Etats-Généraux, a délibéré de consulter les Etats de la Province. Il a été également fait lecture des Mémoires & Lettres de l'Université de Toulouse.

Les Etats considérant que les Députés aux Etats-Généraux ne doivent pas représenter des Corps ni des Professions, mais le peuple François; qu'ils doivent oublier tous les intérêts particuliers pour ne s'occuper que du bien public.

Qu'en permettant à des Corps (quelle que fût d'ailleurs leur importance) de choisir des Députés parmi leurs Membres, on nuirait à l'élection libre; que ces Députés n'ayant pas été choisis par le concours des Citoyens, mais seulement par un petit nombre d'Electeurs, ne sauroient avoir le droit de voter sur des objets qui intéressent tout le Royaume; que si les Universités obtenoient une pareille distinction, les autres Corps prétendroient à la même faveur; que les Etats-Généraux ne feroient plus composés des Représentants de la Nation, mais des Députés des divers Corps qui pourroient s'occuper uniquement des prétentions de leurs commettants, ou du soin de favoriser des abus.

Que les Représentants doivent oublier les Corps dont ils sont Membres, le lieu qu'ils habitent, la profession qu'ils exercent; adopter, pour leur patrie, la France entière; que les droits des Corps & des individus ne doivent être protégés, dans les Etats-Généraux, que d'après leur relation avec le maintien de l'ordre & de la félicité publique.

Qu'ainfi, les Membres des Universités ne peuvent être admis dans les Assemblées de la Nation, si leur nomination n'a pas été faite par tous les habitants d'une Province ou d'un district; le desir de justifier la confiance publique pouvant seul inspirer l'oubli des petits intérêts, & donner le courage d'attaquer tous les abus, même ceux du Corps auquel on appartient.

Qu'il est vrai que dans quelques Etats-Généraux l'Université de Paris a eu des Députés parmi les Corps Ecclésiastiques, mais que sa représentation n'a jamais été considérée comme indispensable, qu'elle n'a eu lieu que dans des temps d'ignorance, où les Universités étoient considérées comme les seules dépositaires de la science; mais que dès le moment où les lumières se sont répandues, l'Université de Paris a cessé d'être convoquée.

Que dans les derniers Etats-Généraux de 1614, cette Université voulut avoir des Députés particuliers; mais que sa prétention fut rejetée par le Conseil du Roi, qu'il lui fut seulement permis de remettre ses plaintes aux Représentants du Clergé.

Que toutes les Universités du Royaume peuvent aujourd'hui suivre le même exemple, & ont la faculté, ainsi que tous les autres Corps, que tous les Citoyens, d'envoyer des Mémoires & des Pétitions, moyen légitime de défendre leurs droits dans les Assemblées nationales, où il ne devroit pas être permis d'opiner dans sa propre cause.

Par toutes ces considérations, les Etats ont déclaré qu'ils n'estiment pas que les Universités puissent avoir des Députés particuliers aux Etats-Généraux, & ils ont arrêté qu'il fera adressé Extrait de la présente Délibération à l'Université de Valence.

M. le Président a renvoyé la Séance à quatre heures du soir, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, Président,

MOUNIER, Secrétaire.

Du même jour, à quatre heures du soir.

IL a été arrêté que la convocation prochaine des Etats-Généraux ayant obligé les Etats à s'occuper, avec les Membres du Doublement, de la nomination des Députés & des pouvoirs qui doivent leur être confiés, & à interrompre ainsi leurs fonctions ordinaires, les Membres des Etats, outre les trente jours déterminés par le Règlement, seront payés pour dix jours de plus.

M. le Chevalier du Bouchage a dit :

MESSIEURS,

« LES Travaux publics de la Province sont une partie trop importante de son Administration ; ils intéressent trop le Commerce & l'Agriculture,

pour que les Etats n'apportent pas la plus grande attention à régler tout ce qui peut assurer l'ordre, la solidité & l'économie dans leurs exécutions; il seroit non-seulement difficile, mais peut-être même imprudent, de proposer, dans le moment actuel, des Réglements fixes à cet égard : nous ne devons pas nous dissimuler que nous avons besoin d'être éclairés par l'expérience, de connoître, par nous-mêmes, l'état des routes, les moyens qui ne peuvent être uniformes dans les différents cantons de la Province, & qui dépendent nécessairement de la variété du sol & du climat.

» Il paroît donc plus sage de se borner, dans la circonstance publique, à adopter un Règlement provisoire, qui puisse nous mettre à même de surveiller, avec exactitude, les travaux que nous aurons à exécuter cette année, & d'autoriser la Commission intermédiaire à prendre toutes les mesures convenables pour se procurer les instructions de détail qui nous sont nécessaires.

» On pourroit, en attendant, proposer aux Etats un Règlement qui présenteroit les dispositions suivantes. »

- 1^o Division des départements des Ingénieurs.
- 2^o Service & fonctions des Ingénieurs dans leurs départements; comptes qu'ils doivent rendre à la Commission intermédiaire.
- 3^o Opérations qui doivent précéder les adjudications.
- 4^o Formes à observer lorsqu'on passera les adjudications.
- 5^o Exécution des marchés par les Entrepreneurs.
- 6^o Ordre à observer dans les paiements à faire aux Entrepreneurs.
- 7^o Etablissement des cantonniers.

Plusieurs Articles de ce Règlement ont été arrêtés par les Etats.

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, à neuf heures du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président*,

MOUNIER, *Secrétaire*.

*Du Mardi, treize Janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf, à neuf heures
du matin.*

LES Etats ont continué l'examen du projet d'un Règlement provisoire, proposé par le Bureau des Travaux publics, dont les Articles ont été successivement approuvés, ainsi qu'il suit.

CHAPITRE PREMIER.

Division des Départements des Ingénieurs.

ARTICLE PREMIER.

LA division des départements des Travaux publics ne pouvant être définitivement arrêtée que d'après des connoissances locales & des vérifications sûres & précises sur le plus ou moins de travaux qu'exige chaque partie de la Province, le même nombre de départements sera provisoirement conservé tels qu'ils ont été fixés par l'ancienne Administration ; ces départements sont au nombre de neuf, savoir : ceux de Grenoble, de Bourgoin, de Vienne, de Saint-Marcellin, de Valence, de Pierre-Latte, de Vizille, de Gap & de Briançon.

ART. II.

LA Commission intermédiaire sera chargée de se procurer, soit par les vérifications que pourront faire les Membres qui la composent, soit par ses correspondants & par les Députés aux Etats, tous les renseignements nécessaires pour parvenir à des divisions de départements, qui puissent en diminuer le nombre, & apporter de l'économie dans cette partie de l'Administration de la Province.

ART. III.

D'après les instructions qu'aura reçues la Commission intermédiaire, elle s'occupera de rédiger un nouveau projet de Règlement qu'elle présentera aux Etats à leur prochaine Assemblée ; ce Règlement comprendra, autant qu'il sera possible, tous les détails qui doivent assurer une marche simple & constante dans la conduite des travaux des routes & ouvrages d'Arts. Il prescrira l'ordre de la comptabilité ; il déterminera en même-temps le nombre des Ingénieurs, Conducteurs, Piqueurs & autres employés nécessaires pour l'exécution & la surveillance des Travaux publics.

CHAPITRE SECOND.

*Service & Fonctions des Ingénieurs dans leurs Départements.
Comptes qu'ils doivent rendre à la Commission intermédiaire.*

ARTICLE PREMIER.

LES Ingénieurs des Ponts & Chaussées, actuellement employés dans la Province, seront conservés provisoirement dans le nombre actuel, & avec le même traitement dont ils jouissent, jusqu'à ce que, la nature, l'importance & la quantité des travaux à exécuter, étant mieux connus, les Etats puissent juger de la nécessité de réduire le nombre des Ingénieurs, & qu'on puisse également fixer les appointements qu'il est juste de leur accorder.

ART. II.

Lesdits Ingénieurs feront aux ordres des Etats & de la Commission intermédiaire ; la subordination, dans le service qu'ils suivent entr'eux,

continuera d'être observée; ils conserveront les mêmes grades; ils ne feront point séparés de leur Corps, sauf aux Etats de prendre, dans la suite & sous ces différents rapports, les arrangements qui leur paroîtront les plus convenables.

ART. III.

Chaque Ingénieur s'occupera, le plutôt possible, de dresser des Mémoires ou Tableaux raisonnés & circonstanciés, qui puissent faire connoître la nature & la qualité des matériaux qu'on peut employer dans les différentes parties de chaque département, soit pour la construction & l'entretien des routes & chaussées, soit pour les pavés & autres ouvrages d'Arts; la distance des carrieres aux ateliers qu'elles doivent approvisionner; le prix de l'extraction de la pierre, soit pour la taille, soit pour moëllons; celui des voitures & du transport sur les divers ateliers; le prix de la main d'œuvre pour la taille de la pierre, pour les maçonneries des différentes especes, pour les pavés, pour les remuements de terre, soit en déblais, soit en remblais; la qualité & le prix de la chaux, du sable, &c.; enfin, tous les détails qu'il est important de rassembler & de connoître, pour juger de l'évaluation des Projets qui seront faits pour chaque département : ces Mémoires ou Tableaux seront adressés à l'Ingénieur en chef, qui les remettra, avec les observations qu'il croira nécessaires, à la Commission intermédiaire.

ART. IV.

Les Ingénieurs de départements suivront, avec la plus grande exactitude, l'exécution des Ouvrages, & veilleront à leur bonne construction; ils dresseront, au moins tous les trois mois, & feront parvenir à l'Ingénieur en chef, des états qui constatent, d'une manière claire & précise, la situation actuelle des travaux de chaque atelier; la dépense faite & les approvisionnements préparés par les Entrepreneurs. L'Ingénieur en chef remettra lesdits états à la Commission intermédiaire, qui ordonnera les paiements

qu'elle jugera convenables, dans la forme qui fera présentée ci-après. Les états de situation & les mandats de paiements, qui seront délivrés en conséquence, seront exactement transcrits sur un Registre, afin qu'on puisse, à chaque instant, vérifier l'avancement des Ouvrages, & les sommes qui auront été payées.

ART. V.

Si, pendant l'exécution d'un ouvrage, des circonstances imprévues rendoient indispensables quelques changements, soit en augmentation, soit en diminution de dépense, l'Ingénieur de département en instruira l'Ingénieur en chef, lequel en fera son rapport à la Commission intermédiaire, qui pourra autoriser lesdits changements.

ART. VI.

L'Ingénieur en chef fera, chaque année, toutes les tournées nécessaires à l'inspection des Travaux de la Province, dont il fera son rapport à la Commission intermédiaire. Les Ingénieurs particuliers feront, tous les trois mois, & plus souvent, s'il en est besoin, une tournée générale de leurs départements; ils vérifieront, dans cette tournée, tous les travaux; ils dresseront un rapport détaillé de leur situation, des dégradations survenues aux chemins & aux ouvrages d'Arts; ils le feront parvenir à l'Ingénieur en chef, lequel en rendra compte à la Commission intermédiaire.

CHAPITRE TROISIEME.

Opérations qui doivent précéder les Adjudications.

ARTICLE PREMIER.

LES *avant-projets* & la dépense, par aperçu, des Ouvrages à faire dans la Province, seront adressés chaque année par l'Ingénieur en chef, à la Commission intermédiaire; elle examinera & vérifiera les Projets des

Ouvrages qui doivent être exécutés l'année suivante, pour en faire le rapport aux Etats; l'Ingénieur en chef lui remettra aussi un état détaillé des Ouvrages qui ont été exécutés l'année précédente & de ceux qui restent à faire; des ateliers qui sont établis & de ceux qu'il conviendra de former.

ART. II.

Les Députés des Etats & tous les Citoyens sont invités de faire passer à la Commission intermédiaire des Observations & des Mémoires sur l'état des routes, dans les différents cantons de la Province, sur la nécessité & les moyens de réparer les anciennes, d'en entreprendre de nouvelles, & sur les motifs d'utilité publique qui doivent en presser l'exécution.

ART. III.

La Commission intermédiaire rendra compte aux Etats, à leur prochaine Assemblée, du résultat des connoissances qui lui auront été transmises, conformément aux Articles précédents, afin qu'ils puissent juger de l'importance, plus ou moins grande, des différents travaux à entreprendre, & en délibérer avec connoissance de cause; elle leur rendra pareillement compte des Ouvrages qui auront été exécutés pendant l'année, de la situation de ceux qui n'auront pas été entièrement achevés, & des motifs qui doivent en presser plus ou moins la continuation.

ART. IV.

Lorsque les Etats auront définitivement arrêté leurs Délibérations relatives aux Travaux publics, la Commission intermédiaire chargera l'Ingénieur en chef de rédiger, le plutôt possible, les devis & détails estimatifs des différents Ouvrages; il les remettra ensuite à la Commission intermédiaire, qui, après les avoir examinés & approuvés, prendra les mesures nécessaires pour faire procéder à leur adjudication.

ART. V.

Comme il paroît important, soit pour la célérité & l'économie dans l'exécution, soit pour l'avantage même des différentes Communautés qui sont placées sur les routes, ou qui en sont très à portée, que les entreprises puissent exciter une grande concurrence, on divisera les adjudications, autant qu'il sera possible, sans nuire au bien du service; par cette méthode, on facilitera, aux habitants des campagnes, les moyens de retrouver, dans le salaire de leur travail, un dédommagement avantageux des contributions qu'ils sont obligés de payer en remplacement de la corvée.

ART. VI.

La Commission intermédiaire ne passera aucune adjudication par elle, ou par ceux qu'elle aura commis à cet effet, que les Entrepreneurs ne fournissent de bonnes & suffisantes cautions, & qu'ils ne soient reconnus pour être en état d'exécuter les travaux qui leur seront confiés. Si un Entrepreneur, sans y avoir été préalablement autorisé, exécutoit plus d'ouvrage qu'il ne lui en auroit été adjugé, il ne pourroit être admis à répéter aucune indemnité pour cet excédent.

CHAPITRE QUATRIEME

Formes à observer lorsqu'on passera les Adjudications.

ARTICLE PREMIER.

LORSQUE les plans & devis des projets, soit pour les routes, soit pour les ouvrages d'Arts, auront été approuvés, définitivement arrêtés par les Etats, & renvoyés pour les faire exécuter à la Commission intermédiaire,

elle les remettra à ceux de ses Membres ou Correspondants qu'elle aura commis pour faire procéder aux adjudications.

ART. II.

Afin de faciliter la concurrence, les personnes commises à cet effet feront annoncer les adjudications par des affiches, dans les Villes, Bourgs, Paroisses & Communautés du Département ; ils indiqueront dans quel lieu les Entrepreneurs, qui se présenteront, pourront prendre connoissance des devis & conditions d'édites adjudications, ainsi que le jour où elles feront passées.

ART. III.

Les adjudications des ouvrages d'Arts, de ceux des routes, qui seront considérables, & qui demanderont des Entrepreneurs instruits & éclairés, seront non-seulement annoncées par affiches, dans le département, mais encore par la voie des feuilles publiques ; l'annonce précédera le jour où elles devront être passées, de six semaines au moins ; pour les entreprises d'une nature moins importante, ou qui ne pourroient souffrir aucun retard, il suffira qu'elles soient annoncées trois semaines à l'avance.

ART. IV.

Les adjudications seront délivrées à celui ou à ceux qui feront les conditions les plus avantageuses ; les offres pourront être reçues & enrégistrées par la personne qui sera commise pour communiquer les conditions du marché, depuis le moment où l'entreprise aura été annoncée, jusqu'au jour où l'adjudication en sera définitivement passée.

ART. V.

Aux jours & lieux indiqués par les affiches, il sera procédé publiquement à l'adjudication par les personnes qu'aura nommées, à cet effet, la Commission intermédiaire; les Procureurs-Généraux-Syndics en préviendront trois semaines à l'avance, l'Ingénieur en chef, afin qu'il puisse s'y trouver, ou se faire remplacer par l'Ingénieur de département, à l'effet de donner les renseignements nécessaires sur les Ouvrages à adjuger.

ART. VI.

Les adjudications seront faites dans les principales Villes, Bourgs ou Communautés, à portée des cantons où devront s'exécuter les Ouvrages. Afin d'y faciliter l'accès des Entrepreneurs, la concurrence sera établie entr'eux au rabais, après que leur capacité & leur solvabilité, ainsi que celles de leurs cautions, auront été suffisamment reconnues par le Procureur-Général-Syndic & les autres Membres des Etats, qui pourront être présents aux adjudications.

ART. VII.

Les Procureurs-Généraux-Syndics apporteront la plus grande attention à prévenir & à dénoncer les intrigues, fraudes & manœuvres secrètes qui pourroient se pratiquer pendant la passation des marchés; il leur est pareillement recommandé de s'affurer, autant qu'il leur sera possible, de la probité & de l'intelligence des Adjudicataires, sur-tout pour les Ouvrages considérables, la mauvaise-foi & l'impéritie étant également funestes à l'intérêt public.

ART. VIII.

Les sommes destinées pour les différents travaux publics, ne pouvant être appréciées que par les détails présentés préalablement aux Etats, il peut arriver qu'il y ait une diminution de l'estimation portée par le détail d'un Ouvrage, sur le marché passé à l'Entrepreneur, & quelquefois un excédent du prix auquel on aura été forcé de passer le marché, sur l'estimation fixée par ledit détail : dans le premier cas, la Commission intermédiaire sera autorisée à employer les fonds provenant desdits rabais, aux Ouvrages que les Etats auront jugé les plus indispensables, après ceux qu'ils auront ordonnés; & dans le second, elle pourvoira au supplément nécessaire sur les fonds que les Etats auroient destinés aux réparations imprévues.

ART. IX.

Lorsqu'un marché aura été passé, pour prévenir, autant qu'il sera possible, toute difficulté avec l'Adjudicataire, le Procureur-Général-Syndic, ou l'une des personnes préposées, & l'Ingénieur qui auront assisté à l'Adjudication, feront, si les circonstances l'exigent, en présence de l'Entrepreneur, la reconnoissance du local où doit être établi l'ouvrage adjudgé; ils dresseront un Procès-Verbal signé par l'Adjudicataire, qui contiendra toutes les indications & renseignements qui leur paroîtront propres à éviter toute réclamation. Ce Procès-Verbal, ainsi que celui d'Adjudication, seront envoyés à la Commission intermédiaire.

ART. X.

La Commission intermédiaire fera expédier des copies des devis d'Adjudication à chaque Adjudicataire. Elle remettra également à l'Ingénieur en chef un extrait de toutes les Adjudications qui seront passées, afin qu'il

puisse donner les instructions & les ordres nécessaires aux Ingénieurs de Départements & aux Entrepreneurs, pour commencer & exécuter les travaux.

CHAPITRE CINQUIEME

Exécution des marchés par les Entrepreneurs.

ARTICLE PREMIER.

COMME il est important pour la bonne construction & la solidité des Ouvrages, qu'ils soient exécutés dans une saison favorable, les Entrepreneurs suivront, à cet égard, les ordres & instructions qui leur sont donnés par les Ingénieurs, & approuvés par la Commission intermédiaire.

ART. II.

Dans les travaux de Routes, les excavations préparées pour recevoir les encaissements, ne pourront être remplies, qu'elles n'aient été préalablement vérifiées & jugées conformes aux devis, par l'Ingénieur chargé de la conduite de l'Ouvrage, il en fera de même de celles qui auront été faites pour établir les fondations des Ouvrages en maçonnerie.

ART. III.

Les Ingénieurs observeront, avec soin, si, dans la construction des Ouvrages d'Art, les Entrepreneurs se conforment aux conditions de leurs marchés, pour la qualité des matériaux, l'appareil de la pierre-de-taille, les épaisseurs, le parement & la liaison des maçonneries.

ART. IV.

Ils obligeront également les Entrepreneurs chargés de la construction des Routes, à fournir les matériaux d'encaissement & les graviers de la qualité requise par leurs devis, & à ne pas s'écarter des dimensions qui leur seront prescrites pour la largeur & le bombement des chemins, & pour l'ouverture & la profondeur des fossés.

ART. V.

Si un Entrepreneur contrevenoit, en aucune manière, aux clauses & conditions portées par son adjudication, l'Ingénieur en dressera un Procès-Verbal, & l'adressera à la Commission intermédiaire.

ART. VI.

La réception des Ouvrages fera faite en présence de l'un des Procureurs-Généraux-Syndics, ou des Commissaires nommés pour le remplacer, par l'Ingénieur du Département; après avoir fait toutes les vérifications nécessaires pour s'assurer que l'Entrepreneur a rempli les conditions de son marché, ils le constateront par un Procès-Verbal qui sera envoyé à la Commission intermédiaire.

ART. VII.

La Commission intermédiaire, après l'examen dudit Procès-Verbal, autorisera l'Ingénieur en chef à délivrer à l'Entrepreneur un certificat de parfait paiement.

ART. VIII.

Les Conducteurs & Piqueurs employés aux travaux publics, feront présentés par les Ingénieurs & nommés par la Commission intermédiaire, qui fixera leur traitement. Ils feront révocables à volonté, leur conduite & leur exactitude seront justifiées à la fin de chaque année, par des certificats que leur délivreront les Ingénieurs, lesquels feront visés par les Correspondants des Etats.

ART. IX.

Les Correspondants & les Députés des Etats sont invités à rendre compte à la Commission intermédiaire de tous les abus qui pourroient se commettre dans l'exécution des travaux; mais dans aucun cas ils ne pourront donner aucun ordre, soit aux Ingénieurs, soit à leurs subordonnés ou aux Entrepreneurs, sans y avoir été préalablement autorisés par la Commission intermédiaire.

CHAPITRE SIXIEME

*Ordres à observer dans les Paiements à faire aux
Entrepreneurs.*

ARTICLE PREMIER.

LES Entrepreneurs recevront leurs paiements, avec la plus grande exactitude, aux termes qui leur seront fixés. Ces paiements seront ordonnés par la Commission intermédiaire, d'après les Etats de situation

& les Procès-Verbaux de réception d'œuvre; ils feront acquittés par le Trésorier ou les Receveurs de la Province, sur les mandats délivrés par les Procureurs-Généraux-Syndics.

ART. II.

Les Entrepreneurs recevront des à compte sur les Ouvrages qui leur auront été adjugés à sur & mesure de leur avancement, à concurrence des 9/10 du montant des Ouvrages exécutés, lesquels seront constatés d'après les Etats de situation, & le paiement final ne s'effectuera qu'après la réception d'œuvre.

ART. III.

Dans les cas où les adjudicataires auroient contrevenu aux articles & conditions du devis, non-seulement il ne leur sera accordé aucune somme en paiement, mais on exercera contre eux & contre leurs cautions, les contraintes stipulées dans les adjudications, pour les obliger à réparer les fautes commises dans l'exécution des Ouvrages.

ART. IV.

Lorsque les réparations, auxquelles aura été soumis un Entrepreneur, seront faites, elles seront constatées par un Verbal de réception, que dressera l'Ingénieur, en présence d'un préposé par la Commission intermédiaire; d'après ledit Procès-Verbal, la Commission intermédiaire ordonnera le paiement dû à l'Entrepreneur.

ART. V.

Lorsque du Procès-Verbal de réception d'œuvre, il résultera que les Ouvrages sont entièrement achevés, & que l'Entrepreneur a rempli les

conditions de son marché, il lui fera délivré par l'Ingénieur un certificat de parfait paiement, lequel ne fera soldé qu'en vertu de l'Ordonnance de la Commission intermédiaire.

CHAPITRE SEPTIEME

Etablissement des Cantonniers.

ARTICLE PREMIER.

L'EXPERIENCE de plusieurs Provinces tendant à prouver que le meilleur moyen de pourvoir à l'entretien des chemins, est d'établir des Cantonniers chargés de réparer les dégradations journalieres, il en fera placé successivement sur les principales routes de la Province.

ART. II.

Les Fonctions des Cantonniers feront de s'occuper assiduellement & journellement à effacer les ornières, à les remplir & prévenir le passage continuel des voitures dans la même trace ; ils employeront à cet effet les graviers & matériaux qui feront déposés sur les accollements des routes ; ils auront soin de faire placer les approvisionnements à mesure qu'ils seront transportés, de manière qu'ils n'embarrassent jamais le passage, & ils n'employeront que ceux qui auront été reconnus & reçus par l'Ingénieur. Ils auront la plus grande attention à favoriser l'écoulement des eaux ; à enlever les boues, enterrer les pierres mouvantes, à curer les fossés, & à entretenir le bomblement régulier des chemins.

ART. III.

Les Cantonniers feront placés aux distances qui seront jugées convenables, d'après les observations qui auront été faites à cet égard. Ces distances varieront d'après l'expérience, & on observera de les distribuer suivant le besoin des routes, de manière qu'ils puissent faire leur service avec toute la facilité que les circonstances locales pourront permettre.

ART. IV.

La Commission intermédiaire prendra les arrangements qui lui paroîtront les plus convenables, pour que chaque Cantonnier soit fourni des outils nécessaires au travail de la partie de route dont il fera chargé.

ART. V.

Les Cantonniers feront aux ordres des Ingénieurs, & surveillés par les Correspondants des Etats. Ils se formeront, avec exactitude, à tout ce qui sera prescrit relativement à leur travail.

ART. VI.

Ils seront nommés par la Commission intermédiaire, & elle ne choisira que des sujets connus & bien notés; ils seront révocables à volonté, & obligés de présenter, à la fin de chaque année, à la Commission intermédiaire, un certificat d'affiduité & de bonne conduite, qui leur sera délivré par l'Ingénieur, & visé par les Correspondants du département.

ART. VII.

La Commission intermédiaire règlera leur salaire par mois; indépendamment de leur traitement, il leur sera donné à chacun trois livres de

gratification, aussi par mois : mais cette gratification n'aura lieu qu'autant que l'on fera content de leur service; s'ils se mettoient dans le cas de ne pas la mériter pendant deux mois de suite, après avoir été prévenus & repris des fautes qu'ils auroient commises, ils seroient décidément renvoyés.

ART. VIII.

Chaque Cantonnier portera une marque distinctive qui puisse le faire reconnoître, afin que le public soit à même de juger de l'exactitude & de l'affiduité qu'il aura mise au travail qui lui est confié.

ART. IX.

Les Cantonniers auront soin de prévenir les Ingénieurs & Correspondants de la Commission intermédiaire, de toutes les usurpations faites par les particuliers sur les terrains des chemins publics, & des obstacles dont on pourroit embarrasser le passage; sur le compte qui en sera rendu à la Commission intermédiaire, elle prendra les moyens convenables pour obvier à ces abus.

M. le Baron de Vaulx a fait le rapport des recherches du Bureau des travaux publics, sur les sommes nécessaires aux réparations des Routes & des Ouvrages d'arts.

M. le Président a renvoyé la Séance à quatre heures & demie du soir, & il a signé :

† J. G. *Archev. de Vienne, Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du même jour, à quatre heures & demie du soir.

M. le Baron de Vaulx a continué son rapport.

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, à neuf heures & demie du matin, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

Du Mercredi, quatorze Janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf, à neuf heures & demie du matin.

M. le Baron de Vaulx a continué son rapport sur les Routes & les Ouvrages d'Arts.

Les Etats ayant délibéré sur ce rapport, ont été prises les résolutions suivantes.

Il sera employé cette année la somme de trois cent mille livres aux réparations & entretiens des Routes de la Province; cette somme sera répartie de la manière suivante.

La somme de cent cinquante mille livres est assignée pour les réparations de la route de Lyon en Provence, par Vienne, Valence & Montelimar; la largeur de cette Route a été réglée à quarante-deux pieds; les parties qui ont une plus grande largeur, seront réduites à mesure qu'elles seront réparées; mais celles qui n'ont que trente-six pieds, ne seront pas augmen-

tées, & enfin il fera établi sur cette Route des Cantonniers, placés à environ quinze cents toises les uns des autres.

Il est recommandé à la Commission intermédiaire de faire vérifier plusieurs parties de cette Route, établies dans les terrains fangeux, pour déterminer s'il seroit nécessaire d'y construire des pavés. Sur ladite somme de cent cinquante mille livres, on prendra les frais des réparations indispensables, pour que le chemin de Thain à Romans ne soit pas intercepté; celui-ci pouvant être considéré comme accessoire de la route de Provence, attendu qu'on est obligé de s'en servir lorsqu'il est impossible de passer au *Bac de la Roche*.

La somme de cinquante mille livres est assignée pour les réparations de la route de Lyon à Grenoble, depuis cette dernière Ville jusqu'à la Verpillière; & dans le cas où les adjudications ne consommeroient pas la somme entière, les réparations seront continuées jusqu'à Lyon. La largeur de cette Route sera réglée à trente-six pieds; les parties qui sont plus larges, seront réduites à mesure qu'on travaillera à les réparer; il sera également employé sur cette même route, des Cantonniers placés à trois mille toises de distance les uns des autres.

La somme de sept mille livres est assignée pour les réparations les plus utiles sur toute l'étendue de la route de Grenoble en Savoie, par Crolles & Barraux, depuis Grenoble jusqu'à la frontière. Les parties de ce chemin, qui ont trente-six pieds, conserveront cette largeur, & l'on n'augmentera point celles qui n'ont que trente pieds.

La somme de douze mille livres est assignée pour les réparations nécessaires sur la route de Valence au Port de Cordon, depuis Romans jusqu'à Moirans; en observant de ne faire, entre Vinay & Tulins, que les réparations les plus indispensables, attendu qu'il est possible que dans la suite on change la direction de la route dans cette partie; & la largeur de ce chemin a été réglée à trente-six pieds.

La somme de quarante mille livres est assignée pour les réparations de la route de Grenoble à Sisteron, passant par Vizille, la Mure & Gap. La

largeur de cette route a été réglée à trente pieds; il ne fera néanmoins fait aucune réduction dans les parties où elle aura trente-six pieds de largeur; il fera établi un Cantonnier aux *travers* de Corp, & dans ce même endroit on donnera trente-six pieds de largeur à la route.

La somme de douze mille livres est assignée pour les réparations les plus urgentes sur la route *d'embranchement* de Gap à Briançon par Embrun, & sa largeur sera réglée à trente pieds.

La somme de six mille livres est assignée pour les réparations les plus urgentes sur la route de Die à Valence, lesquelles réparations seront faites depuis Die jusqu'à Crest; & si elles ne consomment pas la somme entière, elles seront continuées depuis Crest jusqu'à Valence.

La Commission intermédiaire est autorisée à employer les sommes ci-dessus assignées, de la manière qui vient d'être indiquée; lui réservant néanmoins la faculté de ne les employer qu'autant qu'elle les jugera nécessaires après de nouveaux renseignements.

Il a été de plus arrêté qu'il sera assigné un fonds de vingt-trois mille livres, pour être employé aux réparations les plus urgentes sur les diverses routes de la Province; & que sur cette somme, la Commission intermédiaire ordonnera les réparations indispensables, pour empêcher que la petite route de Grenoble à Briançon, par le Bourg-d'Oisans, soit entièrement interceptée; que sa largeur sera réglée à quinze pieds. Comme les dépenses extraordinaires que la Province supportera cette année, ne permettent pas d'assigner les sommes nécessaires pour mettre en bon état cette route si importante, qui forme la seule communication de quarante Communautés avec la ville de Grenoble, qui abrége de plusieurs jours la marche des Troupes vers les Places fortes de Briançon & de Mont-Dauphin, les Etats ont délibéré que M. le Président écrirait à MONSIEUR, frère du Roi, pour solliciter, de sa munificence & de sa justice, des secours pour l'entretien de cette route qui facilite l'exploitation de la Mine d'argent, située au lieu d'Allemond.

LES Etats ont recommandé à la Commission intermédiaire d'ordonner, sur la somme réservée, les réparations les plus urgentes sur la nouvelle route de Grenoble en Provence, par le Monestier, dans les parties qui sont ouvertes, & qui sont impraticables; la largeur de cette route ayant été réglée à trente pieds. Ils recommandent à la Commission intermédiaire la route d'*embranchement* de Gap à Serres, par Veynes, pour ordonner les réparations les plus urgentes dans la partie où le Buëch a fait une ouverture à la chauffée; de prendre en considération la route d'*embranchement* de la Mure à l'Allée, par Mens, dont la largeur a été réglée à vingt-quatre pieds; de prendre également en considération l'*embranchement* de Romans à Crest, par Chabeuil, ainsi que la route de Vienne à Bourgoin, au Pont-de-Beauvoisin & à Crémieu.

Il a été arrêté que les terrains nécessaires aux nouvelles routes seront payés à l'avenir aux Propriétaires par la Province; & quant à ceux qui ont été pris précédemment, les Etats chargent la Commission intermédiaire d'examiner les demandes qui pourroient être formées à ce sujet, & les questions auxquelles elles donneront lieu, pour en faire le rapport lors de la prochaine tenue des Etats.

M. le Président a renvoyé la Séance à trois heures & demie du soir, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du même jour, à trois heures & demie du soir.

M. le Baron de Vaulx a fait le rapport d'un projet de Règlement sur les Ateliers de Charité; l'examen en a été renvoyé à la Commission intermédiaire.

Les Etats ont chargé la Commission intermédiaire de solliciter les fonds accordés annuellement à la Province par le Gouvernement, pour les Ateliers de Charité, & de répartir ces Ateliers de la manière qu'elle jugera le plus convenable; lui recommandant néanmoins d'en accorder au Bourg de Dieulefit, pour réparer les chemins qui lui sont les plus utiles, & qui lui donneront les débouchés les plus avantageux.

M. le Baron de Vaulx a ensuite fait le rapport des renseignements pris par le Bureau, sur les Ouvrages d'Arts.

Sur ce rapport, il a été délibéré de destiner aux Ouvrages d'Arts la somme de deux cents soixante-dix-neuf mille livres, dont l'emploi fera réglé par la Commission intermédiaire, lui recommandant de s'occuper incessamment des réparations urgentes qu'exige le pont de Gap, & d'employer six mille livres à la construction d'un pont en bois, sur la Durance, au lieu de Savines, dans le cas seulement où la Communauté, suivant les offres annoncées de sa part, s'obligerait, au moyen de cette somme, à fournir les bois, & à construire le pont à ses frais, de manière qu'il puisse servir de passage aux voitures, & à faire, également à ses frais, les autres Ouvrages accessoires, nécessaires, pour en assurer la solidité, en se conformant, à cet égard, au devis qui en sera dressé de l'autorité de la Commission intermédiaire. La somme de six mille livres sera payée en deux paiements; savoir : trois mille livres après le devis & la soumission qui sera passée par la Communauté, & les autres trois mille livres, après la réception d'œuvre, qui sera faite de l'autorité de la Commission intermédiaire, laquelle réclamera le paiement des arrérages du prix de ferme du bac de Savines, pour être employé à compte des six mille livres.

Sur la somme totale de deux cents soixante-dix-neuf mille livres, on prendra les appointements des Ingénieurs & de ceux qui sont employés sous leurs ordres; on destinera soixante-cinq mille livres à diminuer les avances faites précédemment par les Entrepreneurs.

Il a été arrêté qu'il ne fera fait aucun changement, cette année, au traitement des Ingénieurs, & de recommander à MM. de la Commission intermédiaire, de prendre en considération cette partie de l'administration, afin d'en rendre compte à la prochaine Assemblée des Etats. Il a été néanmoins délibéré que les Ingénieurs ne pourront recevoir de paiements lorsqu'ils seront employés par la Commission intermédiaire, pour les besoins particuliers des Communautés.

Ensuite M. le Baron de Vaulx a fait le rapport des renseignements pris par le Bureau des Travaux publics, sur les digues contre les torrents & rivières.

Sur ce rapport, les Etats ont donné pouvoir à la Commission intermédiaire d'ordonner les réparations, entretien & construction des digues, ainsi qu'elle le jugera nécessaire, sur les fonds imposés ou destinés pour cet objet; la chargeant de solliciter le secours ordinaire de soixante mille livres, qui fut promis par le Roi, lorsque la seconde imposition de soixante mille livres, pour les torrents & rivières, fut établie sur la Province.

Il a été, de plus, délibéré que la Commission intermédiaire sollicitera un Arrêt du Conseil, qui l'autorise à résilier toutes les adjudications des digues contre les torrents & rivières, & généralement toutes les adjudications des Ouvrages publics, confiés à l'Administration des Etats; qu'elle fera ensuite examiner lesdits Ouvrages, afin de pouvoir juger quelles sont les adjudications contraires aux intérêts de la Province, & que les Procureurs-Généraux-Syndics avertiront incessamment les Adjudicataires des Ouvrages non-commencés, qu'ils ne doivent pas les entreprendre avant d'avoir reçu de nouveaux ordres de leur part.

Il a été arrêté que les Mémoires lus par M. le Baron de Vaulx, sur les Ouvrages d'Art & les digues, seront déposés dans les Archives des Etats.

M. d'Ambesieux a lu un Mémoire sur la Capitation.

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, à neuf heures & demie du matin, & il a signé :

† J. G. *Archev. de Vienne, Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

*Du quinze Janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf, à neuf heures & demie
du matin.*

M. d'Ambesieux a continué son rapport sur la Capitation.

Sur ce rapport, les Etats considérant que, suivant la résolution prise, sous le bon plaisir du Roi, par l'Assemblée générale des Trois-Ordres, ils doivent avoir la disposition de toutes les sommes perçues dans la Province, qui ne sont pas versées dans le trésor Royal, donnent pouvoir à la Commission intermédiaire d'employer cette année, ainsi qu'elle le jugera convenable, les fonds libres de la capitation, sur lesquels elle prendra les sommes qui seront par elle déterminées, pour les reprises & les modérations, & ils lui recommandent particulièrement les établissements des sages-femmes & des élèves de chirurgie.

M. le Chevalier du Bouchage, Procureur-Général-Syndic, a fait le rapport d'une Requête présentée aux Etats par la Communauté de Saint Savin, dans laquelle elle demande la permission de prendre, sur ses revenus, la somme nécessaire pour perfectionner la communication ouverte avec la route de Bourgoin, & qu'il lui soit accordé des secours sur les Ateliers de charité.

Il a été également fait rapport de deux Requêtes présentées par l'Hôpital de Montelimar, l'une pour qu'on lui fasse obtenir le paiement qui lui est dû par la Régie générale, au sujet du droit d'Inspecteur des Boucheries, & l'autre pour faire augmenter cette indemnité, ou qu'il lui soit permis d'avoir une Boucherie franche : ces Requêtes ont été renvoyées à la Commission intermédiaire.

M. Falquet-Travail, Procureur-Général-Syndic, a fait le rapport d'une Requête présentée par la Communauté de Nantaille, pour être dispensée d'imposer une somme de 1,311 liv. 11 sols 3 den., en faveur du nommé Raymond Bonnet; il a également fait le rapport des représentations des Citoyens de Voiron, relativement à la fabrication des Toiles, aux droits d'Ocroi, & des droits d'acquets à caution; d'un Mémoire pour un Canal d'arrosage dans la Plaine de Grenoble; d'une Requête présentée par les Entrepreneurs de la Manufacture de Saint Symphorien-d'Ozon, pour obtenir l'établissement d'un Bureau de marques de Plomb; de plusieurs autres Requêtes & Mémoires présentés, pour réclamer des paiements d'adjudications ou travaux, ou pour obtenir des indemnités, des encouragements, des réparations de chemins, de digues, ouvrages d'Art. Toutes ces Requêtes & Mémoires ont été renvoyées à la Commission intermédiaire.

M. Ardoin a fait lecture de deux Mémoires pour la ville d'Embrun, dans lesquels elle se plaint d'une distraction de juridiction, plusieurs de ses habitants étant poursuivis aux requêtes de l'Hôtel à Paris, par les sieurs Fantin & Martin : ces Mémoires ont été renvoyés à la Commission intermédiaire.

Il a été délibéré que pour les frais des réparations des chemins, il sera imposé, sur les fonds Nobles & Roturiers, la somme de 300,000 liv. en remplacement de la corvée, par entre-lignes ou par un rôle particulier, sans frais de confection de rôles, outre 6 den. par livre en sus de l'imposition, dont deux pour le paiement des Receveurs & quatre pour les Collecteurs,

& la Commission intermédiaire est expressément chargée de prendre les renseignements nécessaires pour pouvoir proposer, à la prochaine tenue des Etats, les moyens d'imposer, en remplacement de la corvée, toutes les différentes natures de biens & de propriétés qui ne seront pas soumises à l'imposition de cette année.

Attendu le retard de la rentrée des fonds qui ont été ci-devant déterminés & de tous ceux qui doivent être laissés à la disposition de la Province, les Etats donnent pouvoir à la Commission intermédiaire d'accepter le cautionnement de 186,000 liv. des Receveurs particuliers pour y prendre les avances nécessaires.

Il a été fait lecture d'un Mémoire rédigé par M. Farconet, pour réfuter les prétentions de M. le Marquis de Berenger, de M. & de Madame de Pons;

Les Etats ayant oui la lecture de ce Mémoire, & après avoir examiné les observations présentées par M. de Berenger, & par M. & Madame de Pons;

Considérant que la prérogative d'être Membre-né des Etats du Dauphiné, n'a jamais été particulière aux anciens Barons de la Province, mais qu'elle étoit commune à tous les possesseurs de fiefs; que cette prérogative étoit fondée sur un usage & non pas sur un droit, puisque ce qui constitue essentiellement les assemblées d'Etats, est la représentation des Citoyens, & qu'on ne peut les représenter que par leurs aveux exprès ou tacites; qu'ainsi, cet usage a pu être valablement aboli par les Assemblées générales des Trois-Ordres de la Province; que les possesseurs de fiefs ont consenti à sa suppression, le Corps de la Noblesse ayant voté pour l'Election libre de toutes les places.

Que la nécessité de cette Election libre est définitivement prescrite; qu'elle a eu la sanction du Souverain dans un Règlement adressé par des Lettres-Patentes aux Trois-Ordres du Dauphiné; qu'elle a eu plusieurs fois le consentement formel de la Province; que depuis plusieurs siècles aucune loi n'avoit été si régulièrement & si solennellement établie; qu'il est

actuellement impossible de révoquer en doute sa force & son authenticité, & qu'elle ne sauroit recevoir aucune atteinte de l'opposition annoncée par les Seigneurs de Clermont & de Saffenage ;

Que les possesseurs de fiefs n'ayant plus de places aux Etats, les Seigneurs de Clermont & de Saffenage ne peuvent y être admis que par le choix libre des Electeurs ; qu'ainsi ils ne doivent plus réclamer la préséance dont ils ont joui sans aucun titre dans le cours du seizieme siecle, puisque les fiefs ne donnant plus la prérogative d'entrer aux Etats, il est impossible d'avoir un droit de préséance dans une Assemblée où l'on n'a plus le droit de prendre place.

D'après ces Considérations, les Etats déclarent qu'ils regardent l'Election libre de toutes les places, comme la partie la plus essentielle de leur nouvelle constitution qui ne peut subir aucun changement sans l'autorité du Roi & le consentement des Assemblées générales des Trois-Ordres de la Province, qui ont concouru à son établissement. En conséquence, il a été arrêté que le Mémoire dont il a été fait lecture, sera imprimé, & un exemplaire adressé au Ministre ainsi qu'un Extrait de la présente Délibération.

M. le Président a renvoyé la Séance à quatre heures du soir, & il a signé :

† J. G. Archev. de Vienne, Président.

MOUNIER, Secrétaire.

Du même jour, à quatre heures du soir.

IL a été présenté un Mémoire pour la ville de Romans, au sujet des frais de construction, occasionnés par l'établissement des Etats, ainsi qu'un Mémoire des RR. PP. Cordeliers, pour des dommages par eux soufferts.

Il a été arrêté que la Commission intermédiaire fera rembourfer à la ville de Romans la somme de 5,610 liv., & que MM. les Procureurs-Généraux-Syndics regleront le compte des RR. PP. Cordeliers.

Il a été arrêté que la Commission intermédiaire demandera la convocation des Etats pour le 15 du mois d'Août prochain, en la ville de Romans, & les Etats déclarent qu'il fera fait mention, dans le Procès-Verbal, de leur reconnoissance pour le zele & les foins de MM. les Officiers-Municipaux.

M. le Comte de Virieu a fait lecture d'un Mémoire sur la mendicité; ce Mémoire a été renvoyé à la Commission intermédiaire, avec recommandation d'en faire connoître les principes à toutes les Communautés de la Province.

M. le Président a renvoyé la Séance à demain, à dix heures du matin, & il a signé :

† J. G. *Archevêque de Vienne, Président,*

MOUNIER, *Secrétaire.*

*Du seize Janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf, à dix heures
du matin.*

M. le Commandeur de Monspey a dit :

MESSIEURS,

« Le Bureau du bien public a été chargé de vous présenter des vues générales sur tout ce qui intéresse la Province, il s'est subdivisé en quatre parties, & c'est une de ces subdivisions qui a été chargée de tous les

Mémoires & de toutes les instructions sur l'agriculture, l'industrie & le commerce. »

« Cette subdivision voulant travailler méthodiquement, a formé six classes de ces objets. La première, est celle de l'Agriculture; la seconde, est celle des Bois; la troisième celle des Haras qui comprend l'éducation de tous les animaux utiles à l'Agriculture & au Commerce; la quatrième, celle des Manufactures de la Province; la cinquième, celle des mines en exploitation & celles qu'il faudroit exploiter; la sixième, celle du Commerce. »

« Une multitude de Mémoires ont été remis à la subdivision sur toutes les parties essentielles à la Province, & nous ne craignons pas de le dire, sans lesquelles, loin d'être un quarantième du Royaume, elle seroit réduite à ne pas former la centième partie des forces de l'Etat. »

« La Province ne cueille pas pour plus de quatorze mois de subsistance dans les bonnes années, elle n'a donc que son industrie qui puisse la garantir des années disetteuses, & entretenir sur son sol une masse de numéraire, représentative des objets que son sol refuse quelquefois à sa population. »

« La division a considéré l'importance de la tâche qu'elle avoit à remplir, & ne pouvant ajouter une foi, sans réserve, aux sources dans lesquelles elle les a puisées, elle a considéré la nécessité d'épurer ses données par la contradiction de ceux qui pourroient en avoir de plus certaines; que quelque prolongées que soient les Séances des Etats, elles ne pourroient se procurer les moyens de réparer les erreurs qu'elle auroit adoptées. »

« La Commission intermédiaire, par l'assiduité de son travail & le temps qu'elle peut y mettre, peut seule approfondir la justice & l'application de toutes les réclamations consignées dans ce travail. Ainsi il seroit essentiel de lui renvoyer l'examen de tous ces Mémoires; de lui confier le soin d'encourager l'industrie, de perfectionner les branches des Arts & Métiers

dont la Province retire le plus d'avantages ; de solliciter auprès du Gouvernement les secours qu'il verfoit ordinairement sur l'industrie, par le ministère des Commissaires-départis : pourrions-nous, Messieurs, mieux placer notre confiance que dans la Commission intermédiaire, dans l'activité & l'intelligence des Procureurs-Généraux-Syndics. Elle est l'assemblée des premiers Citoyens, sur lesquels le choix des Etats se soit reposé, comme étant ceux qu'ils ont cru les plus capables d'accomplir les vues de sagesse, de justice & de bienfaisance qui les animent. »

Les Etats ont délibéré de renvoyer l'examen de tous les Mémoires sur l'agriculture, l'industrie & le commerce, à la Commission intermédiaire.

L'un des Membres des Etats a dit « que M. Daly a élevé, dans la Ville de Crest, une Manufacture de Toiles de coton, qui fait subsister en divers lieux plus de mille personnes ; que cet établissement important a formé le modèle & le principe de toutes les filatures de Coton, qui ont été établies dans la Province, & qu'il est digne, à tous égards, d'être encouragé par les Etats.

Il a été arrêté que la Commission intermédiaire sollicitera, en faveur de la Manufacture de M. Daly, la protection du Gouvernement, & même des secours sur les fonds de la caisse du Commerce, après que la Commission intermédiaire se fera assurée de l'utilité & de la solidité de cet établissement.

M. Pifon-du-Galand a fait le rapport d'un projet adressé par M. Villard, Médecin à Grenoble, pour multiplier les secours de l'art de la Chirurgie dans les campagnes.

Les Etats ont renvoyé ce projet à la Commission intermédiaire.

MM. les Echevins de la ville de Romans, revêtus de leurs robes confu-laires, ayant à leur tête M. de Deley-d'Agier, Maire de la même Ville, sont entrés dans la salle des Etats.

M. de Deley-d'Agier a dit :

MESSIEURS,

« LA Ville de Romans, sensible à la nouvelle marque de prédilection dont vous l'avez honorée, en fixant dans son sein la prochaine tenue des Etats, nous a chargé, Messieurs, de venir vous présenter l'hommage de sa reconnaissance & les assurances de son respect. »

L'Assemblée a répondu par des applaudissements.

M. le Président a dit « qu'il feroit convenable de nommer des Députés pour saluer MM. les Commissaires du Roi, & leur annoncer que les Etats avoient presque entièrement terminé leurs Délibérations. » Ont été nommés MM. *l'Abbé de la Salcette, de Taxis du Poët, le Comte de Virieu, Vallier-Colombier, Pison-du-Galand & Bernard.*

M. le Président a renvoyé la Séance à quatre heures du soir, & il a signé :

† J. G. *Archev. de Vienne, Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*

Du même jour, à quatre heures du soir.

M. l'Abbé de la Salcette a dit « que la Commission nommée ce matin s'est rendue chez MM. les Commissaires du Roi, qui ont dit qu'ils étoient sensibles à l'attention des Etats, & qu'ils feroient la clôture dès le moment qui leur feroit indiqué. »

Les Etats délibérant sur les instructions qu'ils doivent laisser à la Commission intermédiaire, pour la présente année mil sept cent quatre-vingt-neuf, ont arrêté ce qui suit.

La Commission intermédiaire fera tout ce qui sera nécessaire pour l'exécution des délibérations qui ont été prises précédemment.

Elle sollicitera la permission du Roi pour les impositions ci-devant ordonnées; elle prendra des renseignements sur les moyens les plus justes de diviser la Province en arrondissements ou districts, & de répartir les Députés dans une juste proportion; elle examinera, de plus, quelles sont les Villes qui doivent avoir des Députés particuliers, & quel doit être le nombre des Députés des Villes. Lorsqu'elle aura besoin de renseignements locaux, elle correspondra avec les Membres des Etats; elle passera les adjudications des Ouvrages publics, par elle ou par ses délégués.

Elle sollicitera, auprès du Gouvernement, les sommes annoncées par un de MM. les Commissaires du Roi, & qui doivent être laissées à sa disposition pour l'exécution des diverses dépenses énoncées dans les Articles 48 & 49 du Règlement de Sa Majesté.

Les Etats donnent pouvoir à la Commission intermédiaire de distribuer les dégrèvements, indemnités & secours, récompenses & encouragements pour l'agriculture, le commerce & les Arts, lui recommandant de ne jamais accorder de récompenses ou des gratifications, qu'après les considérations les plus importantes, & lorsque le bien public les fera juger indispensables.

Elle pourra se faire représenter tous les comptes des Villes, à l'égard desquels elle sollicitera le Règlement qu'a bien voulu promettre Sa Majesté.

Elle vérifiera les comptes des Communautés; autorisera, sur leurs Requêtes, les dépenses qui pourront leur être nécessaires, lorsqu'elles n'excéderont pas la somme de six cents livres; requerra l'approbation de

Sa Majesté pour des dépenses plus considérables; donnera son avis sur les dépenses ou les impositions demandées par les Villes de la Province; elle autorisera les Procureurs-Généraux-Syndics à former des demandes devant des Juges compétents, ou à intervenir dans toutes les affaires qui pourroient intéresser la Province.

Elle rendra publics, par la voie de l'impression, tous ceux des Mémoires qui lui auront été remis, qu'elle jugera propres à répandre des lumières sur l'Administration & sur les vrais intérêts de la Province.

Elle sollicitera la surveillance de tous les établissements publics.

Elle suppliera le Roi de lui confier la distribution des secours destinés pour les Hôpitaux.

Elle réglera les frais qui ont été occasionnés par les Assemblées générales des Trois-Ordres, ainsi que les frais de Bureaux.

Elle sollicitera, pour le service des Etats & de la Commission intermédiaire, la franchise des Ports de lettres, dont l'Administration & toutes les parties du service public ont toujours joui.

Elle nommera un Secrétaire par intérim, pour remplir les fonctions du Secrétaire des Etats pendant la tenue des Etats-Généraux.

Dans les cas qui n'ont pas été ci-dessus indiqués, qui exigeroient célérité, elle pourra prendre des délibérations par provision, suivant le Règlement, sous la réserve de l'approbation des Etats, auquel elle rendra un compte exact de tout ce qu'elle aura ordonné ou exécuté.

M. le Marquis de la Tour-du-Pin a dit « qu'il feroit important de s'occuper d'un Règlement, sur la question de savoir si plusieurs personnes d'une même famille peuvent être Electeurs pour la nomination des Députés de la Province. »

Les Etats ont renvoyé l'examen de cette question à leur première Affsemblée.

M. le Président a dit « qu'il faut députer M. Mounier, Secrétaire des Etats, à MM. les Commissaires du Roi, pour les avertir qu'ils font attendus. »

M. Mounier étant de retour, un Officier du Régiment de Royal-la-Marine est entré dans la salle des Etats, & a dit « que MM. les Commissaires du Roi étoient près de la première porte; les mêmes Députés nommés dans la Séance précédente, ont reçu MM. les Commissaires du Roi, trois pas hors de la première porte.

MM. les Commissaires du Roi font entrés, accompagnés de MM. les Députés, & ont salué l'Assemblée qui s'est levée pour les recevoir : ils ont pris les places qui leur étoient destinées, & étant assis & couverts, ainsi que les Membres de l'Assemblée.

M. le Comte de Narbonne-Fritzlart a dit :

MESSIEURS,

« Témoin du zèle avec lequel vous venez de remplir des devoirs
» précieux & sacrés, puisqu'ils intéressent aussi essentiellement une Pro-
» vince, dont l'Administration a été confiée à vos soins & à votre
» vigilance; c'est aux plus justes titres que vous avez acquis les suffrages
» de tous les Citoyens. Les affaires personnelles que vous avez généreuse-
» ment sacrifiées à la chose publique; le mal-aise que vous avez éprouvé
» dans une saison excessivement rigoureuse, n'ont pas arrêté vos travaux,
» constamment dirigés par une habile prévoyance. Vous devez, Messieurs,
» être bien assurés de la satisfaction avec laquelle Sa Majesté, si tendrement

» occupée du bonheur de ses Sujets de Dauphiné, en apprendra les succès.
» Permettez, Messieurs, que, touchant au moment de quitter une Province
» dans laquelle je n'étois pas destiné à commander, avantage momentané,
» que je n'ai dû qu'aux circonstances, je vous prie de vouloir bien agréer
» les sentiments de ma juste sensibilité pour la bienveillance flatteuse dont
» vous m'avez honoré pendant le séjour que j'y ai fait, & d'ajouter,
» Messieurs, à cette faveur, d'être intimement persuadés que dans quelque
» partie du Royaume où je puisse dorénavant être employé pour le service
» de Sa Majesté, mes vœux vous suivront par-tout ainsi que ma reconnaissance. »

M. Caze, Baron de la Bove, a dit :

MESSIEURS,

« C'est dans le sanctuaire même de vos premiers travaux & de vos
» premiers succès, que j'aime à me retrouver & à vous applaudir; ma santé
» altérée par de longues fatigues, m'a fait craindre, pendant quelques
» jours, de ne pouvoir venir terminer vos Séances, & partager avec M. le
» Comte de Narbonne-Fritzlart, une fonction qu'il est si flatteur de remplir
» à ses côtés : mais je retrouve des forces dans mon courage, & je ne peux
» céder à des ménagements qui me priveroient d'un avantage bien précieux, celui de vous retracer mes sentiments pendant cette Assemblée,
» qui n'a cessé de fixer l'attention publique. Une sagesse profonde a dirigé
» vos démarches, elle a présidé à vos choix; elle a dicté les résultats de vos
» délibérations : de toutes parts vous offrez des modèles & des exemples,
» & rien ne manque à votre gloire, qui s'accroît encore par l'amour
» extrême dont vous pénétrez les bienfaits, les vertus du meilleur des
» Rois. Ainsi, le sentiment qui me lie au bonheur de cette Province, n'a
» jamais été plus pur, plus sublime peut-être que dans ce moment, où

» l'éclat qui vous précédoit & celui qui vous fuit, semblent obscurcir
» l'administration qui m'est confiée. Mais c'est au milieu de vous, Messieurs,
» que, fidele à mon caractère de droiture & de franchise, j'ose de nouveau
» m'enorgueillir de mes principes & de mes œuvres. Je n'ai point attendu
» les ordres des Ministres, ni même de connoître votre vœu, pour vous
» remettre tous les Mémoires qui pouvoient vous être utiles sur toutes
» les parties de mon administration. Vous avez vu, Messieurs, dans ces
» Mémoires & dans mon premier Discours, ce que je pensois, ce que j'ai
» fait, ce que je voulois faire. Ce recueil, que je dépose à jamais entre vos
» mains, attestera que je n'ai redouté, ni la vérité, ni le grand jour, & que
» l'exercice des fonctions importantes, dont Sa Majesté daignoit charger
» ses Commissaires dans les Provinces, pouvoit braver les détracteurs &
» mériter d'y avoir des Juges.

» Si quelque expérience, & l'étude particuliere que j'ai faite du Dauphiné,
» peuvent, Messieurs, vous faire espérer quelques ressources dans la carrière
» que vous allez parcourir, je vous offre les efforts de mon zele, comme
» un gage de ce penchant qui m'a toujours dévoué au bien public : puisse
» un pareil tribut acquitter la dette de la reconnoissance que m'inspirent
» les sentimens que j'ai eu le bonheur d'obtenir de vous. Votre estime,
» celle d'un Président dont s'honorent également la Religion, l'Etat & la
» Patrie, suffiroient si pleinement à mon cœur! Pourquoi, par une étrange
» fatalité, lorsque, dans des jours de peine & d'orage, aucune considération
» personnelle n'a pu m'engager à me séparer des intérêts de cette Pro-
» vince; dans les jours de calme & de bonheur, un Ordre respectable
» s'est-il éloigné de moi! Ce feroit le sujet de regrets amers, si, à côté du
» témoignage de ma conscience, je ne pouvois placer celui que j'ai reçu
» du digne interprete de cet Ordre. Il déclaroit, Messieurs, dans la Séance
» de Clôture de votre Assemblée du 2 Novembre, *Que j'avois contribué à un*
» *établissement désiré, par un zele qui méritoit toute votre confiance;* & j'aurai
» encore la consolation de penser que tandis que les expressions de cette

» confiance n'ont pas subsisté, les preuves de mon zèle ne se sont jamais
» démenties. »

M. le Président a remercié, au nom des Etats, MM. les Commissaires du Roi, qui ont été accompagnés jusqu'à la porte, par les mêmes Députés; pendant leur marche, l'Assemblée a applaudi.

Il a été délibéré que le Procès-Verbal ne sera signé que par le Président des Etats & par le Secrétaire.

Signés, Le Comte de NARBONNE-FRITZLAR, Commissaire du Roi.

CAZE DE LA BOVE. —

† J. G. Archev. de Vienne, *Président.*

MOUNIER, *Secrétaire.*





TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.

v

- I. — PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES TROIS ORDRES DE LA PROVINCE DE DAUPHINÉ, TENUE EN LA VILLE DE ROMANS, PAR PERMISSION DU ROY (septembre 1788). I

Liste des députés : Clergé, 2 ; Noblesse, 4 ; Tiers État, 11. — Réduction du nombre des votes du Tiers, 39. — Protestations contre la désignation du Président par le roi, 41. — Lettre du roi, 43. — Discours du duc de Clermont-Tonnerre, 44 ; de Caze de la Bove, 45 ; de l'archevêque Lefranc de Pompignan, 46. — Protestations de l'évêque de Grenoble, 47, 56 ; du marquis de Maubec, 48 ; des curés, 51. — Commission chargée de préparer les travaux, 50, 53. — Députation de la Guillotière qui demande à être admise aux privilèges du Dauphiné, 53. — Organisation des travaux, 55. — Lettres de l'Assemblée au roi, 59 ; à Necker, 65. — Renouvellement de l'arrangement de 1554 sur la corvée, 66. — Discussion sur le projet de Constitution provinciale, 67 et suiv. — Rapport sur l'affaire de la Guillotière, 70 ; lettre à Necker sur ce sujet, 74. — Proposition pour faire décorer Dedelay d'Agier, maire de Romans, 76. — Déclaration sur les principes qui doivent servir de base à la Constitution du Dauphiné, 77. — Projet de Constitution provinciale, 79 : nombre et qualité de ceux qui doivent entrer aux États, 79 ; forme de la convocation, nomination des officiers et de la Commission intermédiaire, 87 ; pouvoirs des États et de la Commission intermédiaire, 91. — Protestation du Briançonnais, 95. — Désignation du Président et du Secrétaire de la prochaine session des États, 95. — Vœu

pour le retrait des Édits de mai, 97. — Lettre du comte de Brienne, 98. — Discours du duc de Clermont-Tonnerre, 99; de l'archevêque de Vienne, 99; de l'abbé de la Salcette, 100; du comte de Morges, 100. — Clôture des travaux, 101.

II. — PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES TROIS ORDRES DE LA PROVINCE DE DAUPHINÉ, TENUE DANS LA VILLE DE ROMANS (novembre 1788). 103

Liste des députés : Clergé, 104; Noblesse, 105; Tiers État, 109. — Lettres du roi nommant ses Commissaires, 115. — Discours du comte de Narbonne, 116; de Caze de la Bove, 117; de l'archevêque de Vienne, 118; du comte de Morges, 118. — Lettres de Necker 120; du roi à l'archevêque de Vienne, 120. — Commission des travaux, 121. — Discours de Revol, consul de Grenoble, 122. — Arrêt du Conseil portant règlement pour la nouvelle formation des États du Dauphiné, 123: texte de cet Arrêt, 124 et suiv.; lettres-patentes qui l'accompagnent, 142; réserves et modifications adoptées par l'Assemblée, 143; motifs des changements apportés par le Conseil du roi à quelques articles du plan présenté par la première Assemblée de Romans, 146; motifs des modifications adoptées par l'Assemblée, 161. — Protestation des anciens barons du Dauphiné, 166; résolution à ce sujet, 167. — Protestation du Chapitre de la cathédrale de Grenoble, 168. — Lettre au roi sur la forme des États Généraux, 170. — Discours de Mortillet, échevin de Romans, 177; du comte de Narbonne, 178; de Caze de la Bove, 179; de l'archevêque de Vienne, 181; de l'abbé de la Salcette, 181; du comte de Morges, 182; de la Cour d'Ambézieu, 183. — Clôture des travaux, 184.

III. — PROCÈS-VERBAL DES ÉTATS DE DAUPHINÉ ASSEMBLÉS A ROMANS DANS LE MOIS DE DÉCEMBRE 1788. 185

Lettres du roi nommant ses Commissaires, 186. — Discours du comte de Narbonne, 188. — Discours de Caze de la Bove avec indication des travaux et questions intéressant la province, 189: route de Lyon en Provence, 192; travaux de Valence, 192; projet de l'Isère, 193; digues contre les rivières et torrents, 193; atelier de charité, 194; dépôt de mendicité, 194; couvertures en chaume, 195; sages-femmes et élèves en chirurgie, 196; morve et artistes vétérinaires, 196; haras et gardes-baudels, 197; moutons, parcage, 197; agriculture, 198; commerce, 199;

communs du Bourg-d'Oysans, 201; conseil d'arbitrage, 201; bibliothèque publique, 202; École de dessin, 202; principauté d'Orange, 203; ponts et chaussées, 203. — Discours de l'archevêque de Vienne, 205; de l'archevêque d'Embrun, 210; du comte de la Blache, 212. — Liste des députés : Clergé, 214; Noblesse, 215; Tiers État, 217. — Vérification des pouvoirs, 220 et suiv. — Lettre de M. Allemand-Dulauron, 223. — Protestations diverses, 225 et suiv. — Lettres de Necker, 229. — Commission pour la préparation des États Généraux, 230. — Formation de bureaux pour l'étude des questions intéressant la province, 231. — Rapport de l'archevêque d'Embrun et décisions des États sur la représentation de la province aux États Généraux, 235. — Lettre de Caze de la Bove, 238. — Election des Procureurs-Généraux-Syndics, 239. — Discours du chevalier du Bouchage et de M. Falquet-Travail, 240. — Autorisation de percevoir les Octrois municipaux, 238, 241, 242. — Indemnités aux divers représentants de la province, 243. — Discours de Mounier, 244. — Election de la Commission intermédiaire, 245. — Commission pour les pouvoirs à donner aux députés aux États Généraux, 247, 249, 273. — Lettre du duc de Clermont-Tonnerre, 247. — Archives de La Mure, 248. — Privilèges du Briançonnais, 248. — Éligibilité des nobles, 249. — Procès de la communauté de Roybons, 250. — Paiement des députés aux Assemblées générales des trois Ordres, 250. — Trésorerie de la province, 251. — Rapport de Revol sur l'affaire de la Guillotière, 253. — Vérification des pouvoirs des députés du doublement, 262. — Répartition de la taille, 265. — Liste des députés du doublement : Clergé, 267; Noblesse, 268; Tiers État, 270. — Traitement des députés aux États Généraux, 274. — Proposition d'élire Mounier député par acclamations, 274. — Pouvoirs donnés aux députés aux États Généraux, 275. — Instructions sur quelques objets particuliers, 277. — Election des députés et suppléants, 279. — Supplément aux instructions, 286. — Paiement des députés du doublement, 287. — Travaux divers d'intérêt provincial, 291; limites du Dauphiné et du Vivarais, 291; droits sur les pierres à bâtir, 292; projet sur les municipalités, 292; tutelle des villes et communautés, 292; économies à faire, 293; taxes affermées, 293; vingtièmes, 294. — Lettres au roi, 295; à Necker, 296. — Servitudes militaires, 297. — Représentation des Universités aux États Généraux, 297. — Paiement des députés aux États provinciaux, 299. — Rapport du chevalier du Bouchage et règlement sur les travaux publics de la province, 299; division des départements des ingénieurs, 301; fonctions des ingénieurs, 302; opérations qui doivent précéder les adjudications, 304; forme des adjudications, 306; exécution des marchés par les entrepreneurs, 310; paiements aux entrepreneurs, 312; établissement des cantonniers, 314. — Rapport du baron de Vaux et décisions sur les routes et ouvrages d'art, 316, 321. — Ateliers de charité, 320. — Rapport d'Ambezieux et décisions sur la capitation, 322. — Requête de Saint-Savin, 323; de l'hôpital de Montélimar, de Neutaille, de Voiron, de Saint-

Symphorien-d'Ozon, d'Embrun, etc., 324. — Réparation des chemins, 324. — Rejet des réclamations des anciens barons, 325. — Indemnité à la ville de Romans, 326. — Mendicité, 327. — Rapport du commandeur de Mouspey sur l'agriculture, le commerce et l'industrie, 327. — Secours à la filature Daly, à la chirurgie dans les campagnes, 329. — Discours de Dedelay d'Agier, 330. — Instructions à la Commission intermédiaire, 331. — Discours du comte de Narbonne-Fritzlar, 333; de Caze de la Bove, 334. — Clôture des travaux, 336.

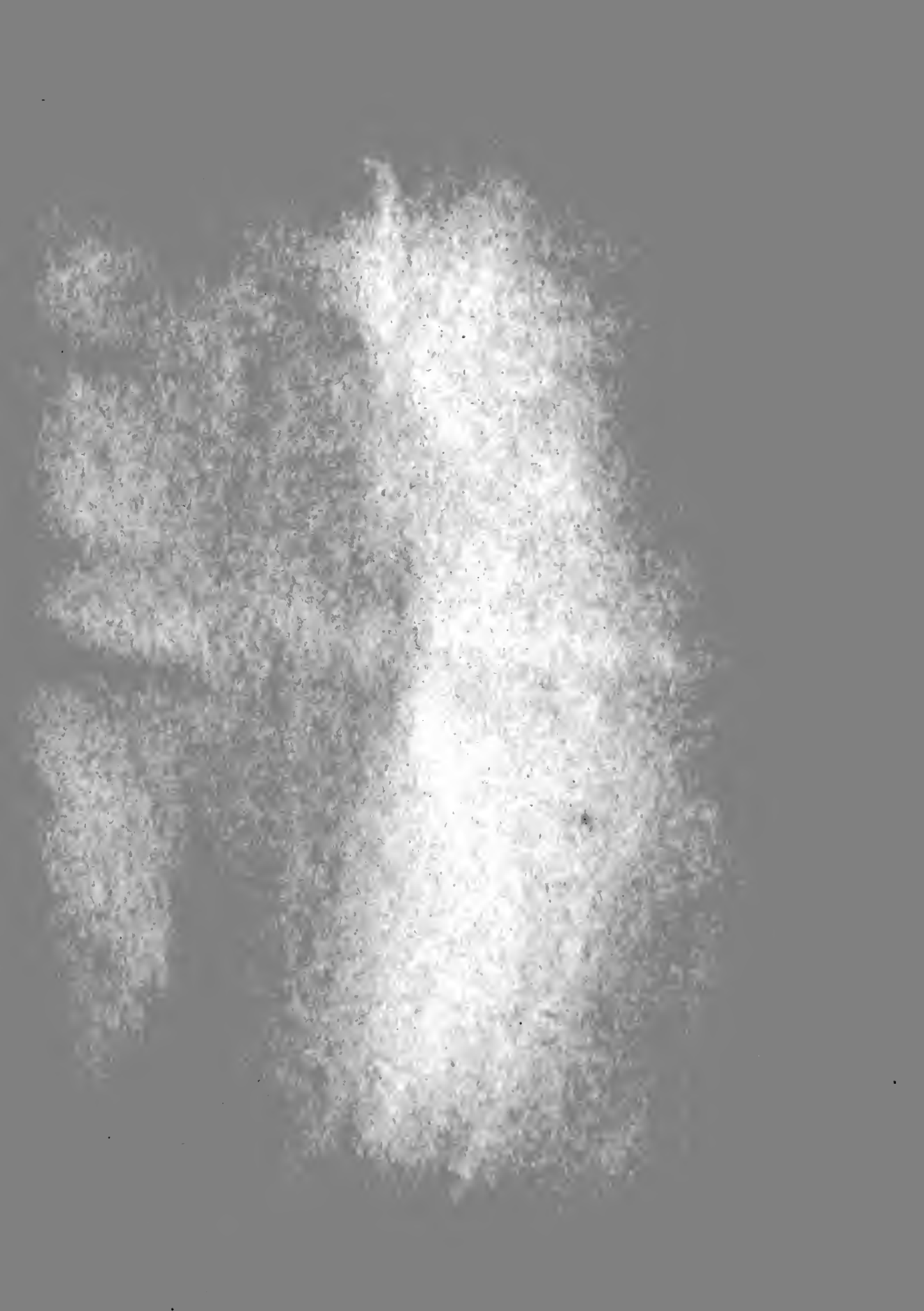
TABLE DES MATIÈRES

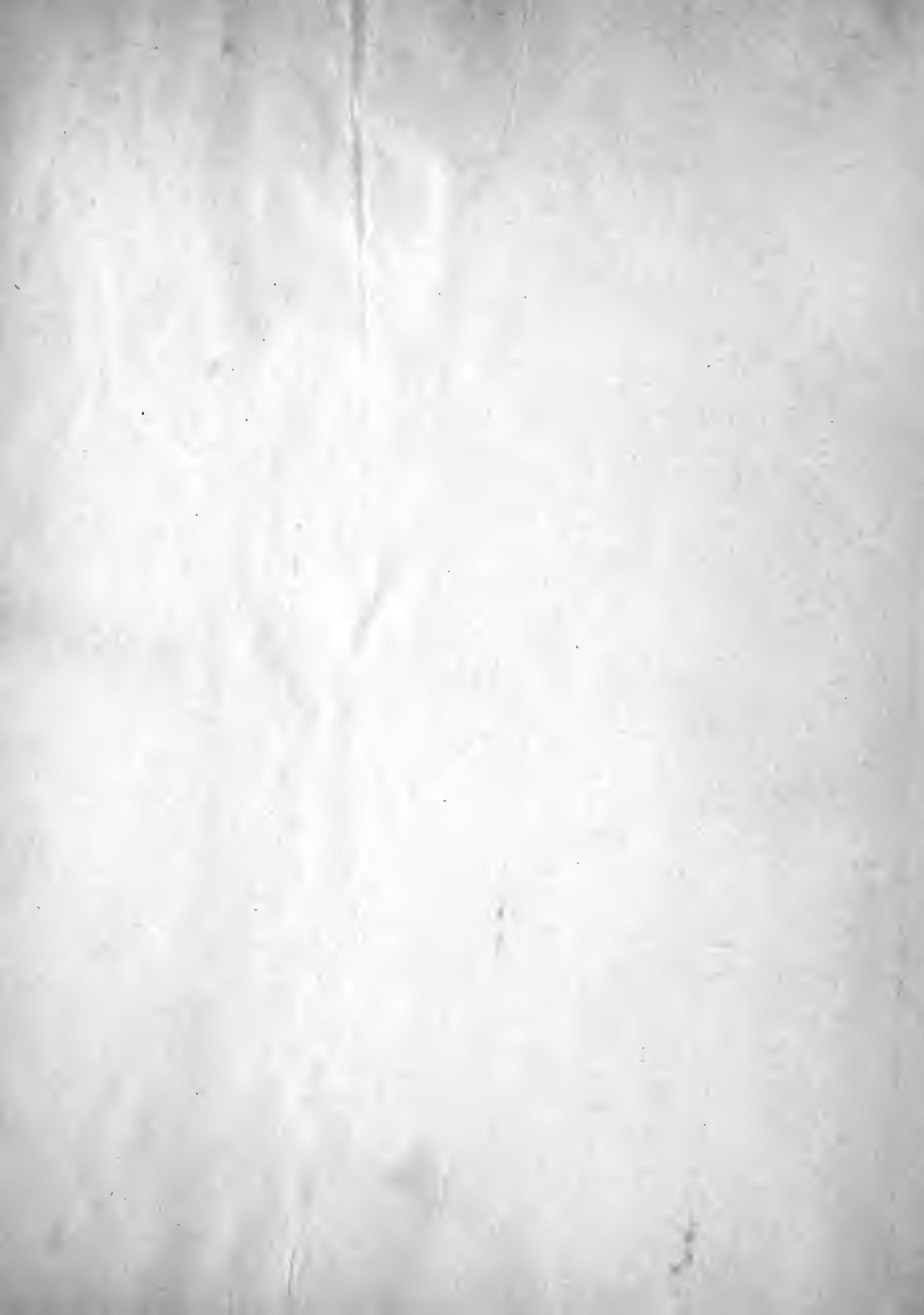
337

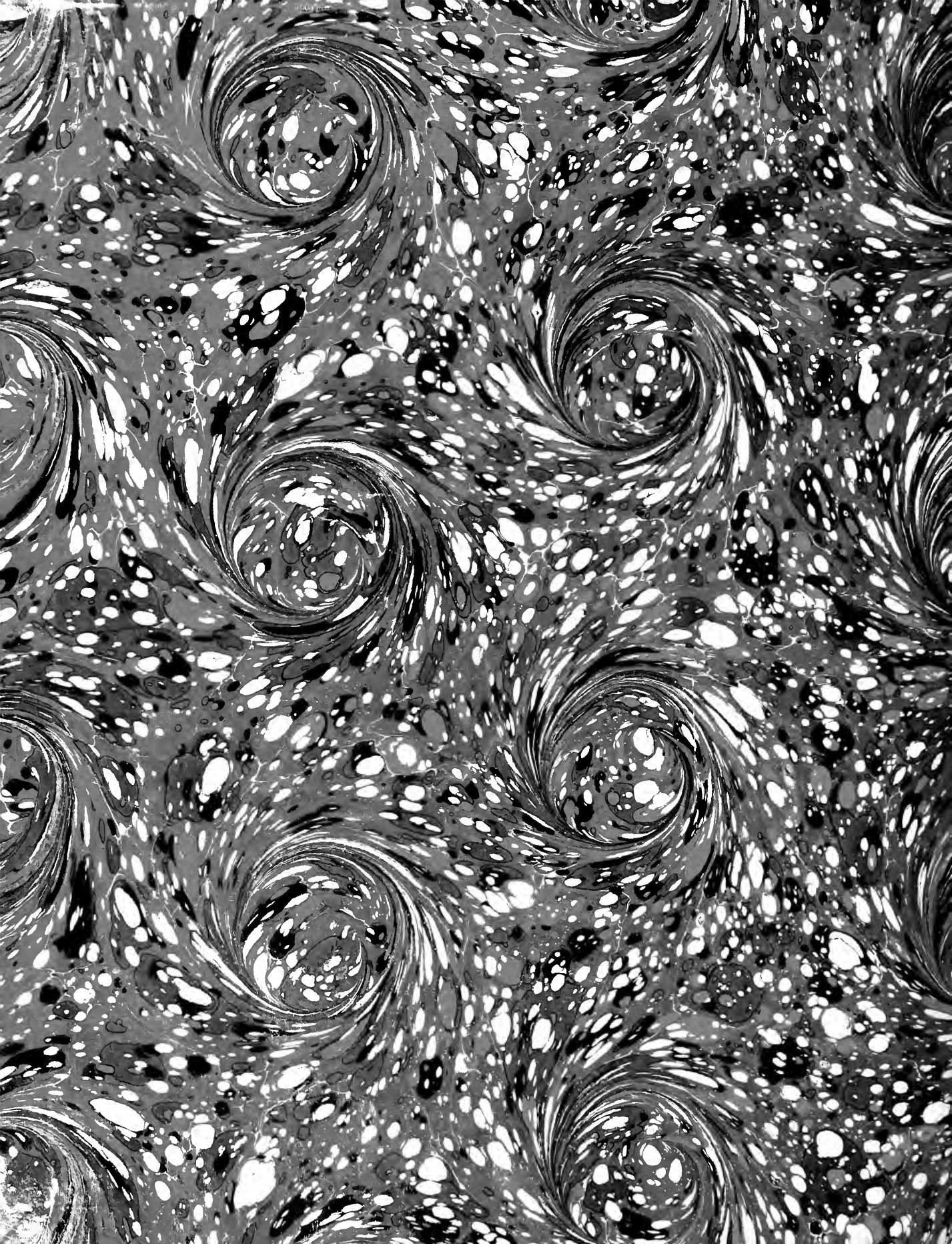
Certifié conforme aux originaux :

AIMÉ VINGTRINIER.

Bibliothécaire en chef de la Ville de Lyon.







JN
2477
D3A42
1868

Dauphiné. Assemblées
générales des Trois
Ordres, 1788

Procès-verbaux des
Assemblées générales
des Trois-Ordres et des
États provinciaux du
Dauphiné tenus à Romans
en 1788.

Mougin-Rusant
(1868)

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

UTL AT DOWNSVIEW



D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 13 10 21 01 008 5